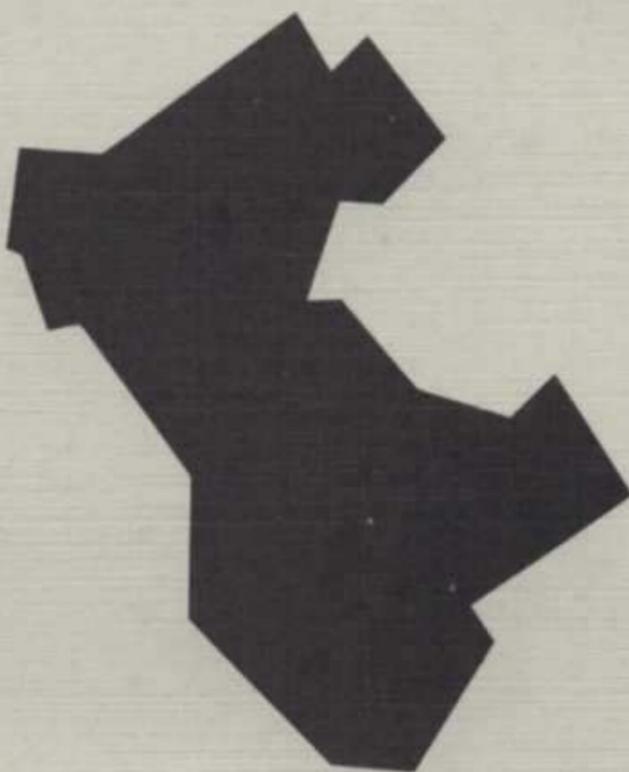


INSTITUT ZORYAN

Pour la Recherche et Documentation Arméniennes  
Contemporaines

*LE DOSSIER*

# Karabagh



FAITS ET DOCUMENTS  
SUR  
LA QUESTION DU HAUT-KARABAGH  
1918-1988

Rédacteur-en-chef  
Gérard J. Libaridian

Première Edition  
Paris — Cambridge — Toronto  
Avril 1988

**SEVIG**  
P R E S S

SEVIG PRESS

5, rue Alexandre Cabanel — 75015 Paris (France)  
Tél. (1) 42 73 28 37 — Fax : (1) 42 73 20 95

INSTITUT ZORYAN

Pour la Recherche et Documentation Arméniennes  
Contemporaines

# LE DOSSIER Karabagh

FAITS ET DOCUMENTS

SUR

LA QUESTION DU HAUT-KARABAGH

1918-1988

Rédacteur-en-chef

Gérard J. Libaridian

Première Edition

Paris — Cambridge — Toronto  
Avril 1988

**SEVIG**  
P R E S S

SEVIG PRESS

5, rue Alexandre Cabanel — 75015 Paris (France)  
Tél. (1) 42 73 28 37 — Fax : (1) 42 73 20 95

*L'INSTITUT ZORYAN, dont le siège est situé à Cambridge, MA (USA), est un centre de recherches indépendant. Il se consacre à l'étude des problèmes arméniens contemporains dans le contexte des changements régionaux ou mondiaux.*

The Zoryan Institute  
Cambridge, MA, USA  
Téléphone (617) 497 6713  
Los Angeles Office (818) 784 0748

The Zoryan Institutue  
Ontario, Canada  
Téléphone (416) 449 7171

Copyright © 1988 The Zoryan Institute for  
Contemporary Armenian Research and Documentation, Inc.  
Cambridge, Massachusetts.

Tous droits réservés

Pour information écrire à :  
The Zoryan Institute, 19 Day Street, Cambridge, MA 02140  
Sevig Press, 5 rue Alexandre Cabanel 75015 Paris (France)

Première édition en anglais : mars 1988  
Première édition en français : avril 1988

Gérard J. Libaridian  
Directeur de l'Institut Zoryan

ISBN 0-916431-27-4

Couverture : Aramais Andonian

Imprimé en France  
Printed in France

Photocomposition et impression par Imprimar  
17, rue Bleue 75009 Paris (France)  
Téléphone : (1) 42 46 66 29

# TABLE DES MATIÈRES

NOTE DE L'ÉDITEUR XVII

INTRODUCTION XX

**HISTOIRE**  
Les massacres et génocides sont devenus des armes politiques contre ceux qui aspirent aux changements et aux réformes ou luttent pour que les injustices soient réparées.  
Cet ouvrage est dédié aux dernières victimes de tels crimes, les enfants de Soumgaït, et aussi aux enfants en qui survivra le sens de la justice, de la liberté et du bonheur.

**LE RÉVOLUTIONNAIRE ARMÉNIEN ET LA GUERRE CIVILE**  
L'histoire du mouvement de libération de la République Arménienne et à la Conférence de Paris  
ÉTATements

1. Réponse sur le stendard Général Tachik (1918) 6  
Paris  
25 avril 1918
2. Rapport adressé à Erenan au Tchikour (1918) 12  
A Erzurum  
28 septembre 1918
3. Lettre adressée au Comité d'États Arméniens  
Comité de la République du Karabagh, par le Commandant  
15 mai 1918
4. Note adressée au Comité de la République Arménienne  
à Erzurum, au sujet du Karabagh  
26 février 1919
5. Lettre adressée au Comité de la République Arménienne  
à Erzurum  
20 février 1919
6. F. Lettre adressée au Comité de la République Arménienne  
à Erzurum, au sujet du Karabagh  
25 février 1919
7. Message adressé au Comité de la République Arménienne  
à Erzurum, au sujet du Karabagh  
25 février 1919



# TABLE DES MATIÈRES

<b>NOTE DE L'ÉDITEUR</b>	<b>XVII</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>XX</b>
<b>HISTOIRE ET POLITIQUE</b>	<b>1</b>
<b>I. JUSQU'EN 1917</b>	<b>3</b>
<b>II. REVOLUTION, RÉPUBLIQUE ET GUERRE CIVILE</b>	<b>5</b>
<b>DOCUMENTS</b>	
1. Rapport sur la visite du Général Turc Khalil Pacha à Erevan. <b>20 septembre 1918</b>	<b>8</b>
2. Rapport confidentiel à Erevan sur l'occupation de Chouchi par l'Azerbaïdjan. <b>28 septembre 1918</b>	<b>9</b>
3. Communiqué du Colonel D.I. Shuttleworth sur le contrôle temporaire du Karabagh par l'Azerbaïdjan. <b>15 janvier 1919</b>	<b>10</b>
4. Note de protestation du gouvernement arménien à l'Azerbaïdjan au sujet du Karabagh. <b>26 janvier 1919</b>	<b>11</b>
5. Lettre de protestation des Arméniens du Karabagh aux Alliés. <b>20 février 1919</b>	<b>11</b>
6. Projet d'administration temporaire du Karabagh du Conseil National Arménien. <b>20 février 1919</b>	<b>12</b>
7. Memorandum de la Quatrième Assemblée des Arméniens du Karabagh au Commandant des Forces Alliées en Transcaucasie. <b>24 février 1919</b>	<b>13</b>

8.	Télégramme du Colonel Chardigny sur la situation des Arméniens en Transcaucasie. <b>20 mars 1919</b>	15
9.	Projet de gouvernement provisoire de la Cinquième Assemblée des Arméniens du Karabagh. <b>25 avril 1919</b>	15
10.	Lettre de la Cinquième Assemblée des Arméniens du Karabagh au Général Shuttleworth. <b>25 avril 1919</b>	16
11.	Lettre d'Avedis Aharonian sur le Karabagh aux délégués de la Conférence de la Paix. <b>15 mai 1919</b>	18
12.	Résolution proposée par les manifestants d'Erevan protestant contre les massacres au Karabagh. <b>11 juin 1919</b>	20
13.	Accord des Arméniens du Karabagh avec le Gouverneur-Général Sultanov au sujet d'un gouvernement provisoire azerbaïdjanais. <b>15 août 1919</b>	20
14.	Discussion entre les premiers ministres d'Azerbaïdjan et d'Arménie sur le conflit entre les deux pays. <b>20 novembre 1919</b>	22
15.	Memorandum du Karabagh sur la situation politique adressé aux puissances alliées. <b>4 mars 1920</b>	25
16.	Rapport confidentiel au Ministre arménien des Affaires étrangères sur les atrocités du Karabagh. <b>16 avril 1920</b>	27
17.	Résolution des manifestants d'Erevan exigeant du gouvernement soviétique la défense des droits des Arméniens du Karabagh. <b>1<sup>er</sup> mai 1920</b>	28
18.	Rapport secret sur la discussion entre T. Begzatian et Legran. <b>5 août 1920</b>	28

### III. LA SOVIETISATION 30

#### DOCUMENTS

19. Télégramme de l'Azerbaïdjan au sujet de la cession des territoires arméniens à la République d'Arménie.  
**1<sup>er</sup> décembre 1920** 31
20. Simon Vratzian au sujet de l'attitude de l'Azerbaïdjan quant à la cession des territoires arméniens.  
**1<sup>er</sup> décembre 1920** 31
21. L'article de Staline sur la question arménienne  
**4 décembre 1920** 32
22. Annonce de l'accord arméno-azerbaïdjanais au sujet des territoires litigieux.  
**12 juin 1921** 33
23. Titre de la déclaration officielle de l'accord du rattachement du Karabagh à l'Arménie.  
**19 juin 1921** 33
24. Changement de la politique soviétique au sujet du statut du Karabagh.  
**3-5 juillet 1921** 34
25. Annonce par l'Azerbaïdjan de l'annexion du Karabagh.  
**juillet 1923** 34

### IV. DU STALINISME A L'ÈRE BREJNEVIENNE 35

#### DOCUMENTS

26. Récit d'un témoin oculaire des événements des années 1920 au Karabagh  
**15 février 1928** 36
27. Récit d'un témoin oculaire des événements du Haut-Karabagh, O.N. Djeknavorian  
**1924-1936** 37

28.	Pétition des Arméniens du Karabagh à Nikita Khrouchtchev pour la réintégration du Haut-Karabagh à la RSS d'Arménie. <b>19 mai 1964</b>	37
29.	Appel lancé à l'Arménie soviétique par les Arméniens du Karabagh. <b>19 septembre 1967</b>	41
30.	Lettre de Sero Khanzadian à Léonid E. Brejnev. <b>15 octobre 1977</b>	43
31.	Article du <i>New York Times</i> sur les injustices subies par les Arméniens du Haut-Karabagh. <b>11 décembre 1977</b>	46
32.	Extraits de la Constitution de l'URSS <b>7 octobre 1977</b>	47
<b>V. L'ÈRE DE LA PERESTROÏKA</b>		<b>59</b>
DOCUMENTS		
<b>V.I L'EXIGENCE D'UN CHANGEMENT RADICAL</b>		
33.	Editorial de la <i>Pravda</i> sur la question des nationalités en URSS. <b>23 décembre 1986</b>	55
34.	Discussion à la Radio de Moscou sur la politique soviétique des nationalités. <b>2 janvier 1987</b>	56
35.	Yu. Bromley dans les colonnes de la <i>Pravda</i> , «Les mouvements nationaux en URSS : réalisations et problèmes». <b>13 février 1987</b>	57
36.	Déclaration d'Igor Ligatchev sur la question des nationalités à l' <i>Armenian Reporter</i> . <b>17 septembre 1987</b>	58
37.	Appel de Gorbatchev à une réunion spéciale du Comité Central sur la politique des nationalités, <i>New York Times</i> <b>19 février 1988</b>	59

38.	Déclaration d'Abel Aganbeguian au <i>New York Times</i> sur la portée des réformes. 28 février 1988	60
<b>V.ii LE CHANGEMENT RADICAL ET LA QUESTION DU KARABAGH</b>		
39.	Interview d'Abel Aganbeguian par Zori Balayan dans la <i>Pravda</i> . 25 février 1987	61
40.	Zori Balayan à propos des écrivains arméniens de la diaspora et d'Arménie soviétique. septembre 1987	62
41.	Sergueï Mikoyan : le Karabagh et l'Arménie soviétique dans le <i>Armenian Mirror-Spectator</i> . 24 octobre 1987	63
42.	Conférence de presse du Catholicos Vazguen I <sup>er</sup> à Los Angeles, <i>Asbarez</i> . 10 novembre 1987	63
43.	Abel Aganbeguian et le Karabagh, <i>Haratch</i> 16 novembre 1987	64
44.	Zori Balayan : le patriotisme et le Karabagh, <i>Hye Gyank</i> . 25 décembre 1987	65
45.	Zori Balayan et Sergueï Mikoyan sur les problèmes arméniens contemporains dans le <i>Armenian Mirror-Spectator</i> . 6 février 1988	66
46.	Zori Balayan : la glasnost et l'émigration, <i>Armenian Mirror-Spectator</i> . 20 février 1988	72
<b>V.iii UNE NOUVELLE ÈRE : LE COMBAT POUR LA RÉPARATION DES INJUSTICES</b>		
47.	Memorandum de Souren Aïvazian au Secrétaire général Gorbatchev sur le Karabagh et le Nakhitchévan, <i>Haratch</i> 13-14 décembre 1987	74

48.	Le cas de deux Arméniens d'Azerbaïdjan accusés de détournement de fonds, <i>Izvestia</i> . 5 août 1987	78
49.	Pétition des Arméniens à Gorbatchev pour le Karabagh et le Nakhitchevan, <i>Drochak</i> . 13-14 octobre 1987	79
50.	Rapports sur les manifestations d'Erevan et les affrontements dans le Haut-Karabagh, <i>Asbarez</i> . 24 octobre 1987	81
51.	Rapport sur la rencontre entre une délégation du Karabagh et un officiel soviétique à Moscou, <i>Asbarez</i> . 6 février 1988	82
52.	Résolution du gouvernement de la Région autonome du Haut-Karabagh demandant l'intégration à l'Arménie soviétique, <i>Sovetakan Karabagh</i> . 21 février 1988	82
53.	La nouvelle vague de manifestations au Karabagh et à Erevan dans la presse, <i>Los Angeles Times</i> . 23 février 1988	83
54.	a. Extrait de discours prononcé aux manifestations d'Erevan. 24-26 février 1988	84
	b. Extraits de discours prononcés aux manifestations d'Erevan. 26 février 1988	84
	c. Banderoles et slogans brandis par les manifestants d'Erevan. 26 février 1988	85
55.	Nouveaux comptes-rendus de presse sur les manifestations d'Erevan. 26 février 1988	85
56.	La rencontre entre Gorbatchev et des représentants arméniens. 28 février 1988	86
57.	Interview de Sylva Kapoutikian et de Zori Balayan à <i>La Repubblica</i> . 26 février 1988	87
58.	M. Gorbatchev sort grandi de l'épreuve arménienne. 27 février 1988	91

#### V.iv. REACTIONS EN URSS

59. Déclaration de K. Demirdjian à la télévision d'Erevan.  
22 février 1988 94
60. Réponse du CC du PCUS à la demande du Haut-Karabagh.  
23 février 1988 95
61. Commentaires d'A. Moutalibov au sujet du Haut-Karabagh.  
23 février 1988 96
62. Décision du PC d'Arménie.  
23 février 1988 97
63. Allocution de V.I. Dolguikh à la télévision arménienne.  
24 février 1988 97
64. Réaction officielle de l'Aktiv du parti du Haut-Karabagh.  
24 février 1988 99
65. Lettre du Catholicos Vazguen I<sup>er</sup> à Gorbatchev.  
25 février 1988 99
66. Extraits du message de Gorbatchev aux républiques d'Arménie  
et d'Azerbaïdjan.  
26 février 1988 100
67. Les Kurdes d'Arménie solidaires des Arméniens.  
26 février 1988 101
68. Compte-rendu de l'agence TASS sur les massacres de Soumgaït.  
1<sup>er</sup> mars 1988 102
69. Compte-rendu des massacres de Soumgaït par *Le Monde*.  
4 mars 1988 102
70. Extraits de l'article de la *Pravda* au sujet des événements  
d'Arménie.  
21 mars 1988 103
71. Résolution du Soviet suprême rejetant le rattachement du  
Haut-Karabagh à l'Arménie.  
23 mars 1988 106
72. Les réformes économiques et sociales promises par Moscou  
pour le Haut-Karabagh.  
24 mars 1988 108

73.	Erevan coupé du monde : calme forcé en Arménie. 26 mars 1988	109
74.	L'enquête officielle sur les massacres de Soumgaït. 29 mars 1988	111
<b>V.v. LA REACTION DE LA DIASPORA ARMENIENNE</b>		
75.	Lettre du parti Démocrate Libéral (ADL) à Gorbatchev au sujet du Karabagh et du Nakhitchevan. 29 novembre 1987	112
76.	Memorandum de soutien du parti Social Démocrate Hentchakian à Gorbatchev. 1 <sup>er</sup> décembre 1987	114
77.	Modèle de lettre que la FRA Dachnaksoutioun des Etats-Unis a demandé aux Arméniens d'envoyer à Gorbatchev. 2 décembre 1987	115
78.	Lettre ouverte du CDCA-France à Gorbatchev. 23 février 1988	117
79.	Communiqué de presse du Comité représentatif de la communauté arménienne de France. 24 février 1988	118
80.	Motion présentée par les Arméniens de France à l'Ambassadeur de l'URSS. 25 février 1988	118
81.	Télégramme envoyé à Gorbatchev par Alex Manoogian. 25 février 1988	119
82.	Déclaration de Ross Vartanian, directeur de l'Armenian Assembly of America à la suite des manifestations d'Erevan et du Karabagh. 25 février 1988	120
83.	Manifestations de soutien des Arméniens des Etats-Unis et du Canada. 27 février 1988	120
84.	Télégramme du Catholikos Karékine II à Gorbatchev. 27 février 1988	122

85.	Déclaration du Bureau de la FRA Dachnaksoutioun sur les massacres de Soumgaït. 10 mars 1988	123
86.	Comptes-rendus de presse sur le meeting de solidarité à Paris 21 mars 1988	124
87.	Communiqué du Bureau de la FRA Dachnaksoutioun à l'URSS et à l'opinion publique internationale. 24 mars 1988	125
88.	a. 10 000 Arméniens se rassemblent devant l'ambassade de l'URSS à Paris.	127
	b. Motion commune présentée à l'ambassade de l'URSS par les trois partis politiques arméniens.	128

## ANNEXES

A.	PHOTOGRAPHIES	129
B.	STATISTIQUES	139
C.	CARTES GEOGRAPHIQUES	143
D.	CHRONOLOGIE	146
E.	VUES ET INTERVIEWS SUR LES EVENEMENTS	156
	1. La politique britannique au Caucase.	156
	2. URSS : histoire et politique en conflit, <i>Richard G. Hovannissian</i> .	157
	3. Un paradoxe soviétique, <i>Ronald Suny</i>	159
	4. Glasnost et politique des nationalités, <i>Ronald Suny</i> .	159

5.	Revendications et espoirs, <i>Gérard J. Libaridian</i>	162
6.	La nécessité de réformes radicales, <i>Gérard J. Libaridian</i>	165
7.	Les acquis des événements d'Arménie, <i>Dicran Shirvanian</i>	167
8.	L'internationalisme à l'épreuve du pantouranisme, <i>Garo Ulubeyan</i>	169
9.	Pour le printemps du Karabagh, Editorial de <i>Haratch</i>	171
10.	Dans l'attente de la décision de Gorbatchev, trois éditoriaux de <i>Gamk</i>	172

**F. BIBLIOGRAPHIE 176**

A.	PHOTOGRAPHIES	178
B.	STATISTIQUES	180
C.	CARTES GÉOGRAPHIQUES	183
D.	CHRONOLOGIE	186
E.	VUES ET INTERVIEWS SUR LES ÉVÉNEMENTS	188
		192
		193
		197
		199
		201
		202

## REMERCIEMENT

*Le dossier Karabagh a été conçu et réalisé grâce à l'aide de :*

Dro Abrahamian  
Aramais Andonian  
Mark Ayanian  
Alvart Badalian  
Hourig Berberian  
Alina Boghossian  
Vahe Ghahramanian  
Salpi H. Ghazarian  
Ara Ghazarians  
Armik Ghazarians  
Gaspar Hacobian  
Karen Haroutunian  
Kevork Imirzian  
Nora Nercessian  
Maral Poladian  
Armineh Stepanian  
Miganoush Stepanian  
Khachig Tololyan  
Taline Voskeritchian  
Vahe Zerounian

*Ont apporté leur collaboration à l'édition française :*

Pierre Ter Sarkissian  
Madeleine Ulubeyan  
Garo Ulubeyan  
Maral Ulubeyan  
Seta Serengulian  
Sossi Hagopian  
Seda-Claire Mouradian  
Azniv Minassian  
Raffi Kalfayan

Cet ouvrage n'aurait pas pu être compilé et publié sans eux.

L'Institut Zoryan et Sevig Press leur expriment leur profonde reconnaissance.

L'Institut Zoryan et le rédacteur-en-chef de ce volume expriment leur reconnaissance également au Père Sasoon Zumrookhdian, de l'Eglise apostolique de Sacramento, Californie, pour les photos des manifestations d'Erevan ; au Bureau de la FRA Dachnaksoutioun pour les avoir autorisé à utiliser et publier certains documents inédits des Archives de la République Arménienne ; au Dr. Rouben Adalian, de l'Armenian Assembly of America et à M. Ara Kalayjian de l'Armenian Mirror-Spectator pour certains documents et textes.

L'introduction a été rédigée à partir des documents et textes de Richard G. Hovannissian, Ronald G. Suny, Kevork Imirzian et Gérard J. Libaridian.



## NOTE DE L'ÉDITEUR

En février 1988, les noms de Karabagh, Nagorny-Karabagh et Haut-Karabagh ont brusquement occupé le devant de la scène internationale.

La majorité arménienne de cette région, placée sous la juridiction de la RSS d'Azerbaïdjan, a adressé une pétition au Soviet Suprême de l'URSS en vue d'obtenir sa médiation pour le rattachement de ce territoire à la république voisine d'Arménie. Pour soutenir cette revendication, les Arméniens d'Arménie soviétique ont organisé des manifestations massives mais pacifiques.

Les manifestations et la violente réaction en Azerbaïdjan soviétique — qui a conduit aux massacres d'Arméniens à Soumgaït — ont soulevé nombre de questions et aussi suscité quelques inquiétudes.

Dans le même temps, nombre de vaines spéculations et d'idées abstraites ont été avancées prétendant interpréter les tenants et aboutissants de ces événements.

Au moment où nous mettons sous presse cet ouvrage, le calme semble revenu tant au Karabagh qu'en Arménie. Mais la situation reste tendue, selon les informations de presse.

A la revendication légitime des Arméniens du Karabagh — le rattachement de leur territoire à l'Arménie — Moscou a opposé une fin de non-recevoir catégorique, en se contentant seulement d'annoncer une série de mesures d'ordre économique et culturel : construction de nouveaux logements et équipements culturels ; création de nouveaux emplois pour arrêter l'exode des Arméniens ; développement des communications avec l'Arménie ; diffusion de la télévision d'Erevan au Karabagh, etc. En tout, 400 millions de roubles d'investissements supplémentaires par an pour la région autonome, et ce, pendant la période 1988-1995.

Même s'il s'agit bel et bien d'une concession devant la pression de la rue, ces mesures ne peuvent cependant pas satisfaire les Arméniens du Karabagh, ni leurs compatriotes d'Arménie et de la diaspora. Car cette solution administrative ne changera probablement ni le comportement des Azerbaïdjanais, ni l'aspiration des Arméniens du Karabagh à la réunification avec la mère-patrie.

Quelle que soit la suite des événements, une chose est désormais définitivement acquise : rien ne sera plus comme avant pour le peuple arménien dans son ensemble, après la démonstration de force — tranquille —, de détermination, et d'esprit unitaire dont il a fait preuve pendant ces deux derniers mois.

Le présent ouvrage se propose de présenter la question du Haut-Karabagh dans ses dimensions multiples à travers des documents officiels et d'autres données importantes. Nous espérons qu'ils aideront les lecteurs à comprendre pourquoi cette question

a surgi aujourd'hui et pourquoi il est peu probable qu'elle retombe dans l'oubli, même si les médias et les spécialistes devaient juger qu'il en sera ainsi.

Cet ouvrage a été préparé par l'Institut Zoryan, Cambridge, Massachussets (USA) et publié en anglais à la mi-mars 1988.

Dans l'édition française, nous avons tenu compte — documents à l'appui — des principaux événements intervenus après la parution de l'édition anglaise, et ce jusqu'au 31 mars 1988. De même, nous avons apporté certaines modifications dans les comptes-rendus de presse et dans nos sources bibliographiques. Cependant, tant par sa présentation que par son contenu global, l'édition française de ce dossier reste dans l'ensemble identique à sa version originale.

Afin de faciliter la lecture, la compréhension et l'appréciation du matériel ici proposé, certaines précisions sont nécessaires.

1. La région en question a une très longue histoire, elle a été peuplée et administrée par différentes ethnies. La toponymie a changé et chaque lieu porte souvent plusieurs noms. Différents systèmes de translittération adoptés à diverses époques et dans différents pays ont rendu le problème encore plus complexe. Afin d'éviter toute confusion, nous avons utilisé, dans la plupart des textes et documents figurant dans cet ouvrage, la version actuelle, internationalement reconnue de ces noms. Ceci vaut aussi pour les noms de personnages historiques ou contemporains.

Certains détails méritent d'être clarifiés davantage. Ainsi, Stepanakert, la capitale de l'actuelle région autonome, s'appelait autrefois Khankend. Elizavetpol (aujourd'hui Kirovabad) qui s'appelait autrefois Gandja (Gandzak en arménien) était le centre administratif régional dont dépendait le Karabagh pendant la période tsariste.

2. En raison de l'extrême complexité de l'histoire de la composition ethnique de ce qui est aujourd'hui l'Azerbaïdjan soviétique, les populations ont été désignées sous des noms variés, comme Azeris, Turcs Azeris, Tatars, Tartars, Azerbaïdjanais. Nous n'avons pas cherché, dans cet ouvrage, à adopter une appellation standard.

3. Le terme Karabagh peut désigner et désigne trois entités géographiques différenciées. Traditionnellement, le terme Karabagh désigne les plaines comme la partie montagneuse de la région. Le Haut-Karabagh désigne souvent la partie du Karabagh qui est, de fait, montagneuse. La Région autonome du Haut-Karabagh, soit la région en question, est cette entité politique juridiquement définie qui se trouve dans la région géographique du Haut-Karabagh. La Région autonome est plus petite que l'aire géographique connue sous le nom de Haut-Karabagh. Ces précisions seront utiles plus

particulièrement à la lecture des cartes et des données statistiques figurant dans ce volume.

4. Alors que les sources historiques sont nombreuses concernant le Karabagh pré-soviétique, il n'en existe que très peu pour la période soviétique. Bien que les historiens arméniens et azerbaïdjanais aient fourni une somme considérable d'informations sur l'histoire de leurs républiques, aucun ne s'est penché sérieusement et systématiquement sur la Région autonome du Haut-Karabagh. Il est possible d'avancer que les dirigeants politiques et les historiens azerbaïdjanais n'avaient pas de raison d'étudier l'histoire d'une région habitée majoritairement par des Arméniens et qui de plus est contestée ; leurs homologues arméniens en Arménie soviétique ont évité cette question pour ne pas prêter le flanc au reproche «nationaliste», particulièrement pendant la période stalinienne. Un travail plus conséquent a été mené par les historiens arméniens de la diaspora, bien qu'ils aient difficilement accès aux sources concernant l'histoire plus récente de la région.

5. Référence est souvent faite au Nakhitchevan ou République autonome du Nakhitchevan, dans la mesure où cette région a vu sa destinée liée à celle du Haut-Karabagh. Toutes deux font partie de l'Arménie historique, et étaient habitées par une population arménienne dense jusqu'aux années 1920. De plus, ces deux régions ont fait l'objet des préoccupations géopolitiques de l'Empire Ottoman et de son successeur, la République turque d'aujourd'hui. Cet intérêt s'est manifesté dans le cadre d'une stratégie régionale de la Turquie et des objectifs pantouraniens qui ont à l'occasion motivé la politique de ses dirigeants. Le Nakhitchevan est situé au sud-ouest de l'Arménie soviétique et ne partage pas de frontières avec l'Azerbaïdjan. Il a néanmoins vu le nombre de sa population arménienne considérablement baisser, sapant ainsi la portée de l'argument démographique dans les revendications arméniennes sur cette région. Le Nakhitchevan incarne un destin auquel les Arméniens veulent soustraire le Haut-Karabagh. Les Arméniens représentaient 55,7 % de la population du Nakhitchevan en 1926 ; ils sont moins de 5 % aujourd'hui.

6. La plupart des documents figurant dans ce volume ont été traduits de l'arménien, de l'anglais, et d'autres langues. Les originaux de certains de ces documents sont en français.

31 mars 1988

Dicran Shirvanian

## INTRODUCTION

Une étrange fascination s'attache au mot Karabagh.

Les récents événements survenus dans le Haut-Karabagh et en Arménie soviétique ont placé les reporters devant la difficulté insurmontable de se procurer des photos, des films ou des films vidéo. La plupart des spécialistes ont dû se plonger dans des cartes pour identifier ce nom à consonnance exotique.

Cette fascination peut s'expliquer par le caractère pluridimensionnel de l'histoire, ainsi que par la portée symbolique et réelle que de tels événements ont pu avoir dans les pays et les peuples de la région mais aussi en Occident.

Ces dimensions sont, de fait, fascinantes. Les Arméniens du Haut-Karabagh, une petite enclave dans la bordure méridionale de l'URSS, ont pris au sérieux les propos du nouveau dirigeant soviétique et ont organisé une pétition pour lui faire part de leurs griefs. Un peuple, qui n'a qu'une expérience limitée de la démocratie telle qu'on l'entend en Occident, a mis à profit les mécanismes des structures soviétiques pour organiser des forums et exprimer d'anciennes revendications. Puis, les Arméniens ont appuyé leurs exigences par des manifestations pacifiques. La glasnost, prétendaient-ils, leur donne le droit de faire état de leurs griefs et d'adresser des pétitions à leur gouvernement ; la perestroïka leur donne le droit d'attendre un changement radical du statut administratif défini par Staline. Mikhaïl Gorbatchev lui-même ne défie-t-il pas les affirmations de Staline et ainsi d'ailleurs que tout son système ?

Cette logique, désarmante de simplicité, s'appuie sur le soutien des Arméniens de l'Arménie soviétique voisine. La plus petite des républiques d'URSS a déversé un tiers de ses citoyens — près d'un million — dans les rues pendant une semaine, pour soutenir les exigences des Arméniens du Karabagh. Ils ont été à leur tour rejoints par les Arméniens d'autres régions d'URSS, à Moscou par exemple, et par les Arméniens de la Diaspora (Amérique du Nord, Europe occidentale, Proche-Orient), où les manifestations et les pétitions renforcent les pressions sur les diplomates soviétiques.

## Au-delà des nombres

La question de la Région autonome du Haut-Karabagh est relativement simple pour ses 80 % d'habitants arméniens. Le Karabagh, la province historique d'Artsakh, a fait partie du patrimoine arménien depuis plus d'un millénaire. Il occupe une place centrale non seulement dans l'identité culturelle et historique du peuple arménien mais aussi dans ses aspirations étatiques. Depuis que la région a été annexée à l'Azerbaïdjan, entre 1920 et 1923, le gouvernement azerbaïdjanais a pratiqué une politique de discrimination économique et sociale et de répression, rendant la vie insupportable à maints égards à ses citoyens.

Les Arméniens redoutent aussi que le but de cette politique soit de les forcer à émigrer et ainsi de dissoudre l'une des dernières provinces de l'Arménie historique encore habitée par une population majoritairement arménienne. Une telle évolution constitue, pour les Arméniens, une étape d'un processus qui a commencé avec la politique répressive de la Turquie ottomane un siècle auparavant en Arménie occidentale, aujourd'hui Turquie orientale.

La turquification du Nakhitchevan est une preuve de cette politique et une démonstration de collusion entre les nationalistes turcs en Turquie et en Azerbaïdjan.

Les problèmes qui agitent actuellement la région sont liés à l'intégration du Haut-Karabagh à l'Azerbaïdjan, à une époque où la Russie soviétique et les dirigeants de la Turquie nationaliste menaient une politique commune.

Pour l'Azerbaïdjan, le fait que la majorité de la population du Haut-Karabagh soit arménienne est accessoire et secondaire par rapport à d'autres facteurs : le Karabagh lui appartient maintenant et il a participé au développement de la conscience nationale azerbaïdjanaise, un phénomène essentiellement postérieur à la soviétisation. Les nationalistes azerbaïdjanais considèrent le Karabagh comme une partie de leur patrie, d'où sont originaires d'ailleurs nombre d'intellectuels et de dirigeants politiques du pays. Les historiens et écrivains Azerbaïdjanais considèrent aussi que le peuple du Haut-Karabagh, jadis connu sous le nom d'*Aghvank* (les Albanais du Caucase), constitue un élément ethnique différent des Arméniens et, donc, leur sort ne saurait être lié

à celui des Arméniens, même si les habitants du Haut-Karabagh se considèrent eux-mêmes comme des Arméniens. Ils vont jusqu'à suggérer que ceux qui se considèrent comme Arméniens devraient quitter la région. En dernière analyse, tout changement dans le statut territorial serait perçu, dans l'état actuel des choses, comme un coup porté à l'orgueil national azerbaïdjanais. Ainsi, il semble peu probable que le gouvernement de l'Azerbaïdjan accède lui-même à la demande arménienne de restitution du Haut-Karabagh à l'Arménie. La Constitution soviétique stipule effet que toute modification du tracé des frontières entre deux républiques soviétiques requiert le consentement des deux parties.

A la fin mars 1988, le Soviet suprême a rejeté la demande des Arméniens du Haut-Karabagh de se voir intégrés à l'Arménie soviétique. Tout en déployant des troupes à Stepanakert et à Erevan pour prévenir toutes nouvelles démonstrations, Moscou a annoncé une importante série de mesures en vue de répondre aux doléances d'ordre économique, social et culturel des Arméniens du Haut-Karabagh. Mais il n'est pas certain que ceux-ci vont se satisfaire par des réformes qui ne modifient pas le statut de leur région. Cependant, ces réformes vont rapprocher le Haut-Karabagh de l'Arménie sur le plan culturel et de Moscou sur le plan politique et économique. Cela peut permettre de calmer la situation, tout au moins pour le temps présent.

Maintenant que la réponse de Gorbatchev est connue, il est utile d'étudier les raisons pour lesquelles cette fascination originelle, voire cette sympathie pour les manifestants arméniens, se sont progressivement érodées au fur et à mesure que les manifestations ont été perçues comme une menace pour la position de Gorbatchev, un sentiment qui a dû compter au moment de la décision du Politburo.

### **Comment la glasnost peut-elle menacer la glasnost ?**

Comment se peut-il que ceux qui ont donné corps à la doctrine de glasnost et de la perestroïka aient été accusés par les spécialistes et les médias de menacer cette même glasnost et

cette perestroïka ? Comment l'exercice pacifique d'une doctrine peut-il être défini comme un danger pour cette doctrine ? Comment se fait-il que les spécialistes et les medias aient insisté sur le fait que les Arméniens menacent les réformes de Gorbatchev, quand ce sont justement ces réformes que veulent les Arméniens ?

Il est possible que les medias et les experts ne croient pas qu'il y ait de sérieux problèmes dans le Haut-Karabagh à l'origine du nationalisme arménien dans la région. Il se peut aussi qu'après mûre réflexion, ils ne croient pas que c'était une erreur des Anglais, des Russes soviétiques et des dirigeants turcs d'attribuer le Haut-Karabagh à l'Azerbaïdjan entre 1918 et 1923. Ce sont là pourtant des hypothèses peu probables. Les medias n'ont pas présenté d'arguments dans ce sens ni donné aucun indice d'un effort de recherche.

Les manifestants d'Erevan, dont les banderoles clamaient «la perestroïka n'est pas de l'extrémisme», semblent avoir été instruits du risque d'être définis en des termes qui ne correspondent pas à leurs revendications réelles.

S'il est naïf de croire qu'un acte n'est défini dans l'histoire qu'en des termes voulus par son auteur, la projection de ses propres craintes, préjugés et espérances ne constitue guère une méthode d'interprétation plus valable. Les documents et les faits mentionnés dans cet ouvrage, produit d'une vaste recherche, indiquent qu'une telle alternative doit être écartée pour des raisons tant scientifiques qu'humanitaires. De même qu'en tant qu'historiens nous n'avons pas le droit de méconnaître le témoignage accablant d'une documentation qui nierait notre point de vue, nous n'avons pas plus le droit de condamner les autres à de perpétuels conflits d'interprétation, sous prétexte que nous n'avons pas le courage moral ni la volonté politique de corriger nos erreurs. Sans cette volonté, c'est au prix de la distorsion de la portée des faits, sinon des faits eux-mêmes, qu'on harmonise les valeurs en conflit.

### **«Pourquoi ne se sont-ils pas assimilés ?»**

L'histoire de la politique soviétique, les déclarations du Secrétaire Général Gorbatchev et de ses conseillers, ainsi que la Constitution de 1977 indiquent que la question des nationalités est posée en d'autres termes que la dimension

«ethnique» dans la politique américaine. La politique soviétique des nationalités va de la fonction assignée à l'identification ethnique et culturelle dans l'idéologie, au développement d'une structure de quasi Etat-nation dans le système soviétique.

La question qui nous a été posée récemment par un journaliste chevronné : «Pourquoi les groupes ethniques en Union soviétique tiennent-ils à préserver leur identité nationale au lieu de s'assimiler comme nous le faisons aux Etat-Unis ?» nous en apprend davantage sur le journaliste que sur l'Union soviétique ou le rôle des nationalités dans la politique soviétique.

Aussi favorables qu'ils puissent être à l'émergence d'une nouvelle identité soviétique, les dirigeants soviétiques et l'idéologie officielle qu'ils incarnent ont compris que les catégories ethnique, culturelle et linguistique sont et peuvent être investies d'un puissant dynamisme, qu'elles peuvent devenir les véhicules de changements substantiels dans l'histoire... C'est-à-dire que la dimension nationale peut intervenir dans la solution et pas seulement constituer le problème. On peut utiliser le nationalisme et on l'a fait, bien sûr, pour garder les conflits en éveil et pour justifier la pérennité d'un empire ou pour en créer un. Le nationalisme est aussi apparu dans l'histoire sous un jour plus positif. Le patriotisme prôné par Staline durant la Seconde Guerre Mondiale en est l'exemple le plus évident. On doit aussi avoir en vue l'histoire des mouvements de libération nationale pour comprendre que le nationalisme a assumé de telles fonctions également en dehors de l'idéologie soviétique.

Est-il possible, dans ces conditions, d'envisager un rôle pour le facteur ethnique dans la glasnost et la perestroïka ? Est-il possible d'imaginer une politique des nationalités plus vigoureuse, plus imaginative ? Se pourrait-il que Gorbatchev envisage une telle stratégie afin de promouvoir une société plus ouverte ? Cela expliquerait son calme apparent et sa réserve face aux manifestations d'Erevan. Si l'on considère l'opposition qu'il rencontre et le poids de la bureaucratie résistant à ses réformes, le soutien massif exprimé à travers les manifestations énormes peut être une des seules armes véritables dont il dispose contre les réactionnaires au sein du Parti. Il n'est pas étonnant, par exemple, que de

telles manifestations aient été possibles à Erevan, où Karen Demirdjian, le Premier Secrétaire du Parti Communiste d'Arménie, est méprisé par l'interlligentsia gorbatchevienne résolue à combattre la corruption et la pollution, et est tenu pour l'un des derniers dirigeants locaux encore opposé à Gorbatchev.

D'après les récits des témoins, le seul pouvoir à avoir été menacé durant la longue semaine de manifestations a été le gouvernement de Demirdjian, qui est devenu inefficace. Les manifestations massives, avec leurs organisations de base, sans un seul incident, sans l'intervention ni de la police ni de l'armée, ne pouvaient que profiter à la glasnost.

### Qui pose des problèmes à Gorbatchev ?

Où donc est alors le problème pour Gorbatchev ? La réponse qui s'impose ici pourrait être à nouveau la réaction de l'Azerbaïdjan. Un million de manifestants pacifiques et disciplinés brandissant des portraits de Gorbatchev et des banderoles proclamant «Vote de défiance au gouvernement d'Arménie» ne pouvaient menacer Gorbatchev. Les massacres de manifestants ou de leurs compatriotes le pouvaient. Un jour, il sera possible de déterminer s'il existait des liens entre le gouvernement d'Azerbaïdjan, qui a pour le moins toléré les pogroms anti-arméniens, et le courant réactionnaire à Moscou. On doit également s'interroger sur l'impact du limogeage par Gorbatchev de Gaïdar Aliev du Politburo, un Azerbaïdjanais proche des politiques de Brejnev et d'Andropov.

Il y a une autre question qui peut être soulevée et qui d'ailleurs l'a été : «Pourquoi Gorbatchev encouragerait-il ou tolérerait-il l'émergence de tels problèmes actuellement ? Ne s'attendait-il pas à des troubles ?». On peut répondre que même Gorbatchev — et peut-être précisément Gorbatchev — ne peut gérer dans son ensemble un pays de 100 nationalités ou groupes ethniques. On peut tenter de répondre en dépassant cette alternative. Il se peut aussi que Gorbatchev n'ait pas eu le choix de résoudre les problèmes avant qu'ils n'exploient ; tout comme il n'avait pas d'autre choix que d'engager le pays dans des réformes économiques et politiques avant que l'organisation de l'Etat ne s'effondre.

La nécessité de solutions aux différents problèmes de nationalités pour lesquels Staline n'est que partiellement responsable, semble avoir été aussi urgente que l'exigence, plus facilement comprise, de changements radicaux dans les secteurs économique et politique. Bien que tout ceci ne soit pas encore formulé de façon claire et cohérente, la dimension démographique de la politique des nationalités, la poussée en proportion des Musulmans soviétiques, la crainte du fondamentalisme et les options iranienne et turque dans la stratégie régionale doivent être très certainement prises en compte par Gorbatchev. Dans un tel contexte, le conflit arméno-azeri est exacerbé par les différences religieuses et ethniques entre les deux groupes. Mais ces facteurs sont tout aussi complexes et ne peuvent se limiter à une explication simpliste des faits.

Il est également clair que, si l'argument évoqué plus haut est valable, la réponse de l'Azerbaïdjan aux manifestations (refus de responsabilité dans la situation, refus des faits, et des massacres) a au moins autant de signification politique que les manifestations elles-mêmes. Son effet évident est l'instauration d'un climat de terreur qui condamne à l'avance une « expérience » démocratique ultérieure. Par conséquent, telle réaction peut éventuellement nous conduire à la condamnation des manifestants pacifiques, qui veulent le changement et des réformes, pour avoir osé formuler et énoncé leurs propres problèmes. Cette logique conduit à dire à ceux qui veulent le changement que pour préserver le droit à la liberté d'expression, ils ne doivent pas l'exercer ; pour avoir le droit de réparer les torts, ils ne devraient pas les formuler ni lutter contre les injustices.

### **La terreur d'Etat comme antidote aux réformes**

Notre propos est de démontrer qu'un gouvernement local comme celui de l'Azerbaïdjan, sans pouvoir à Moscou, est capable de paralyser le programme de réformes en cours en URSS. Cette « logique » peut être étendue à d'autres secteurs de réformes en Union soviétique. La terreur d'Etat et les massacres comme antidotes aux mouvements de réformes ont servi aux Philippines, dans les pays d'Amérique Centrale, etc...

Cela pourrait-il se produire en URSS ? Est-ce que nous voulons que cela se produise en URSS ?

On espère que non. Et pourtant, comment expliquer autrement l'absence totale d'indignation morale dans les cercles officiels après la confirmation des nouvelles de Soumgaït et d'autres massacres de centaines de civils, dont des femmes enceintes et des nouveaux-nés ? La volonté largement partagée dans les media et par les spécialistes d'accabler l'Islam et particulièrement le chiisme est, d'abord, une offense à la foi de millions de personnes.

C'est aussi une insulte à la raison et à la mémoire. Les Arméniens et les Musulmans ont vécu en paix et dans un respect mutuel dans différentes parties du monde, sans «haine» et sans «heur». Il y a eu, en revanche, de sérieux problèmes avec des régimes soucieux de neutraliser les mouvements réformistes parmi les Arméniens. Qu'on se réfère aux massacres de 1894-1896 de plus de 200 000 Arméniens dans l'Empire Ottoman après l'émergence d'un mouvement de libération, au Génocide des Arméniens à partir de 1915 organisé par les proto-fascistes Jeunes-Turcs, ou aux massacres de 1905-1907 (au cours de la première révolution russe) et à nouveau entre 1917-1920 (révolution d'octobre) en Transcaucasie perpétrés par les Turcs Azeris, les problèmes ont toujours été de nature politique. L'objectif de ces massacres a toujours été de détruire cette tendance au réformisme que tous les groupes conscients d'eux-mêmes mais victimes de répressions (nations, sectes religieuses ou classes sociales) peuvent développer.

Les massacres sont en général l'expression de l'expansion du pouvoir qui s'affirme pour régler les différends entre ses sujets ; présenter de tels conflits comme le résultat d'une «haine religieuse» est au mieux naïf.

### **Porter le fardeau des contradictions des grandes puissances**

L'histoire s'est répétée en février-mars 1988, et les spécialistes comme les journalistes devraient découvrir le sens de l'histoire. Il apparaît que l'absence d'une indignation morale après Soumgaït s'inscrit dans une interprétation générale des événements. Si les événements dont nous avons été témoins dans le Caucase s'étaient déroulés selon un scénario différent, les seuls événements de Soumgaït auraient pu nous laisser penser que, peut-être, les habitants du Haut-Karabagh avaient

de bonnes raisons — par-delà un nationalisme abstrait et son identification au territoire — de vouloir changer leur statut politique. En fait, aucun soviétologue ni aucun grand journaliste n'ont émis une opinion dans ce sens. Les artisans de l'opinion publique se sont davantage intéressés à la «boîte de Pandore» qui allait menacer l'Union soviétique — cette Union soviétique dont beaucoup prédisent l'effondrement que quelques-uns espèrent. Une fois de plus, une petite nation fait les frais des contradictions internes aux politiques des grandes puissances ; et le Karabagh devra probablement continuer à accepter le statu quo afin de ne pas perturber la paix chez les autres, de ne pas déranger le jeu des grandes puissances.

Beaucoup de ceux qui protestaient dans le passé contre tout usage de la force par Moscou, étaient impatients de voir le Kremlin en faire usage à présent — et semblent d'ailleurs plutôt déçus qu'il n'en ait pas été ainsi. On espérait qu'on réponde par la force aux manifestations d'Erevan.

Un journaliste chevronné posait la question suivante : «Pourquoi l'Union soviétique, qui a la volonté politique et la puissance militaire capables d'imposer ce qu'elle veut à ses sujets, a-t-elle toléré des manifestations à une telle échelle et sur une longue durée ?». Il est évident que ni le Vietnam, ni l'Afghanistan, ni l'Iran, ni les Philippines n'ont pu ébranler la conviction profonde que les armes sont capables de réduire les peuples. C'est peut-être la raison principale de l'interprétation erronée des événements.

En se refusant à utiliser la force, du moins dans un sens irrémédiable, contre les manifestants, Moscou a permis à un «groupe ethnique que l'histoire avait condamné à disparaître» de faire le travail de la glasnost, voire de la définir. Gorbatchev a permis à une petite nation, composée de gens bien réels — plutôt que de représentants d'une race avec les interprétations que cette acceptation suscite — de légitimer, d'une manière dont aucun mécanisme n'était capable, la perestroïka. Ceci, en fait, peut être la raison de cette déception qui s'est emparée des médias et des spécialistes concernant le mot Karabagh, un mot qui, au début des événements, exerçait une réelle fascination.

31 mars 1988

## HISTOIRE ET POLITIQUE

- I. **Jusqu'en 1917**
- II. **Révolution, République et Guerre civile**
- III. **Soviétisation**
- IV. **Du Stalinisme aux années de Brejnev**
- V. **L'ère de la Perestroïka**
  - i. **Le besoin de changement radical**
  - ii. **Le changement radical et la question du Haut-Karabagh**
  - iii. **Vers la réparation d'injustices dans une période nouvelle**
  - iv. **Les réactions en URSS**
  - v. **Les réactions de la diaspora arménienne**



## I. JUSQU'EN 1917

Le Karabagh (Gharabagh en arménien) est connu sous le nom soviétique officiel de Nagorno-Karabagh ou «Région autonome du Haut-Karabagh». C'est une région de 4 400 Km<sup>2</sup> avec une population de 153 000 habitants dont 75 % sont arméniens. Le Karabagh, «Jardin noir» en langue turque, est réputé pour la beauté tourmentée de ses paysages aux montagnes sauvages, isolé du reste du Caucase.

La région du Karabagh fait partie de l'Arménie historique et a été un bastion de la conscience politique et culturelle arméniennes. Elle était habitée par des Arméniens dès la formation du peuple arménien, il y a environ trois mille ans. Elle fait partie de différents royaumes arméniens.

Certaines régions de la province historique ont été également habitées par les Albanais du Caucase — à ne pas confondre avec les Albanais des Balkans — qui ont entretenu des contacts étroits avec les Arméniens. Selon le géographe grec Strabon (1<sup>er</sup> siècle av. J.C.), le Karabagh, qui comprenait alors le Haut-Karabagh actuel et les plaines plus vastes qui l'entourent, avait une économie avancée et était réputé pour sa cavalerie. Les Arméniens du Karabagh, ainsi que leurs voisins Albanais, adoptèrent très tôt le christianisme qui devint la religion officielle du royaume arménien des Arsacides. La première église du Karabagh, dans la région connue aujourd'hui sous le nom de Martouni, a été fondée par Grégoire l'Illuminateur, le premier Catholicos d'Arménie. La tradition veut aussi que le moine Mesrob Machtotz, inventeur de l'alphabet arménien, ait fondé la première école dans le Karabagh.

Etant donné le caractère central de la religion dans la vie sociale à cette époque, il n'est pas surprenant que dans les deux siècles qui suivirent, les Albanais aient fusionné avec les Arméniens. Les alliances entre familles féodales, l'origine souvent arménienne des évêques de la région, ont fait qu'à partir du VII<sup>e</sup> siècle, les Albanais avaient pratiquement perdu leur spécificité.

Les territoires du Haut-Karabagh et des terres basses environnantes sont devenus partie intégrante des provinces arméniennes d'Utik, Sunik, et Artsakh. Aux VII<sup>e</sup> et VIII<sup>e</sup> siècles, une grande partie de la région a été conquise par les Arabes, qui ont converti une partie de la population à l'Islam.

Au Karabagh, seule une petite minorité a été islamisée. La situation du Karabagh a connu un tournant radical avec les invasions turques du XI<sup>e</sup> siècle. Venant d'Asie centrale, les Turcs avaient conquis la Perse et fondé la dynastie turque Seldjoukide qui, après une série de raids, avait envahi l'Arménie. A partir de 1020, ces invasions causèrent d'importantes destructions en Arménie, et le Karabagh, surtout les plaines, fut particulièrement touché. Le XI<sup>e</sup> siècle vit la fin du royaume arménien mais la principauté féodale de Sunik, qui comprenait le territoire montagneux du sud de l'Arménie soviétique actuelle et le Haut-Karabagh, fut épargnée et devint un phare pour le reste de l'Arménie. Dans les siècles suivants, des milliers d'Arméniens trouvèrent refuge dans le Karabagh et se placèrent sous la protection des seigneurs locaux.

Au cours des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, le Karabagh a été le berceau du mouvement d'émancipation arménien. Les représentants de la région tentèrent d'attirer l'attention des monarques de Russie et d'Europe, appelant à une «croisade» pour libérer le plateau arménien, dont la partie orientale était occupée par les Empires Ottoman et Perse. Dans les années 1720, la révolte des Arméniens de Sunik et du Karabagh, sous la conduite de David Beg, constitue une victoire considérable, bien que temporaire. L'Empire russe, s'étendant dans le sud vers la Transcaucasie, a annexé le territoire du Karabagh en 1805.

L'annexion du Karabagh par la Russie a été officiellement reconnue par la Perse avec le Traité de Gulistan en 1813. Ainsi, le Karabagh intégrait l'Empire russe avant les territoires d'Erevan et de Nakhitchevan, qui ont été cédés par la Perse à la Russie en vertu du Traité de Turkmentchaï, en 1828. Cette annexion précoce a été en quelque sorte bénéfique au Karabagh mais a, en même temps, créé un problème majeur pour l'avenir. Car à l'époque de son annexion à l'Empire russe, le Karabagh faisait partie de la Province d'Elizavetpol, qui deviendra plus tard l'Azerbaïdjan. Administrativement donc, le Karabagh ne pouvait pas être rattaché aux territoires arméniens non encore annexés en 1813, bien qu'il en fit partie par son histoire et sa population. Après leur annexion, Erevan et le Nakhitchevan furent organisés en une «Armianskoï Raïon» qui deviendra plus tard la Province d'Erevan. Ici comme dans d'autres empires, les décisions de l'administration coloniale ont fait le lit des difficultés futures.

## II. LA REVOLUTION, LA REPUBLIQUE, ET LA GUERRE CIVILE.

Dans les premiers mois de la Révolution russe de 1917, la situation au Karabagh était relativement calme. L'Armée russe avait pénétré profondément en territoire ottoman et il n'y avait pas de menace turque au Karabagh. Mais la désintégration de l'Armée russe, vers la fin de l'année 1917, avait entraîné un mouvement des troupes de l'Empire Ottoman en Arménie, au mois de février 1918. Les Turcs ottomans menaçaient Erevan et faisaient des tentatives désespérées pour atteindre la ville pétrolière de Bakou, alors aux mains d'une coalition multinationale de Bolcheviks (dirigée par l'Arménien Stépan Chaoumian) et de quelques forces militaires arméniennes. Pendant ces combats, les représentants des Arméniens, des Géorgiens et des Azeris se réunirent pour former une éphémère Fédération Transcaucasienne. En mai 1918, la Fédération capota et trois républiques indépendantes furent proclamées : l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie qui forment la charpente des actuelles républiques soviétiques de Transcaucasie.

La capitale de la république d'Azerbaïdjan était Elizavetpol (Gandja). Le nouveau gouvernement, indifférent aux exigences de ses citoyens arméniens, proclame le Karabagh comme faisant partie du territoire de la nouvelle république. Le commandant des forces turques ottomanes Nouri Pacha (le frère du ministre Enver Pacha) donne alors l'ordre aux Arméniens du Karabagh de se soumettre au nouveau gouvernement de son alliée ethnique, l'Azerbaïdjan.

En août 1918, les Arméniens du Karabagh constituent leur propre assemblée nationale, connue sous le nom de Première Assemblée des Arméniens du Karabagh, qui élit ensuite un Gouvernement du Peuple du Karabagh. Ce gouvernement rejeta la demande des troupes turques d'entrer dans sa capitale Chouchi. A la fin de l'été, le 15 septembre, les Turcs s'emparaient de Bakou. Avec l'aide de leurs coraciaux Azerbaïdjano-Turcs, ils se livrèrent à un massacre systématique des Arméniens de la ville, au cours desquels périrent environ 20 000 Arméniens. Quand la nouvelle des massacres parvint au Karabagh, les Arméniens réalisèrent

qu'ils n'étaient pas en mesure eux non plus de résister avec succès aux troupes régulières de l'Empire Ottoman. Le 25 septembre, ils se soumirent aux Turcs qui entrèrent, avec 5 000 soldats, à Chouchi. Au cours de la semaine, 60 personnalités arméniennes furent arrêtées, les citoyens désarmés et des potences furent ostensiblement dressées sur les places de la ville. Il n'est pas besoin d'imaginer ce qui se serait passé si les Turcs étaient restés plus longtemps.

Confrontés à l'occupation turque, les Arméniens du Karabagh cherchèrent une aide militaire du côté des Arméniens de l'autre côté de la frontière. La République d'Arménie nouvellement fondée autour d'Erevan était trop faible pour leur venir en aide. Les bataillons du Général Andranik, un habile combattant rompu à la guérilla et chef militaire dans le Zangueזור, étaient les seules forces sérieuses. Le Général Andranik offrit donc son aide et fit mouvement vers Chouchi. Cette avance, ralentie par la résistance musulmane et par des discussions interminables entre les Arméniens, connut un retard fatal. Avant qu'Andranik puisse atteindre Chouchi (il en était à environ 35 km), la Première Guerre Mondiale prenait fin et la Turquie, avec l'Allemagne et l'Empire austro-hongrois, rendait les armes aux Alliés.

L'occupation britannique devait jouer désormais un rôle en Transcaucasie orientale. Les Britanniques ordonnèrent à Andranik d'arrêter ses opérations militaires et d'attendre la solution de la Question Arménienne à la Conférence de la Paix. Andranik, ne voulant pas s'opposer aux Anglais, fit retraite vers Goris, dans le Zangueזור. Ainsi, les Arméniens plaçaient la destinée du Karabagh entre les mains des Britanniques et des Alliés occidentaux. Les Arméniens avaient toutes les raisons de croire qu'ils seraient bien traités par les Britanniques ; après tout, ils avaient combattu aux côtés des Alliés et avaient été victimes de leurs ennemis, les Turcs Ottomans. Le président Wilson leur avait par ailleurs exprimé son soutien. Enfin, les Azerbaïdjanais avaient été les alliés des Turcs en 1918. Malgré tout ceci, en quelques mois, les Britanniques confirmèrent leur soutien en Transcaucasie orientale aux Azerbaïdjanais, mus tant par une traditionnelle turcophilie que par la conviction géopolitique qu'ils devaient encourager et dominer les entités musulmanes émergentes dans le Moyen-Orient entre Suez et l'Inde, particulièrement celles qui contrôlaient les réserves pétrolières.

Les Arméniens du Karabagh ne pouvant attendre de l'aide de personne, signèrent le 22 août 1919 un traité avec la république d'Azerbaïdjan en vertu duquel ils acceptaient son autorité jusqu'à la décision finale sur le Haut-Karabagh attendue à la Conférence de la Paix de Paris. Par ce traité, les Arméniens du Karabagh se voyaient garantir leur autonomie culturelle. Ce traité établissait les bases des relations du Haut ou Nagorno Karabagh avec l'Azerbaïdjan.

Au cours de ce même mois d'août 1919, les Britanniques commencent à se retirer d'Azerbaïdjan. Mais les séquelles de leur courte présence se font sentir encore aujourd'hui. Si le Karabagh a été intégré à la République indépendante d'Azerbaïdjan, malgré la majorité écrasante de la population arménienne, c'est bien le résultat du soutien britannique à la position Turco-azeri concernant cette région.

[20 septembre 1918]

**Rapport sur la visite du général Turc Khalil Pacha à Erevan.**

République Arménienne  
Ministère des Affaires Etrangères

Mission politique en Géorgie  
Tbilissi

à : Constantinople  
Délégation Arménienne

26 septembre 1918  
N°871

Le 31 août, dans la matinée, Khalil Pacha, V. Kress et le Baron Frankenstein, moi-même qui les accompagnais, arrivâmes à Erevan. La réception fut très chaleureuse. M. Aram, le Ministre de l'Intérieur, un vieil ami de Khalil Pacha, était venu nous chercher à la gare. Khalil Pacha s'élança vers lui et l'embrassa. Après quoi, Khalil Pacha passa la garde d'honneur en revue, et alla à la ville avec M. Aram, escorté par la cavalerie d'honneur. Pendant toute la durée du défilé l'orchestre exécutait des marches militaires.

[...]

La troisième question concernait la situation du Karabagh. Katchaznoui [le Premier Ministre] exposa notre point de vue concernant ce problème : les régions du Haut-Karabagh et du Zangezour sont des territoires peuplés majoritairement d'Arméniens, il ne peut y avoir aucun argument qui plaide en faveur de leur annexion à l'Azerbaïdjan. Cependant, puisque l'annexion à l'Arménie provoque les objections de l'Azerbaïdjan, le gouvernement arménien croit que le statut politique du Karabagh doit trouver sa solution soit à la Conférence de Constantinople, soit par la population du Karabagh elle-même. Tant qu'une solution à ce problème ne sera pas trouvée, le gouvernement arménien ne veut pas intervenir dans les affaires intérieures du Karabagh et exige de l'Azerbaïdjan qu'il agisse de même. Khalil Pacha déclara qu'il partageait personnellement notre point de vue et promit d'en discuter avec le gouvernement d'Azerbaïdjan, servant d'intermédiaire entre nos deux gouvernements.

[...]

Pendant ces conversations Khalil Pacha fit un lapsus significatif : « Nous, Turcs, ne pensons pas asservir quelque nations que ce soit ; cependant, nous avons un idéal et voulons le réaliser. Nous désirons rétablir nos liens avec notre ancien territoire, le Touran ; pour cela, nous voulons un passage unissant nos deux patries, libre de toute juridiction étrangère. » Ainsi, le désir des Turcs d'étendre leur domination jusqu'au Turkestan trouvait une expression très précise dans ces mots de Khalil Pacha.

[...]

Très respectueusement,

A. Djamalian  
Ambassadeur de la République d'Arménie en Géorgie

[Archives de la République d'Arménie, dossier N°65]

2

[28 septembre 1918]

### **Rapport confidentiel à Erevan par l'ambassadeur arménien en Géorgie sur l'occupation de Chouchi par l'Azerbaïdjan.**

Journal de la Mission Arménienne N°7  
Tbilissi. 28 septembre 1918

M. Djamalian a rencontré Von Kress, pour parler des événements survenus au Karabagh.

Le gouvernement azerbaïdjanais a envoyé des troupes à Chouchi pour conquérir le Karabagh. L'information secrète dont nous disposons montre que les troupes ont reçu des ordres du gouvernement de provoquer un bouleversement. Nous ne savons pas encore si nos délégations se rendront à Chouchi.

Ainsi l'Azerbaïdjan n'accepte pas notre point de vue, à savoir attendre la fin de la Conférence de Constantinople. M. Djamalian fit observer à la conférence et à Von Kress que le peuple du Karabagh étant prêt à se défendre, des conflits entre Arméniens et Turcs pourraient se répandre dans tout le pays en réponse aux dépradations causées par les Turcs, ce qui serait désastreux pour tout le Karabagh.

Von Kress fit remarquer qu'il était difficile de négocier avec Nouri Pacha, les rapports étant tendus. Il craint que sa médiation ne fasse que précipiter les événements, comme dans l'affaire de Bakou...

Mik. Toumanian, Conseiller de la Mission

[Archives de la République Arménienne, dossier N°65]

[15 janvier 1919]

**En janvier 1919, le colonel D.I. Shuttleworth, du commandement britannique, envoya la circulaire suivante, qui contient les violentes protestations du peuple du Karabagh et du gouvernement d'Arménie.**

Le commandement anglais déclare à toute la population des provinces de Chouchi, Zanguezour, Djibraïl et Djivanchir, que :

1. Le gouvernement d'Azerbaïdjan, par décision du 15 janvier 1919, a nommé le Dr. Sultanov comme gouverneur général. Il bénéficie de la coopération du commandement anglais.
2. Conformément aux lois en vigueur, un conseil composé de 6 membres compétents arméniens et musulmans doit être constitué dans l'état-major pour pourvoir aux besoins de la population.
3. Un officier de la mission anglaise peut participer au conseil en qualité de représentant du commandement anglais.
4. Le trésor azerbaïdjanais est chargé de régler les soldes des officiers et toutes autres dépenses de l'état-major.
5. La solution définitive à toutes les questions débattues doit émaner de la Conférence de la Paix [à Paris].
6. La Mission anglaise doit être informée à l'avance de tout mouvement de troupe à l'intérieur des frontières.
7. Par ce communiqué, le commandement anglais souhaite insister sur le fait que toutes les consignes et instructions émanant du gouverneur général et de ses services doivent être exécutés sans objection afin que le gouverneur général soit en mesure de remplir ses obligations, y compris le respect de la loi et de l'ordre dans la région qui dépend de sa juridiction. Le commandement anglais apporte son soutien absolu à toutes les mesures légalement adoptées.

[Archives de la République d'Arménie, dossier N°9]

[26 janvier 1919]

**Note de protestation du gouvernement arménien au gouvernement azerbaïdjanais au sujet du Karabagh.**

Annexe N°5

Au Ministre des Affaires Etrangères de la République d'Azerbaïdjan, Bakou

Selon une information qui nous est parvenue de source privée, le Conseil des Ministres de la République d'Azerbaïdjan a décidé d'établir un gouvernement général au Djivanchir, à Chouchi, à Djibraïl et Zanguezour.

Je suis chargé par mon gouvernement de protester contre cette décision qui est contraire aux droits territoriaux de l'Arménie.

26 janvier 1919,  
Ministère des Affaires Etrangères  
Tigranian

N°129

[Archives de la République d'Arménie, dossier N°8]

[20 février 1919]

**Note de protestation des Arméniens du Karabagh aux gouvernements alliés.**

Conseil National Arménien du Karabagh  
20 février 1919

L'Assemblée Générale Arménienne du Karabagh, dans sa 4<sup>e</sup> séance du 19 février 1919, ayant examiné la réponse du gouvernement azerbaïdjanais au gouvernement arménien, proteste énergiquement contre l'intention clairement exprimée du gouvernement azerbaïdjanais de considérer le Karabagh comme faisant partie du territoire de l'Azerbaïdjan.

La population arménienne du Karabagh, se fondant sur le droit des nationalités [à l'auto-détermination], tel qu'il a été reconnu par la Conférence de la Paix, en appelle à l'opinion publique du monde entier et proteste énergiquement contre cette tentative du gouvernement azerbaïdjanais d'ignorer ce droit en ce qui concerne le Karabagh arménien. Le Karabagh n'a jamais reconnu l'autorité du gouvernement azerbaïdjanais à l'intérieur de ses frontières, et ne le fera jamais.

L'Assemblée Générale prie les représentants des gouvernements alliés au Caucase ainsi que la Conférence de la Paix, de défendre leurs légitimes revendications. Cet acte de protestation est adressé au commandant des Forces Alliées à Bakou, le général Thompson, au gouvernement arménien et à la Délégation Arménienne à la Conférence de la Paix.

Signé :  
Président  
Secrétaire

[Archives de la République d'Arménie, dossier N°9]

6

[20 février 1919]

### Projet d'administration provisoire du Karabagh.

Conseil National Arménien  
20 février 1919

Projet d'administration provisoire du Karabagh arménien

1. Conformément à la décision de la Conférence de la Paix, le Karabagh arménien doit être administré comme suit :

a) Le Karabagh arménien est la région montagneuse composée des districts suivants : Chouchi, Koriaguin, Djivanchir (Tcharbert), Elizavetpol (Gulistan) avec une population à forte majorité arménienne.

b) Le Zanguezour doit être administré séparément.

2. Le gouvernement est conduit par un Conseil Provincial qui siège à Chouchi.

3. Le Conseil est composé de 7 Arméniens : 1 de la ville de Chouchi, 1 de Khatchen, 2 de Varanta, 1 de Dizak, 1 de Djivanchir, 1 du district d'Elizavetpol (Gulistan), et 3 musulmans : 1 de la ville de Chouchi et 2 de ses districts.)

a) Sur la base d'un accord spécial, les républiques d'Arménie et d'Azerbaïdjan sont chacune représentées au Conseil par un délégué.

4. Le chef de la Mission britannique à Chouchi est d'office le Président du Conseil.

5. Le représentant britannique a qualité pour reconnaître les délibérations du Conseil, pour annuler ou suspendre toute décision.

6. Le vice-président du Conseil est élu par le Conseil.

7. Tous les membres de l'administration sont nommés par le Conseil.

8. L'administration est régie selon la législation de l'Empire russe (y compris celle du gouvernement provisoire.)

9. Les projets de lois supplémentaires sont enregistrés par le Conseil par permission

spéciale des autorités britanniques.

10. Aucun mouvement de troupe de chacune des deux parties contractantes ne peut être effectué sans la permission spéciale des représentants britanniques. Les deux parties contractantes sont tenues de ramener les troupes à la position qu'elles occupaient à l'arrivée de la 1<sup>re</sup> Mission. Des détachements et des piquets britanniques doivent être placés aux points stratégiques les plus importants. C'est à la Mission de déterminer les effectifs des deux parties contractantes qui doivent stationner dans la zone litigieuse.

11. Des taxes et droits couvriront les frais de l'administration. En cas de déficit, le Conseil doit se procurer les sommes nécessaires en ouvrant des crédits.

12. Les détails du projet seront déterminés par le Conseil et la Mission.

Bagatourov,

Membre du Conseil National du Karabagh et délégué de la 4<sup>e</sup> Assemblée.

## 7

[24 février 1919]

### **Memorandum des représentants de la Quatrième Assemblée des Arméniens du Karabagh au Commandant des Forces Alliées en Transcaucasie.**

Au général Forester-Walker, le 24 février 1919,  
Commandant des Forces Alliées en Transcaucasie

Général,

Le Conseil National Arménien, élu à la Quatrième Assemblée du district, souhaite vous communiquer, par l'intermédiaire de M. Hrant Bagatourov et M. Nouchavan Ter-Mikaelian, membres du Conseil, son point de vue sur la situation actuelle dans la région du Karabagh.

Vous avez appris par la presse, ainsi que par le rapport du Conseil au général Thomson, que les Arméniens du Karabagh ont pris les armes pour défendre leur liberté et leur droit à l'indépendance. Ils ont refusé de se soumettre au pouvoir des Azerbaïdjanais, quel qu'il soit, et rien ne pourra faire changer leur détermination.

A la demande du général Thomson, ils ont suspendu toute action militaire et tout mouvement de troupes. Mais, alors que les Arméniens du Karabagh ont agi conformément aux exigences de la Mission britannique, le gouvernement azerbaïdjanais a avancé ses troupes vers d'importants points stratégiques tels que Askeran, Khankend, Zabangh, Chouchi et Koriaguin.

Au même moment, à l'intérieur des frontières du Karabagh, les troupes turques poursuivaient leurs opérations sous le commandement d'officiers turcs.

Ces actes sont perçus par la population arménienne du Karabagh comme les prémices d'une politique d'agression de la part du gouvernement azerbaïdjanais, et par conséquent la population est naturellement très inquiète et indignée.

S'appuyant sur les points de vue de la Conférence de la Paix quant aux questions des nationalités, les Arméniens du Karabagh, afin de garantir leurs droits et leur autorité et croyant fermement que la Conférence de la Paix satisfera leur désir inflexible et unanimement exprimé de rattacher cette région essentiellement arménienne au territoire de l'Arménie, sont d'avis que, en attendant la décision de la Conférence de la Paix, la seule solution provisoire et logique est le maintien de la situation telle qu'elle était avant l'arrivée des Turcs.

La ligne de démarcation entre la zone arménienne du Karabagh, dans laquelle les Arméniens atteignent 75 % à 90 % de la population, et la zone musulmane est clairement définie et a été tracée avec précision par le Comité des questions territoriales de Transcaucasie.

Dans cette partie arménienne du Karabagh ainsi que dans la partie arménienne d'Elizavetpol (Gulistan) avec laquelle elle possède des liens indissolubles, nous considérons qu'il est indispensable d'organiser un gouvernement autonome sous le contrôle de la Mission britannique et sur la base de la représentation proportionnelle, les droits de la minorité musulmane étant entièrement sauvegardés.

Les détails du projet seront présentés par nos délégués. D'après le projet élaboré par le représentant britannique à Chouchi, le major Monk Mason, ainsi que d'après une lettre adressée par le général B. Thomson au Major Varant Socrates Bey Melik-Chahnazarov, il apparaîtrait désirable de créer, avec le consentement du général Thomson, un gouvernement provisoire turco-arménien pour les districts de Zangueour, Chouchi, Koriaguin et Djivanchir, dans lequel les autorités militaires britanniques seraient aussi représentées.

Un tel gouvernement hétérogène et la réunion des deux communautés distinctes arménienne et musulmane du Karabagh sont absolument inadmissibles eu égard à la réalité des conditions de vie prévalant dans cette région. A tout moment il pourrait y avoir de regrettables frictions et des discordes, ce qui n'aboutirait non seulement pas à une cohabitation pacifique, mais au contraire ne pourrait qu'envenimer les relations entre les deux peuples.

Le Conseil National Arménien du Karabagh, profondément soucieux de paix et d'ordre, pense qu'il est impossible d'assumer la responsabilité de l'organisation d'un pouvoir local qui serait en contradiction avec la volonté clairement exprimée du peuple d'administrer indépendamment des Azerbaïdjanais le territoire arménien du Karabagh et de maintenir le statu quo jusqu'à la décision de la Conférence de la Paix.

Etant donné les considérations ci-dessus, le Conseil National Arménien du Karabagh vous prie de ne pas refuser d'apporter un changement radical dans le schéma proposé d'un gouvernement général mixte et de régler la question d'administration de la zone arménienne du Karabagh conformément aux principes exposés ci-dessus. Parallèlement, il vous prie de prendre des mesures pour le retrait des armées des frontières arméniennes du Karabagh, ces armées qui, au mépris de l'ordre de la Mission britannique, ont avancé en Arménie et occupé des points importants.

Etant donné l'extrême importance du problème et la complexité de la situation qui pourrait entraîner de graves conséquences, le Conseil National Arménien sollicite de votre bienveillance de transmettre la présente requête au Haut Commandement britannique.

En vous assurant, au nom des Arméniens du Karabagh, de la loyauté inébranlable et du dévouement aux grands Alliés qui ont toujours témoigné de tant d'intérêt aux malheurs du peuple arménien, le Conseil National Arménien vous prie, mon général,

d'accepter l'expression du profond respect et du dévouement de la population arménienne du Karabagh qui, dans son épreuve, est convaincue de trouver en vous, comme toujours, un défenseur puissant de ses intérêts et de ses aspirations légitimes quant à l'établissement d'un régime provisoire conforme aux décisions de la Conférence de la Paix.

Ci-joint une copie de la résolution du Conseil Arménien du Karabagh concernant les relations avec les Azerbaïdjanais, ainsi qu'une copie du projet de l'administration du district.

Président du Conseil : A. CHAHNAZAROV      Secrétaire : T. TER-GREGORIAN

[Archives de la République d'Arménie, dossier N°9]

8

[20 mars 1919]

**Télégramme envoyé par le colonel Chardigny, chef de la Mission militaire française au Caucase et à Tiflis.**

Du gouvernement d'Erevan :

«Population arménienne de Transcaucasie en danger sérieux de la part des Musulmans. Forces tatars importantes organisées sous la direction des Turcs à Charour, Nakhitchevan, Sourmalou, Karabagh ont désarmé forces locales arméniennes et déclaré gouvernorat général en Azerbaïdjan. Attendons sérieux incidents imminents. Indispensable que gouvernements alliés arrêtent Tatars pour éviter verser le sang, par action prompte et énergique, et pour éviter complications possibles. [Les Tatars] devraient ouvrir les routes nécessaires pour les évacuer de Turquie et rétablir les communications avec le gouvernement arménien.»

Signé : Tigranian  
Ministre des Affaires Etrangères.

[Archives de la République d'Arménie, dossier N°105]

9

[25 avril 1919]

**Résolution approuvée à l'unanimité par la Cinquième Assemblée des Arméniens du Karabagh sur la formation d'un gouvernement provisoire.**

Le Cinquième Congrès des Arméniens du Karabagh, après avoir entendu, au cours de sa session régulière du 23 avril 1919, l'exposé des programmes administratifs pour la formation d'un gouvernement provisoire au Karabagh tel que l'a présenté le

général Shuttleworth, représentant du commandement britannique, et ayant examiné en profondeur ce même programme lors de la session officielle du 29 avril, a conclu :

1. La Cinquième Assemblée des Arméniens du Karabagh aspire ardemment au rétablissement de l'ordre et de la paix au Karabagh.

2. Elle accueille sincèrement et de tout cœur la demande formulée par le commandement britannique du rétablissement des relations amicales avec nos voisins Tatars, une position qui reflète la politique adoptée par la population arménienne dans tout le Karabagh.

3. Ainsi le général Shuttleworth l'a lui-même déclaré, nous prenons bonne note que toutes les questions relatives au territoire et aux frontières concernant le Karabagh recevront une solution définitive à la Conférence de la Paix.

La Cinquième Assemblée des Arméniens du Karabagh trouve, cependant, que le programme qui a été présenté ne correspond ni aux souhaits ni aux intérêts de la population arménienne du Karabagh tels qu'ils sont clairement définis dans les directives et le mandat que l'Assemblée a donné à ses représentants.

Par conséquent, l'Assemblée trouve inacceptable le programme administratif créant des liens juridictionnels avec le gouvernement d'Azerbaïdjan, et croit que la réalisation par la force d'un tel programme pourrait entraîner un conflit grave et sanglant entre les deux ethnies, dont le Congrès ne souhaiterait pas assumer la responsabilité.

L'original a été signé par tous les membres du Bureau, au total 48 délégués.

Chouchi, 25 avril 1919

Cinquième Assemblée des Arméniens du Karabagh.

10

[25 avril 1919]

### **La Cinquième Assemblée des Arméniens du Karabagh au général Shuttleworth, commandant des forces britanniques au Caucase.**

Les Arméniens du Karabagh ne s'opposent pas aux droits de leurs voisins Tatars à l'auto-détermination mais, en attendant les accords définitifs de la Conférence de la Paix sur toutes les questions territoriales litigieuses, ils exigent pour eux-mêmes le droit de décider de leur propre destin.

Quant à l'extension de la juridiction de l'Azerbaïdjan sur le Karabagh arménien, la Cinquième Assemblée des Arméniens du Karabagh croit qu'il est de son devoir de déclarer que l'Azerbaïdjan a toujours été et demeure un complice et un allié des Turcs et de toutes les cruautés commises par les Turcs contre les Arméniens en général et les Arméniens du Karabagh en particulier.

L'Azerbaïdjan a toujours montré et continue à montrer aujourd'hui encore, son adhésion à l'orientation turque.

C'est l'Azerbaïdjan qui a invité les Turcs en Transcaucasie ; il encourage par tous les moyens possibles les actes de trahison à l'arrière des forces combattantes, brisant ainsi la résistance transcaucasienne et facilitant l'entrée triomphale des Turcs dans notre pays. Cet «Etat» ne semble pas avoir perdu tout espoir de réaliser le rêve du retour des Turcs en Transcaucasie, et continue à persécuter systématiquement les Arméniens.

Le boycott économique auquel les Arméniens étaient soumis lorsque les pachas turcs entrèrent en Transcaucasie, est maintenant transformé en une politique gouvernementale systématique d'oppression des Arméniens.

Brigandages, pillages, massacres et attaques armées sur les grandes routes constituent les méthodes courantes par lesquelles l'Azerbaïdjan veut atteindre son objectif.

Et tous ces actes violents sont commis alors que les Arméniens du Karabagh ne sont même pas encore soumis au gouvernement d'Azerbaïdjan, et que les représentants de la puissante Grande-Bretagne sont encore ici pour nous défendre.

Nous avons la ferme conviction que le véritable Azerbaïdjan, suivant l'exemple donné par son frère aîné, la Turquie, veut supprimer les Arméniens en général en tant que seul élément culturel sympathisant avec l'Europe et non avec l'Orient, et supprimer les Arméniens du Karabagh en particulier, ceux-ci ayant réussi, jusqu'à ce jour, à défendre leurs droits et ayant relativement moins souffert des massacres et des dévastations.

L'Assemblée conclut, en outre, que la condition politique, historique, culturelle, juridique et spécialement économique des Arméniens du Karabagh ne peut, en aucun cas, légitimement permettre à l'Azerbaïdjan d'imposer au peuple arménien l'acceptation, même provisoire, de l'autorité et de l'administration azerbaïdjanaises. La Cinquième Assemblée des Arméniens du Karabagh, en s'appuyant sur ces faits, estime qu'il est par conséquent impossible d'accepter l'autorité d'une quelconque administration qui serait liée au gouvernement d'Azerbaïdjan.

En ce qui concerne le rétablissement des moyens de communication, l'Assemblée conclut que cette question n'a pas de rapport avec la reconnaissance de l'autorité du gouverneur général d'Azerbaïdjan, puisque la libre communication et la sécurité des moyens de communication constituent une nécessité vitale pour tout le pays et un débouché problème évident.

Nous sommes convaincus que l'état de paix que la Grande-Bretagne est en train d'instaurer en Transcaucasie va hâter la réalisation de conditions qui sont essentielles pour la relance de l'activité économique.

La question du libre passage des troupeaux menés en pâturage par les Azerbaïdjanais à travers le territoire du Karabagh arménien avait déjà trouvé une solution satisfaisante, alors même que le Karabagh était environné de bandes turco-tatars soutenues par Bakou. Cette question n'aurait présenté aucune difficulté si les Arméniens du Karabagh n'avaient été forcés de reconnaître l'autorité de l'Azerbaïdjan.

En joignant le texte de la résolution qui a été approuvée à l'unanimité par le Congrès et signée par tous les délégués, et qui rejette l'autorité temporaire du gouverneur général de l'Azerbaïdjan, la Cinquième Assemblée des Arméniens du Karabagh déclare qu'elle a fondé sa décision sur la ferme et résolue volonté du peuple qui l'a mandatée ; le commandement britannique peut le vérifier par un référendum populaire.

Reconnaissant absolument que les facteurs économique et culturel jouent un rôle primordial dans la solution de questions politiques d'une telle importance, la Cinquième Assemblée des Arméniens du Karabagh est fermement convaincue que la Grande-Bretagne, dans la personne de son commandant militaire au Caucase, ne voudra jamais forcer les Arméniens à se soumettre au gouvernement des khans d'Azerbaïdjan, desquels ils s'étaient affranchis il y a plus de cent ans, au prix d'immenses sacrifices et d'indescriptibles souffrances.

La Cinquième Assemblée des Arméniens du Karabagh, informée de la demande impérative répétée par le général Shuttleworth de reconnaître l'autorité du gouvernement d'Azerbaïdjan et, après avoir examiné les raisons qui ayant motivé ces exigences, conclut néanmoins qu'il est impossible de réviser son rejet d'un gouvernement provisoire azerbaïdjanais. Ce rejet fut dicté par la volonté résolue de toute la population arménienne du Karabagh, à laquelle aucun délégué à l'assemblée n'a désobéi. Les délégués ne peuvent prendre la responsabilité de l'effusion de sang qui pourrait résulter de l'établissement par la contrainte du pouvoir azerbaïdjanais sur le Karabagh arménien.

[Archives de la République d'Arménie, dossier N°9]

11

[15 mai 1919]

**Copie de la lettre d'Avetis Aharonian, Président de la Délégation de la République Arménienne, adressée aux Présidents des Délégations d'Italie, de France, d'Angleterre et des Etats-Unis.**

Paris, 15 mai 1919

Cher M. le Président,

Certaines régions de l'Arménie du Caucase sont aussi revendiquées par nos voisins, les Géorgiens et les Tatars [Azerbaïdjan]. Tandis que le gouvernement de la République arménienne attend avec impatience et confiance la décision de la Conférence de la Paix, notre voisine, la République d'Azerbaïdjan, cherche à créer le fait accompli. Conformément à la décision du Haut-Commandement britannique, le gouvernement arménien a, depuis le mois de décembre, cessé tout mouvement de son armée. En revanche, le gouvernement d'Azerbaïdjan a commencé à faire marcher ses troupes sur le Karabagh arménien et a occupé des régions qui font partie incontestablement de notre territoire. Dans le même temps, le gouvernement d'Azerbaïdjan a proclamé, par un acte officiel, l'annexion de ces régions occupées et y a envoyé un gouverneur général, M. Sultanov.

L'Assemblée Générale des Arméniens du Karabagh, réunie à Chouchi le 19 février, a rejeté avec une légitime indignation toute prétention de l'Azerbaïdjan sur le Karabagh arménien que la dite Assemblée a déclarée partie intégrante de l'Arménie, en vertu du principe même des nationalités proclamé maintes fois par les puissances de l'Entente.

Nous avons observé avec un profond regret que le Haut-Commandement Allié au Caucase a donné son consentement à la nomination d'un gouverneur général, tout en déclarant que ce n'est qu'un arrangement temporaire et que la détermination définitive des frontières dépend entièrement de la décision de la Conférence de la Paix.

Il nous est infiniment pénible d'apprendre qu'un territoire qui a toujours appartenu à l'Arménie et qui est habité par une majorité absolue d'Arméniens puisse être livré, fût-ce temporairement, à une administration étrangère profondément hostile à l'élément arménien.

[...]

En fait, le Karabagh arménien, les districts montagneux d'Elizavetpol, de Karabagh et de Zanguezour, ont une population totale de 494 000 habitants ; 358 000 sont Arméniens, 24 000 chrétiens divers, et seulement 112 000 musulmans : Tatars, Kurdes, etc. Outre ces considérations ethnographiques, il faut noter que cette bande de terre constitue une partie indivisible de l'Arménie étant dans le prolongement du plateau arménien, de même formation physique et géologique, ayant la même culture et la même histoire, et formant, de plus, un rempart naturel pour la défense de l'Arménie contre les invasions touraniennes.

Toutes ces questions sont minutieusement exposées dans le memorandum ci-joint que la Délégation de la République Arménienne a l'honneur de soumettre à Votre Excellence. Ce memorandum prouve de manière concrète que la province du Karabagh et les districts adjacents ainsi que la vallée de l'Araxe à Zanguezour ne peuvent, en aucun cas, être incorporés à un autre Etat.

[...]

Le peuple arménien qui, durant les terribles années de la guerre et au prix d'immenses sacrifices, a résisté aux attaques directes et indirectes des Tatars, des Turcs, des Allemands, et s'est battu aux côtés des grands Alliés pour la cause de la justice et la défense de son sol natal, continue aujourd'hui la même lutte dans de très difficiles conditions avec la ferme conviction que la Conférence de la Paix établira la justice pour l'obtention de ses droits indéniables.

Au nom de nos populations terriblement opprimées, nous avons la responsabilité d'avertir respectueusement la Conférence de la Paix que toute solution arbitraire, qui sacrifierait les aspirations légitimes des Arméniens, serait condamnée à devenir par la suite la source de nouveaux et perpétuels conflits.

La Délégation de la République Arménienne demande à être entendue avant qu'une décision ne soit prise concernant la destinée du peuple arménien et les frontières de son territoire.

Je vous prie d'accepter, M. le Président, l'assurance de ma haute considération.

Signé,

A. Aharonian

Président de la Délégation  
de la République Arménienne  
à la Conférence de la Paix

[Archives de la République d'Arménie, dossier N°105]

[11 juin 1919]

**Résolution déposée par des manifestants à Erevan après des nouvelles sur des massacres au Karabagh. La résolution avait reçu l'appui de tous les partis politiques arméniens. Des résolutions semblables ont été adoptées dans des assemblées dans d'autres villes, y compris Tbilissi :**

L'ampleur des massacres du peuple arménien en Turquie, au Karabagh, en Azerbaïdjan a dépassé tout ce qu'on avait déjà vu. C'est assez ! Nous ne pouvons tolérer plus longtemps le massacre de nos femmes et de nos enfants sous les yeux des représentants des grands peuples d'Europe.

[...]

Nous protestons énergiquement et, au nom de la civilisation et de l'autodétermination des peuples, nous exprimons notre infinie admiration pour nos frères du Karabagh qui luttent héroïquement contre la tyrannie de Sultanov.

[Archives de la République Arménienne, dossier 66a]

[15 août 1919]

**Accord entre les représentants de la Septième Assemblée des Arméniens du Karabagh et le gouverneur général Sultanov qui reconnaît l'administration provisoire azerbaïdjanaise.**

Vu que le sort du Haut-Karabagh doit être déterminé par la Conférence de la Paix, vu que tout affrontement est désastreux pour les nationalités habitant le Karabagh, et vu que, quelle que soit la solution de la question du Karabagh, Arméniens et Musulmans continueront à vivre ensemble, la Septième Assemblée des Arméniens du Karabagh a résolu, dans la séance du matin du 15 août 1919, de confirmer les points suivants concernant un accord temporaire avec le gouvernement de la République d'Azerbaïdjan.

1. Les parties contractantes acceptent cet accord provisoire en attendant la décision que prendra la Conférence de la Paix, décision que les deux parties s'engageront à respecter réciproquement.

2. Le secteur montagneux du Karabagh peuplé d'Arméniens (Dizak, Varanta, Khatchev, Tchrabert), dans les provinces de Chouchi, Djivanchir, Djibraïl, se considère comme étant provisoirement à l'intérieur des frontières de la République d'Azerbaïdjan.

3. Les provinces de Chouchi, Djivanchir et Djibraïl demeurent une unité administrative distincte dans le gouvernorat général du Karabagh, avec structure interne telle que le secteur montagneux arménien sera administré par des Arméniens, tout en garantissant les droits des minorités.

4. Dans le secteur montagneux du Karabagh, (Dizak, Khatchker, Varanta et Tcharbert), les personnels de l'administration seront nommés sur recommandation des membres arméniens du Conseil (voir point 5).
5. Un Conseil de 6 membres — 3 Arméniens et 3 Musulmans — sera créé dans le gouvernorat général du Karabagh.
6. Les membres arméniens du Conseil devront être choisis par l'Assemblée de la population arménienne du Haut-Karabagh. L'Assemblée est rééligible.
7. Toute question essentielle de nature inter-ethnique ne peut être tranchée avant d'avoir été examinée par le Conseil.
8. Le Conseil a le droit d'initiative dans des questions afférant aux décisions et à l'administration du gouvernorat général.
9. Le Conseil a le droit de contrôler ou de contrebalancer l'administration du gouvernorat général mais ne peut interférer dans les affaires administratives.
10. Le poste d'assistant du gouverneur général pour les affaires civiles doit être créé, et un Arménien doit être désigné à ce poste.
11. L'Assemblée Arménienne doit présenter deux candidats au gouvernement d'Azerbaïdjan pour le poste d'assistant aux affaires civiles, l'un d'eux sera choisi.
12. Les Arméniens du Karabagh doivent jouir du droit à l'autonomie culturelle.
13. Le droit à l'autonomie culturelle doit être dévolu au Conseil National des Arméniens du Karabagh élu par des assemblées des Arméniens du Karabagh régulièrement convoquées. L'Assemblée est convoquée par le Conseil National.
14. Le gouvernement de la République d'Azerbaïdjan régulera les activités du Conseil National par des intermédiaires arméniens.
15. Les garnisons [azerbaïdjanaises] stationneront à Khakend et à Chouchi avec des effectifs de temps de paix.
16. Tout mouvement des forces armées dans les secteurs montagneux des provinces de Chouchi, Djivanchir et Djibraïl peuplées d'Arméniens doit avoir le consentement des deux-tiers du Conseil.
17. Nul ne peut être persécuté pour ses convictions politiques.
18. Tous les Arméniens qui ont été contraints de quitter leur domicile pour des raisons politiques auront le droit d'y revenir.
19. Le désarmement des populations arménienne et musulmane sera suspendu au Karabagh jusqu'à la solution de la Conférence de la Paix.
20. Le gouvernement de la République d'Azerbaïdjan doit apporter son assistance matérielle et morale à la population du Karabagh pour une restauration rapide des villages musulmans et arméniens dévastés.
21. Dans le but d'améliorer les relations inter-ethniques, le Conseil organisera périodiquement des congrès généraux et locaux arméno-musulmans.
22. Il y aura liberté absolue de réunion, d'expression et de la presse. Mais du fait de l'existence de la loi martiale en Azerbaïdjan, les réunions doivent obtenir l'autorisation préalable de l'administration.
23. Tous les délits commis par des personnes privées ou par des officiels seront poursuivis selon la procédure judiciaire, sauf les crimes et actes délictueux qui ne tombent pas sous la juridiction ordinaire en vertu de la décision impérative du 11 juin 1919 prise par le Comité de Défense Nationale de la République d'Azerbaïdjan.
24. Nul ne sera persécuté pour avoir pris part aux affrontements inter-ethniques advenus jusqu'à ce jour.
25. Cet accord prendra effet à partir du moment où il sera accepté par la Septième Assemblée des Arméniens du Karabagh.

26. Cet accord sera valable en toutes circonstances, y compris état de siège, guerre, etc...

Les délégués nommés par la Septième Assemblée du Karabagh sont autorisés à conclure l'accord provisoire final avec le gouvernement d'Azerbaïdjan approuvé par tous les membres de l'Assemblée, à choisir les deux candidats pour le poste d'assistant civil du gouverneur général provisoire et les trois membres du conseil assistants du gouverneur général, et à résoudre toute question technique relative à l'administration du Karabagh sur les bases de l'accord provisoire qui a été accepté.

[Archives de la République d'Arménie, dossier 9 et 66a]

14

[20 novembre 1919]

**Déclaration de Nasib Beg Ouzoubekov et Alexandre Khatissian, respectivement Premier Ministre d'Azerbaïdjan et d'Arménie, après les discussions privées concernant le conflit entre les deux pays, adressée au colonel James C. Rhea de l'armée américaine. Les discussions furent conclues par un accord signé le 23 novembre 1919, à Tiflis, sur le problème majeur, la cessation des hostilités.**

*M. Ouzoubekov* : Nous sommes convenus que toutes les opérations militaires doivent cesser, mais nous n'avons pas encore trouvé d'accord sur les détails. Nous discuterons de ces questions ultérieurement et, au cas où nous ne pourrions trouver un accord, nous vous [colonel Rhea] demanderons de prendre une décision. J'ai proposé au président de la république d'Arménie qu'il retire ses troupes régulières, officiers et personnel militaire basés au Zanguezour, que le matériel militaire : canons, fusils, etc... soit retiré du Zanguezour et que la population soit désarmée ; j'ai proposé que les routes menant au Zanguezour restent ouvertes à la circulation et que les réfugiés puissent retourner au Zanguezour.

*M. Khatissian* : Je suis d'accord pour que toutes les opérations militaires cessent et que les troupes restent dans les positions où elles étaient il y a deux semaines et que nous réglions nos divergences par une conférence, faisant appel à l'arbitrage du colonel Rhea au cas où nous n'arriverions pas à nous mettre d'accord.

L'Arménie n'a ni troupe régulière ni soldats au Zanguezour. Ceux qui sont armés appartiennent à la population locale. Il serait impossible de retirer la population locale ou de la désarmer. Je ne peux pas leur donner un tel ordre car on ne m'obéirait pas.

Donc, il vaut mieux ne pas donner d'ordre. De toute façon, ce serait une mauvaise politique de donner un tel ordre, maintenant, vu l'état d'excitation du peuple.

Le rapatriement des réfugiés va demander un certain temps, et ce n'est guère le moment psychologique. La question des réfugiés devra être débattue à une conférence spéciale.

Je suggère qu'on ouvre toutes les routes. Quand la population locale se sentira suffisamment en sécurité pour utiliser ces routes, le gouvernement devra y apporter toute son assistance.

Dans l'ensemble, je ne vois pas de désaccord majeur ; il peut y avoir une divergence de vue sur le choix du moment psychologique ; si, par exemple, il y avait une bataille en cours ou une situation analogue, il ne faudrait pas prendre de décision mais s'en remettre à la conférence.

Nous avons décidé de nous rencontrer demain à 11h00 pour trouver un accord et de nous en remettre à vous s'il y avait certains points de désaccord.

*M. Ouzoubekov* : Je pense que, sans parler de points de désaccord, il y a des différences de vues sur des détails ; par exemple les routes. Je crois qu'il faudrait donner l'ordre aux gens d'ouvrir les routes, tandis que M. Khatissian pense qu'il faut seulement les aider à les ouvrir.

*M. Khatissian* : Je suis particulièrement inquiet et je pense qu'il faut être prudent ; je ne veux pas donner des ordres de crainte qu'ils ne soient pas exécutés.

*M. Ouzoubekov* : L'ennui c'est que bien souvent un ordre est donné mais que personne ne cherche à l'appliquer. D'autre part, je pense que la population du Zangueour ne doit pas être traitée comme un cas à part. Elle n'a pas besoin d'avoir des armes. Il faut les lui retirer.

*M. Khatissian* : Je ne considère pas le district de Zangueour comme un cas à part. Cependant, tant que ce district sera environné d'ennemis, je ne peux pas conseiller son désarmement. Dans la partie sud du Karabagh, il y a des éléments kurdes très hostiles ; nous devons être très prudents.

*M. Ouzoubekov* : Si nous ne sommes pas prêts à donner des ordres et à appliquer nos décisions, il est inutile d'en prendre car la population ne les suivra pas.

*M. Khatissian* : Dans ce cas, il serait nécessaire de désarmer non pas un seul district, mais tout l'Azerbaïdjan et toute l'Arménie. Autrement, un ordre défavoriserait une population ou une autre.

*M. Ouzoubekov* : Je n'ai rien contre le désarmement général de la population civile.

*Colonel Rhea* : Ces messieurs voudraient-ils désarmer tous les cuirassés ? (Rires). Aussi loin que je puisse voir, vous n'êtes tombés d'accord que sur un point : il ne doit plus y avoir de combat. Ces messieurs accepteraient-ils d'être ici demain à 11h00 ? Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, moi j'y serai. Je suis très obligé à ces messieurs et je suis content qu'ils aient autant avancé.

*M. Khatissian* : Lorsque nous serons en désaccord sur un point, nous vous choisirons comme arbitre pour prendre une décision. Si une partie de la population en Arménie se révolte, l'Etat devra avoir le droit d'écraser ce soulèvement. Tout Etat doit avoir le droit de diriger sa population à l'intérieur de ses propres frontières. Si un village d'Azerbaïdjan se soulève contre le gouvernement azerbaïdjanais, il ne va pas attendre que la Conférence de la Paix règle la situation.

*M. Ouzoubekov* : Il nous reste peu de jours avant la Conférence générale, nous ne pouvons soulever ces points maintenant. Je suis tout à fait d'accord qu'il faut bien séparer les deux cas, c'est-à-dire, dans un cas il faut soumettre les mutins par des mesures administratives, et dans l'autre cas, il faut appliquer des sanctions militaires ; ceci ne peut intervenir tant que la Conférence de la Paix n'aura pas pris de décision quant à notre sort.

*M. Khatissian* : Je préfère ne pas aborder cette question de cette manière qui porte atteinte à la souveraineté de mon Etat et limite ses pouvoirs.

*M. Ouzoubekov* : Je pense de même qu'il y a atteinte à la souveraineté de l'Azerbaïdjan en ce qui concerne le district de Zanguezour. Je pense qu'il ne peut être fait appel à la force militaire pour soumettre la population. (Le diplomate arménien soulève la question des minorités.)

*M. Ouzoubekov* : Il sera impossible d'appliquer deux règles différentes pour un même cas. Il doit y avoir une seule règle pour les deux parties. Par exemple, le Nakhitchévan ; si le gouvernement arménien pense le mettre sous sa dépendance, l'Azerbaïdjan va se sentir en droit de déclarer la guerre. Il faudrait trouver un principe applicable également aux deux parties.

*M. Khatissian* : Je n'ai pas d'objection quant aux méthodes, je m'oppose au principe. Nous avons parlé d'un district où l'autorité ne nous appartient pas ; maintenant, le Ministre soulève la question de régions du pays qui appartiennent à l'Arménie. Je pense que l'Azerbaïdjan a parfaitement le droit de réprimer la révolte. Je m'oppose à la question en ce qui concerne l'administration interne.

*M. Ouzoubekov* : C'est exactement pour cette raison que je suis si étonné que le gouvernement arménien prenne tant à cœur l'affaire du Zanguezour. Si le gouvernement azerbaïdjanais pensait qu'il serait préférable qu'il soumette le district, le gouvernement arménien serait prêt à lui déclarer la guerre.

*Colonel Rhea* : Si nous pouvions régler la question du Zanguezour, toute cette discussion serait inutile. Je suggère, étant donné que vous êtes fatigués et que vous avez faim, que vous vous réunissiez à nouveau demain. D'autres questions pourront être discutées et réglées plus tard.

*M. Khatissian* : J'ai une douzaine de questions d'un caractère général, mais elles peuvent être débattues à la conférence que l'on pourrait convenir de tenir plus tard.

*Colonel Rhea* : Si vous pouvez régler la question du Zanguezour et décider des questions qui peuvent être traitées par des représentants que vous aurez nommés, vous aurez fait du bon travail.

*M. Khatissian* : Sinon nous allons rester là à discuter avec le Premier Ministre d'Azerbaïdjan de questions qui devraient être réglées par la conférence.

*M. Ouzoubekov* : Je pense qu'il doit y avoir un accord général quant à la cessation des opérations militaires partout, car si, par exemple, dans le district de Zanguiba-

char, les Arméniens pensaient qu'ils pourraient soumettre la population par l'application de mesures militaires, nous nous considérerions naturellement justifiés à adresser un ultimatum.

*M. Khatissian* : Si on va par là, j'ai, moi aussi, une douzaine de questions du même genre. Nous avons des informations sûres selon lesquelles, dans le district de Noukha, il y a de nombreux Arméniens qui ne peuvent sortir de leurs villages. Le gouvernement arménien n'a pas l'intention de déclencher des opérations militaires maintenant ; il pense, cependant, que c'est une violation de la souveraineté d'un Etat que de l'empêcher d'user de la force militaire pour soumettre certains districts.

*M. Ouzoubekov* : J'ai soulevé cette question de principe qui ne concerne pas seulement l'Arménie mais aussi l'Azerbaïdjan, n'y voyez aucune mauvaise intention.

*Colonel Rhea* : Vous soulevez là un grand problème dont je pense qu'il vaudrait mieux le remettre à demain. Entre temps ces messieurs pourraient décider des questions dont ils veulent discuter.

*M. Ouzoubekov* : Il n'y a pas de grand désaccord. Si nous ne tombions pas d'accord sur un point quelconque, nous demanderions votre arbitrage.

[Archives de la République d'Arménie, dossier N°3]

15

[4 mars 1920]

### **Memorandum sur la situation politique du Karabagh présenté par la Huitième Assemblée du Karabagh aux Représentants des Puissances Alliées et des Républiques de Transcaucasie.**

Lors de la Septième Conférence, le 15 août 1919, l'Assemblée Générale des Arméniens du Karabagh a examiné, point par point, la situation de la région et a exprimé l'opinion que l'intégration définitive des régions contestées à tel ou tel Etat dépend de la Conférence de la Paix et que, par conséquent, il était nécessaire d'éviter l'effusion de sang et d'établir un modus vivendi entre les deux peuples.

Partageant ce point de vue et en accord avec les représentants du gouvernement d'Azerbaïdjan, la Septième Conférence a élaboré les principes d'une entente provisoire. Les représentants du peuple arménien espéraient que, sur les bases de cet accord, les deux peuples pourraient entretenir de bonnes relations sans se porter préjudice et que le gouvernement tatar traiterait les deux peuples avec impartialité et garantirait le maintien de l'ordre.

La Huitième Conférence réunie à Chouchi est, hélas, contrainte de faire ce pénible bilan : depuis la conclusion de l'accord jusqu'à ce jour, le gouvernement d'Azerbaïdjan s'est montré incapable d'organiser le Karabagh et d'y mettre bon ordre ; il n'a su y provoquer que l'anarchie. Jamais la population arménienne n'avait été soumise à tant de méfaits, de meurtres et de préjudices économiques que depuis la signature de l'accord, et ce en raison de l'arbitraire et de la faiblesse du gouvernement.

Des assassins et des bandits notoires tuent et pillent en plein jour les habitants pacifiques sans être gênés par la moindre mesure gouvernementale, sans que les criminels soient jamais inquiétés. Les Askers [soldats tatars de l'armée régulière] pillent les maisons des Arméniens, massacrent impunément hommes, femmes et enfants. Les habitants des villages détruits errent de village en village et attendent en vain que le gouvernement prenne des mesures les autorisant à retourner chez eux.

Le gouvernement azerbaïdjanais a violé les clauses principales de l'accord. La première clause est ainsi formulée : «Le présent accord temporaire est accepté par les parties jusqu'à la solution du problème.» Cependant, le gouverneur général temporaire du Karabagh, dans sa note numéro 1927 datée du 19 février 1920 et adressée au Conseil Arménien du Karabagh stipule : «Par conséquent, eu égard à la première clause de l'accord sur la situation politique du Karabagh, je demande que soit soumise à la discussion la question de l'intégration définitive du Karabagh à l'Azerbaïdjan en tant que région économiquement indissociable.» De plus, le gouverneur général temporaire du Karabagh, le général Sultanov, a clairement déclaré, le 19 février, aux représentants de la Société Arménienne : «La Conférence de la Paix n'existe plus. La France et l'Italie sont incapables de régler leurs propres affaires, réglons nous-mêmes les nôtres. Nous devons compter sur nos propres efforts pour mettre un terme à cette situation anormale.» Ces termes indiquent clairement que Sultanov n'accorde aucune valeur à la décision de la Conférence de la Paix.

Dans la quinzième clause de l'accord il est dit : «On doit maintenir à Khankend le même nombre de troupes [azerbaïdjanaises] qu'en temps de paix.»

Néanmoins, depuis six mois, cette clause n'a pas été respectée par l'Azerbaïdjan. Ainsi, pendant la campagne contre le Zanguezour, de nombreux régiments furent amenés à Khankend et Chouchi. Ils venaient de Gandja, Bakou, Zakatala ; la population arménienne du Karabagh en fut profondément choquée. 15 paysans arméniens et 2 instituteurs furent tués à Mazikamulrjéh par des troupes tatars qui quittaient le Zanguezour.

La seizième clause déclare : «Aucun mouvement de troupes dans le Haut-Karabagh [district de Chouchi, Djivanchir et Djibraïl] peuplé par des Arméniens ne peut avoir lieu sans l'accord des 2/3 des membres du Conseil arménien.» Depuis octobre 1919 jusqu'à aujourd'hui, cette clause a été brutalement violée. En octobre, l'Azerbaïdjan a transporté 12 000 soldats au Zanguezour en passant par Achkeran, Khankend et Chouchi, sans avoir consulté aucun des membres du Conseil arménien.

Le Huitième Congrès des Arméniens du Karabagh, examinant la situation actuelle du pays et conscient des faits mentionnés ci-dessus, a adopté la résolution suivante :

#### RESOLUTION :

Considérant que le gouvernement d'Azerbaïdjan a continuellement violé les clauses fondamentales de l'accord temporaire,

Que le 22 février 1920 à Khankend, Achkeran et sur la route de Chouchi-Evlakh, plusieurs centaines de personnes ont été massacrées par les troupes et agents azerbaïdjanais,

Que des quartiers arméniens à Khankend ont été pillés,

Adresse au monde civilisé de véhémentes protestations contre ces abominables persécutions,

Affirme que la poursuite de tels méfaits contraindra les Arméniens du Karabagh à prendre les mesures nécessaires pour défendre leur vie et leur honneur, Exhorte, en même temps, les paysans tatars d'Azerbaïdjan à joindre leurs protestations à celles des Arméniens.

Des copies de cette résolution ont été adressées au colonel Haskell, représentant des Puissances Alliées en Transcaucasie, aux ambassades, à l'état-major des Alliés, aux gouvernements des républiques libres de Transcaucasie, ainsi qu'au gouverneur général du Karabagh.

[Archives de la République d'Arménie, dossier N°9]

16

[16 avril 1920]

**Extraits du rapport confidentiel de l'ambassadeur d'Arménie en Azerbaïdjan au ministre des Affaires Etrangères sur les atrocités au Karabagh.**

Ministère des Affaires Etrangères  
République d'Arménie  
Mission diplomatique en Azerbaïdjan

16 avril 1920  
N°665

En ce qui concerne les événements du Karabagh nous n'avons, à ce jour, aucune information officielle de source arménienne plus ou moins digne de foi. Les lettres dont nous disposons, écrites par des soldats ou volontaires tatars qui se trouvaient sur les lieux ou avaient pris part aux affrontements, donnent un éclairage important aux événements en Azerbaïdjan et aux atrocités commises par les soldats azerbaïdjanais. Ces lettres sont adressées à leurs parents ou aux membres de leurs familles ; bien que succinctes et mal rédigées, ces lettres décrivent les massacres et pillages qui ont eu lieu à Chouchi et dans les villages voisins. Dans ces lettres, les Tatars montrent, une fois de plus, qu'ils ne font pas de distinction entre les combattants armés et les autres : les femmes sans défense, les enfants et les vieillards. Quand ils ne parviennent pas à détruire les troupes armées ou à les affaiblir, ils se vengent sur les citoyens pacifiques, en les massacrant, brûlant leurs maisons, pillant leurs biens.

[...]

Représentant diplomatique (signature)  
Secrétaire

[Archives de la République d'Arménie, dossier N°70]

[1<sup>er</sup> mai 1920]

**Résolution présentée par les manifestants le 1<sup>er</sup> mai 1920, à la réception d'un ultimatum de l'Azerbaïdjan au gouvernement d'Arménie sommant d'évacuer les troupes arméniennes du Karabagh et du Zanguezour dans les trois jours.**

Nous exprimons notre profonde indignation face à ces bourreaux qui se servent des paysans et des travailleurs turcs et au nom des autorités soviétiques et du communisme, perpétuent la campagne sanguinaire du régime précédent. Les travailleurs d'Arménie tendent une main fraternelle aux travailleurs d'Azerbaïdjan et exigent qu'on mette fin aux expéditions contre le Karabagh et le Zanguezour ; ils exigent, en outre, que les paysans et les prolétaires de ces provinces soient autorisés à exprimer leur volonté. Les travailleurs d'Arménie ont confiance en les autorités soviétiques de Russie qui ne pourront tolérer la politique d'agression de l'Azerbaïdjan. Les travailleurs d'Arménie exigent aussi de leur gouvernement qu'il défende la liberté de l'Arménie et la liberté du prolétariat arménien et recommandent que cette résolution de la Fédération des Unions de Travailleurs soit communiquée aux prolétariats de toutes les nations et aux groupes socialistes des Parlements européens.

[Simon Vratzian, *République d'Arménie*, p.388]

[5 août 1920]

**Discussion entre T. Begzadian, ambassadeur d'Arménie en Géorgie, et Legran, négociateur de la Russie soviétique, d'après la copie du rapport secret de Begzadian.**

5 août 1920

N°373

Au Ministre des Affaires Etrangères  
de la République d'Arménie

[...]

[Legran a déclaré que] il n'y a pas de forces turques au Nakhitchévan avec lesquelles l'Armée Rouge aurait pu conspirer [pour s'approcher d'Arménie]. Il est vrai [dit-il] que la Russie soviétique a conclu un traité avec la Turquie, mais l'objectif de ce traité était d'assister la Turquie qui est maintenant animée par le désir d'une renaissance nationale, et veut se libérer du régime impérialiste intolérable. Comment est-il possible, ajouta-t-il sur un ton pathétique que je crois tout à fait sincère, que l'Arménie ait une si mauvaise opinion de la Russie soviétique pour penser que cette dernière serait capable de signer un traité avec les Turcs contre l'Arménie ? C'est impossible. Nous aidons les Turcs et nous les aiderons à se débarrasser de l'occupa-

tion de l'Entente, mais non dans leurs combats contre les Arméniens. Au contraire, nous avons parlé avec Kemal et il est d'accord pour que toutes les concessions soient faites aux Arméniens sur la question des territoires, acceptant comme nous, l'existence d'une Arménie libre et indépendante. Mais quand j'ai demandé à Legran : « puisque vous acceptez notre indépendance, pourquoi n'êtes-vous pas prêts à signer un accord à cet effet et en différez-vous la réalisation ? » il répondit, « si tel est votre souhait, je suis prêt à signer un tel accord à l'instant même, mais ne vous rendez-vous pas compte que ce ne serait pas réaliste ? Nous souhaitons créer des conditions telles que les Etats nouvellement créés puissent vivre sans conflit ni guerre, afin de pouvoir amorcer la phase de leur développement culturel. Ne vous rendez-vous pas compte que si nous signons une telle déclaration sans résoudre les différends les plus sérieux entre vous et l'Azerbaïdjan, demain ou après-demain le conflit reprendra ? En tant qu'alliée de l'Azerbaïdjan et votre sincère amie, la Russie soviétique devra intervenir à nouveau. Voilà pourquoi il vaut mieux, même si nous ne pouvons tracer maintenant les frontières définitives, que nous déterminions et mentionnions dans l'accord les principes sur la base desquels vos différends seront résolus ultérieurement sans avoir recours aux armes.

[...]

Les déclarations suivantes de la discussion d'hier ne manquaient pas, elles non plus, d'intérêt ; « Je ne suis pas très bien informé sur les questions du Zanguezour et du Karabagh » dit Legran, « mais que le Nakhitchevan doive, même avec sa population turque, être à vous, c'est tout à fait évident pour moi et cela me semble nécessaire pour la vie de votre Etat. »

[Archives de la République d'Arménie, dossier N°67]

### III. SOVIETISATION

Dès 1920 les Arméniens du Karabagh se sont révoltés contre les autorités azerbaïdjanaises. A cette époque, la République Arménienne envoya de l'aide, et une véritable guerre éclata à propos du Karabagh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. A cause de la guerre et du fait que les troupes azeries étaient cantonnées au Karabagh, l'Armée Rouge put très facilement pénétrer en Azerbaïdjan et, en avril 1920, occuper la ville de Bakou. Cette opération a été dirigée par Anastase Mikoyan et le communiste géorgien, Sergueï Ordjonikidze.

A la fin de novembre 1920, les Bolcheviks marchèrent sur la République d'Arménie qui était menacée à l'est par l'Armée Rouge et à l'ouest par les nationalistes turcs. Le 1<sup>er</sup> décembre, la veille de la soviétisation de l'Arménie, le soviet de Bakou en Azerbaïdjan fit une déclaration dans laquelle il annonçait que le Karabagh, le Nakhitchevan et le Zanguezour devaient appartenir à la République d'Arménie. Cette déclaration fut rendue publique, proclamée et publiée dans la *Pravda*, et une personnalité comme Staline lui-même la qualifia d'acte historique d'importance internationale. Néanmoins, le Karabagh et le Nakhitchevan, au printemps et à l'été de l'année suivante, faisaient à nouveau partie de la République d'Azerbaïdjan. En d'autres termes, ce décret approuvé par le gouvernement soviétique et félicité par Staline, n'entra jamais en application.

L'intégration du Nakhitchevan à la République soviétique d'Azerbaïdjan a été ratifiée par des traités signés entre la Russie soviétique, au nom des républiques caucasiennes, et la Turquie. Les traités de Moscou et de Kars signés respectivement en mars et en octobre 1921, confiaient aussi le contrôle du Haut-Karabagh à l'Azerbaïdjan.

[1<sup>er</sup> décembre 1920]

**Télégramme envoyé par le gouvernement soviétique d'Azerbaïdjan à la République d'Arménie concernant la décision de céder les territoires arméniens. La décision fut d'abord lue lors d'une session régulière du Soviet de Bakou puis publiée dans plusieurs journaux.**

Les problèmes de frontières entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan sont déclarés résolus. Le Haut-Karabagh, le Zanguezour et le Nakhitchevan sont considérés comme des parties de la République d'Arménie.

Président du Revkom d'Azerbaïdjan [Comité Révolutionnaire] N. Narimanov  
Commissaire des Affaires Etrangères  
Huseinov

[*Kommunist*, 2 décembre 1920, n°2]

[1<sup>er</sup> décembre 1920]

**Simon Vratzian, dernier Premier Ministre de la République d'Arménie, au sujet de la décision de cession du Karabagh, du Nakhitchevan et du Zanguezour à l'Arménie.**

Le 1<sup>er</sup> décembre, alors que l'Arménie n'était pas encore soviétisée, la session régulière du Soviet de Bakou prit la décision de «soviétiser l'Arménie.» Ordjonikidze, le commissaire militaire de la 11<sup>e</sup> armée, déclarait : «Camarades, aujourd'hui, dans cette salle, le prolétariat de Bakou accueille la naissance de la République soviétique arménienne...»

A ce même meeting, le président du Comité Révolutionnaire d'Azerbaïdjan, Nariman Narimanov, lut la déclaration du Revkom [Comité Révolutionnaire], dans laquelle il était stipulé que le Soviet d'Azerbaïdjan cédait gracieusement le Haut-Karabagh, le Zanguezour et le Nakhitchevan à l'Arménie fraternelle.

C'était là encore l'occasion pour Ordjonikidze d'un déploiement d'éloquence : «Camarades, la venue à ce meeting du camarade Narimanov nous est très agréable. Il nous a lu sa déclaration. Les noms de Zanguezour, Nakhitchevan et Karabagh sont étrangers aux oreilles russes. Le Zanguezour, montagnes arides, n'a ni pain ni eau. On n'y trouve rien. De même pour le Nakhitchevan, uniquement recouvert de marécages infestés de malaria. Et au Karabagh, qu'y trouve-t-on ? Rien. Et maintenant, le camarade Narimanov déclare : «Prenez-les. Donnez ces terres stériles à l'Arménie.» Voilà comment l'Azerbaïdjan s'est débarrassée d'un fardeau supplémentaire. Et pourtant, c'est dans ces terres arides du Caucase que se trouve le nœud de ce qu'on appelle le conflit arméno-musulman.»

Ordjonikidze, rappelant les affrontements sanglants arméno-turcs de l'époque tsariste, poursuivait : «Et aujourd'hui, le chef de la République d'Azerbaïdjan entre en scène et déclare que «la guerre appartient au passé...» Ceci est un acte d'une grande importance, un acte sans précédent dans l'histoire de l'humanité.»

Par la suite, il devint évident que ni les discours de Narimanov ni ceux d'Ordjonikidze n'étaient sincères ; ils devaient plutôt abuser les bolchéviks arméniens et le public en général. Le Karabagh et le Nakhitchevan restèrent et sont encore en Azerbaïdjan. Une fourberie qui est, il est vrai, «sans précédent dans l'histoire de l'humanité.»

Staline, lui aussi, été fasciné par cette décision. «Le 1<sup>er</sup> décembre, le Soviet d'Azerbaïdjan rendait volontairement à l'Arménie soviétique, le Zanguezour, le Nakhitchevan et le Haut-Karabagh... L'animosité séculaire entre l'Arménie et les voisins musulmans prenait fin d'un seul coup, par l'établissement de l'harmonie fraternelle entre les prolétariats de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et de la Turquie.»

[Simon Vratzian, *République d'Arménie*, p.500]

## 21

[4 décembre 1920]

**Dans un article publié dans la *Pravda*, Staline considère la question arménienne résolue par l'établissement du pouvoir soviétique en Arménie.**

L'Arménie blessée et souffrant de mille maux, condamnée à la faim, à la destruction et à l'exode par les bons soins de l'Entente, cette Arménie trahie par tous ses «amis», vient de trouver le salut en se proclamant république soviétique.

Ni les fausses assurances de cette «protectrice séculaire» des intérêts arméniens qu'est l'Angleterre, ni les tristements célèbres 14 points de Wilson, ni les promesses grandiloquentes de la SDN au gouvernement de l'Arménie n'ont pas pu (et ne pouvaient pas) sauver l'Arménie du massacre et de l'anéantissement physique. Seule le principe du pouvoir soviétique pouvait apporter la paix et la possibilité d'une renaissance nationale à l'Arménie.

Voici quelques facteurs qui ont conduit à la soviétisation de l'Arménie. La politique destructrice des collaborateurs de l'Entente, les Daschnaks, a conduit le pays à l'anarchie et à la misère. La guerre menée par les Daschnaks contre la Turquie a poussé la grave situation de l'Arménie à son extrémité.

Les provinces septentrionales de l'Arménie, accablées par la famine et la dictature, se sont révoltées fin novembre et ont créé un Comité de lutte révolutionnaire de l'Arménie, sous la direction du camarade Kassian.

Le 30 novembre, un télégramme de salut du président du Revkon [Comité révolutionnaire] au camarade Lénine annonce la naissance de l'Arménie soviétique et la conquête de la ville de Dilidjan par le Revkon. Le 1<sup>er</sup> décembre, l'Azerbaïdjan soviétique renonce officiellement aux provinces litigieuses et fait une déclaration sur la rétrocession du Zanguezour, du Nakhitchevan et du Haut-Karabagh à l'Arménie soviétique.

Le 1<sup>er</sup> décembre, le Revkon reçoit un message du gouvernement turc. Le 2 décembre, on reçoit l'annonce par le camarade Ordjonikidze que le gouvernement daschnak de l'Arménie a été chassé d'Arménie et que l'armée se met à la disposition du Revkon. Actuellement, la capitale de l'Arménie, Erevan, est aux mains du pouvoir soviétique.

Le conflit séculaire entre l'Arménie et ses voisins musulmans a été résolu d'un seul coup, par l'instauration de l'amitié fraternelle entre les travailleurs d'Arménie, de Turquie et d'Azerbaïdjan.

Que tous ceux qui doivent l'apprendre sachent que la soi-disante «question arménienne», sur laquelle les vieux loups de la diplomatie impérialiste se cassaient la tête, n'a pu être résolue que par le pouvoir soviétique.

Vive l'Arménie soviétique

[*Pravda*, 4 décembre 1920. Staline-œuvres, Tome IV, p. 458-459 Mnatsakanian et al., p. 414-415]

## 22

[12 juin 1921]

### **Proclamation de l'accord arméno-azerbaïdjanais sur les territoires contestés.**

Conformément à la Déclaration du Comité Révolutionnaire de la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan et l'accord entre les Républiques socialistes soviétiques d'Arménie et d'Azerbaïdjan, nous déclarons par la présente le Haut-Karabagh désormais partie intégrante de la République socialiste soviétique d'Arménie.

Signé par le président A. Miasniguian et  
le secrétaire M. Garabéguian,  
les commissaires du peuple de la République Socialiste Soviétique d'Arménie.

12 juin 1921, Erevan.

[Archives du Musée d'Histoire d'Erevan]

## 23

[19 juin 1921]

### **Titre d'une déclaration officielle.**

Commissaires du Conseil des Peuples de la République socialiste soviétique d'Arménie.

Haut-Karabagh attaché à l'Arménie. Accord conforme à la déclaration de l'Azerbaïdjan.

Signé Alexandre Miasniguian

[*Sovetakan Haiastan*, journal officiel d'Arménie soviétique, 19 juin 1921, n°106]

[3-5 juillet 1921]

### **Changement dans la politique soviétique sur le statut du Karabagh.**

[3 juillet 1921] La session plénière du Bureau caucasien du Comité Central du Parti Communiste de la Russie soviétique composé de Kirov, Makharsatian, Nasikian, Nasaretian, Narimanov, Staline, Orakhelachvilu, Ordjonikidze, et d'autres, examina la question du Haut-Karabagh et décida de rattacher le Haut-Karabagh au soviet d'Arménie.

[5 juillet 1921] La même session plénière réexamina la question et décida que «considérant la nécessité d'une harmonie nationale entre Musulmans et Arméniens, les liens économiques entre le Haut et le Bas Karabagh, ses liens permanents avec l'Azerbaïdjan,» le Haut-Karabagh doit rester à l'intérieur des frontières de la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan, tout en le déclarant région autonome avec Chouchi pour centre administratif.

[Hrant Avédissian, *Ligue de la jeunesse communiste de Transcaucasie sous la bannière de l'Internationalisme Proletarien.*]

[juillet 1923]

### **Mise au point de l'intégration du Karabagh à l'Azerbaïdjan par le Comité du PC d'Azerbaïdjan.**

1. Formation d'une région autonome arménienne au Karabagh avec Khankend comme centre, partie intégrante de la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan.
2. Les organes administratifs de la région autonome sont les soviets locaux et le comité exécutif régional.
3. Jusqu'à l'organisation d'un comité exécutif régional, création d'un comité révolutionnaire provisoire, dont les responsabilités devront inclure la convocation de la conférence du soviet régional permanent.
4. Les ressources financières et techniques du comité exécutif régional seront fournies par les fonds de la RSS d'Azerbaïdjan ; un arrangement immédiat doit être conclu à cet effet par le Comité Central d'Azerbaïdjan.
5. Convocation d'une commission mixte formée des représentants du Haut-Karabagh, de la plaine du Karabagh, du Kurdistan et du pouvoir central de la RSS d'Azerbaïdjan, pour établir la constitution de la région, faciliter la transformation du pouvoir central et définir les frontières de la région, tout ceci avant le 15 août.

Signé

Vice Président du Pouvoir exécutif M. Gasoumov et  
Secrétaire M. Khanpoudaghov

[G.A. Hovhannissian, *L'Etablissement du régime soviétique au Haut-Karabagh.*]

#### IV. DU STALINISME A L'ERE BREJNEVIENNE

Pendant les longues années qui s'étendent de l'intégration à la RSS d'Azerbaïdjan à la fin de l'ère brejnevienne, la région du Haut-Karabagh a subi les conséquences d'une double pesanteur : l'impact de la politique stalinienne et les pressions du nationalisme azerbaïdjanais, souvent alimenté par les schémas idéologiques panturcs et pantouraniens.

Le sous-développement économique, les inégalités sociales, la répression politique et la discrimination ethnique et religieuse ont maintenu vivace l'objectif de réunification avec l'Arménie.

Des soulèvements, des heurts et pétitions ont tenu la région dans un état de quasi perpétuelle agitation, en dépit du contrôle soviétique et de l'idéologie officielle.

[15 février 1928]

**Récit des événements des années 1920 par un témoin oculaire réfugié du Haut-Karabagh en Iran.**

[...]

Les anciens du Karabagh racontent que même sous les Kezelbaches et sous le régime cruel de l'époque tsariste, ils n'avaient vu de telles oppressions, répressions, pillages, corruptions et actes de violence. Non, nous ne pouvions supporter plus longtemps ces offenses et nous avons décidé de partir à tout prix et d'échapper aux griffes de ce gouvernement répressif.

[...]

Même des communistes arméniens du Karabagh, en nombre respectable, ont œuvré avec nous pour le rattachement du Karabagh à l'Arménie. Bien entendu, plusieurs d'entre eux sont maintenant en prison. Et pourtant leur nombre continue à augmenter.

[...]

L'association appelée «Le Karabagh à l'Arménie», qui a des ramifications dans toutes les régions du Karabagh, s'étend dans toutes les régions arméniennes du Gandja et est très active. L'association est sans coloration partisane et comprend des Dachnaksagans, des Hentchakians, des Bolcheviks, des Social-Révolutionnaires et des Mencheviks. Au début de novembre 1927, l'association a distribué des milliers de tracts dans toutes les régions du Karabagh portant le slogan «le Karabagh à l'Arménie.»

[...]

A la fin du mois de novembre, un second tract déclare : «si les dirigeants actuels de l'Arménie ont condamné les centaines de milliers d'Arméniens du Karabagh et ne peuvent rendre effective la déclaration du communiste turc Narimanov : «le Karabagh à l'Arménie,» quel est leur rôle, à quoi servent-ils, qu'est-ce qu'ils font à rester assis sur les rives du Hrazdan, comme des laquais ?»

[Haratch, Paris, 15 février 1928]

Signé

Vice Président du P.P. du Haut-Karabagh M. Gasparyan

Secrétaire M. Khasparyan

M. A. Hachnazarov, Président du Comité régional du Haut-Karabagh.

[1924-1936]

### Les événements du Haut-Karabagh décrits par un témoin oculaire, O.N. Djeknavorian.

Le conflit inter-ethnique au Caucase devint très sérieux et manifesta en 1929. En Azerbaïdjan il y a eu des mouvements pantouraniens prononcés qui ont entraîné de nombreuses arrestations. Il y eut aussi des révoltes parmi les Adjars, les Ossètes, les Akharts qui demandaient leur séparation de la Géorgie. Les Arméniens d'Akhalkalak et du Karabagh voulaient leur rattachement à l'Arménie.

[Beaucoup de gens de ces deux pays ont été exilés pour leur soutien à ces causes.] Pour prévenir un désastre imminent, Staline, tout en renforçant les mesures de représailles, élaborait un nouveau projet de constitution qui fixerait les frontières et les relations d'un empire multi-ethnique et multi-linguistique.

[...]

Pour le peuple arménien niché dans la plaine de l'Ararat, la nouvelle constitution fut fatale, puisqu'elle consacrait toutes les injustices qui avaient eu lieu sur le territoire en octroyant à la Géorgie le contrôle sur l'Akhalkalak et en validant l'annexion du Nakhitchevan et du Haut-Karabagh à l'Azerbaïdjan.

A cette occasion, les Arméniens de Tbilissi organisèrent une manifestation qui entraîna l'arrestation de 150 personnes. La situation était tendue, les contacts interraciaux se multiplièrent. Le secrétaire du parti communiste des Arméniens, Aghasi Khanjian, fit la navette entre Erevan, Tbilissi et Moscou pour tenter en vain de trouver une solution à la situation. En juillet 1935, lors d'une réunion du comité d'Etat à Tbilissi avec ses amis russes et géorgiens, une discussion s'engagea et il fut tué d'un coup de revolver. Le corps fut rapatrié à Erevan le 12 juillet et enterré sans pompe.

[Asbarez, Fresno, le 1<sup>er</sup> septembre 1961]

[19 mai 1963]

### Pétition des Arméniens du Haut-Karabagh au Premier Ministre Nikita Khrouchtchev.

Au président du Conseil des Ministres d'Union soviétique,  
Secrétaire du Comité Central du Parti Communiste,

Camarade Khrouchtchev,

Nous, kolkhoziens, travailleurs de la région autonome du Haut-Karabagh, et la population arménienne des régions de Chamkhor, Khanlar, Dachkesan et Chaoumian de la RSS d'Azerbaïdjan, désespérés par les difficultés croissantes de nos conditions de vie, avons décidé de nous adresser à vous pour solliciter votre aide et votre protection.

Depuis des temps immémoriaux, notre territoire, circonscrit par les rivières de Kour, de l'Araxe et le lac Sevan, historiquement connu sous le nom d'Artsakh, a été partie intégrante de l'Arménie. A cause des incursions turco-mongoles, les Arméniens ont été chassés des plaines et versants des collines, leurs villages et leurs villes ont été détruits ou réduits en pâturages. Les Arméniens ont pu se retrancher et se protéger dans les seules régions semi-montagneuses ou montagneuses du Karabagh.

Après l'annexion à la Russie, le danger qui menaçait l'existence physique des Arméniens a été écarté, même si ceux-ci devaient encore subir le joug du régime tsariste. Pour se protéger contre les conséquences du mouvement révolutionnaire croissant, les autorités tsaristes ont provoqué entre 1903 et 1905 des hostilités et des massacres sanglants entre les Arméniens et Azerbaïdjanais.

Durant la Première Guerre [Mondiale] impérialiste, ainsi que durant les périodes antérieures et postérieures à la création des républiques nationales, le régime mousavatiste d'Azerbaïdjan isolait les régions arméniennes du Karabagh du monde extérieur et cherchait à anéantir les Arméniens chaque fois qu'il le pouvait et par tous les moyens. Avec une résistance accrue, les Arméniens du Karabagh défièrent le gouvernement de Moussavat en défendant leur indépendance et intégrité ethnique par d'héroïques efforts. C'est ainsi que se sont enchaînés les souffrances et malheurs infinis des Arméniens du Karabagh ; et ce n'est qu'en avril 1920 que le régime soviétique y mit fin.

Nous ne nous trompions pas en croyant que la politique léniniste des nationalités triompherait et que le Karabagh, peuplé d'Arméniens, serait intégré à l'Arménie soviétique. En effet, après l'avènement du régime soviétique en Arménie, le gouvernement soviétique d'Azerbaïdjan exprima, dans une déclaration, sa disposition à céder le Karabagh et le Nakhitchevan à l'Arménie. La déclaration fut signée et rendue publique par N. Narimanov dans la célèbre session du Soviet de Bakou du 1<sup>er</sup> décembre 1920. Pourtant, cette décision juste et absolument fraternelle ne fut pas mise en application.

En mars 1921, à la suite d'un traité signé avec la Turquie, le Nakhitchevan fut intégré au complexe territorial de la RSS d'Azerbaïdjan. En 1923, on donna l'autonomie au Haut-Karabagh à l'intérieur des frontières territoriales d'Azerbaïdjan, et les régions de Chamkhar, Khanlar, Dachkessan et Chaoumian, où la population arménienne était prédominante (environ 90 %) furent directement intégrées à la RSS d'Azerbaïdjan. Ainsi les Arméniens du Karabagh furent coupés de la RSS d'Arménie et la région autonome du Haut-Karabagh ne parvint même pas à inclure toutes les régions arméniennes d'Azerbaïdjan. Les droits de la région autonome furent progressivement restreints et actuellement ils sont entièrement supprimés. La population arménienne de la RSS d'Azerbaïdjan a été victime d'une politique chauviniste, créant des conditions de vie extrêmement défavorables. Au début de l'autonomie, il y eut des réalisations positives pour l'industrie et l'agriculture. Mais par la suite, toutes les entreprises échouèrent et les institutions déjà établies furent suspendues ou transférées dans les régions peuplées d'Azerbaïdjanais. D'autre part, on imposa à notre région des quotas excessifs, au-delà de notre capacité, qui nous conduisirent à des actes désespérés au point d'en arriver à sortir la laine de nos matelas, couvertures et oreillers afin d'atteindre les quotas imposés.

Ces mesures, qui visaient à détériorer l'économie de la population arménienne et finalement à forcer celle-ci à l'exode, furent complétées par des actes de sabotage et des actions contre-révolutionnaires.

Non content de détenir de grandes étendues de terre irriguée dans certaines régions de la RSS d'Azerbaïdjan, l'ennemi du peuple Baguirov repeuplait les villages arméniens de Martouni et de Mars par des Azerbaïdjanais. En conséquence, les conflits devenaient imminents entre les deux ethnies de ces villages. Manifestement, les successeurs de l'ennemi du peuple Baguirov n'ont pas oublié ses instructions. Ils avaient pour objectif non seulement de mettre fin à l'autonomie de la région mais aussi d'expulser les Arméniens du Karabagh. A cette fin, ils ont foulé aux pieds sans relâche et systématiquement les intérêts de la population arménienne, se sont moqués des travailleurs et ont soumis le peuple en général à des traitements hostiles impardonnables.

Citons quelques exemples :

1) L'usine de pain de Stepanakert a été placée sous la juridiction d'Aghdam, un centre régional d'Azerbaïdjan situé à 40 Km. En d'autres termes, on se proposait de contrôler la planification de la production de farine, la réglementation de la qualité du pain ainsi que la gestion de la production de pain pour Stepanakert à Aghdam, centre éloigné.

2) De la même façon, le département de la santé de Mars dépendait d'Aghdam, où étaient décidée la nomination des travailleurs dans le département ou leur destitution ; les fournitures médicales et autres besoins matériels des hôpitaux et autres institutions étaient censés être assurés, mais n'étaient pas délivrés en fait. Même chose pour les pharmacies et pharmaciens.

3) L'administration des travaux publics est sous la juridiction de Minketchaour, situé à 120 Km de Stepanakert. L'effet immédiat de ce choix a été le transfert des meilleures machines à Minketchaour et leur remplacement par du matériel et des équipements techniques inutiles et périmés. Les meilleurs spécialistes de chaque entreprise furent tout bonnement renvoyés et remplacés par des Azeris.

4) Le combinat de Mars, qui produit de la soie et emploie 3 000 ouvriers (seule entreprise de Mars), a été placée sous la juridiction administrative d'une entreprise comparable mais beaucoup plus petite de Noutchi, située à 120 Km de Stepanakert. L'entreprise de teinture a été transférée à Noutchi, ce qui a entraîné la réduction des fonds pour le versement des salaires et, en conséquence, une réduction des salaires des ouvriers de Stepanakert. Les filatures de Khntzorestan, Seyidchen, Ghechlatch et autres villages ont dû fermer.

5) Le département *sojuzpetchat* de Mars (chargé de la distribution des journaux et autres produits imprimés) a été transféré à Aghdam (depuis mai 1962). Maintenant c'est à Aghdam que se planifie tout ce que nous lisons. Quant aux ouvriers du *sojuzpetchat* de Stepanakert, ils n'ont plus de travail.

6) La cimenterie de Stepanakert a été placée sous la juridiction de la région de Barda (à 60 Km), qui n'a strictement aucun rapport avec l'usine.

7) Le projet Tartakes faisait partie du 1<sup>er</sup> plan quinquennal d'après-guerre, mais à ce jour il n'a pas été réalisé. Tartakes est censé résoudre les problèmes de l'énergie électrique et de l'irrigation dans les régions semi-montagneuses. La construction de Tartakes a été interrompue au profit du barrage de Minketchaour, mais celui-ci est incapable de résoudre les problèmes spécifiques de Tartakes.

8) Un certain nombre de projets élaborés dans les plans des cinq dernières années pour Mars n'ont pas abouti. On ne fait toujours rien, même si ces projets ont été intégrés au plan septennal, par exemple le combinat de gâteaux, l'entreprise vinicole de Gourbadhino, etc...

9) L'usine de réparation d'automobiles prévue dans le plan septennal pour Stepanakert [Karabagh] a été construite à Kirovabad [Azerbaïdjan], malgré les problèmes de disponibilité de main-d'œuvre et autres conditions nécessaires à l'implantation.

10) En quarante ans, pas un Km de route n'a été construit pour relier les villages au centre régional ; les routes existantes n'ont pas non plus été réparées.

11) On n'a pas recherché de possibilités de développement de l'agriculture dans la région. La superficie des terres cultivées de blé, de pommes de terre et de vignobles n'a pas augmenté. Le taux de croissance de la production est en stagnation. L'élevage du bétail est en déclin. Les autorités ignorent le problème de l'approvisionnement en eau. Des réservoirs ont été construits sur les rives d'un certain nombre de rivières du Haut-Karabagh, mais seuls les villages azerbaïdjanais bénéficient de leurs eaux. Les Kolkhoziens du Karabagh n'ont pas eu le droit d'utiliser les eaux de leurs propres rivières. Depuis toujours, le Haut-Karabagh est réputé pour ses mûriers, cultivés malgré de grosses difficultés, sur les pentes rocheuses des hautes terres. Ces mûriers fournissaient des alcools et du *dochab*, on en tirait aussi du bois de construction. Passant outre aux protestations de la population, d'un coup de crayon, ils interdirent l'extraction d'alcool et ordonnèrent la culture du mûrier pour le seul élevage du ver à soie. Par conséquent, un grand nombre de mûriers furent abattus, et les pentes rocheuses dénudées furent inutiles à l'agriculture. En outre, le bois du mûrier est reconnu pour ses qualités précieuses à usage industriel.

On n'a pas bien étudié le sol ni les conditions climatiques de Mars ; pour relancer la productivité, on a créé des sous-régions qui ne sont pas réellement spécialisées.

12) La culture et l'éducation sont en déclin. La faiblesse du niveau de l'instruction a été nettement mise en évidence par les résultats de tests passés par nos étudiants afin d'accéder à des institutions de plus haut niveau de la RSS d'Arménie. L'Institut et Conservatoire Pédagogique de Stepanakert est une réalisation culturelle remarquable, mais elle a été faite au détriment du projet d'un théâtre arménien à Bakou, malgré le nombre important d'Arméniens vivant dans cette ville.

Nous pourrions poursuivre la liste des mesures et actions illégales et néfastes qui ont été infligées à la région autonome et à sa population arménienne. Les cas brièvement exposés ci-dessus révèlent pleinement la situation anormale et critique de la population de cette région. Une situation contraire à l'idée d'autonomie, aux intérêts de la population arménienne, aux droits des citoyens soviétiques et à la politique léniniste des nationalités.

Les buts poursuivis [par le gouvernement azerbaïdjanais], dans des circonstances variées et depuis de nombreuses années, sont prêts d'être atteints. Ils consistent en la volonté de subordonner les institutions et entreprises du Haut-Karabagh aux entreprises situées à une distance de 40-60 Km et dans des régions azerbaïdjanaises (Aghdam, Barda, Minketchaour, Kirovabad, Noutchi, etc...) ; ils consistent à transférer les institutions et entreprises de la région dans la RSS d'Azerbaïdjan, à bloquer la construction des complexes industriels et de toutes les entreprises indispensables prévus par les plans pour cette région. En conséquence de quoi, les fonctions administratives et de direction de la région se sont presque désagrégées.

Ces mesures exclusivement nuisibles ont privé la population arménienne de la région de ses moyens de subsistance et de son bien-être et l'ont forcée à abandonner sa propre patrie ancestrale.

C'est la raison pour laquelle, ces 25 dernières années, le taux de croissance de la population arménienne du Haut-Karabagh est en totale stagnation. Il faudrait noter que le déclin mentionné ci-dessus a permis de peupler le Karabagh avec des Azeris.

On peut donc affirmer que la politique qui y est menée est absolument chauviniste, panturque, à la fois inconcevable et hostile aux principes du régime soviétique, mais évidemment favorable aux autorités de la République azerbaïdjanaise.

Cette politique a produit des effets encore plus abominables dans les régions arméniennes de Chamkhor, Chaoumian et Khanlar, à l'extérieur de la région autonome du Karabagh.

Là, la situation est insupportable. La discrimination est partout et en tout. Notre situation est encore plus pénible à présent que pendant la période de conquête de 1919-1920. Nous avons précédemment protesté aussi contre le fait qu'il n'y ait pas de véritable république autonome. Nous avons essayé d'expliquer les raisons des doléances du peuple, mais avons été soumis à des traitements intolérables. Par exemple, Baguirov a convoqué une réunion de l'Activ du parti à Stepanakert où il a déclaré :

«Quiconque s'oppose à l'annexion du Karabagh à la RSS d'Azerbaïdjan est invité à quitter la salle.»

Dans ces circonstances, le sort réservé à celui qui désirait quitter la réunion était clair. Un autre incident s'est produit dernièrement. Seuls les administrateurs [centraux] de la région pouvaient être contactés pour obtenir des informations [concernant notre situation] ; ce qui a été fait notamment à Bakou. (Camarade Sutchitdinov.)

La politique de discrimination et d'oppression engendre une haine justifiée contre les auteurs d'une telle politique, à savoir, la République d'Azerbaïdjan et le gouvernement de la région autonome. Ce qui est regrettable, c'est le développement de relations indésirables entre les nationalités qui en est la conséquence.

En ces jours où nous bâtissons le communisme, nous ne pouvons vivre dans de telles conditions. Il nous semblait incroyable et impossible que puisse s'instaurer une politique aussi brutale de chauvinisme national.

Mais il n'y a plus aucun doute à ce sujet. Les dispositions prises dès le début de 1962 nous en ont pleinement convaincus.

Nous demandons une prompte décision afin que le Haut-Karabagh et toutes les régions arméniennes voisines soient intégrées à la RSS d'Arménie ou à la RSFSR. Nous demandons que les Arméniens du Karabagh soient traités conformément à la politique léniniste des nationalités.

[*The Armenian Review*, automne 1968]

29

[19 septembre 1967]

### **L'appel des habitants du Haut-Karabagh au peuple et au gouvernement d'Arménie, au Comité Central du parti et aux autorités publiques.**

Chers compatriotes,

Les habitants affligés du Karabagh s'adressent à vous par le présent appel, car notre situation est pire qu'elle ne l'a jamais été, même sous le règne tyrannique des Khans et des Moussavats.

Nous ne pouvons ni sortir de chez nous, ni rentrer le soir en toute sécurité. Notre honneur est sali, notre dignité et nos droits sont bafoués. Nul n'entend notre cri de protestation. Personne n'entend nos supplications. Nous avons adressé des centaines de requêtes au gouvernement central de Moscou et à celui d'Azerbaïdjan, et n'avons eu comme réponse qu'un silence total, ou nous avons subi, nous et nos enfants, une persécution frénétique. Aujourd'hui encore, des dizaines de jeunes Arméniens du Karabagh sont illégalement emprisonnés ou sont privés d'emploi. Ils nous ont poussé à de telles extrémités, que nous devons quitter nos terres ancestrales pour devenir un peuple de réfugiés, sans patrie. Les tyrans ne s'en contentent pas. Ils nous insultent et mutilent les cadavres de nos morts, nous poussant ainsi à recourir à des actes criminels. Parmi d'innombrables exemples, nous en mentionnerons quelques-uns, afin de vous permettre de mieux vous rendre compte de ce qui se passe au Karabagh.

Il y a deux ans, au centre d'Aghdam, ils ont tué un jeune homme qui s'appelait Avnessian. Interrogé sur les raisons qui le poussèrent à tuer un passant innocent, l'Azerbaïdjanais fit cette réponse obscène : « Je visais l'oiseau, ma balle l'a touché, lui. Quelle que soit la rançon je la paierai. »

Il y a un an et demi, devant le siège du Comité Régional du parti de Chouchi, deux Azerbaïdjanais stoppèrent un agronome communiste du Karabagh en lui disant ceci : « Nous allions justement tuer un Arménien. C'est toi qui es passé par-là, » et ils l'abattirent sur le coup. A ce jour, le criminel reste impuni, car il a des liens de parenté avec le procureur d'Azerbaïdjan, et est le frère de Bilarov, le vice-président du Comité Exécutif du soviet du Karabagh.

Le chef du Sovkhoz de la région de Martouni, Gricha Solomonian, a été tué et son corps jeté sur le bord de la route. Deux autres jeunes, des conducteurs de tracteur, ont été tués en pleine nuit. Et jamais aucun des criminels ne fut appréhendé, et ceci, simplement parce que ce sont des Azerbaïdjanais.

Ils ont aussi tué le fils de Benik Movsessian, le chef du Sovkhoz de Martouni. Il n'avait que 10 ans. Ils ont mutilé et violé son cadavre. Cette fois encore, le gouvernement n'a pas été capable d'« appréhender les criminels. » Ils n'auraient jamais été appréhendés si la patience de la population n'en était pas venue à bout et si la famille de la victime ne l'avait elle-même fait.

[Description des moyens par lesquels la justice a quand même été contournée dans ce cas]

Les criminels furent condamnés à 10 ans d'emprisonnement, dont 5 avec sursis. La police réagit à la colère de l'assistance en l'aspergeant d'eau d'égoût. Les gardes ont tiré sur le père de la victime qui, désarmé, courait dans tous les sens. Puis, des coups fatals ont été tirés sur la famille du père qui tentait de l'approcher. Douze personnes ont été tuées (dont les corps n'ont jamais été restitués.) C'est alors seulement que, bouillant de colère, les gens ont attaqué les criminels, les ont tués, puis ont brûlé leurs cadavres.

Les dirigeants chauvins d'Azerbaïdjan avaient planifié cet incident et ils n'ont donc pas tardé à tirer des conclusions en leur faveur. Alikhanov, le Président du Conseil des soviets qui, par ailleurs, nourrit des ressentiments contre les patriotes du Haut-Karabagh, est arrivé à Stepanakert ; il a réuni tous les dirigeants et a déclaré qu'il y avait une organisation nationaliste anti-soviétique dans la région, dont ses compa-

triotés étaient les victimes, et que ceci n'était que le résultat du nationalisme provoqué par l'Arménie soviétique.

[...]

«Ce n'est pas du nationalisme,» a déclaré l'officiel Akhundov durant un meeting des membres du parti. «Ce n'est qu'une querelle entre deux familles.» Il a mis en garde les assistants, en pointant son doigt : «Oubliez votre demande d'annexion à l'Arménie. Vous devriez savoir que le Haut-Karabagh est et restera toujours partie intégrante de l'Azerbaïdjan. Quiconque tient à sauver sa peau ne peut se lever et défendre le contraire.» Après son départ ont commencé à Stepanakert ces journées qui nous rappellent les temps d'horreur de 1918-1920.

[...]

La milice et le personnel de sécurité qui venaient de Bakou, et qui ont rempli la ville de soldats étrangers, ont encerclé le centre de la région et se sont lancés dans des interrogatoires et des persécutions sans fin, afin de démoraliser la population. Ils emprisonnent tous ceux qui osent parler, ou qui simplement se sentent concernés par les événements. Ceux qui protestent contre les décisions arbitraires sont démis de leur fonction et persécutés. Le destin des Arméniens de la région est entre les mains des traîtres, des espions et autres semblables, d'hier et d'aujourd'hui. Il n'y a pas d'issue à cette situation, et même s'il y en avait une, les Arméniens devraient, comme par le passé, verser leur sang pour se défendre.

[...]

Peuple de la mère-patrie, c'est de vous que les Arméniens du Karabagh attendent leur salut.

[Asbarez, le 19 septembre 1967]

30

[15 octobre 1977]

**Lettre de l'écrivain Sero Khanzadian sur le problème du Karabagh, adressée à Léonid I. Brejnev, Secrétaire Général du Parti Communiste de l'URSS.**

Cher Léonid Illitch,

Durant la session plénière du mois de mars du Comité Régional du Parti Communiste du Haut-Karabagh (1975), tout a été mis en œuvre pour sous-estimer les succès et les réalisations de l'Arménie socialiste. La profanation a atteint un tel stade que le farouche ennemi déclaré de la Russie soviétique, le bourreau de millions d'Arméniens, de Russes, de Grecs, de Bulgares et d'Assyriens, Talaat Pacha, a été

tout simplement qualifié par la presse soviétique (*Sovetakan Karabagh*, 23 mars 1975), de «personne déplaisante.» Voilà comment on juge l'ennemi de plusieurs peuples et l'homme qui, plus que tout autre, a été l'instigateur et l'organisateur du génocide des Arméniens dans l'Empire Ottoman.

Durant la même période, plusieurs représentants de l'Arménie soviétique, blessés dans leurs sentiments humain et national, se sont adressés à vous et à d'autres responsables, exigeant une condamnation des activités des dirigeants de la région autonome du Haut-Karabagh, ainsi que la punition des coupables. Il était clair pour nous, et nous en avons d'ailleurs eu connaissance, que le Comité Central du Parti Communiste de l'Union soviétique a communiqué des instructions à l'organisation du parti du Haut-Karabagh concernant les erreurs qui avaient été tolérées.

Les passions ont été calmées, particulièrement quand le Comité Central du parti communiste de l'Arménie a organisé une action d'information auprès des instances du parti, essayant ainsi d'éviter toutes sortes d'incidents.

J'ai personnellement rencontré, après la session plénière, des dirigeants de la RSS d'Azerbaïdjan et du Haut-Karabagh. Le but principal de ma mission était d'éviter toutes sortes de réactions indésirables susceptibles d'éclater dans cette atmosphère extrêmement tendue. Nous étions tous convaincus alors que de tels incidents ne pouvaient plus avoir lieu dans le Karabagh même ou autour du Karabagh.

Toutefois, nous avons tous été extrêmement surpris quand nous avons lu dans le dernier numéro de *Problèmes de paix et de socialisme* (n°6, 1977), le mensuel le plus largement diffusé dans le monde et considéré comme la publication théorique et d'information des partis communistes et des travailleurs du monde entier, (publié en 32 langues et distribué dans 145 pays), un article au sujet du Karabagh, dans lequel une fois encore au nom des dirigeants de la région autonome, l'Arménie soviétique était insultée. A la question légitime : «pourquoi le Haut-Karabagh se trouve-t-il sous juridiction azerbaïdjanaise et non sous celle de l'Arménie soviétique, de qui elle n'est séparée que par une étroite bande de terre ?», on y répondit que même si la région autonome du Karabagh est proche de la République soviétique d'Arménie, elle en est néanmoins séparée par de hautes montagnes. Un tel argument, permettez-moi de le dire, est non seulement ridicule en notre siècle de technologie, mais également incorrect.

Durant des siècles, la région historiquement arménienne de Karabagh n'a jamais été séparée de la patrie arménienne à cause de ses montagnes (qui ne sont pas différentes des autres montagnes du Caucase) ; mais là n'est pas le plus important. A la question de savoir si chacun a accepté, de son plein gré, que ce genre d'arguments puisse justifier la séparation de cette région de la mère-patrie et son intégration à la nouvelle RSS d'Azerbaïdjan, les Arméniens ont répondu ainsi : «nous préférons vivre plutôt mal, mais être rattachés à l'Arménie.»

Je pense que tout homme d'honneur, qu'il soit Russe, Tchèque, Slovaque ou Français répondrait la même chose ; tout homme qui aime sa patrie déclarerait cela. Tout homme peut proclamer fièrement qu'il n'a pas choisi sa patrie et qu'il en accepte tout, aussi longtemps qu'il y est attaché. Les autorités de la région du Haut-Karabagh considèrent comme «arriérées» de telles personnes, accusées de «ne pas comprendre» ; mais ceci n'est rien. En définitif, chacun comprend et interprète son amour de la patrie à sa façon. Si l'on considère que la déclaration «plutôt vivre mal mais être rattachés à l'Arménie» s'applique à l'Arménie soviétique, cela sous-entendrait que, pour un Arménien, il ferait bon vivre en Azerbaïdjan, et mauvais vivre en Arménie ; et ceci, cher Léonid, juste après que vous ayez vous-même

relevé la prospérité et la renaissance de l'Arménie en ces termes : «Le peuple, les communistes, les sans-parti, les ouvriers, les paysans et l'intelligentsia d'Arménie ont magnifiquement réussi à conjuguer l'esprit du patriotisme avec une qualité d'aussi grande valeur : l'internationalisme de l'homme soviétique.»

Je suis profondément convaincu qu'ils ont sciemment induit en erreur l'équipe rédactionnelle du mensuel *Problèmes de paix et de socialisme*, qui compte des représentants des organes communistes et des travailleurs de 53 pays, comme ils ont trompé les auteurs de l'article intitulé : «Nous avons vu la fraternité des nations.» Quelque chose demeure obscure. A qui profite la propagande de telles idées pan-islamiques dans notre pays et notre communauté ? Il est incompréhensible, à la veille du 60<sup>e</sup> anniversaire de l'établissement du régime soviétique, qu'on puisse proclamer au monde entier : «Je préfère être pauvre pourvu que ce soit en Arménie soviétique.» Une telle déclaration correspond-elle au titre de l'article publié dans le mensuel : «Nous avons vu la fraternité des nations» ?

Alors que nous étudions le projet de la nouvelle constitution de l'URSS, comment est-il possible d'écrire dans 32 langues et de diffuser dans 145 pays une affirmation telle que : «Le peuple arménien du Haut-Karabagh a été doté d'une structure étatique à l'intérieur de l'Azerbaïdjan et a accepté son sort de plein gré.» Ceci est une distorsion grotesque des faits historiques.

[...]

La population du Haut-Karabagh n'a jamais accepté de son plein gré son sort actuel, à savoir une injustice en soi, qui doit être réparée, car, comme le grand Lénine disait : «Rien ne corrompt et ne pervertit autant le développement que l'injustice nationale.»

Cher Léonid Illitch, ce n'est pas la première fois que ce problème non-résolu du Karabagh perturbe l'amitié entre nos deux peuples. Vous êtes notre espoir. Nous espérons tous que vous allez apporter une solution à cette question qui, depuis plus d'un demi-siècle, a incarné l'injustice.

La région arménienne de Karabagh, peuplée d'Arméniens à plus de 80 %, avec ses écoles et sa langue officielle arménienne, située à l'intérieur des frontières de notre grand Etat, doit être mise sous la juridiction de l'Arménie soviétique socialiste.

La juste résolution de cette question sera appréciée par les peuples comme une nouvelle victoire de la politique des nationalités de Lénine.

Respectueusement,

Sero Khazadian

Membre du Comité Central de l'Union Soviétique, 1943

Ecrivain et membre du Comité Exécutif de l'Union des Ecrivains de l'URSS

[Zartouk, Beyrouth, le 15 octobre 1971]

[11 décembre 1977]

**«Les Arméniens demandent l'aide de Moscou et accusent indirectement l'Azerbaïdjan.»**

Un conflit territorial et ethnique entre les Arméniens et les Azerbaïdjanais de la région du Haut-Karabagh, dans le Caucase soviétique, a abouti — selon les rapports filtrant à travers les frontières soviétique — à une tension, à des heurts, à des manifestations de protestation, et à des appels à l'aide des Arméniens, adressés à Moscou, (comme une récente lettre adressée à Léonid I. Brejnev). La région litigieuse est la région autonome du Haut-Karabagh, d'une superficie de 4 400 Km<sup>2</sup>, et peuplée de 153 000 habitants s'occupant d'élevage de bétail, d'industrie alimentaire, d'industrie légère et d'artisanat comme le tissage de tapis et la filature de la soie. Bien que 80 % de la population soit arménienne, cette région a été attribuée en 1923 à l'Azerbaïdjan, dont la population est d'origine turco-musulmane.

Les Arméniens se plaignent d'être victimes d'une oppression culturelle, d'une discrimination économique et d'autres désavantages ethniques. Ils exigent avec une insistance croissante que le Karabagh soit placé sous le contrôle de la République d'Arménie.

La décision de Moscou de céder le Karabagh à l'Azerbaïdjan allait à l'encontre des promesses faites antérieurement aux Arméniens. Ces promesses transparaissent dans une déclaration du 4 décembre 1920 faite par Staline à la *Pravda*, alors qu'il était Commissaire aux Nationalités auprès de Lénine.

Staline, dans un commentaire sur la victoire du communisme en Arménie, disait notamment que l'Azerbaïdjan avait abandonné ses exigences au sujet du Karabagh et d'autres territoires historiques arméniens. Il déclarait plus loin que «la vieille animosité entre l'Arménie et les peuples musulmans qui l'entourent, a été anéantie d'un seul coup grâce à l'établissement de la solidarité fraternelle entre les peuples travailleurs d'Arménie, de Turquie et d'Azerbaïdjan.»

Les Arméniens du Haut-Karabagh ont essayé d'obtenir l'annexion de leur région à la République d'Arménie qui leur est adjacente, mais dont ils sont séparés par une chaîne montagneuse.

La récente lettre adressée au dirigeant soviétique, a été écrite par Sero Khazadian, membre du parti depuis 1942, ancien membre du Comité Central du parti de la République d'Arménie ; dans cette lettre, dont une copie nous est parvenue par des voyageurs venant d'Union soviétique, M. Khazadian se plaint de troubles divers, d'«incidents», et il exhorte Brejnev à intervenir en faveur des Arméniens.

La lettre de M. Khazadian a été traduite pour le *New York Times* par le Dr. Vahakn N. Dadrian, spécialiste de l'Arménie et professeur de sociologie à l'Université de l'Etat de New York à Geneseo.

Le Dr. Dadrian s'est rendu dernièrement en Arménie, et a rencontré M. Sero Khazadian à Erevan, la capitale.

Dans sa lettre adressée à M. Brejnev, M. Khazadian reproche l'existence d'une «injustice nationale» dans la région du Karabagh et accuse les autorités locales d'insulter les Arméniens en les traitant d'«arriérés» et d'«ignorants», à cause de leurs sentiments nationalistes.

M. Khazadian, auteur de romans historiques, a démenti le fait que les Arméniens du Karabagh auraient accepté «volontairement» leur statut de partie intégrante de la République d'Azerbaïdjan.

«La région purement arménienne du Karabagh, qui fait partie de notre puissant pays, avec ses écoles à 80 % arméniennes, sa revendication d'avoir comme langue maternelle l'arménien, doit être intégrée à l'Arménie soviétique socialiste.»

Par l'exposé de ses griefs à M. Brejnev, M. Khazadian tentait une démarche risquée. En 1975, les Arméniens du Karabagh ont été sévèrement blâmés, certains furent même expulsés du parti et emprisonnés pour agitation nationaliste contraire aux «principes léninistes d'amitié entre les peuples et de l'internationalisme prolétarien.»

[Raymond H. Anderson dans le *New York Times*, décembre 1977]

### 32

[7 octobre 1977]

**Extraits de la Constitution de l'Union des Républiques Socialistes, adoptée par la Septième session extraordinaire du Soviet Suprême de l'URSS, neuvième législature, le 7 octobre 1977, se rapportant au problème du Karabagh.**

[...]

Article 5. Les questions les plus importantes de la vie de l'Etat sont soumises à la discussion populaire ainsi qu'au référendum.

[...]

Article 9. L'orientation fondamentale du développement du système politique de la société soviétique est l'approfondissement continu de la démocratie sociale : une participation toujours plus large des citoyens à la gestion des affaires de l'Etat et de la société, le perfectionnement de l'appareil d'Etat, l'intensification de l'activité des organisations sociales, le renforcement du contrôle populaire, l'affermissement de la base juridique de la vie de l'Etat et de la société, l'élargissement de la publicité, la prise en considération permanente de l'opinion publique.

[...]

Article 20. Conformément à l'idéal communiste : — «Le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous» — l'Etat se fixe pour objectif d'étendre les possibilités réelles permettant aux citoyens d'appliquer leurs énergies créatrices, leurs capacités et leurs dons, de développer harmonieusement leur personnalité.

[...]

Article 34. Les citoyens de l'URSS sont égaux devant la loi indépendamment de leur origine, de leur situation sociale et de leurs biens, de leur appartenance raciale et nationale, de leur sexe, de leur niveau d'instruction, de leur langue, de leur attitude vis-à-vis de la religion, du genre et du caractère de leurs occupations, de leur lieu de résidence et autres circonstances. L'égalité en droits des citoyens de l'URSS est garantie dans tous les domaines de la vie économique, politique, sociale et culturelle.

[...]

Article 36. Les citoyens de l'URSS de races et de nationalités différentes jouissent de droits égaux. L'exercice de ces droits est garanti par la politique de plein développement et de rapprochement de toutes les nations et ethnies de l'URSS, par l'éducation des citoyens dans l'esprit du patriotisme soviétique et de l'internationalisme socialiste, par la possibilité d'utiliser sa langue maternelle et les langues des autres peuples de l'URSS. Toute restriction directe ou indirecte des droits, tout établissement de privilèges directs ou indirects pour les citoyens en raison de la race ou de la nationalité, de même que toute propagande d'exclusivisme, d'hostilité ou de mépris d'ordre racial ou national sont punis par la loi.

[...]

Article 40. Les citoyens de l'URSS ont droit au travail (c'est-à-dire qu'ils ont le droit de recevoir un emploi garanti et rémunéré selon la quantité et la qualité du travail fourni, cette rémunération ne pouvant pas être inférieure au minimum fixé par l'Etat), y compris le droit de choisir la profession, le type d'activité et de travail conformes à leur vocation, à leurs capacités, à leur formation professionnelle, à leur niveau d'instruction, avec prise en compte des besoins de la société. Ce droit est garanti par le système économique socialiste, par l'accroissement constant des forces productives, par la formation professionnelle gratuite, l'amélioration de la qualification et le recyclage, le développement des systèmes d'orientation et d'insertion professionnelles.

[...]

Article 42. Les citoyens de l'URSS ont droit à la protection de la santé. Ce droit est garanti par une assistance médicale qualifiée et gratuite octroyée dans les établissements médicaux d'Etat ; par l'extension du réseau des établissements de traitement et de cure ; par le développement et le perfectionnement des techniques de sécurité et d'hygiène du travail ; par la mise en œuvre de vastes mesures prophylactiques ; par des mesures d'assainissement de l'environnement ; par le souci particulier de la santé de la jeune génération, y compris l'interdiction du travail des enfants ce qui n'exclut pas leur éducation et leur formation par le travail ; par le développement des recherches scientifiques visant à prévenir et réduire la mortalité, à assurer aux citoyens une vie active prolongée.

[...]

Article 46. Les citoyens de l'URSS ont droit à bénéficier des acquis de la culture. Ce droit est garanti par le libre accès de tous aux valeurs de la culture nationale et mondiale que renferment les collections de l'Etat et des organisations sociales ; par le développement et l'implantation régulière d'établissement à caractère culturel et éducatif sur le territoire du pays ; par le développement de la télévision et de la radio, de l'édition des livres et de la presse périodique, des bibliothèques publiques ; par l'extension des échanges culturels avec les Etats étrangers.

Article 47. La liberté de création scientifique, technique et artistique est garantie aux citoyens de l'URSS conformément aux objectifs de l'édification du communisme. Cette liberté est assurée par une large extension des recherches scientifiques et de l'activité des inventeurs et des rationalisateurs, par le développement de la littérature et des arts. L'Etat crée à ces fins les conditions matérielles indispensables, il accorde son soutien aux sociétés et unions de créateurs, organise l'application, dans l'économie nationale et autres domaines, des inventions et des propositions de rationalisation. Les droits des auteurs, des inventeurs et des rationalisateurs sont protégés par l'Etat.

Article 48. Les citoyens de l'URSS ont le droit de participer à la gestion des affaires de l'Etat et des affaires sociales, à la discussion et à l'adoption des lois et décisions de portée fédérale et locale. Ce droit est garanti par la possibilité d'élire et d'être élu aux soviets des députés du peuple et autres organes électifs de l'Etat, de participer aux discussions populaires et aux référendums, au contrôle populaire, au travail des organes de l'Etat, des organisations sociales et des organismes d'initiative sociale, aux assemblées des collectifs de travailleurs et aux assemblées locales.

Article 49. Chaque citoyen de l'URSS a le droit de faire des suggestions aux organes d'Etat et aux organisations sociales, concernant l'amélioration de leur activité, et d'en critiquer les insuffisances. Les fonctionnaires sont tenus, dans les délais prescrits, d'examiner les propositions et requêtes des citoyens, de leur donner réponse et de prendre les mesures nécessaires. Toute brimade infligée pour fait de critique est interdite. Les personnes qui s'en rendent coupables ont à en répondre.

Article 50. Conformément aux intérêts du peuple et afin de consolider et de développer le régime socialiste, les libertés de parole, de la presse, de réunion, de meeting, de défilé et de manifestation de rue sont garanties aux citoyens de l'URSS. L'exercice de ces libertés politiques est assuré par la mise à la disposition des travailleurs et de leurs organisations des édifices publics, des rues et des places, par une large diffusion de l'information, par la possibilité d'utiliser la presse, la télévision et la radio.

Article 51. Conformément aux objectifs de l'édification du communisme, les citoyens de l'URSS ont le droit de se grouper en organisations sociales qui contribuent au développement de leur activité politique, de leurs initiatives et à la satisfaction de leurs intérêts les plus divers.

Les organisations sociales se voient garantir les conditions d'une bonne réalisation de leurs objectifs statutaires.

[...]

Article 54. L'inviolabilité de la personne est garantie aux citoyens de l'URSS. Nul ne peut être arrêté autrement que par décision du tribunal ou sur sanction du procureur.

Article 55. L'inviolabilité du domicile est garantie aux citoyens de l'URSS. Nul n'a le droit, sans raison légale, de pénétrer dans un domicile contre la volonté de ses habitants.

Article 56. La vie privée des citoyens, le secret de la correspondance, des conversations téléphoniques et des communications télégraphiques sont protégés par la loi.

Article 57. Tous les organes d'Etat, toutes les organisations sociales et les fonctionnaires sont tenus de veiller au respect de la personne, de protéger les droits et libertés des citoyens. Les citoyens de l'URSS ont droit à la protection de la justice contre les atteintes à leur honneur et à leur dignité, à leur vie et à leur santé, à leur liberté individuelle et à leurs biens.

Article 58. Les citoyens de l'URSS ont le droit de porter plainte contre les actes des fonctionnaires, des organes d'Etat et des organismes sociaux. Les plaintes doivent être examinées suivant les modalités et dans les délais prescrits par la loi. Les actes des fonctionnaires comportant infraction à la loi, abus de pouvoir ou atteintes aux droits des citoyens peuvent faire l'objet d'un recours en justice suivant les modalités prescrites par la loi. Les citoyens de l'URSS ont droit à l'indemnisation des dommages occasionnés par les actes illégaux des organismes d'Etat et des organisations sociales ainsi que par ceux des fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions.

[...]

Article 64. Le citoyen de l'URSS est tenu de respecter les droits et les intérêts légitimes d'autrui, d'être intransigeant à l'égard des actions antisociales, de prêter tout le concours possible au maintien de l'ordre public.

[...]

Article 68. Veiller à la protection des monuments historiques et autres valeurs culturelles est un devoir et une obligation des citoyens de l'URSS.

[...]

Article 70. L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques est un Etat multinational fédéral uni, constitué selon le principe du fédéralisme socialiste par suite de la libre autodétermination des nations et de l'association librement consentie des Républiques Socialistes Soviétiques égales en droits.

L'URSS incarne l'unité étatique du peuple soviétique, groupe toutes les nations et ethnies en vue d'édifier en commun le communisme.

[...]

Article 72. Chaque république fédérée conserve le droit de se séparer librement de l'URSS.

Article 73. Sont du ressort de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, en la personne de ses organes supérieures du pouvoir d'Etat et de l'administration d'Etat :

- (1) l'admission de nouvelles républiques au sein de l'URSS; l'approbation de la formation de nouvelles républiques autonomes et régions autonomes au sein des républiques fédérées ;
- (2) la détermination du tracé des frontières d'Etat de l'URSS et la ratification des modifications des frontières entre les républiques fédérées ;
- (3) l'établissement des principes généraux d'organisation et d'activité des organes républicains et locaux du pouvoir d'Etat et de l'administration d'Etat ;
- (4) la garantie de l'unité de la réglementation législative sur tout le territoire de l'URSS, l'établissement des fondements de la législation de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et des républiques fédérées ;
- (5) l'application d'une politique sociale et économique unique, la direction de l'économie nationale ; la détermination des principales orientations du progrès scientifique et technique et des mesures générales d'utilisation rationnelle et de protection des ressources naturelles ; l'élaboration et l'approbation des plans d'Etat de développement économique et social de l'URSS ; l'approbation des bilans de leur exécution ;

[...]

Article 77. La république fédérée participe au règlement des questions qui relèvent de la compétence de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, dans le cadre du Soviet Suprême de l'URSS, du Présidium du Soviet Suprême de l'URSS, du Gouvernement de l'URSS et des autres organes de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

La république fédérée assure le développement économique et social global sur son territoire, contribue à l'exercice, sur ce territoire, des prérogatives de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, met en œuvre les décisions des organes supérieurs du pouvoir d'Etat et de l'administration d'Etat de l'URSS.

Pour les questions de son ressort, la république fédérée coordonne et contrôle l'activité des entreprises, des administrations et organisations relevant de la compétence fédérale.

Article 78. Le territoire de la république fédérée ne peut être modifié sans son consentement. Les frontières entre républiques fédérées peuvent être modifiées par consentement mutuel des républiques concernées, cette décision devant être entérinée par l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

[...]

Article 82. La république autonome fait partie d'une république fédérée.

La république autonome, en dehors des limites des droits de l'URSS et de la république fédérée, résout en toute indépendance les questions qui relèvent de sa compétence.

La république autonome a sa Constitution qui est conforme à la Constitution de l'URSS et à la Constitution de la république fédérée et qui tient compte des particularités de la république autonome.

Article 83. La république autonome participe à la solution des questions qui relèvent de la compétence de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et de la république fédérée par l'intermédiaire des organes supérieurs du pouvoir d'Etat et de l'administration d'Etat respectivement de l'URSS et de la république fédérée.

La république autonome assure le développement économique et social global sur son territoire, contribue à l'exercice, sur ce territoire, des prérogatives de l'URSS et de la république fédérée, met en œuvre les décisions des organes supérieurs de pouvoir d'Etat et de l'administration d'Etat de l'URSS et de la république fédérée.

Pour les questions de son ressort la république autonome coordonne et contrôle l'activité des entreprises, administrations et organisations relevant de la compétence fédérale et républicaine (république fédérée).

Article 84. Le territoire de la république autonome ne peut être modifié sans son consentement.

Article 85. Font partie de la République socialiste fédérative soviétique de Russie les Républiques socialistes soviétiques autonomes de Bachkirie, des Bouriates, du Daghestan, de Kabarda-Balkarie, de Kalmoukie, de Carélie, des Komis, des Mariis, de Mordovie, d'Ossétie du Nord, de Tatarie, de Touva, d'Oudmourtie, de Tchétchéno-Ingouchie, de Tchouvachie, de Yakoutie.

Fait partie de la République socialiste soviétique d'Ouzbékistan la République socialiste soviétique autonome de Kara-Kalpakie.

Font partie de la République socialiste soviétique de Géorgie les Républiques socialistes soviétiques autonomes d'Abkhazie et d'Adjarie.

Fait partie de la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan la République socialiste soviétique autonome de Nakhitchevan.

Article 86. La région autonome fait partie de la république fédérée ou du territoire. La loi sur la région autonome est adoptée par le Soviet Suprême de la république fédérée sur proposition du Soviet des députés du peuple de la région autonome.

Article 87. Font partie de la République socialiste soviétique de Russie les Régions autonomes des Adyghés, de Gorno-Altaiïsk, des Juifs, des Karatchaïs-Tcherkesses, des Khakasses.

Fait partie de la République socialiste soviétique de Géorgie la Région autonome de l'Ossétie du Sud.

Fait partie de la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan la Région autonome du Nagorno-Karabagh.

Fait partie de la République socialiste soviétique du Tadjikistan la Région autonome du Gorno-Badakhchan.

Article 88. Le district autonome fait partie d'un territoire ou d'une région. La loi sur les districts autonomes est adoptée par le Soviet Suprême de la république fédérée.

[Editions du Progrès, Moscou, 1977]

## V. L'ÈRE DE LA PERESTROÏKA

Après la mort de Staline et la fin de sa politique d'oppression, un climat politique plus serein a permis une renaissance modérée du sentiment national. Cette renaissance restreint naturellement les limites dans lesquelles les différentes ethnies vivant sous le système soviétique peuvent exprimer leur mécontentement au sujet de la négation de leurs droits nationaux.

La première grande manifestation en Arménie a eu lieu lors de la commémoration du cinquantième anniversaire du Génocide de 1915, le 24 Avril 1965, à Erevan. Cette manifestation, peu réprimée par les autorités soviétiques, sortit bientôt de son caractère conventionnel, lorsque les manifestants commencèrent à scander «Nos terres, nos terres !» et lorsqu'ils demandèrent au gouvernement soviétique d'aider les Arméniens à récupérer leurs terres de Turquie et d'Azerbaïdjan.

Le gouvernement soviétique, conscient de ce qu'en général le nationalisme arménien n'a aucun caractère anti-russe, a répondu à cette nouvelle montée du sentiment national par des concessions significatives. Des monuments à la gloire des héros nationaux furent érigés ainsi qu'un mémorial aux victimes du Génocide, sur une colline dominant Erevan. Avec le choix, en 1985, de Mikhaïl Gorbatchev comme Premier Secrétaire du Parti Communiste de l'URSS et sa volonté d'adopter une politique de *perestroïka* (restructuration) et de *glasnost* (transparence), beaucoup ont cru et espéré qu'on allait assister à certains changements fondamentaux. Ce sentiment a été exprimé avec une ouverture sans précédent, par des personnalités soviétiques connues. Encore plus notables peut-être était l'optimisme et la confiance que contenaient leurs remarques et leurs déclarations publiques. Selon Gorbatchev, un plus grand degré de tolérance libérera l'initiative et le talent nécessaires au développement d'un Etat moderne et dynamique. Ce qui souvent n'est pas compris à l'Ouest, c'est que pour Gorbatchev et ses supporters, les problèmes de nationalité et les erreurs passées dans ce domaine sont pris autant au sérieux que la stagnation économique et la répression politique. Cette même attitude est reflétée par les affirmations de trois Arméniens soviétiques de premier plan : Abel Aganbeguian, Sergueï Mikoyan et Zori Balayan, qui ont aidé à intégrer les problèmes arméniens dans

le contexte de cette nouvelle politique. Tous affirment que la nouvelle politique d'ouverture a fourni aux Arméniens une nouvelle chance de présenter leur cause à l'opinion publique. Le destin du peuple de la région du Haut-Karabagh est devenu un des principaux problèmes qui ont surgi sur la scène arménienne soviétique. Ce problème-là, bien sûr, provenait de griefs anciens aux dimensions tant socio-économiques que juridiques. Le problème du Karabagh met aussi en relief les divergences à l'intérieur du gouvernement d'Arménie soviétique au sujet de la perestroïka. Ceux qui demandent une lutte contre la pollution et contre la corruption soutiennent les structures politiques plus libérales et s'opposent au secrétaire actuel du PC d'Arménie, Karen Demirdjian, connu comme un dirigeant local hostile à Gorbatchev.

Le statut du Haut-Karabagh et les besoins de ses habitants sont devenus le sujet majeur des préoccupations des Arméniens en URSS et à l'étranger à la fin de 1987. Alimentés par les récents incidents anti-arméniens dans la région et encouragés par la perception d'une volonté du Soviet Suprême de revoir la situation, les Arméniens du Karabagh ont organisé une pétition de masse adressée au Soviet Suprême de l'URSS, suivie d'une demande officielle de rattachement à la RSS d'Arménie, votée par le gouvernement de la région autonome.

Déjà galvanisés par les campagnes anti-pollution et anti-corruption, les Arméniens soviétiques ont massivement soutenu les pétitions du Karabagh.

Vers la troisième semaine de février 1988, lorsque la pétition fut rejetée par Moscou, des troubles éclatèrent au Karabagh, suivis aussitôt par les manifestations d'Erevan, qui atteignirent des proportions sans précédent.

Les médias occidentaux ont été fascinés par les manifestations et les revendications ; les Arméniens de la diaspora leur ont apporté leur soutien unanime, alors que les gouvernements occidentaux gardaient mystérieusement le silence, même lorsque les Azeris eurent réagi en organisant de nouveaux pogroms contre les Arméniens vivant dans différentes régions d'Azerbaïdjan.

Gorbatchev a promis de revoir le statut du Karabagh. Mais des considérations intérieures et extérieures, ainsi que des intérêts plus vastes, étrangers aux problèmes des Arméniens du Karabagh, ont déjà peut-être exclu une modification des frontières, alors que des réformes au Karabagh même et des liens renforcés avec l'Arménie soviétique constitueront peut-être une action positive du point de vue de Moscou.

## V.i LA NECESSITE D'UN CHANGEMENT RADICAL

33

[28 décembre 1986]

### Editorial de la *Pravda* sur le problème des nationalités.

«Dans une famille soviétique unie»

Tous les ans, à la fin décembre, nous célébrons une date très importante : la formation de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Cette naissance fut une étape importante dans la voie de la résolution de la question des nationalités et pour la poursuite de la cause de la Révolution d'Octobre. Des conditions favorables au développement et au renforcement de l'amitié entre toutes les nations et nationalités de notre pays ont été créées.

[...]

Cependant, notre réussite ne doit pas donner l'impression qu'il n'y a pas de problèmes dans les processus nationaux... Aujourd'hui il est particulièrement important de veiller à ce que les contributions de toutes les républiques à l'accélération du progrès socio-économique et le développement d'un complexe économique national unifié, s'accordent à leur potentiel économique et spirituel croissant. L'internationalisme socialiste en action signifie un travail essentiellement honnête, consciencieux et enthousiaste de tous pour le bien commun. Pour poursuivre ce travail, rester dans la norme est la plus importante des obligations de tout parti, soviétique et organisation spéciale dans chacune des républiques. Il est nécessaire de rejeter résolument toute tentative qui placerait les intérêts locaux au-dessus de l'intérêt de l'Etat, que cela soit une question de désir de «surpasser» les autres dans l'utilisation des fonds de l'Union ou la pratique malsaine qui consiste à gonfler les statistiques ou à déformer le plan et les données concernant les normes de production.

L'élaboration de la puissance de l'Etat soviétique et de sa richesse dépend de la réalisation des potentiels de chaque république et de chaque région économique. Cela sera réalisé dans une mesure considérable par l'approche territoriale de la planification et de la gestion. C'est l'objectif qu'il faut viser pour déterminer jusqu'à quel point on peut étendre les droits des républiques et des organes locaux dans la gestion de la construction, des procédures de production inter-secteurs, de l'infrastructure sociale et de la production, et de nombreuses entreprises produisant des biens de consommation.

[...]

Le progrès économique et social de toutes les nations et nationalités a conduit au développement de leur conscience nationale. Être fier des succès obtenus n'a rien de commun avec l'arrogance et la vanité nationales. Disons-le franchement, les phénomènes de ce genre n'ont pas encore été éliminés.

[*Pravda*, 23 décembre 1986]

[2 janvier 1987]

**Exposé sur la politique soviétique des nationalités, par Youri Rechetnikov, invité avec August Voss (Lettonie), de l'émission à diffusion internationale «L'Union soviétique face au troisième millénaire».**

[Extraits] [Rechetnikov] : A la fin de l'année, le 30 décembre a marqué le 64<sup>e</sup> anniversaire de l'union de quatre républiques soviétiques pour former ce qui est maintenant l'URSS, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques [ici un passage sur le contexte historique]. La composition hétérogène de l'Union, lors de sa formation, ne permettait cependant pas une solution facile du problème des nationalités.

[...]

L'URSS est une sorte de mosaïque de nations, partageant des choix politiques et sociaux communs. Dans un pays comprenant un grand groupe ethnique comme les Russes, qui constituent la majorité de la population, il serait naturel de s'attendre à ce que les groupes minoritaires soient absorbés culturellement et que le pays soit une sorte de melting-pot. Mais cela n'a pas été le cas, explique August Voss, président de la Chambre des Nationalités du Parlement soviétique, lui-même délégué de la République de Lettonie, une des 15 républiques fédérées.

[...]

[Rechetnikov] : Comme tout pays multinational, l'Union soviétique n'est pas immunisée contre les problèmes de nationalisme. Comme l'a noté Mikhaïl Gorbatchev, notre succès ne doit pas donner l'impression qu'il n'y a pas de problèmes dans ce domaine, car il persiste toujours une tendance à l'isolationisme national et à la préservation des intérêts locaux, qui se fait parfois assez douloureusement sentir. Un cas à remarquer est celui de la récente explosion nationaliste d'Alma Ata, capitale du Kazakhstan, où des jeunes gens en colère, menés par des éléments nationalistes, ont causé des troubles mineurs de l'ordre public.

[...]

S'il y a une leçon à tirer des événements d'Alma Ata, c'est que la solution d'un problème ethnique en fait resurgir d'autres. Cela est vrai dans le développement de chaque pays multinational, surtout lorsqu'on considère les relations entre des peuples qui ont été divisés pendant des siècles par de profonds conflits culturels et religieux.

[Emission de Radio-Moscou en huit langues, 2 janvier 1987]

[13 février 1987]

**Texte de l'académicien You. Bromley sous la rubrique «Questions théoriques sur le processus national en URSS : réalisations et problèmes».**

La solution soviétique de la question des nationalités dans la forme où nous en avons hérité du passé est l'un des accomplissements les plus manifestes du socialisme. En même temps, comme l'a noté M.S. Gorbatchev, «notre réussite ne doit pas créer l'impression que les processus nationaux soient sans problème.»

La constance et la continuité dans l'application de la politique léniniste des nationalités n'excluent pas, mais au contraire présupposent, un examen approfondi des changements qui interviennent dans ce domaine. Vu sous l'angle de la restructuration cela acquiert une importance particulière car, comme l'a fait remarquer le Plenum du Comité Central du Parti Communiste de l'Union soviétique de janvier (1987) «le phénomène négatif et les anomalies contre lesquelles nous avons engagé la lutte sont aussi présents dans le domaine des relations nationales.»

[...]

La solution des problèmes économiques actuels est impossible si on ne tient pas compte à la fois des intérêts du pays dans son ensemble et des intérêts de chacune des républiques. Par conséquent, la ligne de conduite fondamentale en vue du développement économique et social de l'URSS dans les années 1986-90 et dans la période qui nous sépare de l'an 2 000 présuppose de profonds changements qualitatifs dans la structure des complexes économiques des républiques. Un système spécifique de mesures pour l'utilisation efficace du potentiel de production sera utilisé dans chaque république.

Des facteurs démographiques, y compris les migrations, ont eux aussi un effet sur les processus nationaux. Il en résulte un accroissement du nombre des nationalités vivant dans chaque république. Actuellement, près de 20 % de la population du pays comprend des personnes qui n'appartiennent pas à la nationalité du pays où elles vivent.

[...]

Les traditions des peuples, les normes coutumières de leur comportement et les orientations de leurs valeurs sont des facteurs de l'accélération du développement socio-économique et spirituel des républiques et de l'élimination des phénomènes négatifs dans la vie morale de la société.

[...]

Mais il serait d'autre part inexact de tout ramener au développement des cultures nationales sans tenir compte de l'importance qu'il y a à les rapprocher. «Il importe, a noté le 27<sup>e</sup> congrès du parti, de s'assurer que l'intérêt sain qu'on doit montrer pour tout ce qui existe de valable dans chaque culture nationale ne dégénère pas dans

des tentatives qui seraient faites pour s'isoler du processus d'interaction et d'alignement des cultures nationales.»

Malheureusement, certains travaux de fiction et artistiques et certains travaux scientifiques tentent d'idéaliser les reminiscences réactionnaires-nationalistes et religieuses du passé sous le prétexte d'originalité nationale, d'embellir l'histoire d'un peuple, et de diminuer le rôle joué par les autres.

[...]

Le progrès du socialisme dépend en grande partie de la mesure dans laquelle nous pouvons arriver à mobiliser les énergies spirituelles, à stimuler le travail et l'activité sociale. On doit garder présent à l'esprit le fait que les problèmes de facteurs humains ont un aspect national et ethnique. Après tout, ce sont certains individus qui sont les vecteurs directs de l'élément national. Mais nos sociologues concentrent principalement leur attention sur l'étude de la corrélation des éléments nationaux et internationaux, au niveau républicain et inter-républicain, alors que les caractéristiques spécifiques nationales sont négligées. Le résultat est qu'on sous-estime le problème de la combinaison dialectique des éléments nationaux et internationaux dans l'éveil et le comportement du peuple.

[Pravda, 13 février 1987]

36

[17 septembre 1987]

### **Déclaration du directeur de la Propagande du Comité Central du Parti Communiste de l'URSS sur le problème des nationalités.**

«Un dirigeant soviétique accuse l'Ouest d'encourager le nationalisme dans les groupes ethniques soviétiques.»

Le numéro 2 du Kremlin a affirmé mercredi que les adversaires de l'Union soviétique essayaient d'entraver son programme de réformes en encourageant le nationalisme dans les groupes ethniques soviétiques.

L'agence Tass annonce que Yegor Ligatchev, directeur de la Propagande du PC, qui occupe le premier rang derrière Mikhaïl S. Gorbatchev, a déclaré dans une conférence spéciale des principales personnalités des médias et de la propagande que les opposants soviétiques changent et unifient leur tactique.

«En se rendant compte, a-t-il dit, que l'Union soviétique émergera encore plus forte de la restructuration et que la force d'attraction du socialisme est en train de croître, ces opposants ont commencé à rassembler en un seul front toutes les forces réactionnaires dans le but de menacer, ou si cela est possible de torpiller, notre politique d'accélération de renouveau et de démocratisation.

«On place des espoirs tout particuliers dans le projet consistant à rallumer les sentiments nationaux.»

Au cours des neuf derniers mois, il y a eu des désaccords et des manifestations

nationalistes chez les Kazakhs, les Tatars de Crimée et les habitants des trois républiques Baltes.

Ligatchev n'a pas identifié les opposants dont il parlait. Le 10 septembre, le chef du KGB Viktor Tchebrikov accusait les services de renseignement occidentaux d'aider à fomenter le mécontentement dans les groupes ethniques soviétiques...

Les médias soviétiques ont accusé les radios occidentales d'avoir provoqué les protestations qui ont eu lieu dans les Républiques Baltes de Lettonie, de Lituanie et d'Estonie le 23 août pour protester contre le traité de non-agression signé entre l'Allemagne nazie et l'Union soviétique et qui avait conduit à la soviétisation de ces républiques en 1940.

Ligatchev, qui aurait, au sujet de certaines réformes, une approche plus prudente que celle de Gorbatchev, met aussi les médias officiels et les propagandistes en garde afin qu'ils n'aillent pas trop loin dans la politique gorbatchévienne de glasnost ou de trop grande ouverture.

Il a affirmé que certaines publications, qu'il n'a pas nommées, ont une approche partielle de l'histoire et ne publient que des informations qui concordent avec leur point de vue.

Il les a pressées de respecter les réalisations des générations passées et l'opinion de ceux qui ne sont pas d'accord avec eux.

[*Armenian Reporter*, New York, 17 septembre 1987]

### 37

[10 février 1988]

## **Appel du Secrétaire Général Gorbatchev pour une session spéciale du Comité Central du Parti Communiste de l'URSS sur la politique des nationalités.**

«Gorbatchev presse le Parti de mettre la théorie communiste à jour.»

Continuant sa campagne de réformes majeures dans la société soviétique, Mikhaïl Gorbatchev a affirmé aujourd'hui aux dirigeants du Parti Communiste, que les éléments clés de la doctrine communiste étaient démodés et sclérosés.

Dans un discours sur l'idéologie, prononcé lors de la conclusion de la réunion de deux jours du Comité Central, M. Gorbatchev a défendu à maintes reprises les propositions de changement en Union soviétique qu'il a regroupées sous le terme général de «perestroïka»

[...]

Parmi les propositions spécifiques formulées aujourd'hui par M. Gorbatchev figurait celle de tenir une réunion spéciale du Comité Central pour discuter de la politique soviétique des nationalités à l'intérieur de l'Union, ce qui représente un des problèmes les plus aigus de l'URSS aujourd'hui.

[...]

M. Gorbatchev a par exemple préconisé le libre développement des différentes cultures nationales à l'intérieur de l'Union soviétique, tout en rappelant au Comité Central que le nationalisme était inacceptable.

[...]

«Le patriotisme soviétique est la principale de nos valeurs, a-t-il dit. Toute manifestation de nationalisme et de chauvinisme est incompatible avec lui.»

M. Gorbatchev a semblé ambigu quant au problème des limites de l'ouverture dans la presse et les ouvrages historiques.

[*New York Times*, 19 février 1988]

38

[28 février 1988]

### **Déclaration d'Abel Aganbeguian, conseiller économique du Secrétaire Général Gorbatchev, au sujet des réformes.**

«L'architecte de la perestroïka en convainc l'Occident.»

[...]

M. Aganbeguian est venu à New York pour dire ouvertement ce qu'il était naguère impensable d'exprimer pour un économiste soviétique : pour survivre, l'Union soviétique doit changer d'orientation. Il s'est même déclaré prêt à tirer la leçon des expériences chinoise et hongroise. La perestroïka, dit le conseiller économique de M. Gorbatchev, «ne signifie rien de moins que la restructuration totale non seulement de l'économie mais aussi de la société d'une manière radicale.»

[Christopher Wren, *New York Times*, 28 février 1988]

## V.ii LE CHANGEMENT RADICAL ET LA QUESTION DU HAUT-KARABAGH

39

[25 février 1987]

**Extraits d'une interview d'Abel Aganbeguian, premier conseiller économique de Gorbatchev et membre de l'Académie des Sciences de l'URSS, par Zori Balayan, correspondant à Erevan de la *Literatournaya Gazeta*.**

«Sur les chemins du renouveau»

Balayan : *Abel Guezevitch, le plenum du Comité Central du Parti Communiste de l'Union soviétique en janvier a encouragé le parti et les populations à l'expansion et à la réalisation en profondeur de la restructuration en cours. J'aimerais vous demander si l'essence même de cette restructuration est plus claire aujourd'hui ?*

Aganbeguian : Je pense que oui. Le plenum a défini l'objectif final de la restructuration. Ce sont les questions du renouveau de tous les aspects de la vie dans notre société et de l'entière révélation du potentiel créatif du système socialiste.

Balayan : *Pour être plus précis sur l'avenir de notre économie, peut-on en signaler quelques caractéristiques fondamentales ?*

Aganbeguian : L'économie de l'avenir est avant tout un système dans lequel la production est subordonnée à la satisfaction des besoins sociaux. Il n'y a aucune insuffisance. Le marché des moyens de production et celui des biens de consommation sont saturés. Le consommateur choisit ce qui l'avantage le mieux.

De plus, c'est une économie de type intensif, tournée vers le progrès technique et scientifique. Naturellement, c'est aussi une économie sociale, une économie pour le peuple. Enfin, c'est une économie démocratique, une économie auto-gérée par le peuple.

[...]

[«Sur les chemins du renouveau», *Pravda*, 25 février 1987]

[septembre 1987]

### Zori Balayan à propos des écrivains arméniens de la diaspora et d'Arménie soviétique.

«Devrions-nous rester silencieux ?»

[...]

Comment est-il possible que les porte-documents des écrivains arméniens soient vides en un moment où les gens et les époques ressentent le besoin d'entendre des paroles vraies et passionnées ? Comme si l'on n'avait pas soumis le rapport politique à la 27<sup>e</sup> conférence, où il était souligné : «Nos réalisations ne devraient pas créer l'impression que le développement de la nation est exempt de problèmes.» Comme si le *plenum* de janvier n'avait pas invité les gens à ouvrir les yeux sur les perspectives et le développement réel du schéma des relations entre les nationalités.

[...]

Le 1<sup>er</sup> décembre 1920, N. Narimanov affirmait au nom du soviétique de Bakou : «désormais pas un seul problème territorial [entre nous] ne peut devenir cause à effusion de sang entre deux peuples voisins, les Arméniens et les Musulmans. Le Zanguezour et le Nakhitchevan constituent des provinces inséparables de l'Arménie, et il a été donné le plein droit d'auto-détermination aux paysans laborieux de la région du Haut-Karabagh.» N'est-ce pas Staline qui ruina ce plan et rendit impossible la mise en œuvre de la décision dans son esprit léniniste ? Des centaines de documents en attestent.

Mais les porte-documents des écrivains arméniens sont vides.

[...]

Qui nous a donné le droit de rester silencieux ?

Devrions-nous encore rester silencieux, aujourd'hui, alors que la conférence du Parti a unanimement levé le drapeau du léninisme, qui porte les paroles du leader de la révolution : «Notre force réside dans l'établissement de la vérité.»

[Vozni, Erevan, septembre 1987]

[24 octobre 1987]

### L'historien et journaliste Sergueï Mikoyan sur le Karabagh et l'Arménie soviétique.

«Sergueï Mikoyan voit de nouvelles occasions pour les Arméniens de revendiquer le Karabagh.»

[...]

Interrogé sur les nouvelles tentatives faites par les Arméniens soviétiques en vue d'obtenir le rattachement du Nakhitchevan, M. Mikoyan a déclaré qu'il serait plus réaliste de demander le rattachement du Karabagh, où vivent encore des centaines de milliers d'Arméniens, alors que pour certaines raisons, seulement quelques milliers d'Arméniens demeurent actuellement au Nakhitchevan. Il a ajouté que la communauté arménienne de Moscou est très active maintenant que la glasnost a donné une nouvelle impulsion et une occasion pour les Arméniens de présenter leur cause à l'opinion publique. Il a dit aussi que la pollution avait atteint à Erevan des niveaux intolérables et que Moscou tenait le Premier Secrétaire du Parti Communiste, Karen Demirdjian, pour responsable dans cette affaire. M. Mikoyan est membre de l'Académie des Sciences de l'URSS. Docteur en histoire, il dirige le magazine scientifique de l'Académie : *Latin America*.

[Armenian Mirror-Spectator, 24 octobre 1987]

[10 novembre 1987]

### Compte-rendu de la conférence de presse du Catholicos Vazgen I<sup>er</sup> à Los Angeles.

Durant une conférence de presse tenue à Los Angeles, le mardi 10 novembre, Sa Sainteté le Catholicos Vazgen I<sup>er</sup> a minimisé les rumeurs d'une pollution dangereuse en Arménie, déclarant qu'elles étaient exagérées et même inexactes. Toutefois, il a ajouté qu'il avait parlé de ce problème aux autorités gouvernementales en Arménie.

«Dans presque toutes les villes, il y a de la pollution dans l'air, à différents degrés. Erevan aussi est quelque peu polluée mais il est faux de dire qu'y respirer et y vivre présentent des difficultés. Un résident de là-bas ne le ressent ni ne le remarque. Ce n'est donc pas une situation catastrophique. Il y a exagération et plus encore inexactitude.»

Selon le Catholicos, la pollution est essentiellement due aux gaz d'échappement des voitures. La pollution de l'air est due à 50 % à l'utilisation croissante d'automobiles. «J'en ai parlé avec les autorités qui sont préoccupées par ce problème. Il est question de déplacer quelques usines mais dire qu'il y a risque pour la santé des gens, c'est faux.»

On lui a posé la question de savoir s'il lisait les journaux d'Arménie, dont *Grakan Tert* — dans lesquels on fait état d'un risque sanitaire accru pour la population. «Oui quelquefois,» a-t-il répondu. Le Catholicos a affirmé sans équivoque qu'il ne savait rien des intellectuels et des scientifiques arméniens qui, les premiers, avaient attiré l'attention sur ce danger un an auparavant. «Je ne sais pas ce qu'ils disent» a affirmé Sa Sainteté.

[...]

Une question lui a été adressée à brûle-pourpoint : «Pourquoi le Catholicos de tous les Arméniens ne joint-il pas sa voix à ceux qui appellent au rattachement du Karabagh à l'Arménie soviétique ?»

Sa Sainteté a répondu qu'il s'agissait de «problèmes politiques en dehors de nos compétences.» L'interviewer poursuit avec ténacité sur ce thème en demandant au Catholicos s'il ne se sentait pas quelque obligation morale d'apporter la voix de l'Eglise pour aider à la réunification d'une partie de l'Arménie historique.

«Il n'y a pas de mouvements de ce genre, répondit le Catholicos. Des groupes divers et des intellectuels ont fait de telles demandes par le passé, ce n'est pas la première fois.»

La rencontre avec la presse prit fin peu après l'annonce que Sa Sainteté avait une autre obligation à honorer.

Etaient également présents à la conférence de presse : l'archevêque Vatché Hovsepian, primat du diocèse de l'ouest, et l'archevêque Nersès Bozabalian, chancelier du siège d'Etchmiadzine.

[Asbarez, 4 novembre 1987]

### 43

[16 novembre 1987]

#### **Déclaration d'Abel Aganbeguian, économiste, sur le Karabagh, lors d'un passage à Paris.**

Dans le contexte de la perestroïka on peut s'attendre à ce que la question de l'annexion du Karabagh et du Nakhitchevan à l'Arménie trouve sa solution.

[...]

En tant que spécialiste, je suis intéressé par la dimension économique du problème, et selon mon analyse, sur un plan économique, le Karabagh est plus proche de l'Arménie que de l'Azerbaïdjan. A cet égard, j'ai écrit une lettre au gouvernement, et bien sûr j'ai fait cela en tant que scientifique, puisque je n'ai pas de fonction gouvernementale... Mais je pense vraiment que ce problème sera résolu.

[Aganbeguian indiqua que l'Union soviétique a reconnu le génocide des Arméniens et qu'il était un ami proche du défunt John Kirakossian, historien, ministre des Affaires Etrangères d'Arménie soviétique jusqu'à sa mort, il y a deux ans. Dans cette interview, Aganbeguian a également parlé de l'environnement pollué en Arménie et notamment de la centrale nucléaire de Medzamor.]

[Haratch, 19 novembre 1987]

[novembre-décembre 1987]

**Extraits de l'interview de Zori Balayan sur le patriotisme et le Karabagh par Sassoun Paskevitchian.**

Balayan : Je pense que nous devons considérer la glasnost comme une arme au sens réel du mot. Par exemple, pour moi, qui suis écrivain, journaliste et arménien vivant à notre époque, la glasnost est une arme très puissante.

[...]

Si nous n'utilisons pas cette arme, l'avenir ne nous le pardonnera jamais, tout comme nous ne pardonnerons jamais certaines erreurs commises par nos ancêtres à différents moments du passé.

[...]

*Q- L'un des aspects conjoncturels les plus critiques de la question arménienne est la diaspora interne, en particulier la question de la réunification du Karabagh et du Nakhitchevan avec l'Arménie. Quel est votre avis sur cette question ?*

Balayan : ... L'histoire du Karabagh et du Nakhitchevan est le fait d'une action de Staline. Cela est terrible... Venons-en maintenant à réfléchir à la glasnost, à la démocratie, à la reconstruction ; l'époque de la perestroïka est une période idéale pour évoquer les questions du Karabagh et du Nakhitchevan. Nous devons rattacher cela aux séquelles de la période stalinienne.

[...]

80 % de la population du Haut-Karabagh est constituée d'Arméniens, soit environ 130 000 personnes. La superficie de la région est d'environ 4 500 Km<sup>2</sup>. Il y a 187 écoles arméniennes qui sont malheureusement administrées par le ministère de l'Éducation d'Azerbaïdjan et non par celui d'Arménie. Or, il n'y a pas un seul inspecteur ou une seule personne de ce ministère qui sache l'arménien. Cela est très dangereux et nous fait du tort. Par conséquent, la lutte ne s'arrêtera que lorsque cette question sera résolue. Le Karabagh est une région arménienne et doit entrer sous la juridiction de la République d'Arménie. Je ne vois pas d'autre solution... Les journaux de la Diaspora ont écrit que 400 000 signatures avaient été recueillies en faveur d'une résolution dans ce sens.

De mon point de vue, la chose essentielle est ce qui a été fait au Karabagh même, c'est-à-dire combien d'Arméniens du Karabagh l'ont signée. Et je dis que, si environ 100 000 signatures ont été envoyées, approximativement 45 000 d'entre elles proviennent du Karabagh. Et je devrais également dire que ce n'est pas la première fois. Un tel précédent était survenu en 1966 ; à cette époque aussi, presque autant d'Arméniens du Karabagh avaient signé la pétition et plus de 100 Azeris l'avaient également signée, préférant voir le Karabagh rattaché à l'Arménie soviétique.

Je crois cependant que la question ne sera pas seulement résolue par des signatures.

Q- *Quelle a été la réaction de Moscou ?*

Balayan : Le fait de poser la question est en soi un événement majeur. Nous n'attendons même pas qu'une réponse nous soit donnée immédiatement. La question a été transmise par les Arméniens du Karabagh et ils attendent la réponse. Cela nous concerne tous. Je comprends la question de la manière suivante.

Un peuple qui ne se considère pas lui-même comme battu est dans son droit. Nous [Arméniens de la République] nous ne nous considérons pas battus sur ce problème. Ne serait-ce que pour la raison que sans le Karabagh, nous ne pouvons pas vivre sur ce petit morceau de terre rocheuse [la RSS d'Arménie], ni physiquement, ni spirituellement, ni historiquement. Il est difficile d'envisager notre avenir sans le Karabagh... Voyez-vous, la terre de notre patrie historique reste encore occupée alors que nous vivons sur un petit territoire, et nous ne pouvons continuer comme cela.

[...]

Par conséquent, le patriotisme est pour nous un combat au sens réel du terme, mais nous ne devons pas assimiler patriotisme et nationalisme. Alors que ce dernier dédaigne les autres et se place au-dessus des autres... Le patriotisme est avant tout un combat au nom de la patrie en pensant à l'avenir parce que si nous sommes vivants aujourd'hui nous ne serons plus là demain, mais la patrie devra toujours être là. Nous devons attendre le bon moment mais pas passivement, alors que quelque chose nous est offert sur un plateau. Nous devons nous préparer pour cette échéance déterminante.

[Hye Gyank, Los Angeles, 25 décembre 1987-19 février 1988]

## 45

[6 février 1988]

**Extraits de l'interview de l'historien et journaliste Sergueï Mikoyan et de l'écrivain Zori Balayan réalisée par Ara Kalayjian sur les problèmes arméniens actuels.**

Q- *M. Mikoyan, cela fait maintenant plus de deux ans que la perestroïka et la glasnost ont été appliquées en URSS, à l'initiative de M. Gorbatchev. Aujourd'hui, comment cette politique pourrait-elle affecter les nationalités constituant l'Union soviétique ? Comment la perestroïka et la glasnost apporteront-elles de nouvelles initiatives et de nouvelles opportunités à toutes les nationalités et en particulier au peuple vivant en RSS d'Arménie, mais aussi aux deux millions d'Arméniens et plus, qui vivent hors d'Arménie, mais en URSS ?*

Sergueï Mikoyan : Bien sûr, nous croyons que la perestroïka doit non seulement concerner l'administration de notre économie, mais aussi tous les aspects de notre vie.

[...]

Bien sûr, la perestroïka signifie que nous commençons à envisager à nouveau de nombreuses questions auxquelles nous n'avions apporté aucune solution ces dernières décennies. Parmi ces problèmes, il y a bien sûr celui des aspects nationaux de notre vie — je serais tenté de dire «aspect ethnique», puisque c'est le terme que l'on utilise en anglais. Je voudrais dire que les Arméniens qui vivent à Moscou — et il sont nombreux — auraient la possibilité d'apprendre à leurs enfants l'arménien, car il est difficile de continuer à garder leur identité dans une aussi grande ville que Moscou, où chacun parle uniquement le russe. J'espère donc que moi-même, j'aurai la possibilité d'apprendre l'arménien à Moscou, dans une école pour adultes, et que mon fils aura l'occasion de faire de même. Mais la question la plus brûlante, pour nous Arméniens d'Union soviétique, c'est évidemment la question du Karabagh.

*Q- Et le Nakhitchevan ?*

Mikoyan : Voyez-vous, en principe, le Nakhitchevan est aussi une terre arménienne. Il est déplorable que les autorités de cette région aient fait tout ce qui était en leur pouvoir au cours des dernières décennies, pour changer les proportions ethniques du Nakhitchevan, si bien qu'aujourd'hui, un ou deux pour cent de la population est arménienne.

*Q- Je pense qu'à l'heure actuelle, il n'y a pas plus de 5 000 Arméniens sur environ 250 000 habitants. Donc, un quart de million de Turcs, contre seulement 5 000 Arméniens.*

Mikoyan : Si nous comparons cela avec ces terres arméniennes qui appartiennent aujourd'hui à la Turquie, il faut comprendre que même si très peu d'Arméniens vivent sur nos territoires, nous croirons et continuerons de croire que ces terres sont arméniennes, en dépit des changements ethniques, en particulier lorsque ces changements ont été réalisés par des actions que nous ne pardonnerons ni n'oublierons jamais.

*Q- Cela concerne donc également le Nakhitchevan, et peu importe le nombre d'Arméniens qui y vivent, le Nakhitchevan représente une partie de l'Arménie historique, comme toujours depuis le début de notre histoire.*

Mikoyan : Oui.

*Q- Avons-nous des droits sur cette terre ?*

Mikoyan : Oui, nous avons des droits. Dans l'interview que je vous ai donnée en octobre dernier, je n'avais pas mentionné le Nakhitchevan à cet égard, parce que je suis conscient qu'il serait très difficile d'obtenir son rattachement à l'Arménie.

*Q- Et vous croyez qu'actuellement, la préférence devrait être donnée au Karabagh, dont la situation démographique est toute autre ?*

Mikoyan : Oui, c'est plus réaliste, et Bismarck a dit, je crois, que la politique est l'art du possible.

*Q- C'est Disraeli qui a dit cela.*

Mikoyan : Oui, Disraeli. Donc, je pense qu'il est bien plus réaliste de demander le rattachement du Karabagh. Et je crois que c'est seulement maintenant, pendant la perestroïka, que nous devons non seulement en parler, mais aussi avoir les plus grandes chances de l'obtenir.

*Q- Avez-vous, à Moscou, des contacts ou des entrées qui vous permettent de vous faire entendre dans les milieux gouvernementaux ?*

Mikoyan : Personnellement, je n'ai ni occasions ni moyens spéciaux, mais grâce à la politique de transparence appliquée dans les médias actuellement, je peux faire connaître mes opinions à un nombre croissant de personnes. Par exemple, j'ai écrit un article expliquant que je n'arrivais pas à comprendre pourquoi une région autonome [le Karabagh], un groupe ethnique donné [les Arméniens], ont été intégrés dans la république d'un autre groupe ethnique [la RSS d'Azerbaïdjan]. J'ai également ajouté que c'était une erreur commise pendant les années vingt, et qu'il était temps de rectifier. J'ai donc exprimé mon opinion dans la presse. Je ne dispose d'aucun autre moyen de communication.

*Q- Croyez-vous que de tels moyens soient disponibles dans les jours, semaines ou mois à venir à Moscou, où beaucoup d'Arméniens occupent des positions influentes tant dans le monde des arts et de la science, qu'au gouvernement, pour obtenir une solution heureuse au problème du Karabagh ?*

Mikoyan : Voyez-vous, je crois que le point le plus important n'est pas qu'il y ait des Arméniens influents à Moscou, mais le fait que cette idée [de rattachement du Karabagh à l'Arménie] est une idée juste, et que personne ne peut contester ou nier le fait que 70 % ou 75 % de la population du Karabagh est arménienne. La seule objection peut venir de Bakou [la capitale de la RSS d'Azerbaïdjan]. Je crois également qu'il est très important pour le peuple du Karabagh, pour ceux qui vivent là-bas, d'être très forts et très résolus, autrement, nous à Moscou, nous ne pourrions rien faire.

*Q- De quelle manière les Arméniens du Karabagh peuvent-ils être plus déterminés et résolus ?*

Mikoyan : Je pense qu'ils doivent proposer un référendum sur le problème du Karabagh même. Et à mon avis, il y a maintenant un travail à mener dans cette direction.

*Q- Au Karabagh même ?*

Mikoyan : Oui, aussi bien au Karabagh que de l'extérieur. Des signatures ont été collectées à ce sujet, en vue d'un référendum.

Q- *Si une telle pétition est préparée, à qui doit-elle être adressée — au gouvernement de Bakou ? Le gouvernement d'Azerbaïdjan tiendra-t-il un référendum ?*

Mikoyan : Nous avons un Soviet suprême de l'URSS, et je pense que c'est l'autorité à laquelle il convient d'envoyer cette pétition.

Q- *Et bien entendu, le référendum n'aurait lieu qu'au Karabagh, et non en Azerbaïdjan ?*

Mikoyan : Oui, c'est cela.

Q- *Pas en Azerbaïdjan ?*

Mikoyan : Bien sûr que non.

Q- *Uniquement au Karabagh, où 75 % de la population est arménienne. Donc, il est évident que le résultat serait favorable au rattachement à l'Arménie.*

Mikoyan : Oui, mais beaucoup de villageois du Karabagh ne se montrent absolument pas actifs.

Q- *Comment expliquez-vous cela ? Est-ce qu'ils ont peur ?*

Mikoyan : Voyez-vous, la stagnation de notre vie politique, durant des décennies, fait que pendant longtemps, ils ont cru que rien ne pouvait changer. Notre but aujourd'hui est de les convaincre que la perestroïka est une réalité — une réalité non seulement à Moscou, mais partout dans notre pays.

Q- *Ces paysans du Karabagh seraient plus confiants et plus dynamiques si la perestroïka s'installait vraiment et s'appliquait dans la RSS d'Arménie elle-même.*

Mikoyan : Exactement. Vous avez tout à fait raison. Malheureusement, la lutte entre ceux qui sont favorables à la perestroïka, et ceux qui y sont hostiles, risque de ne pas avantager les Arméniens du Karabagh. Et il n'est pas étonnant que ceux qui sont opposés à la perestroïka soient également contre le référendum.

Q- *C'est la vieille garde, ce sont les vieilles habitudes et mentalités hostiles au changement. Donc, à moins que la transparence ne s'implante sérieusement en Arménie, les paysans du Karabagh n'essaieront pas de faire quoi que ce soit qui, en raison des expériences de l'histoire, leur paraîtrait dangereux.*

Mikoyan : Non, je ne pense pas qu'ils croiront qu'il est dangereux pour leurs familles ou leur vie de demander un référendum. Ils pensent simplement que c'est inutile. Le plus dangereux, c'est cette passivité.

Balayan : Laissez-moi vous dire que la pétition est prête. Deuxièmement, je dois insister sur le fait qu'il ne faut pas employer le terme d'Azerbaïdjan. Rien ne correspond à un pays distinct appelé Azerbaïdjan. Il y a seulement la République Socialiste Soviétique d'Azerbaïdjan, qui est un Etat multinational.

Q- *Oui, le terme est entré dans l'usage seulement après 1920.*

Balayan : On peut comprendre les termes Géorgie, Russie ou Arménie, mais pas Azerbaïdjan. En utilisant ce terme, nous affirmons l'existence d'un tel pays. Or, ce pays n'existe pas. Sur cette terre qu'aujourd'hui on appelle RSS d'Azerbaïdjan, ont vécu, d'après les paroles mêmes de Lénine, des «Tatars du Caucase», et la république a été fondée en rapprochant différents groupes ethniques comme les Tatars, les Russes et les Arméniens. C'était une république multinationale que Staline a par la suite baptisée Azerbaïdjan. Le noyau de la RSS d'Azerbaïdjan, ce fut la Commune de Bakou. Plus tard, au début des années vingt, Staline nous a fait perdre le Nakhi tchevan, le Haut-Karabagh, ainsi que les plaines du Karabagh, tout cela au profit de la RSS d'Azerbaïdjan.

Q- *Il est de fait que 9 % seulement du sol de l'Arménie est arable. Et cela pour un pays dont la superficie est de 29 000 Km<sup>2</sup>. Ce qui signifie que l'Arménie ne peut subvenir aux besoins d'une population croissante, et c'est pourquoi des milliers de jeunes Arméniens quittent leur terre natale pour aller s'installer dans différentes régions de l'URSS. Maintenant, au cas où le Karabagh serait restitué, cette situation pourra-t-elle s'améliorer, je veux dire, le Karabagh peut-il nourrir plus de 150 000 habitants et apporter sa contribution à l'agriculture de l'Arménie ?*

Balayan : Malgré son nom [montagneux], ce minuscule territoire est une région très fertile.

Q- *Sa superficie est de 4 400 Km<sup>2</sup>.*

Balayan : Oui, 4 400 Km<sup>2</sup>, mais il peut nourrir aussi bien ses habitants que ceux d'Arménie. Le Karabagh rattaché à l'Arménie peut améliorer considérablement les choses, il peut garantir notre existence pour les cent années à venir.

Q- *Mais l'industrie et l'agriculture ne sont pas développées au Karabagh, et c'est parce que...*

Balayan : C'est intentionnel, c'est fait exprès.

Q- *Cette volonté de maintenir la région en état de sous-développement, elle est prouvée, cela s'appuie sur des documents ?*

Balayan : Bien sûr, et des lettres de protestation signées par des intellectuels et des hommes de science locaux ont été envoyées à Moscou. Ce n'est un secret pour personne, et je ne suis pas en train de divulguer des informations confidentielles. Les journaux, chez nous, se sont fait l'écho de cette réaction et en ont parlé.

Q- *Revenons à la pétition en faveur d'un référendum.*

Balayan : Oui, près de 100 000 personnes l'ont signée au Karabagh, et elle a été envoyée au Comité Central du Parti Communiste à Moscou.

Q- *Quelle est la prochaine étape, maintenant que la pétition avec 100 000 signatures est à Moscou ?*

Balayan : A l'initiative du Secrétaire Général M. Gorbatchev, le Comité Central a créé une commission spéciale chargée de résoudre les divers problèmes concernant les nationalités. La commission devait recevoir une délégation du Karabagh — 13 personnes — et 4 de Moscou. La commission a présenté à Gorbatchev un rapport complet contenant les données historiques et des documents émanant du gouvernement et du parti, et qui prouvent les droits du peuple arménien sur le Karabagh. De plus, les Arméniens du Karabagh se sont plaints d'avoir été traités de nationalistes pendant soixante-dix ans pour avoir exprimé leur désir de voir leur région rattachée à l'Arménie. Le président de la commission a répondu qu'au contraire, ils étaient des patriotes puisqu'ils parlaient de leur terre d'origine et que, par conséquent, il ne les considérait pas comme des nationalistes — c'est de la vraie glasnost. L'affaire du Karabagh n'est pas seulement un problème entre Arméniens et Azeris en fait, c'est un problème russe. C'est une question stratégique. Cela vaut aussi pour le Nakhitchevan. Pendant des siècles, Russes et Arméniens ont combattu pour obtenir une frontière sud sûre pour l'Empire russe et, le long de cette frontière, Russes et Arméniens ont érigé des zones défensives comme Alexandropol [Leninakan] et Kars. Cette association et cette coopération étaient motivées par une nécessité stratégique et tactique dont on sentait mutuellement qu'elle s'imposait. Et les deux peuples n'ont jamais trahi cette confiance mutuelle. Mais que se passa-t-il subitement dans les années vingt ? Une seule personne, nommée Djougachvili, c'est-à-dire Staline, s'est permis d'accéder aux exigences turques et de placer le Nakhitchevan et le Karabagh sous l'autorité azerbaïdjanaise. Pouvez-vous imaginer cela ? Il était absolument manipulé par les Turcs. Et le fait est que les Turcs ont pu «turquifier» cette région méridionale, une région qui avait longtemps été une zone russe et un bastion de sécurité. Pourquoi ? Parce que la Turquie voulait qu'on refuse le Nakhitchevan et le Karabagh à l'Arménie, et qu'on les incorpore à l'Azerbaïdjan, que les Turcs considèrent comme faisant partie de leur domaine naturel. Mais la RSS d'Azerbaïdjan est une république multinationale, elle est à nous, elle fait partie de l'URSS, et la Turquie ne peut émettre sur elle aucune prétention.

Q- *Qui, selon vous, serait le plus opposé à la solution des problèmes du Nakhitchevan et du Karabagh ?*

Balayan : Je dirai de façon catégorique les panislamistes. Les panislamistes sont les fascistes de l'Islam. Le panislamisme est l'allié du pantouranisme et du panturquisme. Le panislamisme, qui émane d'Ankara, a déjà des centres à l'intérieur de l'Union soviétique, à Bakou, à Tachkent, à Makhachkala et à Oufa. Nous savons que les activistes panislamistes sont venus de Turquie. Ils n'ont pas beaucoup de partisans en Union soviétique, ils sont opposés à la réunion du Karabagh et du Nakhitchevan à l'Arménie. Et leur position est clairement hostile à la Russie et aux intérêts stratégiques russes.

[*Armenian Mirror-Spectator*, Boston, 6 février 1988]

[20 janvier 1988]

### Extraits d'une interview de Zori Balayan sur la glasnost et l'émigration.

Q- *La semaine dernière, les gens ont manifesté à Krasnodar...*

Balayan : A Minsk aussi.

Q- *Oui, à Minsk aussi, contre la construction d'une centrale nucléaire.*

Balayan : Oui, beaucoup de choses ont changé avec la glasnost (transparence) et la perestroïka (restructuration). Qui nous a demandé notre avis, en Arménie, quand on a construit la centrale nucléaire de Medzamor ? Personne ! C'était une autre période. Mais laissez-moi vous dire que nous avons besoin d'une centrale nucléaire. Que cela ne vous trouble pas. Il vous est facile, à vous, de critiquer et d'exiger qu'il n'y ait pas de centrales nucléaires en Arménie. Qu'est-ce que vous proposez à la place ? Allons-nous nous servir des eaux du Sévan et le tuer complètement ? Comment l'Arménie va-t-elle survivre ? Dites-le moi. Des centrales, il nous en faut, à condition de choisir les emplacements les meilleurs et les moins dangereux. Mais avoir construit celle de Medzamor au cœur de l'Arménie est un crime.

[...]

Q- *... Maintenant, dites-nous, que faites-vous de tout cela et, ce qui est plus important, la nouvelle politique de perestroïka et de glasnost va-t-elle prévaloir en Arménie ?*

Balayan : Quand on parle de la perestroïka et de la glasnost, il est impossible de séparer une république — dans ce cas l'Arménie — du processus général et global actuellement en cours en Union soviétique. La petite Arménie n'est qu'une partie intéressée à ce vaste processus général. La perestroïka et la glasnost visent à amener des changements fondamentaux d'ordre politique, économique et même national (ethnique) susceptibles de transformer le niveau de vie et le standing des êtres humains, de nous. Ces possibilités n'existaient ni du temps de Staline, ni du temps de Brejnev et de Souslov. Dans les années 1970, les conditions morales étaient de loin plus déplorables qu'à toute autre époque. Dans le grand discours qu'il a prononcé à Moscou en juin 1987, Mikhaïl Gorbatchev a critiqué le gouvernement et la direction du parti d'Arménie, les accusant d'encourager les pots-de-vin et la corruption et d'entraver le processus de la perestroïka. Il a même mentionné le premier secrétaire Karen Demirdjian en citant son nom. La vérité était donc dite, et par la plus haute autorité. Peu de temps après ce discours, le comité central du parti d'Arménie tint sa séance plénière en juillet 1987 à Erevan où, pour la première fois, Haïk Katandjian critiqua sévèrement le gouvernement et la direction du parti et demanda la démission de Karen Demirdjian et de tout le comité central. Mais ce n'est pas tout. Ce qui est surprenant et extrêmement réconfortant, c'est le fait que le discours de Katandjian fut publié — sans changements ni coupures — dans *Soviétakan Haïastan*. C'était la véritable glasnost. Cela signifie que la transparence et la restructuration étaient déjà appliquées en Arménie.

Q- Et maintenant ? Quand pensez-vous que M. Demirdjian va démissionner ?

Balayan : Je n'en sais rien, et en fait je me soucie de problèmes bien plus sérieux. La perestroïka et la glasnost nous donnent, à nous autres Arméniens, l'occasion d'accroître notre bien-être économique et civique, et en outre de poursuivre nos buts politiques. Jusqu'ici, nous nous sommes chamaillés à propos de qui avait dit quoi au sujet de qui, et de qui avait fait quoi à qui, pendant que nos aspirations et nos objectifs essentiels étaient négligés et oubliés ou, dans le meilleur des cas, pas poursuivis avec l'énergie nécessaire suivant un plan concerté. C'est dans cette atmosphère que, le 26 décembre 1987, la séance plénière du comité central de notre parti communiste que vous avez mentionnée s'est tenue à Erevan. Haïk Katandjian et Sarkis Khatchatrian ont réitéré leurs critiques. Mais rien ne fut réalisé et la *Pravda* et les *Izvestia* ont souligné ce triste état de choses. A Moscou, les gens nous demandent : «Qu'est-ce qui se passe en Arménie ? Comment vit-on là-bas ?» comme si notre pays était un enfer...

Q- De ce que nous venons de dire, je retire l'impression que le gouvernement est presque incapable de faire quoi que ce soit. L'Arménie ne peut assurer la subsistance d'une population en expansion, des milliers d'habitants la quittent pour aller s'installer dans différentes régions de l'Union soviétique et les changements économiques et sociaux ne se sont pas réalisés.

Balayan : C'est peut-être vrai, mais je suis persuadé que la perestroïka va entraîner des changements radicaux et, ce qui est plus important, qu'elle servira à soutenir nos efforts visant à intégrer à l'Arménie le Nakhitchevan et le Karabagh. Alors la situation sera entièrement différente, avec des chances et des possibilités infinies pour notre peuple.

[...]

[The Armenian Mirror-Spectator, Boston, 20 février 1988]

### V.iii VERS LA REPARATION DES INJUSTICES DANS UNE PERIODE NOUVELLE

47

[5 mars 1987]

#### **Memorandum adressé par Souren Aïvazian au Secrétaire Général M.S. Gorbatchev au sujet du Karabagh et du Nakhitchevan.**

Très honoré Mikhaïl Sergueïevitch,

[...]

La séparation du Haut-Karabagh et du Nakhitchevan d'avec l'Arménie représente la plus haute manifestation qui soit de l'injustice, en contradiction avec les lois régissant les frontières de l'Union soviétique telles qu'elles ont été élaborées suivant les principes léninistes.

Dans la conscience du peuple arménien, le Nakhitchevan tient la même place que Moscou ou Novgorod dans la conscience du peuple russe.

[...]

Lors de la réunion du bureau régional du Parti communiste transcaucasien tenue le 4 juillet 1921, à laquelle assistaient Kirov, Ordjonikidzé, Miasnikian, Fidadner et d'autres, il fut décidé que le Haut-Karabagh resterait dans les frontières de l'Arménie.

[...]

En vertu des lois régissant les frontières de l'Union soviétique, toute région autonome se trouvant à l'intérieur d'une république doit être placée sous la juridiction de cette république. Cette disposition a été violée dans le cas du Nakhitchevan, qui a été placé sous la juridiction de l'Azerbaïdjan et non de l'Arménie, dont il fait partie.

[...]

En 1920, la République soviétique d'Azerbaïdjan s'est établie sur le territoire oriental de l'Arménie historique. Les Turcs, qu'on appelait auparavant «Tatars montagnards», furent alors désignés sous le nom d'«Azerbaïdjanais» (ou Azeris). En dépit du fait qu'à l'époque, les Turcs ne constituaient qu'une minorité à Bakou ainsi qu'en d'autres régions de la république, ils acquirent le droit d'exercer leur souveraineté nationale sur l'ensemble de la république en tant que population majoritaire. Il aurait été logique de créer, à l'intérieur des frontières de l'Azerbaïdjan, à côté des régions autonomes du Haut-Karabagh et du Nakhitchevan, des entités telles qu'une République autonome turque et une Région autonome kurde. De telles dispositions auraient tout réglé de façon équitable. Mais il n'en a pas été ainsi. Les Turcs (Tatars du Caucase, ou Azeris), sous leur nouvelle dénomination, devinrent non seulement

égaux aux autres mais encore commencèrent à imposer leur autorité, en tant que peuple dominant, à toute la région.

Les plans britanniques furent réduits à néant par la révolution d'Octobre. La Commune de Bakou d'abord, puis plus tard, au moment de la création de la République d'Azerbaïdjan, les bolcheviks léninistes conduits par V.I. Lénine, se soucièrent davantage de la création de conditions favorables à l'unification du peuple de la région et du développement rapide de l'industrie pétrolière de Bakou. Le pétrole de Bakou était indispensable à l'Union soviétique. Stépan Chahoumian et Sergueï Kirov étaient parfaitement conscients de l'importance de ce problème économique et du fait que l'Azerbaïdjan soviétique devait satisfaire les exigences de l'Union soviétique à cet égard. C'est de cette façon que naquit cet Azerbaïdjan multinational (et *non* pas la République nationale soviétique turque) dans lequel toutes les nationalités, Russes, Arméniens, Turcs, Persans, Kurdes, Géorgiens et Daghestanais étaient tous des «Azerbaïdjanais», uniquement en ce sens qu'ils habitaient tous la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan.

Depuis lors, cependant, les Turcs d'Azerbaïdjan en sont venus à dominer la république, ils ont occupé les rangs des cadres dirigeants de «leur» république et ont appliqué une politique dont le premier objectif était l'expulsion des Arméniens de la région de leurs positions administratives ainsi que de leurs lieux de résidence, en application de la politique d'«azerbaïdjanisation». «C'est notre république, se sont écrié dès lors les Turcs «Azeris», nous sommes les maîtres ici et nous y vivons depuis dix mille ans. Les autres ne sont que des nouveaux venus. Disparaissez et laissez-nous notre pays». Et on pourrait dire que cette attitude a porté ses fruits. Si en 1913, 80 % de la population du Nakhitchevan était arménienne, cette proportion n'est plus aujourd'hui que de 1,5 %. Dans le Haut-Karabagh, les Arméniens sont passés de 94 à 80 % de la population. Dans les autres régions de l'Azerbaïdjan, le nombre des Arméniens est aussi en diminution.

Mais si les gens peuvent abandonner leurs foyers, s'en aller et s'en créer de nouveaux, qu'en est-il des monuments historiques ? Eh bien ils sont détruits de façon barbare par les vandales du XX<sup>e</sup> siècle pour la simple raison qu'ils sont arméniens... C'est ce qui est arrivé aux khatchkars (pierres à croix sculptée). Des historiens azerbaïdjanais «enthousiastes» se sont mis à profaner les cimetières et à déclarer que les khatchkars arméniens étaient l'œuvre de Turcs musulmans...

Les khatchkars arméniens ont été traités avec une haine toute particulière dans la République d'Azerbaïdjan. L'un des chefs-d'œuvre de l'art arménien, le monastère de Gandzasar, dans le Haut-Karabagh, est complètement en ruine ; les murs sont entièrement lézardés et le toit est sur le point de s'effondrer. Un monument d'une valeur culturelle aussi indiscutable, que nous avons mentionné dans plusieurs mémoires, n'a même pas été mentionné dans le guide touristique sur l'Azerbaïdjan publié à Moscou en 1970. Cela est à rapprocher du fait que cet ouvrage mentionne 14 monuments dont un seul n'est pas «azerbaïdjanais», c'est-à-dire turc. Dans la plupart des ouvrages, aucune mention des centaines de monuments arméniens du Karabagh n'apparaît. Ces ouvrages restent silencieux sur ces monuments, exactement comme les parents lointains d'un homme riche qui vient de mourir garderaient le silence sur les enfants vivants du défunt, pourtant ses véritables héritiers.

Tout récemment, sous le prétexte de construire des routes dans le centre du Nakhit-

chevan, on a démolì un monument arménien du V<sup>e</sup> siècle qui avait survécu par miracle. En ce moment même, des monuments arméniens du V<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle dans la ville d'Akoulis, au Nakhitchévan, sont détruits de façon barbare. Les merveilleux khatchkars sont transformés en gravier qu'on utilise pour la construction des routes. Outre les khatchkars, les sauvages de notre époque détruisent d'autres genres de monuments, tout ce qui fait la fierté du peuple arménien et les millénaires de sa richesse culturelle. Comment ce genre de choses peuvent-elle se produire dans un pays civilisé comme le nôtre ?

[...]

Les hommes de science, les écrivains, les travailleurs culturels qui arrivent d'Arménie en Azerbaïdjan sont qualifiés de fauteurs de querelles et harcelés ouvertement ou indirectement. Les quelques efforts qu'ils font pour aider les victimes de l'illégalité et de la discrimination les font considérer comme des gens qui se livrent à «une ingérence ouverte dans les affaires d'une autre république». Cette malveillante offensive contre les Arméniens a pour objectif de les paralyser afin que ceux qui se considèrent comme les «propriétaires» du Karabagh puissent agir librement et en toute impunité.

Les réalisations économiques et culturelles du Haut-Karabagh ont été grossièrement exagérées. On essaye d'azerbaïdjaniser le plus rapidement possible cette région «étrangère», d'éliminer son âme arménienne et l'atmosphère qui y règne est caractérisée par des pressions et des tracasseries.

Les déclarations des dirigeants de l'Azerbaïdjan insistent sur les maux dûs au «chauvinisme arménien» sans bien entendu avoir remarqué un seul exemple de chauvinisme azeri. On persécute les gens, et quand ils s'en vont, leur fuite est attribuée à leurs propres fautes. Les villages du Nakhitchévan sont-ils dépeuplés ? C'est la faute des Arméniens. Les Arméniens fuient-ils le Karabagh, Bakou ou d'autres parties de l'Azerbaïdjan ? La faute en incombe encore aux Arméniens et à leur «chauvinisme»... Comme si le chauvinisme azeri n'existait pas. La population arménienne de l'Azerbaïdjan diminue alors que la liste des Arméniens tués par les Azeris s'allonge. Mais les noms des assassins ne sont pas mentionnés. Ou bien ils ne se font pas prendre ou bien, s'ils sont pris, ils échappent au châtimeut par un moyen quelconque. Ou bien encore, comme dans le cas de l'assassinat d'une Arménienne du village de Karmir, on change tout le sens du crime en prétendant que les assassins ne sont pas Azeris mais Arméniens. D'après l'ancien secrétaire de la région, on a prétendu cela afin «de ne pas exacerber les sentiments nationaux». Pendant la période 1966-1967, dans la région de Martouni, au Karabagh, les Arméniens ont été systématiquement tués. On notera en particulier l'assassinat du directeur du sovkhosze Kouropatkine. Un an plus tard, son successeur était assassiné à son tour, puis un mois plus tard, c'était le tour du fils de celui-ci, un enfant de dix ans... Et tout cela a été fait pour paralyser la «petite renaissance» des habitants du Karabagh de 1965, époque à laquelle ils avaient fait appel à Moscou en demandant la réunion de cette région autonome arménienne à l'Arménie soviétique. Et le Comité Central avait confié l'examen de la question à la direction des Républiques d'Arménie et d'Azerbaïdjan.

[...]

Où sont les limites de l'insolence ?

Il n'y en a pas !

[La politique d'Aliev, qui consiste à qualifier les Arméniens de rebelles dans leur propre pays en raison de leur identité ethnique n'est, en fin de compte, qu'un des aspects de la politique qui consiste à homogénéiser la population.]

Il est significatif que pendant la Grande Guerre patriotique, les Arméniens ont donné plus de héros (dont beaucoup étaient originaires du Karabagh)... que tous les autres groupes ethniques transcaucasiens confondus.

[...]

Lutter et servir... la patrie, le peuple arménien en est capable. Il a également la faculté de saisir les questions de politique étrangère. Mais pourquoi a-t-il été impossible dans notre pays de résoudre les problèmes les plus ordinaires et les plus essentiels ? Tant de sacrifices pour une Union socialiste et avoir cependant à quitter la terre millénaire d'Arménie orientale !

[...]

En fin de compte, il est temps de réunir le Haut et le Bas Karabagh et le Nakhitchevan, parties de la patrie historique, à l'Arménie soviétique.

3 Mars 1987

Souren Aïvazian  
Membre du parti  
Chercheur émérite en géologie et minéralogie

Téléphone :  
(pers.) 63-78-52  
(bur.) 53-56-53

[*Haratch*, Paris, 3/4 décembre 1987]

[5 août 1987]

### Mise au point au sujet d'un cas de forfaiture judiciaire qui semble avoir aggravé les problèmes au Karabagh.

«Des juristes azeris destitués pour abus»

[...]

Deux travailleurs de l'Association agro-industrielle Koutkachenskii, en Azerbaïdjan, le directeur-général A. Danakian et le comptable A. Bagdassarian, ont été inculpés à tort pour détournement de fonds et condamnés à la peine maximum par la Cour Suprême de la RSS d'Azerbaïdjan et emprisonnés pour trois ans environ, dont vingt et un mois en cellule de condamné à mort. Néanmoins, une enquête plus sérieuse et plus objective a permis d'établir que l'accusation de détournement de fonds contre ces deux personnes ne reposait pas sur des preuves suffisantes. En d'autres termes, il s'agissait d'un cas flagrant d'abus de pouvoir.

K. Baguirov, premier secrétaire du Comité Central du Parti Communiste d'Azerbaïdjan, a informé le bureau de la rédaction que l'article «Une trop longue attente» avait été examiné par le Comité Central du Parti Communiste de la république. Il a été clairement exposé et souligné qu'une illégalité avait été commise pendant l'enquête et le procès qui ont aboutit à la condamnation à mort et à la détention sans motif du directeur A. Danakian et du comptable A. Bagdassarian. Aucune réponse n'a été donnée à leurs multiples démarches. C'est seulement après que la Cour Suprême de l'URSS eut cassé la sentence prononcée par la Cour Suprême de la république et que les charges retenues contre Danakian et Bagdassarian se furent avérées infondées au cours d'une nouvelle enquête qu'ils ont été relaxés.

Le Comité Central du Parti Communiste d'Azerbaïdjan a analysé les faits de ces deux violations flagrantes de la légalité socialiste et frappé de sévères sanctions disciplinaires les fonctionnaires responsables d'illégalité dans cette affaire.

A. Sultanov, premier procureur adjoint de la république, et V. Bogomolov, procureur-adjoint, ont été sévèrement blâmés pour n'avoir pas appliqué la légalité socialiste pendant l'enquête et l'examen juridique d'affaires criminelles, y compris celle de Bagdassarian ; ils ont été démis de leurs fonctions. F. Agamirov, ancien directeur du service chargé de la supervision des enquêtes et recherches aux départements des affaires intérieures du Parquet de la RSS d'Azerbaïdjan, et T. Akhmedov, ancien adjoint au procureur du Cercle de Koutkachenskii, qui a requis devant la cour, ont été démis de leurs fonctions aux organes du Parquet, et Akhmedov a en outre été exclu du PCUS. Ch. Osmanov, chargé des enquêtes dans les affaires particulièrement importantes au Département des Affaires intérieures de la RSS d'Azerbaïdjan, a également été démis de ses fonctions et exclu du PCUS pour avoir mené des poursuites sans fondements contre Bagdassarian et d'autres personnes. A. Kafarov, qui a prononcé la sentence, a été prématurément défait de ses fonctions de membre de la Cour Suprême de la république.

I. Ismaïlov, ex-président de la Cour Suprême de la RSS d'Azerbaïdjan, et A. Zamanov, ex-procureur de la république, ont été l'objet de blâmes sévères. Les dirigeants de l'Administration des Enquêtes du Département des Affaires intérieures de la république A. Rafiyev et A. Gouliyev — ce dernier ayant été démis de ses fonctions dans les organes des affaires intérieures — qui avaient négligé les demandes adressées par les accusés et avaient ainsi commis des erreurs intolérables pendant l'enquête, ont été sanctionnés par le parti.

Les travailleurs coupables appartenant au service du procureur, à la milice et au tribunal ont été soumis aux procédures disciplinaires du parti pour tous les cas d'illégalité relevés. L'organisation du parti de la république a adopté un certain nombre de mesures destinées à améliorer le style de travail et les méthodes des organes d'application des lois, la sélection, l'affectation et la formation des cadres, à éliminer les fonctionnaires compromis, et à accroître la responsabilité et la discipline. Ces questions ont été l'objet de sérieux examens de la part du Bureau du Parti Communiste d'Azerbaïdjan.

[Izvestia, 5 août 1987]

#### 49

[août 1987]

**Pétition, rédigée peut-être par Souren Aïvazian, signée par plus de 75 000 Arméniens du Haut-Karabagh et d'Arménie, et adressée au secrétaire général Gorbatchev. Aïvazian a peut-être été choisi pour une critique particulièrement acerbe de la part du secrétaire K. Demirdjian en raison de son rôle éventuel dans cette pétition.**

Au Premier Secrétaire du Comité Central  
du Parti Communiste de l'Union Soviétique, M.S. Gorbatchev

Cher Mikhaïl Sergueïevitch,

[...]

Sa position géographique a fait de l'Arménie pendant des siècles un bastion et un centre stratégique extrêmement important pour la Russie. Pendant des siècles, l'Arménie a aussi versé son sang, en particulier lors des guerres russo-turques. Elle a progressivement perdu l'espace nécessaire à son existence nationale. En occupant les territoires arméniens, et fidèle à sa politique barbare du fait accompli, la Turquie a organisé en 1915-1916 le génocide du peuple arménien, qui a atteint des proportions monstrueuses. En créant l'Etat soviétique, V.I. Lénine a pris en considération la situation politique dans laquelle se trouvaient les Arméniens. Il a exigé que le gouvernement russe ait recours à tous les moyens possibles pour faire pression sur la Turquie afin qu'elle résolve la Question arménienne. Il exigeait que l'Arménie occidentale soit rattachée à l'Arménie russe et que l'Arménie ainsi créée ait un accès à la mer, ce qui était nécessaire à l'existence de son peuple.

Malheureusement, la maladie du leader de la révolution puis sa mort empêchèrent que soient réalisées et appliquées ses instructions et ses exigences. De plus, sous la pression de la Turquie impérialiste, le Nakhitchevan et le Karabagh, historiquement arméniens, furent annexés à l'Azerbaïdjan en tant que régions autonomes, et tout cela fut accompli en dépit du fait que, le 7 décembre 1920, le commissariat du comité révolutionnaire [azeri] aux Affaires étrangères avait publié une déclaration gouvernementale disant : «A dater de ce jour, le Haut-Karabagh, le Zanguezour et le Nakhitchevan feront partie de l'Arménie soviétique.» En raison des pressions turques, cette décision resta lettre morte. A l'époque déjà, la Turquie dressait ses plans illusoire d'islamisation de territoires russes et elle avait commencé à réaliser son projet de turquification des régions arméniennes. Et ces deux régions entrèrent ainsi de force dans la structure azerie. Aujourd'hui, il n'y a plus d'Arméniens dans le Nakhitchevan arménien et les monuments arméniens qui s'y trouvent sont détruits de la façon la plus barbare. Chaque année, la population arménienne du Haut-Karabagh décroît car des conditions de vie impossibles y ont été créées par les vrais maîtres du pays. Et le nombre d'Azeris, c'est-à-dire de Turcs, augmente au Karabagh et même à Stepanakert. A Chouchi, ancienne capitale du Karabagh, la population turque atteint 95 % de l'ensemble. Et les agents actuels du panislamisme turc déclarent bien haut : «Ce qui nous a été pris sans tirer un coup de feu par l'impératrice Catherine, les communistes nous le rendent avec des territoires en plus. Ils ne se contentent pas de jeter les habitants arméniens et russes hors du Nakhitchevan et du Karabagh, ils ont également créé une ceinture de villages musulmans, qui se considèrent comme turcs, le long de la frontière soviétique.» Lorsque la Turquie a réalisé l'incorporation du Nakhitchevan dans la République d'Azerbaïdjan, elle a aussi acheté à l'Iran une bande de terre afin d'avoir une frontière commune avec le Nakhitchevan. Faites s'il vous plaît l'effort de regarder la carte et vous y verrez cette bande de terre. En négligeant les principes léninistes de la politique des nationalités, en séparant de l'Arménie ses territoires historiques et en les incorporant à l'Azerbaïdjan, tout se passe comme si quelqu'un avait dans le passé agi en faveur des intérêts de l'ennemi de l'Union soviétique, la Turquie, gardienne de l'impérialisme, de l'arriération et de l'agression au sud de notre pays. Il y a maintenant de chaque côté de l'Arménie soviétique, des régions autonomes arméniennes qui sont les seules qu'on ne désigne pas, et à dessein, par leur identité nationale (comme on le fait pour les Tatars ou les Abkhazes) mais par leurs noms géographiques. Est-ce que cela ne constitue pas une violation de la politique des nationalités de notre pays ?

A maintes reprises, les habitants du Nakhitchevan et du Haut-Karabagh ont demandé à Moscou que soit résolue, sur la base des principes léninistes, la question de l'incorporation à l'Arménie du Nakhitchevan et du Haut-Karabagh. A maintes reprises, des lettres signées par toute la population de ces régions arméniennes ont été adressées aux dirigeants du Parti Communiste de l'Union soviétique. Il y a dix ans, le présidium du Soviet Suprême de l'Union soviétique a publié des lettres adressées à Moscou par des travailleurs. L'une d'elle disait à juste titre : «En raison d'événements historiques, il y a quelques décennies, le Haut-Karabagh a été artificiellement annexé à l'Azerbaïdjan et, dans cette opération, le passé historique et l'identité nationale des habitants, leurs intérêts économiques et la volonté du peuple n'ont pas été pris en considération. Les décennies ont passé et la question du Karabagh reste toujours à l'ordre du jour et elle est préoccupante car elle devient un obstacle à l'amitié entre deux peuples voisins. Il est nécessaire que l'Artsakh (nom

arménien du Karabagh) soit réuni à l'Arménie soviétique afin que tout soit fait comme il convient.» (Note N°61, Présidium du Soviet Suprême de l'Union soviétique, 23 novembre 1977).

Cher Mikhaïl Sergueïevitch, au nom de la victoire de la justice historique, au nom du respect des traditions léninistes, nous vous adressons un ardent appel pour que le Haut-Karabagh et le Nakhitchevan soient rattachés à l'Arménie socialiste.

Signatures.

[*Drochak*, Athènes, 13/14 Octobre 1987]

## 50

[17/18 octobre 1987]

### Manifestations à Erevan et affrontements dans le Haut-Karabagh.

Selon les dépêches de l'Associated Press publiées par le *Boston Globe* le dimanche 18 octobre, 3 000 Arméniens ont manifesté le samedi 17 à Erevan en demandant aux autorités la fermeture d'une usine chimique et de la centrale nucléaire de Medzamor en raison de leurs effets polluants sur l'environnement.

Le lendemain, dimanche 18 octobre, comme le signale le *Boston Globe* du lundi 19, un millier d'Arméniens ont pris part à une nouvelle manifestation proclamant les droits nationaux arméniens sur le Karabagh.

Selon des sources se trouvant à Moscou, déclare le *Globe*, la police a tenté d'empêcher la protestation de samedi mais n'a rien fait pour en empêcher le déroulement après son début. Sergueï Grigoriant, rédacteur en chef du magazine *Glasnost*, qui paraît à Moscou, a déclaré qu'il avait obtenu ce renseignement par un coup de téléphone d'Arménie soviétique.

Selon Grigoriant, écrit le *Globe*, la manifestation de dimanche a été interrompue par des policiers qui, brandissant leurs matraques et déchirant les pancartes portant le portrait de Gorbatchev, ont dispersé les manifestants.

Selon d'autres sources, écrit *Asbarez* [quotidien arménien de Los Angeles], les manifestants de samedi contre la pollution étaient conduits par des écrivains comme Sylva Kapoutikian, Zori Balayan et Maro Markarian et des dirigeants de l'organisation Survie Nationale. La marche de la manifestation a commencé à partir de la place de l'Opéra après les discours, prononcés pour la plupart par des intellectuels.

La manifestation de dimanche a commencé à la station de métro «Maréchal Bagramian». Les manifestants réclamaient l'annexion du Nakhitchevan et du Haut-Karabagh à l'Arménie et portaient des banderoles dans ce sens. La police a tenté d'empêcher la marche des manifestants et, après quelques incidents, les a dispersés.

Le même jour, on signalait que des bagarres avaient opposé des villageois arméniens et tatars à Chardakhlou, dans le Karabagh.

[*Asbarez*, 24 octobre 1987]

[21 janvier 1988]

### **Rencontre d'une délégation du Karabagh avec des officiels soviétiques à Moscou.**

Lors d'une conférence de presse qui a eu lieu ici le 21 janvier, le cinéaste moscovite Edmond Keusseyan a révélé qu'une délégation du Karabagh avait été reçue par Dimitri Demitchev, haute personnalité soviétique à Moscou, à qui elle avait remis une pétition demandant l'intégration du Karabagh à l'Arménie soviétique.

[...]

Le metteur en scène Keusseyan a déclaré que la délégation avait conféré avec Demitchev pendant plus d'une heure et lui avait ensuite remis la pétition signée de 100 000 [75 000 selon d'autres estimations] noms. D'après Keusseyan, le dirigeant soviétique a promis aux membres de la délégation de soumettre l'affaire au Comité des Nationalités.

[Asbarez, Los Angeles, 6 février 1988]

[20 février 1988]

### **Texte de la résolution du gouvernement de la Région autonome du Haut-Karabagh demandant l'incorporation à l'Arménie soviétique.**

SEANCE SPECIALE DE LA 20<sup>e</sup> SESSION DES DEPUTES AU SOVIET DE LA REGION AUTONOME DU HAUT-KARABAGH.

RESOLUTION :

Concernant la médiation en vue du transfert de la Région autonome du Haut-Karabagh (RAHK) de la RSS d'Azerbaïdjan à la RSS d'Arménie.

Après avoir entendu et examiné les déclarations des députés au Soviet de la Région autonome du Haut-Karabagh «au sujet de la médiation du Soviet Suprême de l'URSS entre les RSS d'Azerbaïdjan et d'Arménie en vue du transfert de la Région autonome du Haut-Karabagh de la RSS d'Azerbaïdjan à la RSS d'Arménie», la session spéciale du soviet régional du Haut-Karabagh DECIDE :

Recueillant avec satisfaction les vœux des travailleurs de la Région autonome du Haut-Karabagh qui demandent aux soviets suprêmes des RSS d'Azerbaïdjan et d'Arménie d'apprécier les profondes aspirations de la population arménienne du Haut-Karabagh et de transférer la Région autonome du Haut-Karabagh de la RSS d'Azerbaïdjan à la RSS d'Arménie, leur demandent en même temps d'intercéder auprès du Soviet Suprême de l'URSS afin qu'il parvienne à une décision positive concernant le transfert de la région de la RSS d'Azerbaïdjan à la RSS d'Arménie.

[Soviétakan Karabagh, 21 février 1988]

[20 février 1988]

### Informations de presse au sujet d'une nouvelle vague de manifestations au Karabagh et à Erevan.

On estime à 120 000 le nombre des Arméniens qui se sont rassemblés aujourd'hui pour protester contre la perte d'une partie de leur pays. C'est le deuxième rassemblement de ce genre au cours de ces jours derniers et l'une des plus grandes manifestations non autorisées qui aient jamais eu lieu en Union soviétique.

Selon les dissidents moscovites Alexandre Ogorodnikov et Tamara Grigoriants, les rues proches de l'Opéra d'Erevan, capitale de l'Arménie soviétique, étaient remplies par une foule réclamant le rattachement de la petite région montagneuse à l'Arménie.

Grigoriants a déclaré que cette région du Caucase, nommée Nagorny-Karabagh (en russe), avait été attribuée à l'Azerbaïdjan au cours des années 20, bien que la majorité de ses habitants fussent arméniens.

Une femme, qui a dit habiter la banlieue d'Erevan, à environ 1 700 km au sud de Moscou, a déclaré par téléphone que des manifestations avaient également eu lieu au Nagorny-Karabagh au cours du week-end.

Par un geste tout à fait inhabituel, le gouvernement a reconnu qu'une première manifestation avait eu lieu en déclarant que «l'ordre public avait été troublé» et que les manifestants allaient «contre les intérêts des travailleurs.»

Grigoriants a déclaré qu'au début du mois, le soviet local avait demandé que la région contestée soit rattachée à l'Arménie. Elle a ajouté que cette requête avait été rejetée par le Comité Central du Parti Communiste.

[...]

Grigoriants et Ogorodnikov ont déclaré dans des interviews téléphoniques séparées que les manifestations de protestation dans le centre d'Erevan avaient duré toute la nuit de lundi à mardi.

Ogorodnikov, qui a été prisonnier politique, a déclaré que 70 000 personnes avaient défilé dans les rues lundi soir en demandant le rattachement du Nagorny-Karabagh à l'Arménie.

[...]

Les deux dissidents ont déclaré que la police avait eu une attitude réservée. Depuis les massacres de 1915, qui firent 1,5 million de victimes, il y a plus d'Arméniens vivant à l'étranger et dans d'autres parties de l'Union soviétique que sur leurs terres historiques au sud du Caucase.

Erevan abrite un tiers des 3 300 000 habitants de la république d'Arménie, dont 90 % sont arméniens.

[Los Angeles Times, 23 février 1988]

[24/26 février 1988]

**a.**

**Extraits du principal discours prononcé par l'un des organisateurs pendant la grande manifestation d'Erevan.**

[...]

Je mène cette lutte au nom de la justice, au nom de la patrie et au nom du Haut-Karabagh arménien, inséparable de l'Arménie. Je jure à mon peuple et aux peuples du monde que je poursuivrai ma lutte jusqu'au jour où la Région autonome du Haut-Karabagh sera une fois pour toutes réunie à l'Arménie. Je le jure ! [la foule répète], je le jure ! [la foule répète], je le jure ! [la foule répète]. Je jure que je mènerai cette lutte en conformité avec mes droits socialistes et dans un respect exemplaire de la loi et de l'ordre. Je résisterai aux provocations des islamistes et agirai de façon digne d'un citoyen soviétique. Et que je sois maudit par mon peuple si je trahis ce serment.

[...]

**b.**

**Fragments du discours de l'historien Bagrat Ulubabian lors des manifestations du 26 février 1988 à Erevan. Le professeur Ulubabian est né au Karabagh et a été expulsé de cette région en raison de son œuvre scientifique pour la préservation des monuments.**

Chers compatriotes arméniens, en tant que peuple qui a été soumis à de constants malheurs tout au long de l'histoire... vous êtes venus défendre vos droits en cette période de restructuration et de démocratisation.

[...]

Le Haut-Karabagh a été arraché à l'Arménie par les mains criminelles de Staline. Depuis 1920, le peuple d'Arménie et les habitants du Karabagh réclament le retour de cette région à l'Arménie.

[...]

**C.**

**Banderoles et slogans portés pendant les manifestations (ainsi que des portraits de M.S. Gorbatchev et le drapeau rouge-bleu-rouge de l'Arménie soviétique.)**

- «Une nation, une république»
- «Il n'y a pas de fraternité sans justice»
- «Qu'on rétablisse la justice historique !»
- «La perestroïka, ce n'est pas de l'extrémisme !»
- «Moscou ! Réponds à nos justes exigences !»
- «Pas de vote de confiance au gouvernement de l'Arménie !»
- «Le Karabagh à l'Arménie !»
- «Arméniens, unissez-vous et reprenez le Karabagh !»
- «Le Catholicos a crucifié notre foi»

[D'après un film vidéo pris par le comité d'organisation de la manifestation. Archives du Zoryan Institute]

**55**

[26 février 1988]

**Relation des événements à Erevan au plus fort des manifestations.**

En dépit des efforts du Kremlin pour les arrêter, des manifestations de masse se sont poursuivies mardi en Arménie soviétique au sujet de la région contestée, située dans la république voisine d'Azerbaïdjan. Selon certaines indications, un million de personnes sont descendues dans la rue, ce qui constitue un défi sans précédent. Moscou a envoyé trois membres du Politburo en Arménie, la plus petite des républiques soviétiques, ainsi qu'un membre du secrétariat du Parti Communiste afin de tenter de faire cesser les manifestations.

Citant des sources qui se trouvent à Erevan, la capitale de l'Arménie, l'Associated Press annonce que des troupes ont été mises en état d'alerte et des tanks stationnés aux abords de la ville.

Les journalistes étrangers ne sont pas autorisés à se rendre en Arménie.

[...]

Piotr N. Demitchev, membre suppléant du Politburo, a été envoyé en Arménie en compagnie de Georgii P. Razoumovski, secrétaire du parti élevé la semaine dernière au rang de membre du Politburo. Par la suite, un autre membre du Politburo, Vladimir I. Dolghikh, et Anatoly I. Loukyanov, secrétaire du parti, y ont également été dépêchés.

Selon des indications en provenance d'Erevan, le nombre des manifestants est bien plus élevé qu'au début de la semaine. L'Associated Press fait état d'une source d'Erevan selon laquelle un million de personnes — environ un tiers de la population de la république — avaient participé mardi à la manifestation.

[Los Angeles Times, 26 février 1988]

[27 février 1988]

## Comptes-rendus de presse sur l'entrevue entre le secrétaire général Gorbatchev et les représentants arméniens, qui a abouti à un arrêt provisoire des manifestations.

Selon des sources arméniennes dissidentes, les activistes arméniens, répondant au second appel au calme de Mikhaïl Gorbatchev, ont demandé aujourd'hui une suspension d'un mois des manifestations à Erevan.

Gorbatchev, qui a conféré hier à Moscou avec deux dirigeants des protestataires, les a pressés de calmer les manifestants et leur a promis de faire ce qu'il pourrait pour répondre à leurs préoccupations. Ce renseignement émane d'un des informateurs qui restent en contact étroit avec les principaux organisateurs des protestations.

Les deux activistes qui ont rencontré Gorbatchev sont la poétesse Sylva Kapoutikian et l'écrivain Zori Balayan, précisent les informateurs. Tous deux sont des personnalités populaires en Arménie et ont pris la parole devant les foules d'Erevan pendant les manifestations.

De retour à Erevan aujourd'hui, les deux activistes ont rencontré d'autres dirigeants des protestataires et ont décidé de suspendre les manifestations pour un mois, annoncent nos sources d'information.

On apprend par téléphone que de nombreux manifestants se sont cependant rassemblés dans les rues d'Erevan, soit parce qu'ils n'étaient pas informés de l'interruption des manifestations, soit parce qu'ils la désapprouvaient.

Les médias officiels citent des dirigeants soviétiques qui ont déclaré qu'ils étaient hostiles aux demandes de réunification du Nagorny-Karabagh avec l'Arménie.

[...]

Les manifestations du début au Karabagh ont fait quelques victimes. Vladimir Dolghikh, membre suppléant du Politburo, l'annonce dans un article de *Kommunist*, l'organe officiel du PC arménien. Le journal cite Dolghikh : « L'affaire du Nagorny-Karabagh est allée si loin qu'il y a eu des affrontements entre des groupes d'Arméniens et d'Azeris, et il y a eu des victimes. »

Les déclarations de Dolghikh, publiées dans le numéro du journal arrivé aujourd'hui à Moscou, sont la première indication officielle annonçant que le conflit a fait des morts.

[Washington Post, 28 février 1988]

[26 février 1988]

**Interview de Sylva Kapoutikian et de Zori Balayan au journal italien *La Repubblica*, après leur entrevue avec Mikhaïl Gorbatchev.**

*Q- Vous venez d'avoir une entrevue avec Mikhaïl Gorbatchev sur le problème de la région du Karabagh. Que lui avez-vous dit ?*

S. Kapoutikian : J'ai rappelé à Mikhaïl Gorbatchev les droits de notre peuple ; il nous a répondu qu'il était désireux de résoudre le problème. Mikhaïl Gorbatchev est notre espoir. J'ai d'ailleurs répété à mes compatriotes que c'était lui notre espoir. Il faut que nous soyons attentifs afin de ne pas nous faire de tort.

*Q- Il y a vingt ans, vous avez écrit «Les caravanes marchent encore», un recueil d'impressions de vos voyages, avec pour thème la destinée du peuple arménien. Qui vous a poussé à prendre aujourd'hui en mains la caravane revendicatrice du peuple d'Arménie, tout d'abord devant Mikhaïl Gorbatchev et ensuite devant la foule de 700 000 personnes rassemblées à Erevan ?*

S. Kapoutikian : La confiance en l'histoire de l'Arménie. Nous sommes un peuple fortement attaché à notre histoire, et ce malgré notre dispersion de par le monde. Ces caravanes se déplacent depuis des siècles d'un bout du monde à l'autre mais gardent toujours un lien indéfectible avec cette culture historique dont on est les gardiens — peut-être encore plus nous les intellectuels — culture qui a son cœur même dans le Karabagh.

*Q- Sur quelles bases avez-vous formulé vos revendications auprès du Kremlin ?*

S. Kapoutikian : Je ne veux en aucun cas relancer les vieilles polémiques à propos de l'appartenance du Karabagh à l'Arménie, car ce serait insultant pour ma dignité. Cela équivaldrait à me demander si ma main faisait vraiment partie de mon corps ou bien de demander à un Italien si Dante ne serait pas par hasard Espagnol.

*Q- Alors, qu'avez-vous dit à Mikhaïl Gorbatchev, alors que le peuple était dans la rue à Erevan ?*

S. Kapoutikian : Depuis 67 ans, c'est la première fois que Moscou fixe son regard sur nous. Et moi je suis là, au Kremlin, pour faire comprendre le drame de l'Arménie. J'ai oublié beaucoup de ce que j'ai dit à Mikhaïl Gorbatchev, et ce, en raison de l'émotion de ce moment historique pour mon peuple. Je sais cependant ce qu'il nous a répondu ; il nous a dit qu'il connaissait et comprenait notre problème et qu'il désirait le résoudre personnellement.

Il a cependant ajouté : «mais, j'ai aujourd'hui un tas d'autres problèmes nationaux entre les mains ; je promets une nouvelle renaissance pour le Karabagh. Aujourd'hui, je ne suis peut-être pas en état de décider du retour de cette région à l'Arménie parce que la situation est très complexe, mais le problème est directement sous mon contrôle.»

Q- *Mais si, après la réunion du 26 mars, les gens descendaient de nouveau dans la rue ?*

S. Kapoutikian : Je pense que nous ne devons rien faire le 26 mars. Heure après heure nous nous rendons compte que ce qui se passe en Azerbaïdjan est un véritable drame. Vous voyez que notre peuple est l'héritier d'une très vieille histoire, l'histoire d'un peuple chrétien qui tend l'autre joue à l'ennemi qui l'insulte. Nous n'imaginions pas qu'il pouvait naître une telle riposte en Azerbaïdjan. Pour cette raison, il est nécessaire de rester calme et d'attendre. Je pense que nous ne devons plus descendre dans la rue et ceci pour la raison que la manifestation d'Erevan reste gravée dans nos mémoires et s'inscrit dans notre histoire. Mais cette manifestation reste unique et impossible à recommencer. Ça a été le moment privilégié de la vie d'un peuple.

Q- *Mais les 700 000 manifestants d'Erevan pensent-ils comme vous ? Le comité d'organisation fonctionne-t-il toujours ou est-il dissous ?*

S. Kapoutikian : Nous écrivons des lettres, nous envoyons des télégrammes, nous recommandons au peuple de ne plus descendre dans la rue. Je ne sais pas ce que les gens vont penser. Mais je sais que nous ne voulons pas d'un bain de sang. Après les tragiques événements d'Azerbaïdjan notre peur est justement cela : le bain de sang. C'est ce qu'il nous faut éviter à tout prix. Nous voulons vivre.

Q- *Vous voulez dire que pour cette crise du Karabagh, vous êtes prête à accepter une sorte de compromis médian, des demi-mesures comme par exemple des émissions arméniennes à la télévision locale, plus d'Arméniens dans le domaine de l'éducation et parmi les cadres locaux ?*

S. Kapoutikian : Je suis prête à donner mon assentiment pour un tel accord. Il faut accepter aujourd'hui une demi-mesure culturelle et laisser la solution finale, irréaliste pour le moment, à plus tard. Il suffit de regarder autour de nous pour comprendre. En ces journées décisives d'Erevan, il faut avant tout que nous soyons attentifs aux réels dangers qui menacent les Arméniens dispersés en Azerbaïdjan, agneaux innocents livrés à la table du sacrifice, dangers dont nous devons prendre les devants à tout prix.

Q- *Et à propos des heurts entre Azeris et Arméniens qui se sont produits à Soumgaït, qu'en est-il exactement ?*

S. Kapoutikian : Ces heurts intercommunautaires ne sont pas propres à Soumgaït et sont le résultat de provocations et d'actes irresponsables de jeunes azeris fanatisés. Ces provocations existent et sont orchestrées pour les intérêts de quelqu'un. De qui ? Je l'ignore. Les intérêts nationaux sont utilisés afin de créer un état de tension. Mais je suis sûre qu'aujourd'hui, il y a des gens qui à Moscou nous entendent et qui vont nous aider. C'est pour cela que je pense qu'il faut attendre et patienter.

Q- *Que peut faire une poétesse pour ses compatriotes dans l'URSS d'aujourd'hui ?*

S. Kapoutikian : Mon devoir consiste aujourd'hui à éviter qu'il y ait de nouvelles effusions de sang. Je sais, mon métier est d'écrire ; mais quand le peuple met sur vous tous ses espoirs, vous êtes obligée de voir ce que vous pouvez faire.

Q- *Alors, vous voulez aujourd'hui arrêter la caravane, pour que demain vous la retrouviez de nouveau en marche ?*

S. Kapoutikian : Oui. Nos caravanes s'en vont, s'en vont et finalement arrivent. Je sais que les Arméniens, où qu'ils soient espèrent et souffrent avec nous.

[...]

Z. Balayan : D'aucuns ont voulu voir dans notre mouvement l'expression d'une hostilité contre le pouvoir central soviétique. Cela équivalait à dire que [ce mouvement] était une folie. Il suffit de regarder autour de nous [les Arméniens], pour constater que nous sommes entourés de Turcs ; il suffit de lire notre histoire, pour comprendre ce que cela signifie. Un mouvement séparatiste ? Je répète, ce serait une folie, ou une provocation. Pour réfuter de telles assertions, nous sommes aujourd'hui prêts à rechercher une solution partielle à notre problème.

Q- *Après les manifestations monstres qui se sont tenues à Erevan, est-ce bien le moment [de rechercher] une solution partielle ?*

Z. Balayan : Notre peuple a tout compris dès le premier jour. Pas un mot, pas un slogan n'ont été lancés, ayant une connotation antisoviétique. Je pense qu'aujourd'hui la population est prête à accepter une solution qui ne prendrait que partiellement en compte nos revendications.

Le Haut-Karabagh n'est plus vraiment une région autonome, car ses instances dirigeantes et les organismes sont systématiquement aux mains des Azeris. [Du reste], il y a une longue liste de petits événements particulièrement vexatoires pour les Arméniens : ils ont vu leurs vignes et la viticulture locale supprimées ; leurs églises séculaires fermées, ou encore être détruites ou transformées en mosquées ; la télévision est exclusivement azerbaïdjanaise, de même que le système scolaire. Sur tous ces sujets, il y a moyen de trouver des solutions.

Q- *Que pensez-vous de la manifestation [prévue pour] le 26 mars... ?*

Z. Balayan : Les gens croient en la parole de Mikhaïl Gorbatchev, tant que le contraire n'aura pas été vérifié. De plus, nous ne souhaitons pas nuire à un homme qui a permis la libre expression, après tant d'années de silence contraint.

Q- *Est-il vrai que Mikhaïl Gorbatchev vous a dit que les revendications arméniennes étaient un coup de poignard dans le dos de la perestroïka ?*

Z. Balayan : C'est absolument faux. Il nous a dit tout le contraire. Nous avons, Sylva Kapoutikian et moi-même, exprimé notre préoccupation quant au fait que notre revendication sacrée puisse involontairement nuire à une juste politique, comme l'est la perestroïka.

Q- Que pensez-vous de la position des instances locales du Parti et des «événements» d'Azerbaïdjan ?

Z. Balayan : J'ai été étonné de voir que le Parti était avec nous dans la rue. Tous. Et aussi que jusqu'à la fin [du mouvement] les responsables aient pris publiquement la parole. Quant à l'Azerbaïdjan, je pense qu'un consensus peut être trouvé, et il comptera pour beaucoup.

Nous savons peu de choses sur ce qui s'est produit en Azerbaïdjan, mais j'ai entendu beaucoup de choses. Et des choses terrifiantes ! Je crains, tant que tout n'est pas réglé, que le sang ne coule encore.

[*La Repubblica*, 6 mars 1988, interview réalisée par E. MAURO]

**Mise au point de Sylva Kapoutikian à la suite de son interview à *La Repubblica*, publiée dans le N° du 30 mars 1988 du journal *Haratch*.**

En se fondant sur mon interview téléphonique au journal italien *La Repubblica*, la section arménienne de la radio «La voix de l'Amérique» a annoncé, le 18 mars 1988, que j'étais partisane de réformes et demi-mesures concernant la solution de la question du Karabagh et que j'étais prête à souscrire à un tel projet.

A ce sujet, j'estime nécessaire de faire la mise au point suivante :

Lorsque la correspondante de *La Repubblica* m'a demandé ce que pensait Mikhaïl Gorbatchev de la question du Karabagh, je lui ai répondu que, pendant notre entrevue, il proposait des réformes économiques et sociales de grande portée, allant jusqu'à l'installation d'un relais pour transmettre au Karabagh les émissions de la télévision d'Erevan.

Apparemment, en raison de la mauvaise qualité des communications téléphoniques, la correspondante de *La Repubblica* m'a attribué les déclarations du secrétaire général Gorbatchev, ce qui a donné lieu au malentendu.

Ce sont les Arméniens du Karabagh eux-mêmes qui doivent décider du sort de leur région, et personne n'est habilité à parler en leur nom.

Je souhaiterais que les journaux de la diaspora reproduisent cette mise au point.

Sylva Kapoutikian

Erevan, 20 mars 1988

[27 février 1988]

## M. Gorbatchev sort pour l'instant grandi de l'épreuve arménienne mais va devoir prendre de délicates décisions.

Comment expliquer que sous toutes les latitudes et tous les régimes les grands mouvements collectifs retrouvent, comme instinctivement, les mêmes gestes, les mêmes rythmes, les mêmes sourires ? Ce «V» de la victoire qu'une semaine durant les manifestants d'Erevan ont dessiné à deux doigts, bras tendu dans le ciel d'Arménie, on aurait cru celui des Polonais.

Ces slogans rapides, claquants, repris à perte de vue, de banderole en banderole, on aurait cru ceux d'un mai 1968, auquel ne manquaient pas même ces statues recouvertes de grappes humaines, le «*pas de provocation !*» constamment repris au micro et la logorrhée insomniaque qui suit les grands silences. Cette assurance, enfin, tranquille, débonnaire et heureuse, d'une foule qui paraît ne rien craindre, c'était celle des Portugais de la révolution des œillets.

[...]

Contre une foule comme celle-ci, on ne fait pas tirer sans que les conséquences du bain de sang soient totalement imprévisibles — et cela d'autant plus qu'il ne s'agit pas de n'importe laquelle des nations de l'Union soviétique, mais de ces Arméniens qui partagent avec les Juifs la chance d'être veillés par une diaspora attentive, solidaire et capable de se faire entendre aussi bien à Washington que dans toutes les grandes capitales européennes.

Face à cette foule ardente, totalement calme et déterminée, qui réclamait une «*session extraordinaire du Soviet suprême*», criait que «*l'autodétermination n'est pas de l'extrémisme*» et proclamait avec autant d'espoir que de défi que «*le Karabagh teste la perestroïka*», il n'y avait qu'un seul dirigeant soviétique qui puisse tenter d'instaurer la confiance d'un dialogue.

C'était M. Gorbatchev pour la simple raison qu'il incarne une volonté de changement dont l'Arménie vient de prouver qu'elle est plus qu'amplement partagée par une population trop facilement décrite comme abêtie par soixante-dix ans de lendemains qui chantent et de présents qui pleurent.

Non seulement le secrétaire général a donc fait lire aux Arméniens, le vendredi 26 février, un conciliant appel à la raison, mais il a également reçu le même jour au Kremlin deux grands noms de la culture arménienne, la poétesse Sylva Kapoutikian et l'écrivain Zori Balayan, tout droit venus d'Erevan. Pendant plus d'une heure, le chef du puissant Parti communiste de l'Union soviétique s'est entretenu avec deux simples citoyens d'une des plus petites marches de son empire. Que leur a-t-il dit ? Que le comité central avait en effet eu tort, mardi dernier, de qualifier d'«*extrémistes*» les manifestants d'Erevan et qu'il avait d'ailleurs retiré ce mot de son vocabulaire à lui ; qu'il était heureux qu'il ne se soit pas produit de violences et qu'aucune action illégale n'ait été commise ; qu'il comprenait que la dimension nationale était très importante pour un petit peuple ; qu'il connaissait bien les Arméniens, n'avait que sympathie pour eux et qu'il respectait leur diaspora, qui considère l'Arménie comme sa patrie, conserve des liens avec elle et qui vient de l'«*inonder*» lui-même de lettres et télégrammes.

Bref, que des choses aimables, mais accompagnées d'un long développement sur le fait que cette crise n'en constituait pas moins un coup de couteau dans le dos de la «perestroïka» et que si la solution à trouver devrait être équitable, il faudrait un mois pour la définir. Respectés pour leur intégrité et leur talent, mais nullement militants de quoi que ce soit, encore moins partisans du tout ou rien, et reçus, qui plus est, trois heures durant par M. Iakovlev — l'homme le plus proche du secrétaire général au sein du bureau politique, — les deux écrivains ont parfaitement compris le message.

Zori Balayan, en début d'après-midi, devant ceux des manifestants qui ne s'étaient pas encore dispersés, puis Sylva Kapoutikian, en fin de soirée à la télévision, ont donc tous deux appelé samedi à donner du temps à M. Gorbatchev, à reprendre le travail et à comprendre surtout que le secrétaire général n'est pas entouré que d'amis.

Entre ces deux interventions, le comité d'organisation (coiffé par sept personnalités arméniennes, dont le président de l'Académie des sciences) avait lancé un ordre de dispersion en bonne et due forme, mais suivi — l'histoire n'est pas finie — de la convocation pour le 26 mars d'un «*meeting national*» sur cette même place de l'Opéra à Erevan. Il s'agira bien sûr d'examiner alors la solution que le secrétaire général a promise pour dans un mois. Dimanche il n'y avait plus dans les rues d'Erevan que des groupes de discussion et non plus une mer humaine. Pour l'instant M. Gorbatchev sort vainqueur et grandi de l'épreuve puisqu'il a su démontrer du sang-froid, une autorité morale que ses pairs peuvent lui envier et une habileté politique à laquelle rien ne l'avait préparé dans les usages soviétiques.

[...]

A court et moyen terme il est en revanche vrai que rien dans cette affaire n'est vraiment rose pour M. Gorbatchev.

Premier problème. Il lui faut trouver en quatre semaines une solution à ce dossier du Karabagh alors même qu'accepter une modification de la carte soviétique ouvrirait la porte à d'innombrables revendications de ce type et que refuser le rattachement à l'Arménie de cette région d'Azerbaïdjan est devenu aujourd'hui plus difficile. Il y a eu les récentes exactions contre les habitants de la région [...], il y a tout le poids de la discrimination qu'ont ressentie les Arméniens du Karabagh depuis leur rattachement à l'Azerbaïdjan en 1923. Il y a surtout la force du mouvement qui a éclaté soudain — après des mois et des mois de préparation et le basculement à la mi-février de la quasi-totalité des élus et des responsables du parti dans la région.

On peut imaginer des demi-solutions (évoquées, semble-t-il, par M. Gorbatchev devant ses deux interlocuteurs de vendredi), qui seraient la diffusion de la télévision arménienne dans la région, l'instauration de liens pédagogiques entre les écoles du Karabagh et d'Arménie et la restauration enfin des monuments arméniens dans la région autonome. Tout cela serait accueilli avec satisfaction, mais il est douteux que cela suffise.

Or, deuxième problème pour M. Gorbatchev, la manifestation de la semaine passée ne s'est pas dispersée sans rien laisser derrière elle. Une multitude de comités d'organisation locaux se sont créés à l'ombre du comité d'organisation central et ont couvert la République d'un réseau de petits soviets dans lesquels on retrouve, au demeurant, nombre de militants du parti et d'élus «officiels». Le moins remarqué d'entre eux n'est évidemment pas celui des vétérans d'Afghanistan, qui menace de



Dessin paru dans *Le Monde* du 1<sup>er</sup> mars 1988

renvoyer médailles et livrets militaires à Moscou si le Karabagh ne redevient pas arménien.

Dense ou lâche (on l'ignore à Moscou), ce réseau existe et dote en République de l'URSS d'un embryon de représentation à l'égard de laquelle il va bien falloir prendre des décisions, qui, audacieuses ou classiques, seront de toute manière coûteuses.

Troisième problème : les événements arméniens, après la multiplication ces derniers mois de troubles ou incidents nationalistes, viennent rappeler à quel point il sera difficile de poursuivre la politique d'ouverture sans s'exposer à une explosion de revendications et d'initiatives. L'économie soviétique, la *perestroïka* et M. Gorbatchev ont besoin d'un peuple qui redevienne acteur du destin de l'empire russe, mais les acteurs ont pour inconvénient de ne pas seulement travailler, mais de parler aussi. L'une des premières mesures prises la semaine dernière par le comité d'organisation d'Erevan a été de mettre totalement à l'index la consommation d'alcool : du supergorbatchévisme.

[*Le Monde*, 1<sup>er</sup> mars 1988]

## V.iv REACTIONS EN URSS

59

[22 février 1988]

### **Déclaration du Premier Secrétaire du PC d'Arménie, Karen Demirdjian, à la télévision d'Erevan.**

Chers camarades,

Les circonstances m'amènent à m'adresser à vous.

Comme vous le savez, au cours de ces derniers jours des réunions ont eu lieu à Erevan, sur la place de l'Opéra, pour soutenir la requête de la population de la Région autonome du Haut-Karabagh demandant à faire partie de l'Arménie soviétique. Au sujet de cette question, des résolutions ont été rédigées au cours de réunions et transmises aux dirigeants de la République et de l'Union. La situation créée autour du Haut-Karabagh en ce moment revêt une grande importance politique. Une approche superficielle de la question pourrait être très dommageable aux relations entre les nations et à l'amitié entre les peuples. La situation créée est très préoccupante et requiert un grand sens des responsabilités, le recours à des mesures décisives et le souci d'éviter des événements susceptibles d'entraîner des conséquences imprévisibles ou irréparables.

Le Comité Central du PCUS a examiné tous les aspects des événements qui se sont produits dans le Haut-Karabagh. Les actes et les revendications allant dans le sens d'une modification des structures territoriales nationales telles qu'elles existent actuellement dans cette région, vont à l'encontre des intérêts des travailleurs des RSS d'Arménie et d'Azerbaïdjan.

On nous a recommandé d'entreprendre la coordination des mesures propres à améliorer la situation.

[...]

Notre parti reconnaît l'importance exceptionnelle du développement des relations entre les nationalités dans la phase actuelle. L'une des sessions à venir du Comité Central du PCUS sera consacrée exclusivement aux problèmes relatifs à la politique des nationalités. Comme le camarade Gorbatchev l'a indiqué au cours de la séance plénière de février du Comité Central, « nous parlons maintenant du développement de la conscience nationale de tous les peuples et nations de notre pays. L'expression des sentiments nationaux (qui apparaît parfois sous une forme aberrante) pose une question pressante qui doit être résolue. »

Je voudrais vous informer que les Comités Centraux des PC d'Azerbaïdjan et d'Arménie ainsi que les conseils des ministres de ces républiques ont reçu pour instructions de prendre les mesures socio-économiques nécessaires qui doivent être appliquées dans le Haut-Karabagh. Le Comité Central du PC d'Arménie fait appel à tous les collectifs de travailleurs, à leurs organisations de parti, à tous les travailleurs communistes et à notre jeunesse, en leur demandant de faire preuve d'un esprit politique et civique élevé. L'amitié entre les nations est pour nous une richesse sans prix — la garantie des développements futurs du peuple arménien dans la famille

fraternelle des nations de l'Union soviétique — et nous devons la préserver comme un trésor au nom du bien-être de notre patrie socialiste, nous devons consolider cette amitié par des efforts incessants et l'enrichir par de nouveaux efforts patriotiques.

[...]

Une fois de plus nous faisons appel à vous, citoyens d'Arménie soviétique, dans ce moment grave, pour que vous fassiez preuve de courage, de sang-froid, de réflexion, de patience, de maturité politique, d'un haut niveau d'organisation, afin de participer plus activement à la restructuration de la vie publique et à la tâche consistant à renforcer la fraternité internationale des peuples soviétiques.

[Haratch, 25 février 1988]

60

[23 février 1988]

### **Réponse du Comité Central du Parti Communiste de l'URSS à la demande du gouvernement du Haut-Karabagh.**

23 Février 1988

Une partie de la population arménienne de la Région autonome du Nagorny-Karabagh, dans la république transcaucasienne d'Azerbaïdjan, a demandé récemment que le Haut-Karabagh soit inclus dans la République socialiste soviétique d'Arménie.

Des troubles de l'ordre public se sont produits à la suite des appels d'extrémistes irresponsables.

Ayant examiné les informations concernant les événements dans la Région autonome du Nagorny-Karabagh, le Comité Central du PCUS estime que les actions et les demandes visant à une révision des structures nationales et territoriales existantes sont contraires aux intérêts des travailleurs de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie soviétiques et sont dommageables aux relations inter-ethniques.

Constamment guidé par les principes de la politique léniniste des nationalités, le Comité Central du PCUS a fait appel aux sentiments patriotiques et internationalistes de la population arménienne et azerie en l'invitant instamment à ne pas céder aux provocations d'éléments nationalistes mais, au contraire, à renforcer par tous les moyens le grand héritage du socialisme : l'amitié fraternelle des groupes ethniques soviétiques.

Le Comité Central du PCUS a donné pour instruction aux comités centraux des Partis communistes d'Azerbaïdjan et d'Arménie de prendre les mesures nécessaires en vue d'améliorer la situation actuelle, et d'employer tous les moyens d'influence politique et idéologique pour expliquer la politique léniniste des nationalités et son essence au stade actuel.

Toute action doit partir du principe que la question des nationalités exige une attention sérieuse et constante envers les particularismes nationaux et leur psychologie, et la prise en compte des intérêts vitaux des travailleurs.

Il est suggéré que les organismes du parti et des gouvernements des républiques normalisent la situation au sujet du Nagorny-Karabagh, sauvegardent l'ordre républicain et le strict respect des lois socialistes, qu'ils arrêtent et appliquent les mesures nécessaires au développement socio-économique et culturel de la région autonome.

[Tass, 23 février 1988]

61

[23 février 1988]

### **Commentaires d'Ayaz Moutalibov, vice-président du Conseil des ministres de l'Azerbaïdjan au sujet de la question du Haut-Karabagh.**

Un dirigeant local a déclaré aujourd'hui que les tentatives faites par certains individus du Nagorny-Karabagh en vue de justifier leur demande d'incorporation de cette région dans la république voisine d'Arménie, autre république de Transcaucasie, sont irresponsables.

Ayaz Moutalibov, vice-président du conseil des ministres de l'Azerbaïdjan, dont la région autonome du Nagorny-Karabagh fait partie, a déclaré à un correspondant de l'agence Tass :

« Dans de nombreux secteurs de l'économie nationale, le Nagorny-Karabagh, où les Arméniens forment la majorité, est sensiblement au-dessus des moyennes pour l'ensemble de la république.

« La production industrielle de la région a plus que triplé au cours des quinze dernières années. Le Nagorny-Karabagh joue un rôle important dans l'économie de l'ensemble de l'Azerbaïdjan et est étroitement lié à toutes les autres régions.

« On envoie au Nagorny-Karabagh des matériaux divers, des articles métalliques, des matériaux de construction, des carburants et des ressources énergétiques, des matières premières et des biens de consommation.

« En échange, la région autonome fournit du matériel électrique, des soieries, des instruments de musique et des produits alimentaires ».

Moutalibov a ajouté que les industries de produits alimentaires et de matériel d'éclairage se sont développées particulièrement vite dans la région autonome. La construction de machines-outils compte pour plus de 80 pour cent de la production industrielle. Des succursales de plusieurs entreprises industrielles azeries ont été créées dans la région.

Moutalibov a attiré l'attention sur l'important programme de développement social du Nagorny-Karabagh, y compris la construction d'habitations. « Il y a, a-t-il dit, plus de jardins d'enfants, de lits d'hôpitaux et de bibliothèques proportionnellement à la population que dans l'Azerbaïdjan en général. »

[Tass, 23 février 1988]

[23 février 1988]

**Décision du Parti Communiste d'Arménie au sujet du Karabagh.**

La question du rattachement du Karabagh à l'Arménie a été examinée lors d'une réunion des principaux membres du Parti Communiste d'Arménie qui s'est tenue à Erevan le 23 février 1988. Parmi ceux qui ont pris la parole lors de cette réunion figuraient Viktor Hambartsoumian, président de l'Académie des Sciences d'Arménie ; Karlen Dallakian, président du Comité pour les Relations Culturelles avec les Arméniens de la Diaspora ; Hratchia Hovhannissian, nouveau président de l'Union des Ecrivains d'Arménie ; Vartguès Petrossian, écrivain connu ; Karen S. Demirdjian, premier secrétaire du CC du PC d'Arménie ; ainsi que Vladimir I. Dolghikh, membre suppléant du Politburo de l'URSS, et Anatoly I. Loukyanov, secrétaire au Comité Central.

La réunion a abouti à la décision suivante :

Demander au CC du PC de l'URSS que, lorsqu'il préparera la session plénière du Comité Central consacrée aux problèmes de la politique des nationalités, il examine en profondeur la question du Haut-Karabagh ainsi que d'autres problèmes.

[*Armenian Mirror-Spectator*, 12 mars 1988]

[24 février 1988]

**Allocution de V.I. Dolguikh, membre suppléant du Politburo, secrétaire du Comité Central du PCUS, à la télévision arménienne.**

Chers camarades !

Pour la deuxième journée consécutive, je me trouve dans votre république avec le camarade A.I. Loukianov, sur décision du Politburo du CC du PCUS. Notre présence ici est liée aux événements que l'on sait dans le Haut-Karabagh et à Erevan, événements dont le but est d'obtenir le réexamen de l'aménagement national et territorial pratiqué dans cette région dans les années 1920. Sans considérer l'extrême complexité de cette question délicate, des groupes en exigent la résolution immédiate.

Je voudrais vous transmettre la position du Politburo sur ce problème. Hier et aujourd'hui, nous avons discuté avec les organisateurs des meetings, avec les travailleurs dans les rues et sur les places publiques. Le CC du PCUS s'est toujours préoccupé de l'avis des gens et des besoins de l'Arménie dont il a estimé et estime toujours au plus haut point la contribution et l'adhésion aux principes de l'amitié entre les peuples de notre pays et, avant tout, dans ses rapports avec ses voisins ; à la victoire de la Grande Guerre patriotique et au développement de l'économie après la guerre. Je dirai franchement, en relation avec tout ceci, que le Politburo se préoccupe sérieusement de l'aggravation inadmissible du climat passionnel et émotionnel autour de la question du Karabagh de nos jours.

L'organisation de meetings, les infractions au rythme du travail dans les entreprises et aussi l'occupation des établissements scolaires sont absolument inacceptables pour l'étude et la solution de semblables problèmes.

Dans le Haut-Karabagh, il y a eu des affrontements entre des groupes d'excités arméniens et azerbaïdjanais et des victimes sont à déplorer. Une telle évolution de la situation peut provoquer des conséquences graves et, finalement, assombrir les relations fraternelles entre les peuples arménien et azerbaïdjanais.

Voilà pourquoi le Politburo a pris, le 21 février, une décision dans laquelle il livre son appréciation sur le fond des événements.

Le Politburo du CC du PCUS exige des CC des PC d'Azerbaïdjan et d'Arménie qu'ils prennent toutes les mesures nécessaires pour normaliser la situation. L'amélioration des conditions de vie de chaque peuple, le respect de sa dignité, de ses intérêts nationaux, la suppression des insuffisances existantes : tels sont les problèmes urgents.

Dans la région autonome du Haut-Karabagh, grâce à l'activité et à la politique responsable des communistes suivie par la majorité de la population, la situation s'est stabilisée. Un plenum du comité du parti de la région s'est tenu hier à Stepanakert où les travailleurs se sont réunis massivement en un meeting, au cours duquel ils ont approuvé les décisions du CC du PCUS.

A Erevan, la situation ne s'est pas améliorée, les meetings continuent, auxquels participent des représentants de différentes couches de la population, ce qui perturbe la vie des citoyens.

Camarades, vous savez que nous avons hérité d'un grand nombre de questions restées sans réponses, dont le problème des nationalités. C'est pourquoi, lors d'un plenum du CC du PCUS de février [1988], Mikhaïl Gorbatchev a déclaré qu'un prochain plenum du CC du PCUS serait consacré aux problèmes des nationalités dans son stade actuel.

La perestroïka est en cours dans le pays, la démocratie s'étend. Mais cela ne signifie pas l'encouragement à l'expression des passions, le trouble de l'ordre social, le désordre, les agissements contraires aux intérêts du socialisme.

La réunion de l'Aktiv du Parti d'Arménie, le 23 février dernier, a souligné la décision du Politburo du CC du PCUS et a accueilli sans réserve son exécution, en mettant l'autocritique au service de son analyse de la situation actuelle et en remarquant que tous les communistes et tous les citoyens devaient œuvrer pour la normalisation de cette situation ; ils s'en sont déclarés responsables devant le peuple, devant le pays. L'Aktiv a demandé au CC du PCUS d'examiner le problème du Haut-Karabagh sous tous ses aspects avec les autres problèmes de ce genre dans le cadre de la préparation du plenum du CC du PCUS.

On nous a demandé de vous dire que ce problème sera au centre des préoccupations du CC du PCUS et qu'il sera étudié et examiné de façon adéquate. Mais pour cela, il faut du temps.

[...]

Nous vous appelons tous à faire preuve de maturité et à rétablir un rythme de vie et de travail normal à Erevan et dans la république.

Le peuple d'Arménie soviétique a toujours fait preuve de courage et de sagesse dans plus d'une situation difficile. Le CC du PCUS compte sur ces qualités aujourd'hui encore !

[Kommunist, 25 février 1988]

[24 février 1988]

### Réaction officielle des «activistes du parti» du Haut-Karabagh après leur rencontre avec l'envoyé de Moscou.

La réunion des activistes du parti de la région caucasienne du Karabagh a approuvé l'appréciation de la situation dans cette région autonome qu'en a faite le CC du PC. Le Comité Central appelle à la normalisation de la situation et au renforcement de l'amitié entre les nations. La région autonome a été formée en 1923 en tant que partie de l'Azerbaïdjan. Elle est située près de la République soviétique d'Arménie et est peuplée de 49 nationalités différentes dont un grand nombre d'Arméniens. [C'est ainsi que la phrase a été entendue] Récemment, certains extrémistes ont demandé que le Karabagh soit attribué à l'Arménie au lieu de l'Azerbaïdjan. Des réunions dans ce sens ont été tenues à Stepanakert, Nakhitchevan et Agdam. Selon le Comité Central, ces demandes sont contraires aux intérêts des deux républiques et nuisent à leurs relations. Un secrétaire du Comité Central, Gueorgui Razoumovski, a déclaré lors d'une réunion des activistes du parti du Karabagh que l'action des extrémistes pouvait entraîner de graves conséquences si des mesures responsables ne sont pas prises contre eux. De nombreux problèmes restent encore sans solution dans la vie économique et culturelle de la région, mais il faudrait les résoudre par des moyens pratiques et non par une révision de la situation nationale et territoriale.

[Moscow World Service, 24 février 1988]

[25 février 1988]

### Lettre du Catholikos de tous les Arméniens Vazguen I<sup>er</sup> au Secrétaire général Gorbatchev.

Récemment, des citoyens d'Arménie soviétique, conduits par des savants, des écrivains, des artistes, des étudiants, des ouvriers, des travailleurs, plus de deux cent mille citoyens en proie à la colère, ont manifesté pacifiquement à Erevan, en demandant que la question de l'incorporation du Haut-Karabagh à l'Arménie reçoive une solution juste et légale, conformément au droit d'auto-détermination nationale prévu par la Constitution de l'Union soviétique.

Comme on sait, le soviet des députés de la région du Karabagh, lors de sa séance du 20 février 1988, a exprimé sa décision unanime, sa volonté de voir la question résolue dans ce sens.

Au cours de ces derniers jours, nous avons reçu de nombreuses lettres, télégrammes et appels téléphoniques d'Arménie, ainsi que de nos évêques et de nos organisations ecclésiastiques et culturelles de l'étranger, au nom des Arméniens de la diaspora qui sont au nombre de plus de deux millions, nous demandant d'intervenir auprès des plus hautes autorités de l'Union soviétique afin que la question du Haut-Karabagh reçoive une juste solution, fondée sur notre constitution et conformément à la résolution du soviet des députés du Karabagh et aux principes démocratiques.

Nous sommes gravement préoccupé par la situation sérieuse qui est créée, en particulier du fait que nous avons reçu des informations selon lesquelles des pertes en vies humaines sont à déplorer et des monuments religieux arméniens ont été endommagés.

Notre peuple et nous-même avons toujours été fidèles à l'idée de la fraternité entre les nations de l'Union soviétique et, nous fondant sur l'inébranlable amitié éprouvée historiquement, nous vous demandons votre contribution décisive en vue d'une juste solution du problème.

Permettez-nous, à cette occasion, de vous faire part de nos sentiments les plus chaleureux, pour vous et vos collaborateurs, en vous souhaitant le succès dans vos efforts vers la restructuration et la démocratisation de notre grand pays, efforts sur lesquels on compte pour produire une réforme historique et assurer à notre grande patrie soviétique un avenir encore meilleur et plus brillant.

Vazguen I<sup>er</sup>  
Catholicos de tous les Arméniens  
Sainte-Etchmiadzine

[Hairenik quotidien, 5 mars 1988]

66

[26 février 1988]

**Extraits d'un message de Mikhaïl S. Gorbatchev aux Républiques soviétiques d'Arménie et d'Azerbaïdjan, lu en russe à la radio d'Erevan par le membre du Politburo Vladimir Dolghikh.**

Je m'adresse à vous à propos des événements du Nagorny-Karabagh et des problèmes qui s'y rattachent. La question a été soulevée de transférer l'oblast autonome de la République d'Azerbaïdjan à la République d'Arménie. La question a pris un tour aigu et dramatique, ce qui a créé la tension et a même abouti à des actions sortant du cadre de la légalité.

Je dois vous dire franchement que le Comité Central du Parti Communiste a été troublé par le cours pris par les événements. Il est lourd de graves conséquences. Nous ne souhaitons pas nous dérober à un examen franc et sincère des diverses idées et propositions qui ont été avancées. Mais cela doit être fait dans le calme, dans le cadre des processus et de la légalité démocratiques, sans tolérer le moindre dommage à la cohésion internationaliste de nos peuples.

Les questions les plus graves concernant la destinée du peuple ne peuvent pas être abandonnés à la spontanéité et à l'émotion.

[...]

Oui, il y a dans notre vie des problèmes qui ne sont pas résolus. Mais en fomentant la dissension et la méfiance entre les peuples on ne fera que gêner la solution de ces problèmes. Cela va à l'encontre de nos principes socialistes et de notre morale, des traditions d'amitié et de fraternité entre les peuples soviétiques.

Le principe de la politique léniniste des nationalités est que chaque personne, chaque nation doit pouvoir développer librement, afin que chaque peuple puisse satisfaire ses besoins dans tous les domaines de sa vie sociale et politique, sa langue maternelle et sa culture, ses coutumes et ses croyances religieuses. L'internationalisme socialiste est la source de notre formidable puissance ; la véritable fraternité et l'unité du peuple constituent notre voie.

De nombreux défauts et difficultés se sont accumulés dans l'oblast autonome du Nagorny-Karabagh. La nouvelle direction de l'oblast doit adopter d'urgence les mesures nécessaires pour remédier à la situation. A ce sujet, le CC du PCUS a donné des recommandations très précises et veillera étroitement à leur exécution. Pour l'instant, le plus important est de nous concentrer sur la façon de résoudre la situation actuelle, sur la solution des problèmes concrets, économiques, sociaux, écologiques et autres qui se sont accumulés en Arménie et en Azerbaïdjan, et cela dans l'esprit de la perestroïka et du renouveau en cours dans tous les pays.

Les traditions d'amitié entre les peuples arménien et azeri, qui se sont créées au cours des années du pouvoir soviétique, doivent être chéries et renforcées dans tous leurs aspects. C'est la seule approche qui corresponde aux intérêts véritables de tous les peuples de l'URSS.

Vous savez que nous avons l'intention de consacrer un plénum spécial du Comité Central de notre parti au développement des relations nationales. Il est prévu d'examiner un large éventail de questions concernant ce domaine social extrêmement important et, sur la base des gains dûs aux principes de la politique léniniste des nationalités, de tracer la voie pour la solution des problèmes sociaux, économiques, culturels et autres.

[BBC, cité dans l'*Armenian Mirror-Spectator*, 5 mars 1988]

67

[26 février 1988]

### **Les Kurdes d'Arménie solidaires des Arméniens**

Les Kurdes d'Arménie soviétique ont pris officiellement position pour le rattachement du Karabagh et du Nakhitchevan à la RSS d'Arménie et ont souligné la nature conviviale et amicale de leurs relations avec les Arméniens. Ils étaient ainsi nombreux à manifester à Erevan, aux côtés de leurs concitoyens d'Arménie, pour marquer leur solidarité avec leurs revendications.

La communauté kurde d'Arménie, en majorité de confession yezdi (synchrétisme islamo-chrétien avec un vieux fond païen), constitue près de 3 % de la population de la république et est concentrée au nord de l'Aragatz, à Rya Taze et Alaguiaz, près d'Aparan. Les Kurdes ont pu préserver leurs structures communautaires et maintenir l'usage de leur langue (appartenant au groupe indo-iranien) qu'un quotidien en langue kurde et un important Institut d'Etudes kurdes à Erevan (et un autre à Lénin-grad) permettent de développer.

G. Ulubeyan

[*Gamk*, 1<sup>er</sup> mars 1988]

68

[1<sup>er</sup> mars 1988]

### **Le compte-rendu des massacres de Soumgaït par l'agence TASS.**

Le 28 février un groupe de voyous a provoqué des désordres à Soumgaït. Des gens trompés par des rumeurs mensongères sur les événements du Haut-Karabagh et en Arménie ont été entraînés dans des désordres publics. Des criminels se sont livrés à des actes de violence et à des vols. On dénombre 32 morts de différentes nationalités, dont des vieillards et des femmes. Les coupables de crimes ont été arrêtés et seront jugés conformément aux lois soviétiques.

[TASS, 1<sup>er</sup> mars 1988]

69

[4 mars 1988]

### **Le compte-rendu des massacres de Soumgaït par *Le Monde***

Le calme est revenu à Soumgaït, mais le bilan des troubles qui avaient éclaté dimanche 28 février dans cet important centre industriel d'Azerbaïdjan est de «plusieurs» morts.

Faisant entorse à la loi du silence qui entoure les événements du Caucase, le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Guerassimov, a en effet admis mercredi 2 mars que «plusieurs personnes mais pas en grand nombre», avaient été tué au cours de ces violences. Dans le même temps, M. Guerassimov a cité aux correspondants étrangers toujours bloqués à Moscou quelques passages de l'édition du jour du *Travailleur de Bakou*, quotidien de la capitale de l'Azerbaïdjan, dont il ressortait que la vie aurait repris son cours normal à Soumgaït.

«Il a été mis fin aux troubles», écrit notamment ce journal en affirmant que «les bureaux, les commerces et les restaurants travaillent comme à l'accoutumée et que les écoles et autres établissements scolaires dispensent leurs cours». Le quotidien ajoute que «les personnes arrêtées pendant les troubles ont été placées en détention», mais ne fait en revanche apparemment pas allusion à de quelconques victimes — ce qui pose évidemment un problème de crédibilité.

Le recoupement des quelques témoignages parcellaires qu'il a été possible de recueillir jusqu'à présent depuis Moscou laisse par ailleurs penser que les violences de Soumgaït ont été provoquées par l'arrivée de jeunes Azeris d'Arménie rapportant qu'ils avaient dû fuir car des Arméniens s'en prenaient à eux. Ces récits auraient enflammé les esprits et c'est alors qu'on aurait commencé à attaquer les Arméniens dans les rues de Soumgaït et que l'affaire a tourné à un affrontement entre communautés, faisant morts et blessés des deux côtés.

S'il se confirmait que c'est bien ainsi qu'ont éclaté les violences, on comprendrait facilement pourquoi M. Guerassimov parlait mardi d'une «tension» prévalant encore dans la région. Cela signifierait en effet qu'on n'en est plus du tout au seul et difficile dossier du Haut-Karabagh (la région autonome d'Azerbaïdjan dont les Arméniens demandent le rattachement à leur République car ils y sont majoritaires et, disant-ils, maltraités), mais au développement d'une grave hostilité entre deux nations d'une même région de l'Union soviétique.

[Bernard Guetta, *Le Monde*, 4 mars 1988]

[21 mars 1988]

**Extraits de l'article «*Les émotions et la raison*» paru dans la Pravda du 21 mars 1988 au sujet des événements du Haut-Karabagh et diffusé par l'agence de presse NOVOSTI à Paris.**

[...]

Le problème du Haut-Karabagh n'est pas si simple qu'il y paraît et ses racines plongent dans les siècles. A vrai dire, l'appartenance territoriale de cette région est la plus complexe dans l'histoire des rapports inter-ethniques des peuples de Transcaucasie. Dans le passé, elle a entraîné de nombreux conflits tragiques aggravés par la discorde religieuse. Rien que dans la période qui va de 1918 à 1920, avant l'instauration du pouvoir soviétique en Azerbaïdjan et en Arménie, presque un cinquième des habitants du Karabagh ont été exterminés au cours d'une guerre fratricide déclenchée par les «Musavats» et les Dachnaks.

D'ailleurs, la façon dont on avait décidé de l'appartenance territoriale de la région au cours des premières années du pouvoir soviétique était aussi contradictoire. Rappelons que la Région autonome du Haut-Karabagh au sein de la RSS d'Azerbaïdjan n'a été formée qu'en juillet 1923. Il semblait qu'un point final était mis à la question. Pourtant, le problème du transfert de la Région autonome au sein de la RSS d'Arménie, fut posé. A leur tour, les dirigeants de l'Azerbaïdjan proposaient de modifier les frontières administratives de la RSS d'Arménie, ainsi que de la Géorgie et du Daghestan, en invoquant la composition nationale de certaines régions de ces républiques.

Les spécialistes des deux républiques ont aussi participé aux débats. Ils «Plongeaient» dans la nuit afin de chercher à quel peuple appartenait cette terre au début. Malheureusement, ces batailles scientifiques ne brillaient pas par leur tact et leur objectivité et, au lieu d'éclaircir le problème, elles l'ont embrouillé davantage. Aujourd'hui encore, si l'on place les historiens azerbaïdjanais et arméniens à une même table pour discuter, chaque partie trouvera au même fait une explication diamétralement opposée.

Au cours des vives controverses qui n'ont fait que diviser les peuples, on a oublié les principes de la politique nationale léniniste. Pourtant, la formation de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques poursuivait le but suivant : tout en préservant avec soin la langue, la culture et les traditions de chaque peuple, de chaque ethnie, mettre fin aux discordes nationales, aux tentatives d'un peuple de prouver sa supériorité sur d'autres. Quand ils définirent l'appartenance territoriale du Haut-Karabagh, les communistes du Bureau caucasien du Parti communiste (bolchévik) de Russie prirent en considération l'essentiel : au sein de quelle république pourrait se développer le plus rapidement la région sur les plans économique et social pour améliorer la vie des gens ? Les conditions de l'Azerbaïdjan, avec son potentiel industriel et multinational étaient préférables en ce sens, et c'est cela qui a déterminé le choix. L'essentiel n'était pas dans quelle république vivre, mais comment vivre. Pour ne pas léser les sentiments nationaux de la majorité des habitants de la région (les Arméniens), l'autonomie lui fut accordée.

Malheureusement, si l'on a condamné le style et les méthodes de la période du culte de la personnalité, on ne sait pas pourquoi le problème du développement des tradi-

tions léninistes de la politiques des nationalités a été «pudiquement» éludé. Dans la période de la stagnation, aucun aspect de ce problème n'a été abordé, de sorte que de nombreux abcès, au lieu d'être vidés, ont été soigneusement cachés. On semblait oublier qu'à l'échelle de l'histoire, notre Union était récente, alors que les racines des survivances nationales séculaires, qu'on le veuille ou non, poussent sur un terrain fécond. Donc, pour que la société soit authentiquement internationaliste, il faut cultiver la conscience nationale dans chaque nouvelle génération.

Comme l'a dit Mikhaïl Gorbatchev dans son appel aux travailleurs et aux peuples de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie, les problèmes complexes des rapports entre nations ne sauraient être tranchés que dans le cadre du processus démocratique et de la légalité, sans porter le moindre préjudice à la cohésion internationale des peuples soviétiques, sans livrer les questions vitales du destin populaire à l'anarchie des émotions.

Ceci ne signifie pas que le Parti se dérobe devant les problèmes douloureux ; bien au contraire, la perestroïka, tout comme n'importe quelle situation révolutionnaire, les met en relief en les portant souvent, grâce au développement de la démocratie et de la transparence, au point culminant après lequel, comme l'affirment les médecins, grâce à un traitement intensif, la situation commence à évoluer de façon satisfaisante. Le Parti envisage la convocation d'un Plenum du CC du PCUS consacré aux rapports entre nations où ces problèmes seront examinés sous tous les angles et dans tous leurs aspects. Notons que sa convocation a été annoncée au Plenum de février du CC du PCUS, bien avant les événements au Haut-Karabagh et dans la région.

Cependant, à en juger par les faits, cette approche concrète et raisonnable n'arrange pas certains qui cherchent à lui substituer une démocratie dite de meeting, une démocratie de rue qui privilégie les émotions par rapport à une démocratisation conséquente et authentique de la société. D'où les tentatives de pression sur les pouvoirs publics au moyen de meetings, de défilés et de débrayages : certains jours, jusqu'à 60 entreprises ont chômé en Arménie et, dans le Haut-Karabagh, la vie a été pratiquement paralysée.

Il est incontestable que pendant les années du pouvoir soviétique, la Région autonome du Haut-Karabagh, qui fait partie de la RSS d'Azerbaïdjan, a réalisé d'importants progrès dans le domaine économique. Bien entendu, tous les problèmes de la vie économique et culturelle n'ont pas été résolus aussi vite qu'on l'aurait voulu. Le vent des changements d'avril n'a pratiquement pas soufflé sur le Haut-Karabagh. On nous a cité des faits qui attestent qu'aujourd'hui, tout comme pendant les années de stagnation, les organismes administratifs d'Azerbaïdjan entravent l'initiative sur place, que les investissements par habitant au Haut-Karabagh sont inférieurs à ceux des autres régions de l'Azerbaïdjan, que par une directive volontariste de l'instance supérieure, l'enseignement de l'histoire du peuple arménien a été supprimé dans les écoles arméniennes de Bakou, que même le programme de relations culturelles avec l'Arménie devait être autorisé par des organismes au niveau de la république.

Ces problèmes existent. Et, semble-t-il, pas seulement au Haut-Karabagh. Les lois sur chaque région autonome, adoptées il y a dix ans, ne sont malheureusement pas appliquées intégralement et sont parfois même ignorées par les autorités de la république. Cela prouve une fois de plus que ce problème doit être résolu d'une façon complexe, à l'échelle du pays. Le travail à cet effet, à la veille de la session plénière du

CC du PCUS qui sera consacrée aux problèmes nationaux, a déjà commencé. Le Bureau politique a chargé le Secrétaire du CC du PCUS d'organiser une étude approfondie et exhaustive des problèmes qui se sont accumulés au Haut-Karabagh et des causes de l'aggravation des rapports inter-ethniques à propos de cette région autonome, de préparer des propositions à cet effet. Au Haut-Karabagh, B. Kevorkov, premier secrétaire du comité régional du Parti, a déjà été libéré de ses fonctions, car il est en grande partie responsable de l'apparition des phénomènes négatifs dont parlent les gens avec tant d'amertume.

Revenons maintenant aux événements qui ont eu lieu dans le Karabagh et autour de cette région. Ne dépassant pas au début le cadre des processus démocratiques en cours dans le pays, ils ont rapidement pris la forme de manifestations nationalistes. En raison de l'isolement des organisations du parti par rapport aux masses et de l'incapacité des responsables de parler franchement aux gens. Ce vide n'a pas tardé à être utilisé par des éléments qui s'efforcent de se faire passer pour les «leaders» et les «chefs» de la nation en cachant leurs propres prétentions ambitieuses derrière la prétendue volonté du peuple. Ils ont mis leurs auditeurs en condition avec des demi-vérités démagogiques, interprété librement l'histoire, diffusé des rumeurs absurdes, fait des déclarations irresponsables semant la haine nationale. Imaginaient-ils à quoi cela pouvait aboutir ?

Et la situation ne faisait que s'aggraver. La première explosion s'est produite en Azerbaïdjan, dans le district d'Aghdam voisin du Karabagh. Les éléments nationalistes ont rassemblé une foule qu'ils ont conduite au district d'Askeran, dans le Karabagh, pour y «rétablir l'ordre». Les accrochages ont fait deux morts et beaucoup de blessés qui ont été hospitalisés. Les victimes auraient pu être beaucoup plus nombreuses, sans l'intervention énergique de la milice et de citoyens raisonnables.

A Soumgaït, les événements ont été plus dramatiques. Profitant des tensions, des criminels ont fait irruption dans des logements d'Arméniens pour les piller. L'arbitraire, la violence et l'humiliation sont allés très loin dans cette ville multinationale. Il n'y a pas eu que des Arméniens qui en ont souffert. La plupart des responsables des désordres, qui ont fait 32 morts et plus de cent blessés, ont été arrêtés. Il faut y ajouter aussi les graves dégâts causés à l'économie de la région autonome, de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie, du pays dans son ensemble. Car toute république fédérée ou autonome, toute région constitue un maillon de l'ensemble économique et politique qui s'est créé sous le pouvoir soviétique. Un préjudice a été également porté aux habitants des républiques sœurs sur le plan moral et politique.

Et pourtant, il ne fait aucun doute que ces événements ne sauraient compromettre l'amitié des peuples azerbaïdjanais et arménien. Cette amitié est plus forte que n'importe quelle manifestation d'égoïsme nationaliste. Cette amitié a été vérifiée au fil des ans.

L'incomparable Sayat-Nova a chanté cela dans trois langues des peuples de Transcaucasie : «Ne néglige pas l'amitié et sois fidèle à ton serment !»

Sayat-Nova chantait le serment d'amitié des peuples. Azerbaïdjanais et Arméniens se sont souvent souvenus de ce commandement en ces tristes jours des événements du Haut-Karabagh. Par exemple, au péril de leur propre vie, de nombreux habitants azerbaïdjanais de Soumgaït ont montré qu'ils sont de véritables internationalistes. Ils ont sauvé des familles arméniennes, leurs collègues, voisins, parents. Ils les ont cachés chez eux, dans les usines.

«Les victimes auraient été plus nombreuses si les habitants ne nous avaient pas aidés», dit le général Kraïev. Un conducteur d'autobus de nationalité azerbaïdja-

naise a tout de suite emmené dix Arméniens à Chéki, sa ville natale. Une autre famille azerbaïdjanaise a barré la route aux voyous qui se dirigeaient vers son immeuble. Un ouvrier rentrait dans le même autobus que son ami arménien. Une bande a surgi sur la route, a arrêté le bus et a exigé qu'on lui livre l'Arménien. L'Azerbaïdjanais a été blessé mais il a sauvé son ami.

Beaucoup d'Azerbaïdjanais internationalistes ont agi comme lui. Des légendes circulent déjà dans la ville vantant les exploits d'une vieille femme qui, malgré les menaces, alla seule arrêter des nervis. Mais il y a eu aussi des gens qui n'ont pas voulu aider leurs voisins dans le malheur. Quelle honte !...

Reste encore à établir qui a poussé la partie instable, peu consciente de la population, qui l'a dirigée, qui a alimenté l'hystérie nationaliste et comment. L'enquête menée à Soumgaït apportera des réponses à ces questions. Mais d'ores et déjà, une chose est claire : les criminels seront châtiés comme ils le méritent et la loi soviétique donnera une appréciation adéquate à chacun de leurs actes.

Article signé par :

Arakelian\* correspondant de la *Pravda* en RSS d'Arménie

Kadymbekov correspondant de la *Pravda* en RSS d'Azerbaïdjan

Ovtcharenko envoyé spécial de la *Pravda*

[Agence de presse NOVOSTI, dans «URSS», bulletin édité par le bureau soviétique d'information à Paris, nouvelle série N°208, 1<sup>er</sup> avril 1988]

\* Arakelian a protesté contre l'utilisation de son nom dans cet article et a été suspendu de ses fonctions le 25 mars 1988.

## 71

[23 mars 1988]

### **La résolution du Presidium du Soviet suprême de l'URSS rejetant le rattachement du Haut-Karabagh à l'Arménie.**

Le 23 mars 1988, le Presidium du Soviet suprême de l'URSS a examiné la situation au Haut-Karabagh, en RSS d'Azerbaïdjan et en RSS d'Arménie. Se basant sur l'article 81 de la Constitution de l'URSS, le Presidium du Soviet suprême de l'URSS a décidé de :

1. Souligner que la situation en RSS d'Azerbaïdjan et en RSS d'Arménie, dans le cadre des événements du Haut-Karabagh, porte atteinte aux peuples de ces républiques et, en général au renforcement continu de l'amitié des peuples de l'URSS en tant qu'Etat multinational fédéré unique.

Considérer inadmissible de tenter de résoudre des problèmes nationaux et territoriaux complexes en exerçant une pression sur les organes du pouvoir d'Etat, dans un climat marqué par l'exacerbation des émotions et des passions, et mise en place de toutes sortes d'organismes illégaux qui préconisent de redécouper les frontières d'Etat et les frontières administratives fixées dans la Constitution de l'URSS, ce qui peut avoir des conséquences imprévisibles.

Condamner résolument les actes criminels de certains groupes et de certaines personnes qui ont fait des victimes. Tenir compte du fait que des poursuites administratives et pénales ont été engagées contre les coupables.

2. Se guidant sur les résolutions du 27<sup>e</sup> Congrès du Parti, des sessions plénières du CC du PCUS qui l'ont suivi, sur l'appel de Mikhaïl Gorbatchev, Secrétaire général du CC du PCUS, aux travailleurs, aux peuples d'Azerbaïdjan et d'Arménie, il appartient aux Soviets des députés du peuple de la RSS d'Azerbaïdjan et de la RSS d'Arménie d'améliorer radicalement leur travail politique et éducatif de masse parmi la population, dans l'esprit de l'intangibilité des principes léninistes de la politique des nationalités, de l'amitié et de la cohésion des peuples frères de l'URSS ; d'analyser de façon approfondie tous les aspects des raisons qui ont conduit à l'exacerbation des relations inter-ethniques, de les éliminer à temps, de s'opposer énergiquement à toute manifestation de nationalisme et d'extrémisme ; de créer une atmosphère calme et constructive au sein des entreprises et des établissements d'enseignement en mobilisant les efforts des travailleurs de toutes les nations et ethnies peuplant ces républiques pour accomplir les transformations révolutionnaires en cours dans notre société.

3. Le Presidium du Soviet suprême de la RSS d'Azerbaïdjan et le Presidium du soviét suprême de la RSS d'Arménie sont tenus de concerter les mesures nécessaires au renforcement de la légalité socialiste et de l'ordre public, de protéger les intérêts légitimes des citoyens de toutes les nationalités, d'entamer des poursuites sévères contre ceux dont les actes déstabilisent la situation, portent atteinte à l'amitié et à la coopération des peuples soviétiques frères.

4. Il appartient au Conseil des ministres de l'URSS d'adopter des mesures pour résoudre les problèmes urgents du développement économique, social et culturel de la Région autonome du Haut-Karabagh.

5. Le Ministère public de l'URSS et le Ministère de l'Intérieur de l'URSS sont chargés de prendre toutes les mesures requises pour assurer l'ordre public et protéger les intérêts légitimes de la population des RSS d'Azerbaïdjan et d'Arménie.

[TASS, 23 mars 1988, reproduit du bulletin Actualités Soviétiques, N°776 du 30 mars 1988]

[24 mars 1988]

**La résolution du Politburo du CC du PCUS sur le développement économique et social accéléré de la Région autonome du Haut-Karabagh pour 1988-1995. Toute une série de mesures est envisagée pour améliorer de façon substantielle la base matérielle et technique du secteur social, développer les forces productives et l'infrastructure de la région.**

Depuis quinze ans, la production industrielle du Haut-Karabagh a plus que triplé, celle de l'agriculture a augmenté de 50 %, dit le document. Cependant, l'efficacité de la production sociale tend à diminuer. Cela est dû à l'affaiblissement du rôle dirigeant et organisateur des organisations du Parti et des Soviets locaux et républicains, à leur lenteur à procéder à la perestroïka et au développement de la démocratie qui en découle.

Les organisations du Parti et les Soviets de l'Azerbaïdjan et de la Région autonome du Haut-Karabagh doivent intensifier leur travail politique et d'organisation parmi les travailleurs, considérer que leur tâche prioritaire et immédiate est d'éduquer la population dans l'esprit de l'internationalisme, de l'amitié fraternelle et de l'entraide, de mettre résolument un terme à toute manifestation de nationalisme et d'irrespect envers les sentiments nationaux des représentants des différents peuples.

La décision a été prise de mettre au point, d'ici à la fin de l'année et au cours de l'an prochain, un programme global de développement de la Région autonome du Haut-Karabagh jusqu'en l'an 2005. Au cours du prochain quinquennat (1991-1995), il est prévu d'augmenter de 40 % la construction de logements, de construire de nouvelles écoles pour que tous les cours puissent se faire dans la matinée.

Un Palais de la culture de 850 places, un hôpital régional de 400 lits et une polyclinique pour 600 visites par jour, ainsi qu'un club pour enfants, une bibliothèque et d'autres équipements collectifs seront construits pendant la même période à Stepanakert, capitale du Haut-Karabagh.

Les organismes compétents ont été chargés d'assurer dans les meilleurs délais une bonne réception, au Haut-Karabagh, du programme central de la télévision de Moscou et l'ensemble des programmes des télévisions d'Azerbaïdjan et d'Arménie. Le gouvernement d'Azerbaïdjan a l'obligation d'examiner, compte tenu des souhaits de la population arménienne de la république, la possibilité d'ouvrir un théâtre dramatique arménien à Bakou et de prendre une série de mesures pour restaurer et remettre en état les monuments historiques et culturels sur le territoire du Haut-Karabagh. Les administrations compétentes ont été chargées d'améliorer le travail des écoles arméniennes au Haut-Karabagh et dans les autres régions d'Azerbaïdjan où vivent des Arméniens.

La résolution gouvernementale contient une longue liste d'autres mesures concrètes à prendre pour accélérer le développement social, économique et culturel du Haut-Karabagh\*.

[Tass, 24 mars 1988, reproduit du bulletin Actualités Soviétiques, N°777 du 1<sup>er</sup> avril 1988]

\* Le texte complet de cette résolution, diffusé par ARMENPRESS, a été publié dans *Haratch*, N° des 7 et 8 avril 1988.

[26 mars 1988]

**Erevan coupée du monde : calme forcé en Arménie.**

«*Ville morte*» dont tous les habitants, à en croire les nationalistes arméniens, seraient restés chez eux, samedi 26 mars, ou ville en convalescence comme le décrit la presse soviétique à longueur de colonnes, Erevan a en tout cas été virtuellement coupée du monde durant tout le week-end.

Lorsqu'ils finissaient par aboutir, les appels téléphoniques étaient interrompus dès les premières phrases. Aux accès routiers, la police ne laissait pénétrer que les véhicules avec plaque d'immatriculation locale. L'ensemble du Caucase était toujours zone interdite pour les correspondants étrangers, et le filtrage était suffisamment efficace, à l'aéroport, pour que trois représentants de l'opposition moscovite qui étaient parvenus à se glisser dans un avion aient été brutalement refoulés, samedi matin, sans avoir même passé les guichets.

Placés de force sur le vol de retour, ils ont au moins pu recueillir le témoignage de passagers.

Ceux-ci leur ont affirmé qu'on ne voyait que l'armée dans les rues d'Erevan, que mariages et anniversaires avaient été annulés, et que, à défaut de pouvoir manifester, les Arméniens marquaient en restant chez eux leur colère contre le refus de Moscou de rattacher le Haut-Karabagh à leur République. Plusieurs passagers ont cité le chiffre de 60 000 soldats envoyés en renfort et affirmé — comme le bruit en avait couru à Moscou — que le ministre de la défense, le général Dimitri Iazov, s'était rendu en personne, mardi dernier, dans la capitale arménienne. Tous leurs propos reflétaient, selon M. Alexandre Ogorodnikov l'un des trois opposants de Moscou, une «*crise de confiance*» vis-à-vis du pouvoir soviétique et un sentiment d'«*avoir été trompés*», humiliés, par les «*mensonges de la presse*» et traités en ennemis, alors que l'Arménie «*ne veut pas se détacher de l'Union soviétique et n'est pas contre les Russes*». Recueilli depuis Moscou, un deuxième témoignage parle d'une ville «*parfaitement calme et silencieuse*» dans laquelle ne circulaient que quelques autobus «*pratiquement vides*».

Il faudra encore plusieurs jours pour qu'on puisse connaître l'ampleur exacte du mouvement de protestation, mais une chose est sûre : il a fallu l'armée, un ballet d'hélicoptères au-dessus de la ville et les mises en garde répétées des plus hautes autorités de l'Etat pour empêcher les Arméniens de descendre en masse, samedi, dans les rues. Autrement dit, si M. Gorbatchev a su éviter le désastre et les violences d'une manifestation, il n'a, en revanche, pas su en convaincre ces Arméniens, qui brandissaient son portrait il y a un mois dans les rues d'Erevan, qu'il était politiquement impossible de rattacher le Haut-Karabagh à l'Arménie — impossible en conséquence de faire plus que le train de réformes annoncées la semaine dernière en faveur de la région autonome.

Ce n'est pas, en d'autres termes, le compromis qui l'a emporté, mais la force. Outre que les comités de base arméniens ont été dissous par décrets la semaine dernière (en fait, ils ne vont évidemment pas disparaître, mais se réduire à des noyaux plus politisés), les organes de répression politique ont trouvé là l'occasion de se réactiver.

L'une des grandes figures du nationalisme arménien, M. Parouïr Aïrikian, libéré il y a un an après quatorze ans passés dans les camps, a ainsi été inculpé, ce week-end,

pour «propagation de fausses nouvelles et calomnies antisoviétiques» — le chef d'accusation classiquement retenu contre les dissidents et dont il n'avait plus été fait usage depuis plus d'un an. Ce qui est en fait reproché à M. Aïrikian est d'être venu clandestinement la semaine dernière à Moscou pour tenir une conférence de presse devant les correspondants étrangers.

L'information redevient de cette manière un délit, et cette régression est assez grave pour que M. Timofeev, l'un des chefs de file de la nouvelle opposition apparue sous M. Gorbatchev, ait estimé que cette inculpation «pouvait signifier la fin de la politique de glasnost et de démocratisation».

Dimanche matin, M. Alexandre Podrabinek, responsable du bulletin *Express Khronika* et l'une des personnalités les plus respectées de l'opposition, a été malmené par des hommes du KGB, alors qu'il distribuait son journal dans une rue de Moscou. M. Grigoriants, responsable d'un autre bulletin oppositionnel, *Glasnost*, n'a pu réussir, lui, malgré des appels répétés, à faire intervenir la milice, alors que des inconnus brisaient froidement le portail et les vitres de sa maison, à 40 Km de Moscou.



Dessin paru dans *Le Monde* 26 mars 1988

Bref, les «organes», comme on dit en URSS, font du zèle. Pendant que les projecteurs étaient bloqués sur le Caucase, des rassemblements avaient lieu à Tallin, la capitale de l'Estonie, et à Riga, capitale de la Lettonie, pour marquer l'anniversaire des déportations de masse dont avait été victime, en mars 1949, la paysannerie balte. Plusieurs milliers de personnes auraient pris part à la manifestation de Tallin à l'issue de laquelle cinq personnes ont été arrêtées, a annoncé l'agence Tass.

La presse soviétique ne cache pas cependant la tension. Au fil des nombreux reportages publiés pour démontrer qu'il n'y avait pas eu de manifestations à Erevan et que les nationalistes avaient été, *ipso facto*, désavoués par la population, on lit en effet que, samedi, «l'accalmie était relative» au Haut-Karabagh et que «la plupart des usines» de la capitale régionale, Stepanakert, ne travaillaient pas ; qu'à Soumgaït, la ville d'Azerbaïdjan où ont eu lieu les pogroms anti-arméniens du 28 février, mille cinq cents supplétifs volontaires de la milice patrouillaient le centre ; qu'à Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan, «une certaine tension subsistait» et que des patrouilles de volontaires «assistaient la milice» ; enfin qu'à Erevan des tracts avaient été distribués affirmant : «Nous n'arrêterons pas le mouvement».

Toutes ces informations se trouvaient, en bonne place, dans la *Pravda* de dimanche. Les *Izvestia* du même jour précisait qu'on ne pouvait, samedi, circuler d'un point à l'autre de Stepanakert sans montrer ses papiers aux forces de milice. Il y avait «peu de gens dans les rues ; on parlait beaucoup des violences de Soumgaït ; la profession de journaliste n'y est pas (aujourd'hui) la plus respectée et les gens ne réagissent pas uniformément aux réformes annoncées la semaine dernière». En un mot comme en cent, l'ordre règne mais les plaies sont à vif.

[Bernard Guetta, *Le Monde*, 29 mars 1988]

74

[29 mars 1988]

### **L'enquête sur les massacres de Soumgaït selon l'agence TASS à la fin mars.**

Comme cela a déjà été annoncé, une commission spéciale formée de représentants du Parquet de l'URSS poursuit son enquête sur les désordres qui se sont déroulés le 28 février à Soumgaït.

La tâche est énorme. Les détails et la méticulosité de l'enquête prennent une importance politique particulière à la lumière des événements qui se sont produits dans la Région autonome du Haut-Karabagh et à Erevan. C'est pourquoi la commission d'enquête a été composée de dizaines de magistrats instructeurs parmi les meilleurs de Moscou, de différentes régions de la Fédération de Russie, d'Ukraine et de Biélorussie. De plus, elle comprend des magistrats instructeurs de l'intérieur, des psychologues et d'autres spécialistes.

Quels sont les obstacles rencontrés par l'enquête ? Surtout les rumeurs. Elles continuent à se multiplier et à envenimer l'atmosphère. Au cours de l'enquête, il a été nettement établi que pas un seul enfant n'a été victime des désordres. Comme l'a indiqué le Parquet dans son communiqué, les désordres ont fait exactement 32 victimes, et non 400 ou 500. Parmi ces 32 personnes, 26 sont des Arméniens et 6 des Azerbaïdjanais.

Selon les dirigeants de la commission d'enquête, les entretiens avec les gens ont confirmé que la grande majorité des Azerbaïdjanais a réagi avec amertume aux événements. Ce qui s'est passé à Soumgaït n'est pas caractéristique des relations entre les deux peuples. L'enquête a révélé des dizaines d'épisodes, d'un caractère dramatique extraordinaire, qui sont des exemples de véritable internationalisme.

Les enquêteurs espèrent que les premiers résultats de l'enquête pourront être publiés dans la première quinzaine d'avril.

[TASS, 29 mars 1988]

## V.v LA REACTION DE LA DIASPORA ARMENIENNE

75

[29 novembre 1987]

**Lettre du Parti Démocrate Libéral Arménien (ADL) au Secrétaire Général Gorbatchev au sujet du Nakhitchevan et du Karabagh lors de sa visite aux USA en novembre 1987. En outre, l'ADL a publié une déclaration de soutien aux manifestants arméniens en URSS.**

29 novembre 1987

Monsieur le Secrétaire Général,

Au nom des Arméniens vivant dans le monde entier, le Comité Central du Parti Démocrate Libéral Arménien (ADL) salue votre visite aux Etats-Unis et vous souhaite un succès complet dans vos efforts en vue de préserver la paix mondiale.

[...]

Depuis sa création, l'ADL a reconnu l'Arménie soviétique comme la seule patrie où les Arméniens puissent survivre et préserver leur identité nationale. De plus, en dépit de nos divergences sur le plan de l'idéologie politique, l'ADL estime que l'Arménie soviétique demeure l'unique base politique susceptible d'aider les Arméniens à réaliser l'intégrité territoriale de leur patrie historique.

Depuis 1921, l'ADL maintient des relations spirituelles et culturelles avec l'Arménie soviétique et espère développer encore ces relations dans les années à venir.

Les Arméniens du monde entier sont vivement intéressés par votre politique de transparence et de restructuration dont l'objectif est d'améliorer les conditions économiques et politiques en Union soviétique, et par conséquent en Arménie soviétique. Ils pensent que cette politique permettra aussi de rectifier des erreurs historiques qui ont été commises pendant la création de l'Etat soviétique.

Dans l'espoir que vous traiterez ces questions le moment voulu, alors que vous poursuivez vigoureusement votre politique nouvelle, nous vous prions de bien vouloir considérer les questions suivantes non résolues et qui sont d'un caractère vital pour tous les Arméniens, dans et à l'extérieur des frontières de l'URSS :

1. Le 13 octobre 1921, le traité de Kars était signé entre la Turquie et le gouvernement soviétique nouvellement formé et qui avait le souci de maintenir la paix dans la région avec ses voisins. Conformément à l'article 5 du dit traité, la région historique arménienne du Nakhitchevan a été annexée à l'Azerbaïdjan. Avant cette annexion, la population arménienne de la région avait été massacrée ou déportée pour permettre l'application du plan pantouraniste que poursuivait la Turquie.

2. La République autonome du Nakhitchevan reste économiquement l'une des régions les plus faibles de l'Union soviétique. Depuis 1921, ses 5 500 km carrés de terre fertile sont restés à l'abandon et sa population est clairsemée, c'est le résultat d'une situation incommode et anormale, le Nakhitchevan étant séparé géographiquement de l'Azerbaïdjan qui l'administre.

3. La région du Nakhitchevan est le prolongement naturel de la vallée de l'Ararat, qui, comme vous devez le savoir, bénéficie d'une agriculture et d'une économie très développées.

4. La Grande-Bretagne colonialiste a créé une situation également injuste dans la Région autonome du Haut-Karabagh. Les Arméniens y représentent 80 % de la population et, par leur culture, leur langue et leurs traditions, constituent une partie intégrante de la population de 3 500 000 d'habitants de l'Arménie soviétique.

5. Le sort des Arméniens du Karabagh nous inquiète car ils sont actuellement menacés d'assimilation.

6. Il est opportun de vous rappeler ici que le 1<sup>er</sup> décembre 1920, au lendemain de l'établissement du pouvoir soviétique en Arménie, Nariman Narimanov, président du Comité Central de Bakou, avait fait la déclaration suivante au nom du soviet de Bakou : «A dater d'aujourd'hui, il n'y aura plus de sang versé à propos des querelles territoriales entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, qui sont voisines depuis des siècles. La région du Zanguezour et du Nakhitchevan constitue une partie indivisible de l'Arménie et la paysannerie laborieuse du Haut-Karabagh jouira de la faculté d'auto-détermination.» Cette déclaration fut publiée, proclamée et reproduite dans la *Pravda*, et Staline lui-même la qualifia d'acte historique de portée mondiale, car c'était la première fois qu'un peuple abandonnait volontairement un territoire à un autre peuple. Cela était donné comme un exemple de la fraternité socialiste que le nouveau système promettait au monde. Or, jusqu'à ce jour, la promesse n'a pas été tenue.

7. L'Arménie soviétique représente l'unique patrie et l'espoir des Arméniens du monde entier. Tous gardent des liens sentimentaux et culturels puissants avec cette république dont le développement à venir garantira aussi la survie de la diaspora arménienne. Par conséquent, nous sommes très préoccupés par l'émigration d'une partie de la population de l'Arménie. Nous comprenons et apprécions votre respect des accords d'Helsinki qui permettent de réunir des familles divisées et de faciliter le rapatriement de certaines minorités ethniques sur leurs terres ancestrales.

Néanmoins, nous ne pensons pas que ces accords s'appliquent aux gens qui vivent en Arménie soviétique puisque dans ce cas, il contribue à la division des familles et à la dépopulation de nos terres ancestrales. Cela constitue en outre une fuite des cerveaux, que vous avez succinctement évoquée dans votre récente interview à la chaîne NBC. En fait, l'émigration d'Arménie viole l'esprit des accords d'Helsinki.

En se fondant sur les faits rappelés ci-dessus, le Parti Démocrate Libéral Arménien fait appel à vous afin que vous usiez de votre influence pour éliminer tous les facteurs économiques et sociaux qui encouragent l'émigration d'Arménie.

Au nom de toute la nation arménienne, l'ADL réclame le retour de la République

autonome de Nakhitchevan et de la Région autonome du Haut-Karabagh à la RSS d'Arménie afin d'assurer son intégrité territoriale : a) pour réparer des erreurs historiques ; b) pour faire de l'Arménie un bastion contre l'expansion de l'impérialisme inhumain du mouvement pantouraniste ; c) pour garantir une meilleure croissance économique de l'Arménie ; d) pour enrayer le processus de l'émigration ; e) pour permettre à tout Arménien de retourner sur ses terres ancestrales ; f) pour créer les conditions permettant à la diaspora de contribuer à la vie de l'Arménie et d'investir dans son avenir, aidant par là même l'URSS.

Nous espérons que les questions ci-dessus retiendront votre aimable attention, car elles sont d'une importance extrême pour tous les Arméniens.

Respectueusement vôtre

Le Comité Central de  
Parti Démocrate Libéral Arménien

[*Armenian Mirror-Spectator*, 12 décembre 1987]

76

[1<sup>er</sup> décembre 1987]

**Mémoire adressé par le Parti social-démocrate Hentchakian au Secrétaire Général Gorbatchev à l'occasion de sa visite aux Etats-Unis. Le Parti Hentchakian a réitéré son appui aux revendications arméniennes sur le Karabagh dans un éditorial publié à l'occasion des manifestations au Karabagh et en Arménie.**

A Mikhaïl Gorbatchev  
Premier Secrétaire du Comité Central  
du Parti Communiste de l'Union soviétique  
Ambassade de l'URSS  
1125 16th St. NW  
Washington, DC 20036

Le 1<sup>er</sup> décembre 1987

Très honoré Premier Secrétaire

Comme tous les autres peuples, les Arméniens vous souhaitent chaleureusement la bienvenue à l'occasion de votre visite dans ce pays hospitalier. Nous ne doutons pas que votre présence aux Etats-Unis renforce la paix du monde, qui est d'une ultime importance pour tous les peuples.

Comme en Union soviétique, dans le monde entier on suit avec enthousiasme et satisfaction vos propositions de changement et de restructuration en Union soviétique. Cette restructuration aura sans aucun doute son impact positif et bénéfique pour l'Arménie dans les domaines économique, scientifique, culturel, écologique et

social, et dans d'autres domaines encore. Les Arméniens de la diaspora apprécient vos efforts et vous souhaitent de réussir.

Comme on sait, l'Arménie soviétique est l'une des plus petites républiques de l'Union soviétique. Le peuple arménien y prospère sur une parcelle de son territoire historique. Les Arméniens sont décidés à revendiquer et finalement à récupérer leur territoire ancestral et à y parvenir au nom de la justice et en vue d'un avenir plus brillant pour leur peuple.

Nous restons convaincus que le gouvernement soviétique sera en mesure de résoudre le problème territorial «intérieur» du peuple arménien. Les régions autonomes du Karabagh et du Nakhitchevan qui, respectivement en 1923 et 1924, sont tombés sous la juridiction de la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan, font historiquement partie de l'Arménie. La justice exige que ces dispositions erronées soient modifiées pendant votre période de pouvoir.

Nous sommes optimistes à cet égard et espérons que le Karabagh et le Nakhitchevan seront bientôt annexés à la République socialiste soviétique d'Arménie. Cela assurera le cours de la justice et renforcera l'amitié entre les peuples.

Sincèrement

Le Parti Social-Démocrate Hentchakian

[Masis, 5 décembre 1987]

77

[2 décembre 1987]

**Lettre publiée dans *Asbarez*, organe officiel de la Fédération Révolutionnaire Arménienne (Dachnaktoutioun) des Etats-Unis ouest, proposée comme modèle de lettre à adresser par les Arméniens à M. Gorbatchev. Dans un communiqué à la presse de février 1988, le Comité National Arménien d'Amérique, représentant le Dachnaktoutioun, a publié une déclaration identique d'appui complet aux manifestations et aux revendications arméniennes.**

A Mikhaïl Gorbatchev  
Secrétaire Général du Comité Central  
du Parti Communiste de l'Union Soviétique  
Ambassade d'URSS  
1125 16th St. NW  
Washington, DC 20036

Le 2 décembre 1987

Très honoré Secrétaire Général,

La communauté arméno-américaine, qui compte près d'un million de personnes, vous souhaite la bienvenue à l'occasion de votre visite historique aux Etats-Unis.

Nous nous joignons à l'ensemble du public américain qui souhaite le succès de vos entretiens avec le président Reagan sur des sujets qui amèneront une meilleure compréhension et rapprocheront les peuples dans la paix.

C'est avec grand intérêt que les Arméniens partout dans le monde suivent vos efforts en faveur de la transparence et de la restructuration en Union soviétique. L'application de ces grands changements entraîneront sans aucun doute une amélioration substantielle et bienvenue dans les domaines économique, social, culturel et autres qui importent aux peuples vivant en Union soviétique, y compris l'Arménie soviétique.

Dans ce contexte direct, nous attirons votre attention sur les faits suivants :

1. La pollution qui menace la vie dans l'Arménie soviétique d'aujourd'hui, provoquée par des substances nocives émises par les usines chimiques, en particulier l'usine de caoutchouc «Nairi» d'Erevan.

2. Le danger que posent les fuites radioactives constantes et les accidents signalés à la centrale nucléaire d'Arménie.

3. La distribution en Arménie de produits alimentaires provenant de la région de Tchernobyl.

Le peuple arménien demande que les mesures d'urgence suivantes soient prises pour protéger toute la population de l'Arménie soviétique et ses voisins contre les menaces pathogènes allant au-delà de celles dont a déjà souffert le peuple de la plus petite des républiques soviétiques :

1. LA FERMETURE IMMEDIATE DE LA CENTRALE NUCLEAIRE D'ARMENIE SOVIETIQUE.

2. LA FERMETURE DE L'USINE DE CAOUTCHOUC «NAÏRI» A EREVAN.

3. LE RETRAIT IMMEDIAT ET LA DESTRUCTION DES PRODUITS ALIMENTAIRES CONTAMINES QUI SE TROUVENT A EREVAN.

Nous avons confiance qu'outre ces mesures urgentes nécessaires, d'autres mesures qui s'accordent avec la politique que vous avez définie quant à la restructuration peuvent maintenant être prises pour rectifier une anomalie territoriale qui tourmente le peuple arménien. La réunification des terres historiques arméniennes de Transcaucasie avec l'Arménie soviétique, terres qui lui avaient été arbitrairement enlevées, réparera une grave injustice perpétrée à l'encontre du peuple arménien. Le succès durable de la restructuration en Arménie peut commencer avec la suppression de cette injustice historique.

NOUS JOIGNONS NOS VOIX A CELLES DE NOS COMPATRIOTES D'ARMENIE SOVIETIQUE QUI DEMANDENT LE RETOUR DU KARABAGH ET DU NAKHI TCHEVAN, QUI SE TROUVENT MAINTENANT SOUS LA JURIDICTION DE LA REPUBLIQUE SOVIETIQUE D'AZERBAÏDJAN.

Nous restons convaincus que la cause de la paix universelle et de la justice pour tous les peuples de cette terre progressera du fait de vos actions dans le domaine de ces questions cruciales concernant la santé, l'économie et les problèmes humanitaires.

Sincèrement

[Asbarez, 5 décembre 1987]

[23 février 1988]

**Lettre ouverte adressée au Secrétaire général du CC du PCUS,  
Monsieur Mikhaïl Gorbatchev, par le Comité de Défense de la  
Cause Arménienne.**

Lyon, le 23 février 1988,

Monsieur le Secrétaire général,

C'est avec une profonde émotion que nous suivons les appels des Arméniens de l'Union soviétique en faveur du rattachement de la région autonome du Haut-Karabagh à la République Soviétique Socialiste d'Arménie.

Nous vous rappelons que les révolutionnaires soviétiques en prenant le pouvoir s'étaient engagés à restituer à l'Arménie les territoires historiques du Karabagh et du Nakhitchevan, conformément aux directives et à la politique des nationalités suivies par Lénine.

Or, sous la pression de la Turquie kémaliste et de Staline, les dirigeants d'alors de l'Union soviétique ont commis une erreur historique grave d'un triple point de vue : en ne tenant pas leurs engagements, en spoliant le peuple d'Arménie d'une partie de son territoire historique, en divisant le peuple arménien sous deux administrations locales.

Nous considérons que le peuple arménien demande aujourd'hui légitimement la restitution et le respect de ses biens collectifs inaliénables : sa terre et son unité. Ce n'est que justice réclamée.

Nous voulons vous dire que nous sommes solidaires en Diaspora et en France de nos compatriotes d'Arménie soviétique et du Karabagh qui, en demandant la réunification des terres arméniennes, manifestent ainsi leurs espoirs dans la force de la perestroïka.

Un refus serait une nouvelle faute de l'Union soviétique. L'étouffement de ce mouvement populaire et de ces revendications, latentes depuis plus de soixante ans, par la répression serait un véritable crime.

Aussi, pour la crédibilité de la révolution que vous voulez réussir pour votre pays où vivent cinq millions d'Arméniens, pour le prestige de l'Union soviétique, nous vous demandons d'engager d'urgence le processus constitutionnel qui aboutira au changement souhaité par la population arménienne du Haut-Karabagh et de la République Soviétique Socialiste d'Arménie.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'expression de notre très haute considération.

M. Robert Aydabirian  
Président du CDCA France

[Gamk, 1<sup>er</sup> mars 1988]

[24 février 1988]

### **Communiqué de presse du Comité représentatif de la communauté arménienne de France.**

L'ampleur des manifestations qui se déroulent en Arménie soviétique a révélé à l'opinion publique internationale l'existence d'une revendication arménienne portant sur la région autonome du Karabagh, concédée en 1923, par les autorités soviétiques à la RSS d'Azerbaïdjan. Historiquement arménien, ce territoire peuplé à 80 % d'Arméniens n'a cessé de faire l'objet de demandes de restitution de la part de ceux-ci. C'est conformément aux principes mêmes de la libre détermination inscrits dans la Constitution soviétique que la majorité arménienne du Karabagh et la quasi totalité de ses élus locaux ont manifesté leur souhait de voir cette région rattachée à la République arménienne. Le gouvernement central n'a pas à ce jour répondu à cette attente. Attentive, la communauté arménienne de France tient en cette circonstance à apporter son soutien à la demande de rattachement de la région autonome du Karabagh à l'Arménie, telle qu'elle est aujourd'hui formulée par les Arméniens du Karabagh. Nous partageons leurs aspirations légitimes, fondées sur le droit et le désir de construire leur avenir avec leurs frères d'Arménie soviétique. Unis dans une même détermination, nous voulons croire que l'expression de cette volonté unanime saura vaincre les hésitations des autorités soviétiques pour qu'enfin satisfaction soit donnée à cette exigence de justice.

Pour témoigner sa solidarité, la communauté toute entière appelle à un rassemblement silencieux de soutien le jeudi 25 février à 18 heures 30 à Paris, devant l'ambassade d'URSS.

[Haratch, 26 février 1988]

[25 février 1988]

### **Motion présentée à l'Ambassadeur de l'URSS par les Arméniens de France.**

La Communauté arménienne de France apporte son soutien à la demande de rattachement de la région autonome du Karabagh à la République Socialiste Soviétique d'Arménie telle qu'elle est aujourd'hui formulée par les Arméniens du Karabagh. Nous partageons leur aspiration légitime fondée sur le droit et le besoin de construire leur avenir avec leurs frères d'Arménie soviétique. Historiquement arménien, ce territoire, peuplé à 80 % d'Arméniens, n'a cessé de faire l'objet de demandes de restitution de la part de ceux-ci. C'est conformément au principe même de la libre détermination inscrit dans la constitution soviétique que la majorité arménienne du Karabagh et la quasi totalité de ses élus locaux ont exprimé le souhait de voir cette région rattachée à la République arménienne.

Nous voulons croire que cette volonté unanime telle qu'elle se manifeste aussi en Arménie soviétique sera prise en compte par les autorités soviétiques et que satisfaction sera donnée à cette exigence de justice.

Evêque Kude Nacachian, Prélat des Arméniens de Paris  
Locum Tenens de la Délégation pour l'Europe  
du Catholicoscat de tous les Arméniens  
Pour le Comité Représentatif des Organisations Arméniennes de France

[*Gamk*, 28/29 février 1988]

81

[25 février 1988]

**Télégramme adressé au Secrétaire Général Mikhaïl S. Gorbatchev par Alex Manoogian, président à vie de l'Union Générale Arménienne de Bienfaisance**

25 février 1988

A Son Excellence Mikhaïl S. Gorbatchev  
Secrétaire Général du Parti Communiste de l'URSS  
Kremlin  
Moscou, URSS

Nous appuyons sans réserve votre politique de glasnost et de perestroïka, qui apporte un nouvel espoir de prospérité aux peuples de l'URSS et des perspectives de paix durable à l'humanité.

Votre souci s'est manifesté dans votre action sincère pour redresser les injustices du passé. La situation du Nagorny Karabagh est l'une de ces injustices. La déclaration historique de Nariman Narimanov de 1920, au nom du soviet de Bakou, reste toujours sans effet. Cette déclaration, approuvée par le gouvernement central, proclamait la région du Nagorny Karabagh partie intégrante de la RSS d'Arménie.

Nous vous prions instamment de considérer les désirs de l'écrasante majorité de la population du Karabagh exprimés dans l'appel qu'elle vous a adressé.

L'Union Générale Arménienne de Bienfaisance est une organisation mondiale et nos 22 000 membres se joignent à moi dans cet appel.

Alex Manoogian  
Président International

[*Armenian Mirror-Spectator*, 3 mars 1988]

[25 février 1988]

**Déclaration de Ross Vartanian, directeur de l'Armenian Assembly of America, diffusée à la suite d'informations annonçant de vastes manifestations en Arménie et au Karabagh.**

Les manifestations qui ont eu lieu à Erevan et à Stepanakert (Karabagh) ont été provoquées par un grief historique légitime qui remonte à l'époque de Staline. Pour complaire au gouvernement de la Turquie et pour établir la frontière entre l'Union soviétique et ce pays, les intérêts du peuple arménien ont été sacrifiés. La semaine dernière, le Comité Central soviétique a rejeté la demande des Arméniens du Nagorny Karabagh de réunification de ce territoire avec l'Arménie, mais il est clair que la question n'est pas résolue. Il est vraisemblable qu'à un moment quelconque dans l'avenir, le Comité Central devra reconsidérer sa décision, en particulier si la protestation publique se maintient à ce niveau sans précédent.

Sous la bannière de la glasnost, la société soviétique entreprend le réexamen pénible de la période stalinienne et semble avoir l'intention de réparer les conséquences des erreurs commises durant cette période.

La question du Nagorny-Karabagh fait aujourd'hui les gros titres, mais elle est l'une des nombreuses questions de frontières qui se posent dans l'Etat multinational soviétique et qui ne disparaîtront pas. Le secrétaire général Gorbatchev a déclaré récemment que le développement d'une politique des nationalités était «le problème le plus vital et le plus fondamental de notre société.» Les manifestations d'Erevan et d'ailleurs soulignent la nécessité de régler la question des nationalités.

[Armenian Mirror-Spectator, 5 mars 1988]

[27 février 1988]

**Le soutien arméno-américain aux revendications sur le Haut-Karabagh qui se sont exprimées en Arménie et dans le monde.**

a.

Des milliers d'immigrés arméniens, d'enfants et de petits-enfants d'immigrés observent les protestations arméniennes en Union soviétique avec espoir, inquiétude et frustration.

On estime à 200 000 le nombre d'Arméniens et de leurs descendants qui se sont fixés dans le comté de Los Angeles, en particulier dans la banlieue, à Glendale. Sur ce nombre, un sur quatre est arrivé au cours des dix dernières années, à la recherche de travail et de compatriotes, après avoir fui le Liban et l'Iran devant la guerre et la révolution.

[...]

Les appels téléphoniques en Arménie ont pour la plupart été interrompus mardi. Les quelques personnes qui, jeudi, ont appelé d'Erevan en Californie, ont décrit de vastes mais pacifiques manifestations dans la capitale, auxquelles la police s'est parfois jointe.

Ici les journaux arméniens sont assaillis de coups de téléphone d'Arméno-américains. Apo Boghigian, rédacteur en chef du journal en langue arménienne *Asbarez*, dont le siège est à Glendale, a déclaré que cette semaine sa meilleure source d'informations en Arménie soviétique était une standardiste qui ne pouvait pas lui passer la communication avec les amis à qui il voulait parler.

«Elle a dit, a précisé M. Boghigian, qu'elle aurait bien voulu aller manifester mais qu'elle était obligée de travailler. Elle a ajouté que ses enfants allaient à la manifestation pour elle.»

[*New York Times*, 27 février 1988]

b.

[25-28 février 1988]

Dans la diaspora, des manifestations de soutien et de solidarité avec celles d'Arménie et du Karabagh ont eu lieu à Paris (3 000 personnes) le jeudi 25 ; à New York (1 000) et à Washington samedi ; à Montréal, Toronto, Cambridge et Los Angeles (5 000) dimanche ; à San Francisco lundi.

Des rassemblements identiques ont été organisés en Argentine, au Liban, en Grèce (800 personnes) et en divers autres endroits.

Les communautés arméniennes d'Égypte et de Chypre ont envoyé des pétitions.

[*Asbarez*, 5 mars 1988]

c.

[28 février 1988]

Plus de 5 000 Arméniens — jeunes et vieux, hommes et femmes — ont manifesté dans le calme dimanche, lors de la marche de solidarité organisée pour soutenir leurs sœurs et leurs frères qui manifestaient à Erevan et au Karabagh en faveur de la réunification du Karabagh et de l'Arménie.

[...]

Précédés de drapeaux américains, californiens et arméniens, et conduits par le clergé, des membres de l'association diocésaine et des leaders politiques, les manifestants se sont dirigés vers le Los Angeles City College où une foule de plus de 5 000 personnes s'est massée devant le Little Theater, en plein air, et a attentivement suivi le programme de la manifestation.

[...]

Le texte d'un télégramme a été lu, qui faisait part à Mikhaïl Gorbatchev du soutien apporté aux Arméniens d'Erevan et du Karabagh et lui demandait d'envisager sérieusement la réunification du Karabagh et de l'Arménie.

[*Armenian Observer*, 2 mars 1988]

d.

[12 mars 1988]

Plusieurs milliers d'Arméniens se sont répandus samedi dans les rues de Los Angeles pour protester contre les assassinats d'Arméniens en Union soviétique et pour demander qu'on retourne à l'Arménie un morceau de région montagneuse qui faisait partie de leurs anciennes terres.

Ils se sont rendus à l'Hôtel de Ville, où des adolescents ont couru sur les marches et ont grimpé sur une fontaine pour voir qui pourrait hisser le plus haut possible le drapeau arménien. Des haut-parleurs, grand comme des placards à classeurs, diffusaient des chants patriotiques et, pendant tout l'après-midi, des discours prononcés par les chefs religieux, politiques et des diverses associations qui se répandaient dans les rues voisines.

Sous les applaudissements, le Révérend Berj Djambazian, de la Armenian Congregational Church, a déclaré :

« Nous ne dormirons pas tant que les gens du Karabagh ne dormiront pas en paix. Nous ne sourirons pas tant que les gens du Karabagh n'auront pas retrouvé leur sourire. »

[Lynn O'Shaughnessy, *Los Angeles Times*, 13 mars 1988]

84

[27 février 1988]

**Télégramme du Catholicos Karekine II, de la Grande Maison de Cilicie (Antilias, Liban), au Secrétaire Général Mikhaïl Gorbatchev.**

Excellence,

Nous, Catholicos Karekine II, chef spirituel de l'Eglise arménienne du Saint Siège de la Grande Maison de Cilicie, sommes profondément affecté par la situation actuelle dans la région du Karabagh qui se trouve sous l'autorité de l'Azerbaïdjan soviétique, situation qui trouble la vie du peuple arménien.

Votre Excellence sait que géographiquement, historiquement et ethnographiquement, le Karabagh fait partie de l'Arménie. Une erreur historique l'a fait annexer à la République d'Azerbaïdjan. Les Arméniens du Karabagh, d'Arménie soviétique et de toute la diaspora n'ont jamais cessé de réclamer que le Karabagh soit rattaché à la mère patrie, à l'Arménie. L'expression publique et massive de la volonté du peuple arménien au Karabagh, à Erevan, dans toute l'Union soviétique et dans la diaspora constitue un témoignage éloquent du lien indestructible que le peuple arménien ressent à l'égard du Karabagh, partie intégrante de sa patrie.

Nous sommes sincèrement persuadé que Votre Excellence réparera l'erreur commise en 1923 et fera justice au peuple arménien en rattachant le Karabagh à la République soviétique d'Arménie, et nous vous le demandons.

Votre souci des droits de l'homme, des réformes et de la restructuration nous permet d'espérer que les justes aspirations du peuple arménien seront satisfaites et la

justice rétablie. Nous vous remercions pour l'attention que vous voudrez porter à une question brûlante, en vue d'une pacifique et juste solution.

En vous assurant de nos prières,  
Karekin II, Catholikos  
de la Grande Maison de Cilicie

[Asbarez, 5 mars 1988]

85

[10 mars 1988]

### **Déclaration du Bureau de la Fédération Révolutionnaire Arménienne (Dachnaktsoioun) sur les assassinats d'Arméniens commis par les Tatars en Azerbaïdjan.**

La Fédération Révolutionnaire Arménienne (Dachnaktsoioun) observe avec la plus grande inquiétude les massacres perpétrés par les Tatars contre les Arméniens dans tout l'Azerbaïdjan. Ces massacres visent au cœur tout le peuple arménien, de l'Arménie à la diaspora.

Déclenchés en réaction et en réponse aux demandes justes et légales de la population de la Région autonome du Haut-Karabagh, ces actes d'une barbarie déchaînée commis par les Tatars — avec l'objectif caché mais évident de déraciner la population arménienne de ces régions pour les rendre purement tatares — ont affreusement affecté les Arméniens vivant à l'intérieur des frontières de l'Union soviétique, victimes d'un véritable déchaînement de fureur anti-arménienne. Semblable au précédent historique de l'époque de l'Empire tsariste, et rappelant en particulier les événements de 1905, le mouvement des Tatars d'Azerbaïdjan, conséquence du déplorable rôle politique joué par les promoteurs azeris actuels de la politique pantouraniste tels qu'Aliev, aboutit de toute évidence au massacre de citoyens arméniens sans défense.

En portant cette menace mortelle à l'attention de l'opinion publique internationale, et en particulier à l'attention de la direction de l'Union soviétique, nous demandons que les auteurs de ces massacres soient dûment dévoilés et déferés à la justice. Nous comptons aussi que les autorités soviétiques prendront les mesures nécessaires pour enrayer cette vague d'atrocités.

Les Arméniens de la diaspora — qui par leurs organisations nationales et politiques et leurs associations, ont déjà manifesté leur solidarité avec les justes exigences des Arméniens du Karabagh et d'Arménie au sujet des questions relatives au Karabagh — ne peuvent rester indifférents à ces déplorables événements.

Et la FRA (Dachnaktsoioun) en particulier, qui a toujours manifesté sa détermination de s'opposer par tous les moyens aux dangers qui menacent l'existence physique du peuple arménien, ne restera pas indifférente.

Le Bureau  
de la Fédération Révolutionnaire Arménienne (Dachnaktsoioun)

[Communiqué de presse, 10 mars 1988]

[21 mars 1988]

**Comptes-rendus de presse sur le Meeting de solidarité à Paris.****a**

Entre onze mille et douze mille personnes se sont rassemblées dans la soirée du lundi 21 mars au palais de la Mutualité à Paris pour manifester leur solidarité avec les Arméniens du Karabagh et à leurs revendications. Le rassemblement organisé par le Comité représentatif de la communauté arménienne et l'Eglise apostolique arménienne de Paris, était présidé par le cinéaste Henri Verneuil, qui est d'origine arménienne. Faisant référence aux massacres de Soumgaït, ce dernier a qualifié d'«inadmissible et révoltant pour l'humanité [le fait] qu'au vingtième siècle on tue, on torture des hommes et des enfants».

Tout comme les autres orateurs, M. Verneuil a souligné le «droit ineffaçable et légitime» des Arméniens du Haut-Karabagh de demander leur rattachement à la RSS d'Arménie, droit qui, selon lui, «devra nécessairement aboutir». Les orateurs ont souvent été interrompus par les applaudissements de la foule, si nombreuse qu'elle débordait rue Saint-Victor, où se détachaient plusieurs drapeaux soviétiques ornés du mot «Karabagh».

Les principaux partis politiques arméniens ont appelé à une manifestation similaire le samedi 26 mars, à partir de 14 heures, devant l'ambassade d'URSS à Paris, boulevard Lannes.

[Le Monde, 23 mars 1988]

**b**

Union, solidarité, hommage, prudence, patience, confiance, persévérance, étaient quelques uns des mots forts constitutifs de la trame des discours des orateurs.

Les discours étaient bons ou très bons, mais ce n'est ni la rhétorique ni la personne de l'orateur qui ont tenu en haleine une foule comme jamais notre communauté arménienne de Paris n'en avait rassemblée (sauf en 1965). Une multitude à l'apparence homogène, des jeunes — beaucoup de jeunes —, des enfants et des vieillards. C'était la première fois qu'on ne distinguait pas l'appartenance à une mouvance ni dans la salle ni dans la rue. Ceux qui avaient la chance d'être assis et ceux qui s'agglutinaient debout applaudissaient à l'unisson, sans demander d'où venait la parole : ils étaient sûrs que c'était la voix de l'Arménie, l'appel de la nation, et la nation, surtout lorsqu'elle est blessée, ignore les clivages. Notre nation ne doit pas être divisée, l'Arménie, dans la rue nous le demande.

Souhaitons que cette unité devant l'adversité et la volonté de détermination unitaire pour la recherche d'une solution politique à un problème national, ne trouvent pas leurs limites aux murs d'une salle ou aux coins des rues.

Nous devons être capables de nous maintenir en éveil et de tendre des mains fortes et compétentes à nos frères qui nous ont lancé un appel pressant et poignant à la solidarité.

Que les deux branches de notre nation désormais soient soudées.

[Gamk, 24 mars 1988]

C

**Motion présentée à Monsieur Mikhaïl Gorbatchev, Secrétaire général du Comité Central du parti communiste de l'Union soviétique, par l'Assemblée réunie à Paris le 21 mars 1988, à l'appel du comité représentatif de la communauté arménienne de Paris et de sa région.**

Une nombreuse Assemblée, réunie le 21 mars 1988, dans la salle de la Mutualité à Paris, sous la présidence de Monsieur Henri Verneuil, cinéaste, en présence des autorités spirituelles de la communauté arménienne de France, ainsi que des représentants de ses différentes associations et organisations ;

Manifeste solennellement son soutien à la demande de rattachement de la Région autonome du Haut-Karabagh à la République Socialiste Soviétique d'Arménie, telle qu'elle est aujourd'hui formulée par les Arméniens du Karabagh ;

Témoigne de sa consternation et de son angoisse à la suite des massacres que cette revendication, fondée sur l'équité et exprimée pacifiquement, a déclenché en Azerbaïdjan, contre la minorité arménienne de cette République ;

Exige des autorités soviétiques qu'elles poursuivent et châtient les responsables de ces crimes qui constituent une insulte à notre civilisation, et qu'elles mettent en œuvre tous les moyens pour en empêcher la répétition ;

Affirme son espoir que satisfaction sera donnée à la demande arménienne conforme à un impératif de justice et au principe de l'autodétermination inscrit dans la Constitution soviétique.

[Haratch, 23 mars 1988]

87

[24 mars 1988]

**Communiqué du Bureau de la F.R.A. DACHNAKTSOUTIOUN à la direction de l'Union Soviétique et à l'opinion publique internationale**

Certains faits survenus ces jours derniers laissent clairement entrevoir que la revendication légitime de l'ensemble du peuple arménien concernant le rattachement de la région autonome du Haut-Karabagh à l'Arménie soviétique ne sera pas prise en compte par les hautes instances de l'URSS.

L'un de ces faits a été l'exigence du Soviet suprême de la République Socialiste Soviétique de Russie que «soit respectée la Constitution de l'URSS et qu'il n'y ait pas de troubles interethniques pour une question territoriale». Une exigence à laquelle ont adhéré les Soviets suprêmes de 12 autres républiques, avec des déclarations similaires.

L'autre fait est l'article que nous connaissons, paru dans la «Pravda» du lundi 21 mars 1988 ; cet article critiquait la revendication arménienne et trouvait inacceptable que le Haut-Karabagh qui est «lié à l'Azerbaïdjan par cent liens» soit rattaché à l'Arménie.

Le dernier fait — le plus grave — est la décision prise par le Soviet suprême de l'Union soviétique, le mercredi 23 mars 1988, refusant clairement de donner suite à la volonté collective du peuple du Haut-Karabagh et de l'Arménie, en complète ignorance du principe d'autodétermination des peuples.

Plus encore, il semble que l'Armée Rouge ait d'ores et déjà pris d'importantes mesures visant à empêcher toute nouvelle manifestation ou mouvement populaire à Erevan et au Karabagh.

Ces faits, qui se sont précipités avant le 26 mars, rendent problématique, sinon inutile, le plenum du Comité Central du PCUS et particulièrement la réunion que devait convoquer le Politburo pour trouver une solution juste au problème du Karabagh. Plus encore, ils remettent en question la politique de «glasnost» de Gorbatchev et les libertés démocratiques promises aux nationalités constitutives de l'URSS. C'est en faisant confiance à de telles promesses que les Arméniens du Karabagh et d'Erevan ont exigé, pacifiquement et dans une discipline exemplaire, le rattachement du Karabagh à l'Arménie soviétique, car il s'agit là d'un droit national, historique, politique et moral incontestable et imprescriptible qui leur a été arraché par la force à l'époque de la tyrannie stalinienne.

Tous ces faits et tous ces anathèmes jetés successivement et à divers niveaux contre les revendications arméniennes ne seraient-ils pas déjà l'expression d'un comportement et d'une mentalité dictatoriale attardée ?

Nous aimerions nous être trompés et espérer que la direction du PCUS rétablira sans délai la justice bafouée et donnera satisfaction aux revendications naturelles, historiques et légitimes que le peuple arménien vient d'exprimer unanimement. Sinon quelle différence y aurait-il entre l'URSS de Gorbatchev et les puissances impérialistes qui, au nom de leurs intérêts économiques et stratégiques, défendent l'intégrité territoriale de la Turquie fasciste et partouranienne, au mépris des droits du peuple arménien ?

Le rattachement du Haut-Karabagh à l'Azerbaïdjan en 1923, par Staline et les dirigeants soviétiques de l'époque, ne visait qu'à satisfaire les appétits pantouraniens des peuples turque et tatar. Le Karabagh, historiquement «Artsakh» (l'une des quinze provinces de l'Arménie) a toujours été un territoire arménien, peuplé d'Arméniens, à l'âme arménienne et relié à l'Arménie par plus de «cent liens».

Il est toujours aisé pour les grandes puissances de convoquer des réunions, de concocter des résolutions ou des exigences pour contrer les revendications légitimes, historiques et politiques d'un peuple. Mais ceci ne peut être ni une solution satisfaisante et définitive, ni une décision qui renforcerait la «fraternité» entre les peuples de l'Union soviétique.

Face aux manifestations pacifiques des Arméniens, les Azeris ont fait la preuve de leur «fraternité» en organisant le pogrom de Soumgaït. Il ne peut y avoir ni paix ni coopération sincère entre les nationalités tant que ne seront pas rétablis les droits des peuples spoliés.

Le peuple arménien, qu'il soit en Arménie, dans le Haut-Karabagh, en Union soviétique ou en diaspora, est uni autour de la question du Karabagh, mû par les mêmes sentiments et la même détermination. Même si le Karabagh devait, par des arrangements hégémoniques et par la force, demeurer détaché de l'Arménie, abandonné

dans sa situation actuelle, il ne pourrait jamais être arraché à l'âme et à l'esprit du peuple arménien, ni en Arménie, ni hors d'Arménie. Le peuple arménien poursuivra ses revendications quelles que soient les décisions qu'on lui aura imposées.

Vive le peuple héroïque du Karabagh arménien !

Vive l'Arménie !

Vive le peuple arménien conscient de ses droits et résolu à les défendre !

FRA-DACHNAKTSOUTIOUN  
BUREAU MONDIAL  
24 mars 1988

[Gamk, 26 mars 1988]

88

[26 mars 1988]

## 10 000 Arméniens manifestent devant l'ambassade de l'URSS à Paris.

a

«Karabaghe Mern'é» : des mots qui emplissaient l'espace devant l'ambassade d'URSS. Les riverains français visiblement peu intéressés par la dizaine de milliers de manifestants n'avaient pas investi leurs fenêtres. Par contre les CRS affluaient, contenant la foule enthousiaste et disciplinée qui aurait bien aimé approcher davantage le territoire de l'ambassade dont un orateur a proclamé qu'elle était «la Maison de l'Arménie».

Nous étions près de 10 000, pour les médias qui se trompent toujours au rabais, 4 ou 5 000. C'est beaucoup et ce n'est pas assez. Un rassemblement réellement unitaire, convoqué par les trois partis politiques pour une cause qui ne comporte ni ambiguïté ni contestation, aurait pu être plus important, si seulement les Arméniens, c'est-à-dire tous ceux qui se reconnaissent dans l'identité arménienne et dont les origines sont arméniennes, avaient cru bon de se déplacer pour prouver au million d'Arméniens d'Arménie, qu'eux aussi, en France, revendiquent ce territoire, exigent le redressement d'une situation injuste.

Les orateurs représentant les trois partis, Hentchakian, Ramgavar et Dachnaktsagan, ont développé les mêmes thèmes : rattachement du Karabagh à l'Arménie, condamnation des atrocités commises au Karabagh et à Soumgaït, indignation face aux arrestations, dénonciation et insatisfaction, déception engendrée par les déclarations du Politburo.

Une motion a été présentée à l'ambassade par une délégation de 6 membres (2 de chaque parti), un membre de l'ambassade lui a réservé un accueil amiable et lui a remis une réponse en compensation de tout notre mouvement, réponse qui ne pouvait, c'est évident, nous satisfaire.

Répétant le discours officiel, le conseiller de l'ambassade n'a pu qu'assurer la foule de sa sympathie et évoquer les difficultés du rattachement. Pressé de répondre sur les sanctions à prendre après les massacres de Soumgaït, il a signalé que 400 responsables de l'administration avaient été inculpés pour fautes graves. Il a assuré qu'un procès aurait prochainement lieu.

Par cette manifestation nous voulions marquer notre solidarité avec nos frères d'Arménie et du Karabagh, les féliciter pour leur courage et leur tenacité ; nous voulions que parviennent à leurs oreilles nos appels d'amitié et de fraternité, nos cris indignés pour les souffrances qu'ils endurent et qu'ils affrontent avec abnégation et la conscience du devoir national.

Nous devons, nous aussi, persévérer et continuer la lutte avec eux, pour eux.

[Gamk, 29 mars 1988]

b

**Motion présentée par la délégation commune au conseiller de l'ambassade d'URSS le 26 mars 1988, à Mikhaïl Gorbatchev premier secrétaire général du PCUS.**

A l'appel des partis Social Démocrate Hentchakian, de l'Organisation Arménienne Démocrate Libérale — Ramgavar —, de la Fédération Révolutionnaire Arménienne — Dachnaktsoioun —, la communauté arménienne de France a témoigné le 26 mars 1988 devant l'Ambassade de l'URSS sa solidarité avec les exigences de justice des Arméniens du Karabagh et de la RSS d'Arménie.

Nous avons pris acte de la reconnaissance par les instances dirigeantes de l'Union soviétique des effets dramatiques sur la population arménienne du Karabagh de la politique discriminatoire poursuivie depuis 1923 par les directions successives de la RSS d'Azerbaïdjan. Nous avons pris acte que les entraves mises au développement des liens entre la population arménienne du Karabagh et de l'Arménie soviétique seront levées par une politique appropriée définie par le Conseil des ministres de l'URSS.

Nous avons pris acte des mesures d'urgences destinées à corriger les retards accumulés dans les domaines économiques, sociaux, éducatifs et culturels.

Nous considérons pour notre part que cette solution n'est que transitoire.

Nous affirmons que le Karabagh est partie intégrante de l'Arménie soviétique.

Seul le rattachement à cette République constituera la véritable solution au problème du Karabagh.

Nous ne cesserons de demander la vérité sur l'étendue des massacres d'Azerbaïdjan, dont celui de Soumgaït semble avoir été le plus meurtrier.

Nous voulons comprendre comment l'URSS a pu être le théâtre de tels actes et nous demandons que les véritables instigateurs de ces pogroms racistes soient démasqués et fassent l'objet de condamnations exemplaires.

Nous restons attentifs à la situation à Erevan et nous ne pourrions pas comprendre que les manifestations pacifiques qui s'y sont déroulées fassent l'objet de mesures répressives.

Pour la Communauté arménienne  
Parti Social Démocrate Hentchakian  
FRA-Dachnaktsoioun  
ADL-Ramgavar

[Gamk, 31 mars 1988]

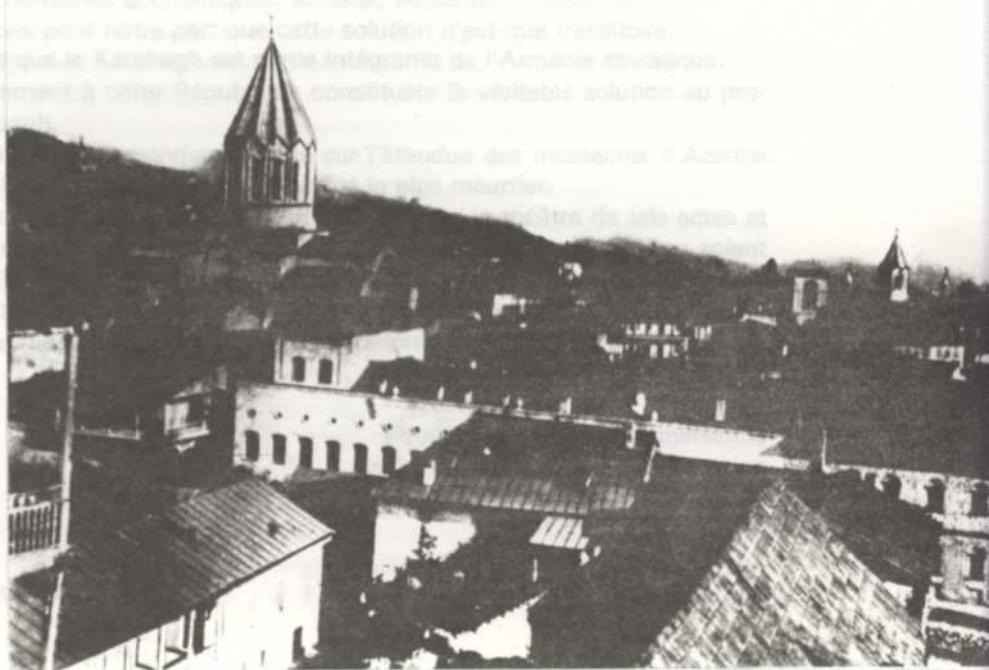
**ANNEXES**

- A. PHOTOGRAPHIES**
- B. STATISTIQUES**
- C. CARTES**
- D. CHRONOLOGIE**
- E. HISTOIRE ET EVENEMENTS ACTUELS :  
VUES ET INTERVIEWS**
- F. BIBLIOGRAPHIE**

ANNEXE — A  
PHOTOGRAPHIES



1. Chouchi, quartiers arméniens, 1912.
2. Chouchi, centre de la ville, 1904.





4



3

3. Couple arménien du village de Vank, région de Martakert.  
4. Monument «Nous sommes nos montagnes» à Stepanakert.  
5. Vichapagorg (Tapis au dragon) du village de Djraber, Karabagh, fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

5





6

6. Tapis de Chouchi, Karabagh, 1886.

7. Arménienne de Chouchi en costume traditionnel.

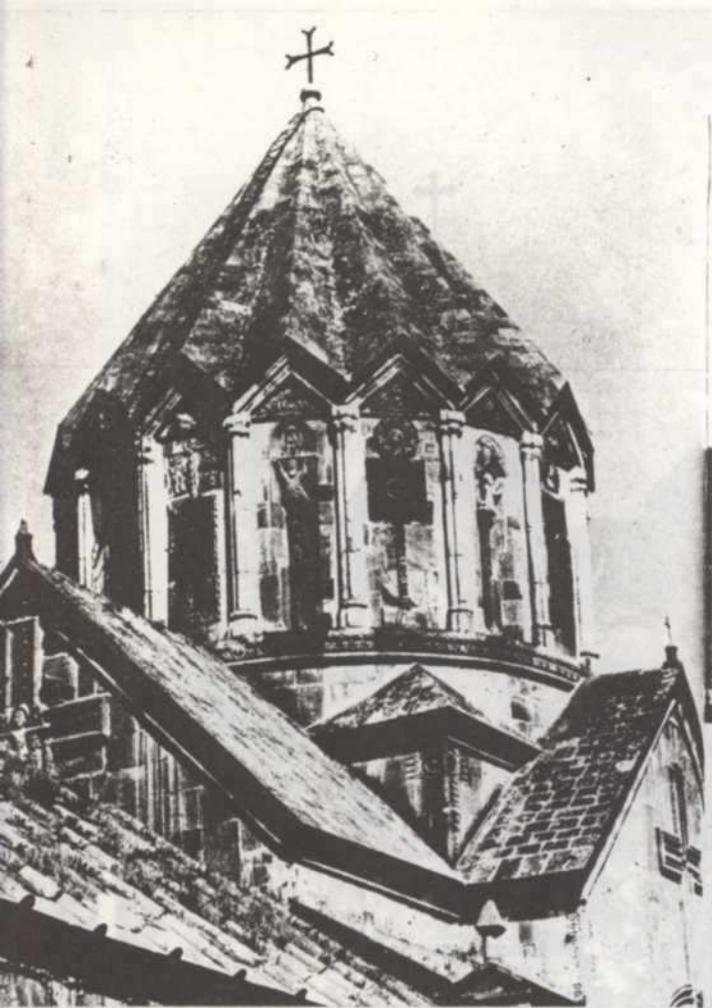
8. Tapis du village de Djartar, Karabagh, fin XIX<sup>e</sup> siècle.



7



8



9. Monastère de Gandzasar, Karabagh.  
10. Mets Taghlar. Villageois autour de la source.

11. Église de Karabagh.  
12. Koubouk, pont sur l'Araxe.  
13. Mets Taghlar.

10



11. Eglise de Kazantchetsots, Chouchi.  
12. Khoudapirini, pont aux quinze arches sur  
l'Araxe.



11



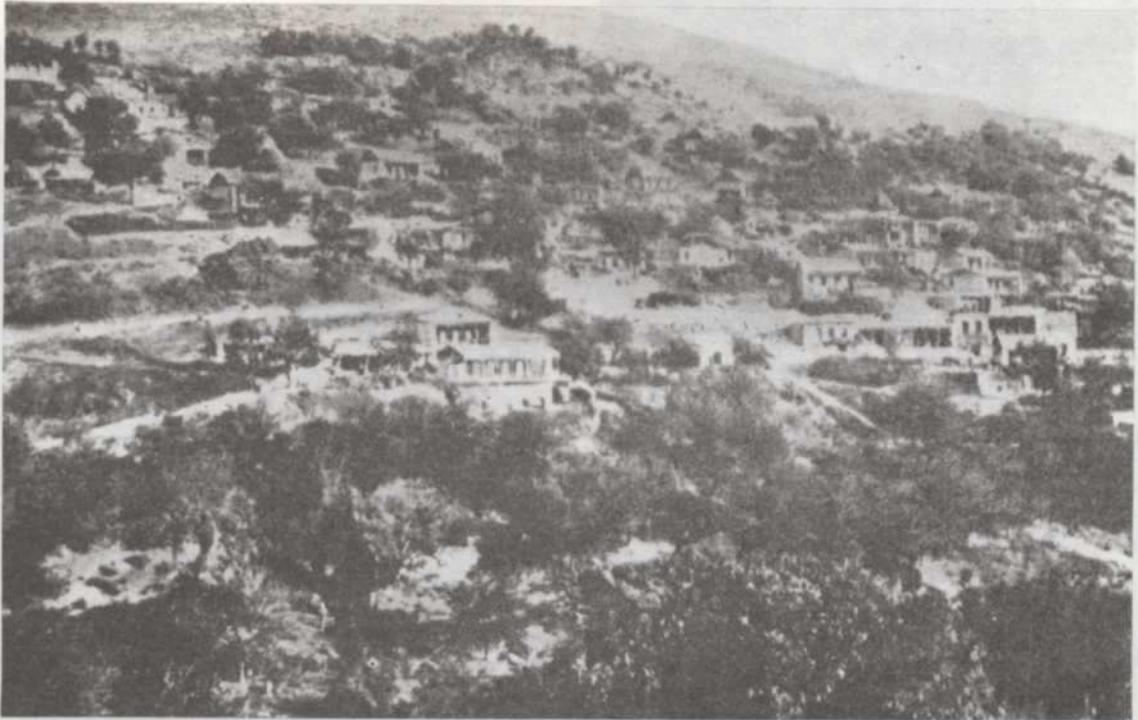
12

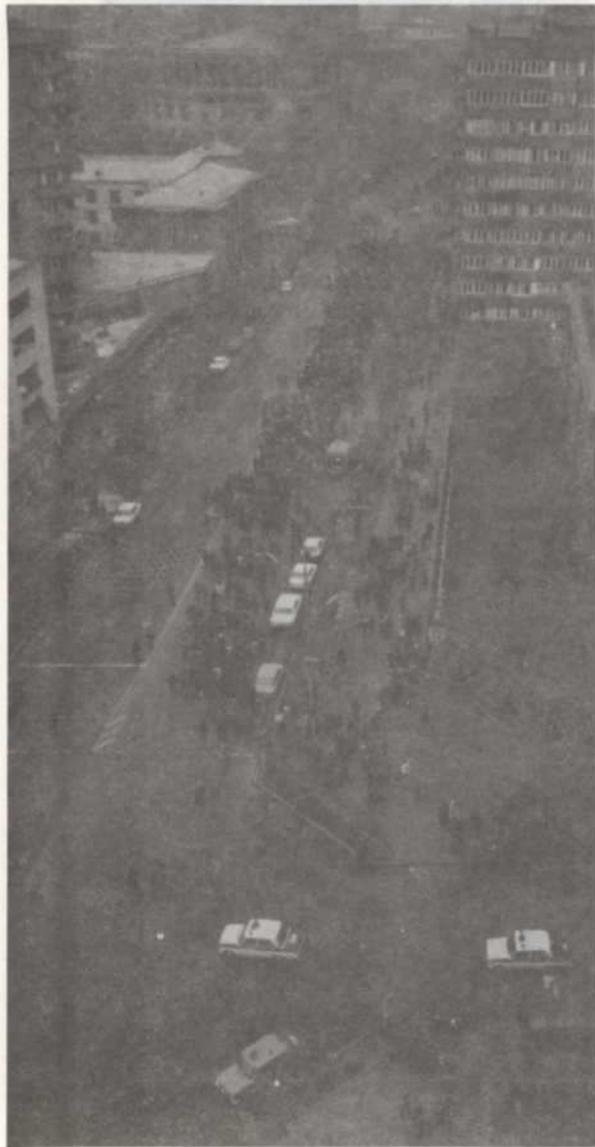


13

13. Forteresse de Mairabed-Askeran.  
14. Village de Sos.

14





Manifestations pacifiques à Erevan le 25 février





TABLEAU 12 : Composition ethnique de la population du Haut-Karabagh en 1988

1988, demandant l'annexion du Haut-Karabagh à la RSS d'Arménie.

	Nombre	Pourcentage
Arméniens	125 546	81 %
Azeris	20 453	13 %
Russes	1 416	1 %





15

15. Ecole secondaire arménienne, Chouchi, 1981.

16. Vue du village de Kert, région de Martouni.



16

## ANNEXE B

### STATISTIQUES

#### I. — DONNEES RECENTES

**TABLEAU I.1 :** La région autonome du Haut-Karabagh, 1976.

Superficie	4 400 km <sup>2</sup>
Population	157 200 (35,2 habitants par km <sup>2</sup> )

[Source : *Encyclopédie soviétique arménienne*]

**TABLEAU I.2 :** Composition ethnique du Haut-Karabagh, 1976.

	Nombre	Pourcentage
Arméniens	126 546	81 %
Azeris	28 453	18 %
Russes	1 415	1 %
Total	156 414	100 %

**TABLEAU I.3 :** Secteurs de l'économie du Haut-Karabagh, 1976

	Nombre d'employés	Pourcentage employé
Industrie et construction	12 269	21,30 %
Agriculture	24 480	42,50 %
Science, santé et services sociaux	11 635	20,20 %
Industrie des services et du détail	2 938	5,10 %
Transport	2 650	4,60 %
Divers	3 629	6,30 %
Total	57 600	100,00 %

## II. — DONNEES DEMOGRAPHIQUES SUR LA PERIODE PRE—SOVIETIQUE

**TABLEAU II.1 :** Répartition des Arméniens dans le Karabagh  
et le gouvernement d'Elizavetpol, 1917.

Province	
Kazakh	61 000
Elizavetpol	54 000
Djivanchir	23 000
Chouchi	98 000
Kariaguine	22 000
Zanguezour	100 000
Total	358 000

[Source : *Archives de la République arménienne, Dossier N° 6*]

**TABLEAU II.2 :** Nombre d'Arméniens par région  
dans le Haut-Karabagh, 1914

Chouchi	95 000
Gandzak	59 000
Dguibra	25 000
Djivanchir	20 000
Total	199 000

[Source : *Hairenik Monthly*, Octobre 1928, Vol. 6, N°12 (71)]

**TABLEAU II.3 :** Répartition des Arméniens  
en Transcaucasie, 1917.

		Pourcentage par rapport à la population totale
Erevan	669 000	38 %
Kars	119 000	7 %
Tiflis	415 000	23 %
Elizavetpol	419 000	23 %
Bakou	120 000	7 %
Batoum Koutaïs	41 000	2 %
Total	1 738 000	100%

[Source : R.G. Hovannissian, *Armenia on the Road to Independence*]

**TABLEAU II.4 :** Population de la Transcaucasie  
par pays et par nationalité, 1919.

	Arménie	Géorgie	Azerbaïdjan	Total
Arméniens	854 041	394 277	480 746	1 729 064
Musulmans	577 95	126 121	1 808 542	2 512 616
Géorgiens	4 605	1 761 120	14 698	1 780 423
Divers	154 133	466 463	273 885	894 481
Total	1 590 732	2 747 981	2 577 871	6 916 584

**TABLEAU II.5 :** Répartition des Arméniens en Azerbaïdjan  
(suivant ses frontières reconnues par  
l'Arménie et à l'exclusion  
des régions contestées), 1917.

Provinces	
Nokha	26 000
Elizavetpol	14 000
Arech	20 000
Gueuktchai	20 000
Chamakla	25 000
Bakou	95 000
Total	200 000

[Source : *Archive de la République arménienne, Dossier N° 6*]

### III. DONNEES CONCERNANT LA PERIODE SOVIETIQUE

**TABLEAU III.1 : Arméniens dans la RSS d'Azerbaïdjan, 1926.**

Karabagh autonome	108 000
Nakhitchevan	10 000
Districts voisins (dont Gandzak)	89 000
Région non-arménienne	93 000
<b>Total</b>	<b>300 000</b>

[Source : *Hairenik Monthly*, Avril 1929, Vol. 7, N°6 (78)]

**TABLEAU III.2 : Population totale du Karabagh autonome par région (29 habitants au km<sup>2</sup>), 1928.**

Khatchen	29 000
Djraberd	30 000
Dizak	28 000
Varanda	28 000
Chouchi	12 000
<b>Total</b>	<b>127 000</b>

[Source : *Hairenik Monthly*, Octobre 1928, Vol. (, N°12 (71)]

**TABLEAU III.3 : Karabagh autonome en comparaison avec l'ensemble de la RSS d'Azerbaïdjan, 1929.**

	Superficie en km <sup>2</sup>	population
RSS d'Azerbaïdjan	84 679	2 313 204
Karabagh autonome	4 161	125 200
Karabagh autonome, pourcentage par rapport à la RSS d'Azerbaïdjan	4,91 %	5,41 %

**Note :** La population du Karabagh autonome est égale au tiers de la population du Haut-Karabagh.

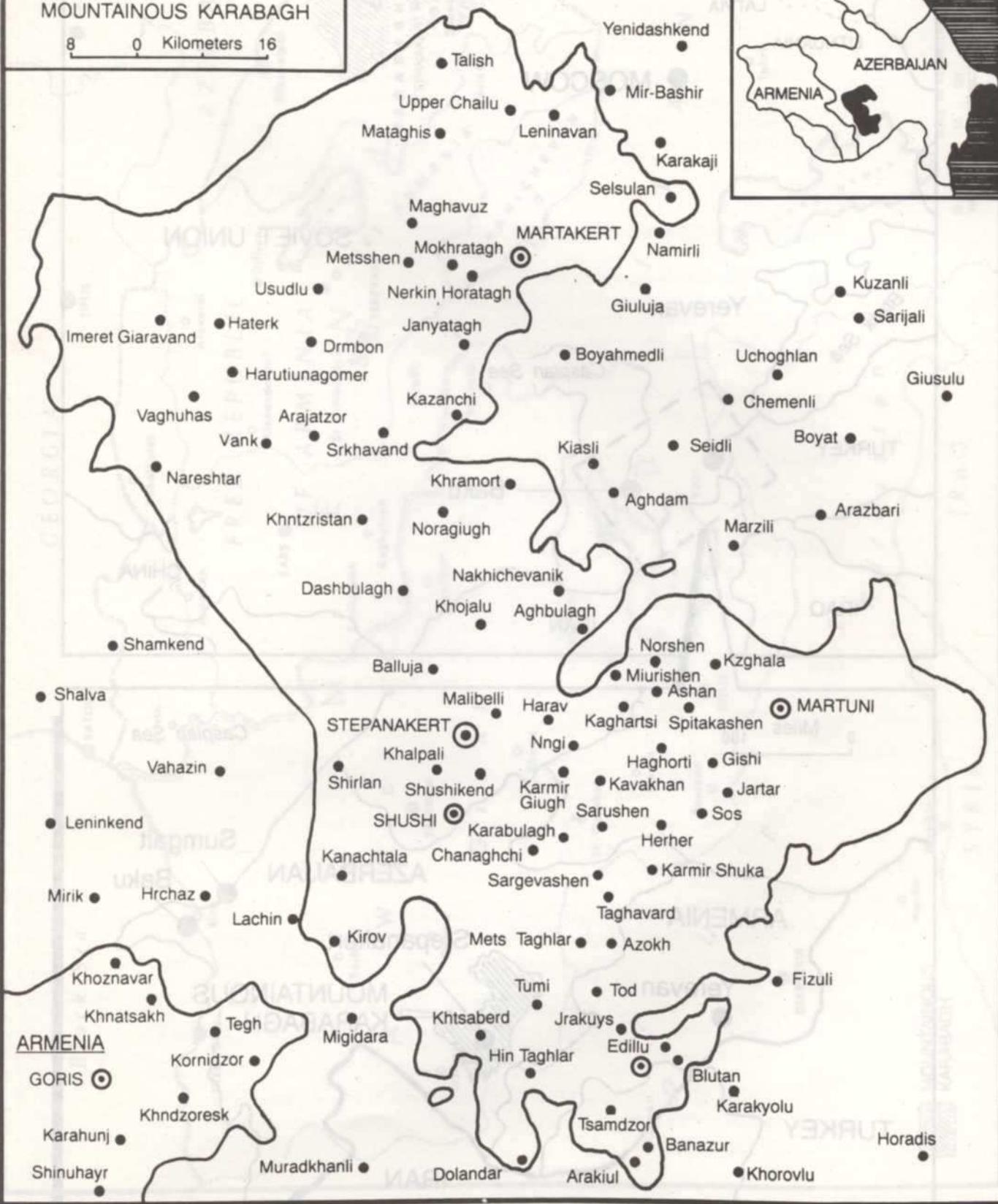
Superficie du Karabagh autonome : un tiers de celle du Haut-Karabagh

# APPENDICE C

## CARTES

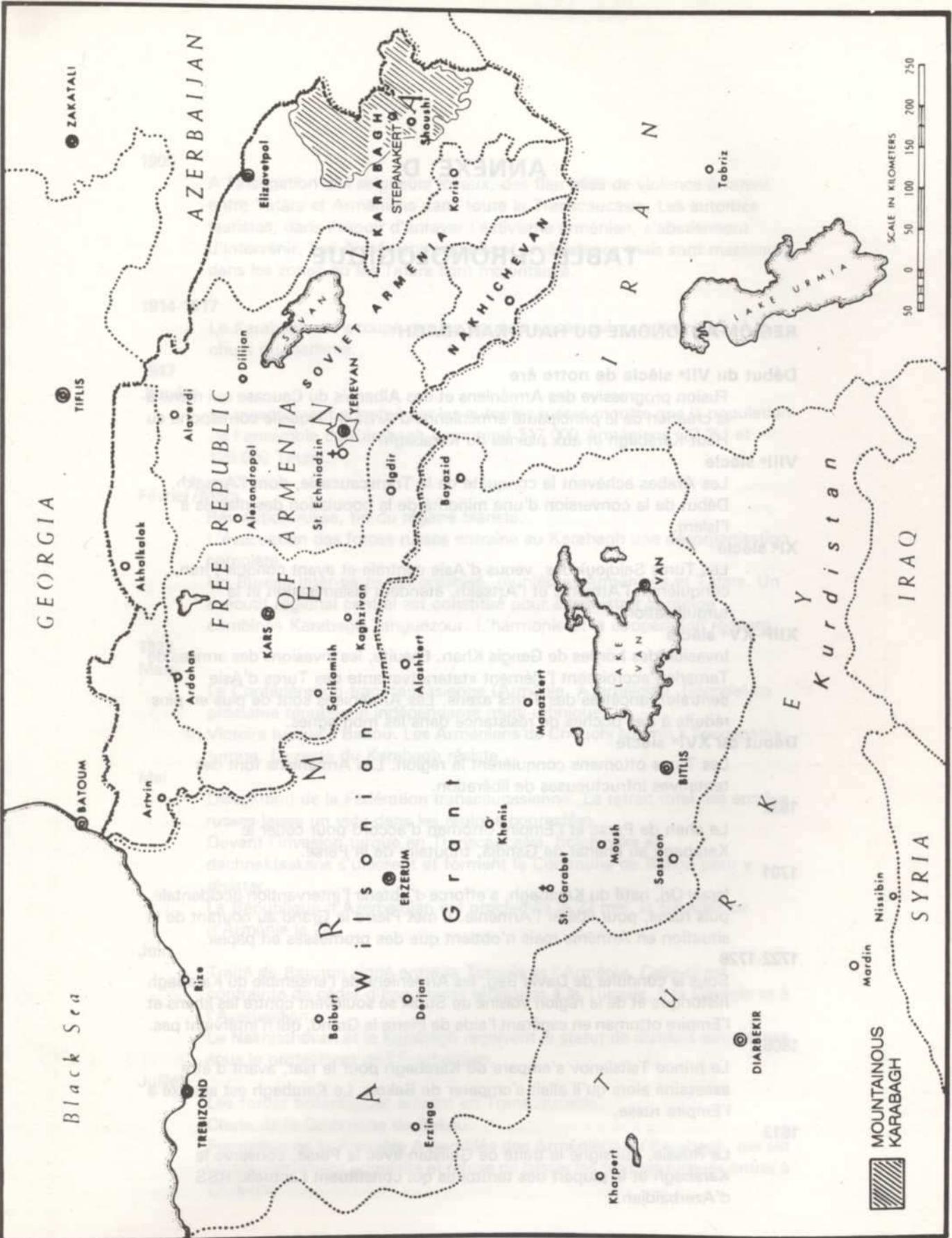
### MOUNTAINOUS KARABAGH

8 0 Kilometers 16



Zoryan Institute Map 1988





## ANNEXE D

### TABLE CHRONOLOGIQUE

#### REGION AUTONOME DU HAUT-KARABAGH

##### Début du VII<sup>e</sup> siècle de notre ère

Fusion progressive des Arméniens et des Albanais du Caucase qui mène à la création de la principauté arménienne d'Artsakh, laquelle correspond au Haut-Karabagh et aux plaines du Karabagh.

##### VIII<sup>e</sup> siècle

Les Arabes achèvent la conquête de la Transcaucasie, dont l'Artsakh. Début de la conversion d'une minorité de la population des plaines à l'Islam.

##### XI<sup>e</sup> siècle

Les Turcs Seldjoukides, venus d'Asie centrale et ayant conquis l'Iran, conquièrent l'Arménie et l'Artsakh, étendent l'islamisation et la turquification.

##### XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle

Invasion des hordes de Gengis Khan. Ensuite, les invasions des armées de Tamerlan accroissent l'élément « tatar » (variante des Turcs d'Asie centrale), ancêtres des Turcs azéris. Les Arméniens sont de plus en plus réduits à des poches de résistance dans les montagnes.

##### Début du XVI<sup>e</sup> siècle

Les Turcs ottomans conquièrent la région. Les Arméniens font des tentatives infructueuses de libération.

1639

Le chah de Perse et l'Empire ottoman d'accord pour céder le Karabagh au khanat de Gandja, tributaire de la Perse.

1701

Israel Ori, natif du Karabagh, s'efforce d'obtenir l'intervention occidentale, puis russe, pour libérer l'Arménie. Il met Pierre le Grand au courant de la situation en Arménie mais n'obtient que des promesses en papier.

1722-1728

Sous la conduite de David Beg, les Arméniens de l'ensemble du Karabagh historique et de la région voisine de Sunik se soulèvent contre les khans et l'Empire ottoman en espérant l'aide de Pierre le Grand, qui n'intervient pas.

1805

Le prince Tsitsianov s'empare du Karabagh pour le tsar, avant d'être assassiné alors qu'il allait s'emparer de Bakou. Le Karabagh est annexé à l'Empire russe.

1813

La Russie, qui signe le traité de Gulistan avec la Perse, conserve le Karabagh et la plupart des territoires qui constituent l'actuelle RSS d'Azerbaïdjan.

**1905**

A l'instigation des seigneurs locaux, des flambées de violence éclatent entre Tatars et Arméniens dans toute la Transcaucasie. Les autorités tsaristes, dans l'espoir d'enrayer l'activisme arménien, s'abstiennent d'intervenir. Les Arméniens organisent la résistance mais sont massacrés dans les zones où les Tatars sont majoritaires.

**1914-1917**

Le Karabagh est occupé par les troupes russes qui y restent jusqu'à la chute du tsarisme.

**1917**

Janvier

Le recensement effectué par les autorités russes montre que la population de l'ensemble du Karabagh comprend 317 000 Arméniens (72 %) et 120 000 Tatars.

Février/Mars

Révolution russe, fin du régime tsariste.  
L'évacuation des forces russes entraîne au Karabagh une désorganisation complète.  
Un Bureau inter-partis est organisé, réunissant Arméniens et Tatars. Un exécutif régional central est constitué pour administrer la région combinée Karabagh-Zanguezour. L'harmonie et la coopération règnent.

**1918**

Mars

La Confédération transcaucasienne (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie) se proclame république indépendante multi-ethnique.  
Victoire turque à Bakou. Les Arméniens de Chouchi soumis à l'occupation turque. Le reste du Karabagh résiste.

Mai

Dissolution de la Fédération transcaucasienne. Le retrait total des armées russes laisse un vide dans les régions contestées.  
Devant l'invasion turque en Transcaucasie, bolcheviks et dachnaksakans s'unissent et forment la Commune de Bakou pour y résister.  
La République d'Azerbaïdjan est proclamée le 27 mai, la République d'Arménie le 28.

Juin

Traité de Batoum signé entre la Turquie et l'Arménie. Celle-ci est contrainte de céder d'importants territoires à la Turquie, à la Géorgie et à l'Azerbaïdjan.  
Le Nakhitchevan et le Karabagh reçoivent le statut de districts autonomes sous le protectorat de l'Azerbaïdjan.

Juillet

Les forces britanniques entrent en Transcaucasie.  
Chute de la Commune de Bakou.  
Formation de la Première Assemblée des Arméniens du Karabagh, qui élit un gouvernement populaire et refuse de laisser les troupes turques entrer à Chouchi.

## Septembre

Afin d'éviter de nouveaux massacres par les Turcs, les Deuxième et Troisième Assemblées du Karabagh décident de maintenir le statu quo sous l'autorité de l'Azerbaïdjan.

Turcs et Azeris massacrent systématiquement les Arméniens. De 15 000 à 20 000 morts.

Les Arméniens doivent céder : 5 000 soldats turcs entrent à Chouchi.

## Octobre

Les massacres s'intensifient dans le Karabagh. Chouchi résiste aux assauts turco-tatars et appelle à l'aide les unités de volontaires arméniens du général Andranik.

## Novembre

Andranik arrête son mouvement sur l'intervention du Haut-Commissaire britannique au Caucase, le général Thompson. Celui-ci promet que le problème sera soumis à l'arbitrage de la Conférence de la Paix de Paris et déclare qu'une action militaire entraînerait des destructions inutiles. Andranik s'incline.

## Décembre

Une délégation militaire anglaise arrive à Chouchi afin de décider du statut du Karabagh et de le faire appliquer.

## 1919

### Janvier

Réunion à Paris de la Conférence de la Paix. L'Arménie présente ses revendications sur ses terres historiques, dont le Karabagh.

Le gouvernement de Bakou et le général Thompson nomment gouverneur général du Karabagh et du Zanguezour le Dr Khosrov Beg Sultanov, que les Arméniens ont toujours soupçonné d'avoir été l'instigateur des massacres. Cette nomination soulève les violentes protestations des Arméniens du Karabagh. La République d'Arménie déclare le Karabagh et le Zanguezour inséparables de l'Arménie et proteste contre la nomination de Sultanov.

### Février

La Quatrième Assemblée du Karabagh déclare la région inséparable de l'Arménie, ne reconnaît pas l'administration azerie et nomme un Conseil national chargé d'exécuter ses décisions.

### Mars

Des troupes azeries et britanniques sont envoyées au Karabagh pour y imposer la souveraineté azerie. Les Arméniens leur résistent.

### Avril

Le général Shuttleworth, qui remplace le général Thompson comme Haut-Commissaire, confirme la décision de placer le Karabagh sous l'autorité de l'Azerbaïdjan en attendant que la Conférence de la Paix décide des frontières.

Une fois encore, le gouvernement arménien proteste et envoie un négociateur qui est expulsé par les Anglais.

Réunion de la Cinquième Assemblée du Karabagh qui rejette le plan Shuttleworth. Elle accuse l'Azerbaïdjan de partager les ambitions turques

de pantouranisme ou panturquisme qui visent à réunir tous les territoires habités par des peuples de race turque en Anatolie, en Transcaucasie, en Iran et en Asie centrale.

La mission anglaise conseille secrètement à Sultanov d'entrer à Chouchi avec la force armée.

Mai

Les attaques contre les villages arméniens du Karabagh s'intensifient ; les Britanniques sont au courant. Sultanov ne tient compte d'aucune protestation. Les Arméniens le soupçonnent d'encourager les raids sur les villages.

Juin

Impuissants à faire respecter l'ordre, les Anglais retirent leurs troupes du Karabagh.

Le Catholicos adresse aux Anglais une protestation solennelle.

Manifestations de masse à Erevan et à Tbilissi, avec des centaines de milliers de participants représentant toutes les organisations politiques et culturelles, qui réclament l'arrestation et le châtimement des auteurs des massacres.

La Sixième Assemblée du Karabagh d'accord pour négocier avec le gouvernement azeri à Bakou.

Les Arméniens négocient un compromis mais ne signent pas de traité.

Le War Office annonce le retrait de toutes les forces anglaises du Caucase.

Août

Sultanov adresse à la Septième Assemblée du Karabagh un ultimatum pour qu'elle accepte l'accord de Bakou. Cet accord n'étant pas définitivement conclu, Sultanov en profite pour en modifier les termes en faveur du gouvernement azeri. Le Congrès accepte l'inévitable et s'incline devant les exigences de Sultanov. Un district quasi-autonome provisoire du Karabagh est créé en attendant la décision de la Conférence de la Paix de Paris.

La Conférence de la Paix se poursuit. Les représentants arméniens soulignent le fait que le Karabagh est arménien à tous les points de vue.

Le Haut-Commissaire allié Haskell arrive à Erevan.

Le IX<sup>e</sup> Congrès mondial du Dachnaksoutioun (FRA) adopte une résolution affirmant que le Karabagh et le Zanguezour font partie intégrante de l'Etat arménien.

Septembre

Nouvelle flambée de violence au Karabagh.

Octobre

Les violences s'aggravent.

Novembre

La République d'Azerbaïdjan conclut un traité avec la Turquie aux dépens de l'Arménie.

Entretiens privés des premiers ministres arménien et azeri avec le colonel américain Rhea au sujet des conflits entre les deux républiques.

Les entretiens aboutissent à un accord signé à Tbilissi et qui exprime le désir commun de voir cesser les hostilités.

- Décembre**  
Une conférence des représentants arméniens et azeris se tient à Bakou mais ne parvient pas à un accord.
- 1920**
- Février/Mars**  
Mémoire de la Huitième Assemblée du Congrès du Karabagh aux puissances alliées.
- Avril**  
L'Armée rouge s'empare rapidement de l'Azerbaïdjan et entre à Bakou, première étape de la reconquête de l'Empire tsariste.  
L'Azerbaïdjan devient république soviétique.
- Mai**  
Ultimatum à la République arménienne, adressé par l'Azerbaïdjan et la Russie soviétiques, lui donnant trois jours pour retirer les troupes qu'elle maintient dans quelques réduits au Karabagh et au Zanguezour.
- Juillet**  
Les représentants du Conseil National Arménien du Karabagh se rendent à Moscou pour demander l'annexion du Karabagh à l'Arménie.  
Première action soviétique en vue d'arrêter un plan turco-soviétique de dépeçage de l'Arménie.
- Août**  
Le traité de Sèvres contient des clauses en vue du règlement final des frontières arméno-azéries.  
Khalil Pacha vient à Erevan pour discuter de la question du Karabagh. Il expose un plan turco-soviétique d'unification des territoires non soumis à la juridiction arménienne.
- Décembre**  
Devant l'avance des forces turques et bolcheviques, le gouvernement de la République arménienne transfère le pouvoir aux bolcheviks.  
Le 2 décembre, l'Arménie devient république soviétique.  
Un télégramme adressé par le gouvernement soviétique azeri au gouvernement soviétique arménien annonce la cession à l'Arménie du Karabagh, du Zanguezour et du Nakhitchevan, et déclare closes les querelles sur les frontières.
- 1921**
- Mars**  
Le traité de Moscou renverse les décisions précédentes et officialise la cession du Nakhitchevan à l'Azerbaïdjan, afin de contribuer à l'amélioration des relations soviéto-turques.
- Avril**  
Avis Nouridjanian, commissaire militaire en Arménie, déclare que le Karabagh fait partie intégrante de l'Arménie.
- Mai**  
La délégation soviétique négociant avec le gouvernement local du Karabagh se met d'accord avec Nouridjanian et promet que le Karabagh sera inclus dans les frontières arméniennes.

**Juin**

Une fois de plus, se fondant sur les accords conclus entre les Républiques soviétiques d'Arménie et d'Azerbaïdjan, l'Arménie soviétique réclame la réunion du Karabagh.

**Octobre**

Le traité de Kars est signé par la Turquie et les trois républiques transcaucasiennes. La politique soviétique de fixation des frontières est définitive.

**Juillet 1923**

Le Karabagh est proclamé région autonome par décret du Comité Central azeri, sur l'initiative de Moscou.

**Novembre 1927**

Deux séries de tracts distribués dans le Karabagh demandent «l'union avec l'Arménie.» Nombreuses arrestations.

**1929**

Mouvements pantouraniens en Azerbaïdjan. Les Arméniens du Karabagh manifestent leur désir d'être réunis à l'Arménie.

**Juin 1935**

Après avoir présenté les doléances arméniennes à Staline, Aghassi Khandjian, premier secrétaire du PC d'Arménie, est assassiné. Ses doléances demandaient le retour à l'Arménie du Karabagh et du Nakhitchevan.

**Août 1960**

Fausse rumeur dans la diaspora selon lesquelles, à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de la soviétisation de l'Arménie, le Karabagh et le Nakhitchevan seront réunis à l'Arménie.

**Novembre 1960**

La réponse soviétique à ces rumeurs est que les autorités centrales ne sont pas habilitées à rétrocéder le Nakhitchevan et le Karabagh à l'Arménie mais que l'Azerbaïdjan pourrait les céder de son propre gré.

**1963**

Pétition adressée à Khrouchtchev, signée par 2 500 représentants des 200 000 habitants arméniens du Karabagh et se plaignant de l'oppression culturelle, du sabotage économique et des changements forcés de population.

**1964**

Khrouchtchev refuse de se rendre en Arménie pour discuter de la question du Karabagh.

Dix-huit Arméniens assassinés par les Turcs au Karabagh. Protestation à Erevan d'intellectuels, qui seront arrêtés par la suite.

**1966**

Le Parti de l'Unité Nationale est fondé à Erevan. Son objectif principal — l'indépendance de l'Arménie soviétique — se modifie avec le temps, mais la réunification du Karabagh et du Nakhitchevan reste son souci essentiel.

**Août 1966**

Une fois de plus, l'Arménie soviétique fait officiellement appel à Moscou en demandant l'annexion du Karabagh. Moscou répond que la question doit être résolue entre les deux républiques.

**Septembre 1967**

Appel des habitants arméniens du Karabagh au gouvernement d'Erevan décrivant des conditions de vie intolérables.

**Novembre 1974**

Anton Y. Kotchinian, premier secrétaire du PC arménien, est démis de ses fonctions, manifestement en raison de son impuissance à faire cesser l'agitation nationaliste.

**1974-1975**

Le PUN appelle à des élections générales. Des Ukrainiens, des Russes, des Juifs et des Lituaniens participent avec des membres du PUN à des grèves de la faim.

**1975**

Les Arméniens du Karabagh sont blâmés, certains sont arrêtés pour agitation nationaliste, d'autres démis de leurs fonctions et expulsés.

**Octobre 1977**

Sero Khanzadian, membre en vue du PC arménien et de l'Union des Ecrivains, adresse à Brejnev une lettre aux termes énergiques, demandant l'annexion du Karabagh à l'Arménie.

**Décembre 1977**

Lors de manifestations publiques et par des motions, les Arméniens du Karabagh accusent les Azeris d'oppression culturelle et de discrimination économique.

**1981**

Nouvelle constitution du Haut-Karabagh. Les autorités locales sont réduites à un simple organisme de ratification et d'exécution des décisions du gouvernement azeri.

**Mars 1986**

350 intellectuels arméniens demandent à Gorbatchev la fermeture de la centrale nucléaire de Medzamor, en Arménie, en raison des radiations.

**1987****Juillet**

Le Plenum du Comité Central du Parti Communiste d'Arménie critique certains dirigeants. Gorbatchev accuse ouvertement les dirigeants arméniens de corruption.

**Août**

Pétition en faveur de l'annexion du Karabagh à l'Arménie. 100 000 signatures. Selon certaines sources, le nombre de signatures irait de 75 000 à 400 000.

**Octobre**

Actes de violence de fonctionnaires azeris contre des Arméniens au Karabagh.

En visite à Boston, Sergueï Mikoyan déclare que la glasnost crée des conditions favorables à l'examen de la question du Karabagh.

A Erevan, deux manifestations demandent la fermeture de la centrale nucléaire et la défense des droits nationaux arméniens.

Haïdar Aliev, dirigeant azeri, est démis de ses fonctions au Politburo et de ses autres fonctions fédérales.

Echauffourées entre villageois arméniens et tatars à Tchardakhlou, dans le Haut-Karabagh.

Décembre

- Le journal turc *Hurriyet* parle de provocations arméniennes à propos du Karabagh.
- Le gouvernement central soviétique souscrit aux demandes de destitution du Premier secrétaire du PC arménien.

1988

Janvier

- Une pétition signée par 100 000 Arméniens du Karabagh demande à Moscou l'organisation d'un référendum sur le statut de la région.
- Gorbatchev nomme une commission spéciale. La commission entend 13 délégués du Karabagh et quatre de Moscou.

Février

- Zori Balayan, journaliste d'Arménie soviétique, déclare lors d'une conférence de presse à Washington, que la glasnost sera bénéfique pour l'Arménie.

1<sup>er</sup> Février

- Incidents anti-Arméniens éclatent dans les écoles du Karabagh.

13 Février

- Manifestations à Stepanakert, capitale du Karabagh.

18 Février

- Gorbatchev propose une réunion spéciale du Comité Central pour discuter de la politique soviétique des nationalités et se déclare partisan d'un libre développement des cultures nationales.

19 Février

- Rassemblement de protestation sur la place de l'Opéra, à Erevan, devant le siège du conseil des ministres. La police n'intervient pas.

20 Février

- Les députés au soviet du Karabagh tiennent une séance spéciale à Stepanakert, votent une démarche auprès du Soviet Suprême de l'URSS en vue du transfert du Haut-Karabagh de l'Azerbaïdjan à l'Arménie.

22 Février

- Razoumovski, représentant à Stepanakert du Comité Central de l'URSS, déclare que toute tentative tendant à séparer le Karabagh de l'Azerbaïdjan est inacceptable.

Des milliers d'Azeris marchent sur Stepanakert en incendiant des immeubles sur leur passage.

23 Février

- En présence des représentants du CC du PCUS, la réunion de l'Aktiv du PC d'Arménie demandant que le CC examine la question du Karabagh dans sa prochaine session consacrée aux problèmes des nationalités.

22-27 Février

- Durant une semaine entière, près d'un million de manifestants protestent à Erevan contre la décision du Politburo de ne pas rendre le Karabagh à l'Arménie. On ne signale aucun incident.

24 Février

- L'agence Tass annonce que le comité régional a décidé de remplacer Boris Kevorkov par Guenrikh Poghossian à la tête du parti du Karabagh.

24 Février

Sous la pression des représentants du CC du PCUS, les dirigeants communistes du Karabagh déclarent que la demande de rattachement «va à l'encontre des intérêts» de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie.

25 Février

A Paris, manifestations de soutien aux manifestations d'Erevan. Alexandre Katonsev, procureur général adjoint de l'URSS, dément les bruits de massacres d'Arméniens par les Azeris.

Les autorités de Moscou prennent des mesures pour limiter le flux d'informations en provenance d'Azerbaïdjan et d'Arménie.

Le Kremlin installe officiellement Poghossian à la tête du parti au Karabagh.

Des unités de l'armée soviétique arrivent à Erevan.

On apprend que quatre Arméniens ont été tués au Karabagh.

26 Février

A. Moutalibov, vice-président du conseil de l'Azerbaïdjan, signale à l'agence Tass que la tension règne entre Arméniens et Azeris.

Gorbatchev lance un appel au calme et réaffirme l'amitié entre les deux peuples.

Les écrivains Zori Balayan et Sylva Kapoutikian rencontrent Gorbatchev pour discuter de la question du Karabagh. Gorbatchev promet d'examiner le problème au cours du mois à venir et à la prochaine réunion du Comité Central.

Les Arméniens manifestent à San Francisco, Hollywood, Montréal, Toronto et New York, témoignant ainsi du soutien de la diaspora des Etats-Unis et du Canada. Des télégrammes sont adressés à Gorbatchev.

Février/Mars

Emeutes à Soumgaït, en Azerbaïdjan. Agressions contre des Arméniens, des maisons, des magasins. Affrontements entre Arméniens et Azeris au Karabagh. L'agence Tass fait état de 31 morts.

Mars

Gorbatchev convoque à Moscou les leaders des partis communistes d'Arménie et d'Azerbaïdjan et demande un examen «général et approfondi» des griefs exprimés par le Karabagh.

8 Mars

Ménifestations au cimetière arménien de Moscou en faveur de la revendication arménienne et pour condamner les massacres de Soumgaït.

11 Mars

D'après les sources occidentales, les «expéditions punitives» organisées par les Azeris auraient fait 300 morts. Selon certaines sources arméniennes, le nombre des victimes serait bien plus élevé.

14 Mars

Au cours d'une visite officielle en Yougoslavie, Gorbatchev blâme ses prédécesseurs pour la situation créée et déclare qu'il étudiera les griefs présentés par les Arméniens.

16 Mars

Le premier secrétaire du PC d'Azerbaïdjan et le maire de Soumgaït sont relevés de leurs fonctions.

17 Mars

Le PC régional du Karabagh adopte une résolution de soutien à la demande du rattachement de la région à l'Arménie soviétique.

21 Mars

La *Pravda* qualifie d'«anti-sociale» la revendication arménienne et les manifestants de «nationalistes extrémistes».

Les manifestants reprennent à Erevan et à Stepanakert, suivies de celles de Moscou et de la diaspora arménienne.

22 Mars

Cinq républiques soviétiques, rejointes par d'autres, demandent au Soviet suprême d'examiner la question du Karabagh.

23 Mars

Le Soviet suprême rejette la demande de rattachement du Haut-Karabagh à l'Arménie soviétique, mais annonce un train de mesures d'ordre social, économique et culturel pour la région.

Des unités de l'armée soviétique sont déployées à Erevan et à Stepanakert pour prévenir de nouvelles manifestations.

26 Mars

Les organisateurs des manifestations réussissent partiellement à faire d'Erevan une «ville morte». La grève se poursuit à Stepanakert.

31 Mars

La plupart des entreprises de Stepanakert sont toujours en grève.

## ANNEXE — E

### SUR L'HISTOIRE ET LES EVENEMENTS EN COURS VUES ET INTERVIEWS

#### 1.- SUR LA POLITIQUE BRITANNIQUE AU CAUCASE

##### L'Angleterre et la question du Haut-Karabagh

[...]

Les mobiles déterminant la politique britannique au sujet des conflits territoriaux transcaucasiens en général et du Karabagh en particulier semblent trop complexes pour pouvoir être expliqués par plusieurs théories qu'on a avancées récemment. Selon Richard H. Ullman, les officiers britanniques favorisèrent les chrétiens, Arméniens et Géorgiens, lorsqu'ils avaient précédemment servi en Europe, alors que ceux qui avaient servi aux Indes soutinrent les musulmans azéris. Cette interprétation ne saurait rendre compte de toutes les décisions britanniques au sujet des conflits territoriaux en Transcaucasie. Néanmoins, les sympathies pro-musulmanes des officiers ayant servi aux Indes influencèrent leur arbitrage dans la querelle du Karabagh. Sans être documenté, ce point de vue est soutenu par Richard G. Hovannisian. A l'opposé, Briton C. Busch affirme que les antécédents des officiers anglais ne jouèrent pas un rôle déterminant dans l'orientation de la politique britannique. Le cas du Karabagh va pourtant à l'encontre de ce point de vue. En outre, les historiens ont négligé de souligner le fait que les officiers anglais chargés de faire respecter l'ordre et la loi en Transcaucasie ne disposaient pas de forces suffisantes pour contrôler un Azerbaïdjan hostile. Il s'ensuit que l'improvisation joua un rôle important dans la définition de la politique suivie au sujet du Karabagh, car rien n'aurait plus efficacement contrecarré les efforts britanniques pour maintenir le calme en Azerbaïdjan qu'une décision en faveur de l'Arménie.

La politique anglaise au sujet du Karabagh [retrait et occupation par les Azéris] suscita l'indignation générale dans la République arménienne. A la fin d'août 1919, le lieutenant-colonel John C. Plowden, représentant militaire britannique à Erevan, déclarait :

A mon avis, l'attribution du Karabagh à l'Azerbaïdjan a été le coup le plus dur. Le Karabagh est pour les Arméniens plus important même que leur religion. C'est le berceau de leur race, et traditionnellement leur dernier refuge quand leur pays fut envahi. Il est arménien à quelque point de vue que l'on se place, et la partie la plus forte de l'Arménie, à la fois financièrement, militairement et socialement.

Les Arméniens ont senti que leur juste cause était trahie par leurs « alliés » anglais.

[...]

En dépit de la légitimité de la cause arménienne, l'Angleterre et la Conférence de la Paix furent incapables — ou ne voulurent pas — changer le statut du Haut-Karabagh en faveur de l'Arménie. Le sort du Karabagh, et des autres territoires transcaucasiens contestés, fut en fin de compte décidé par la force des armes et pas du tout suivant les grands principes moraux claironnés par les Alliés pendant et immédiatement après la Première Guerre Mondiale. Mais la lutte pour le Karabagh, cependant, ne se termina pas avec la soviétisation de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan en 1920.

[Artin Aslanian, « Britain and the Armeno-Azerbaijani Struggle for Mountainous Karabagh, 1918-1919 », *Middle Eastern Studies* 1(1980) : 92-104.]

## 2.- URSS : HISTOIRE ET POLITIQUE EN CONFLIT

« Nous devrions nous occuper plus activement de la politique des nationalités au stade actuel. C'est la question la plus fondamentale et la plus vitale pour notre société. »

Mikhaïl Gorbatchev, 18 février 1988

La politique de transparence et de restructuration de Gorbatchev a fait naître des espérances en URSS, en particulier parmi les nationalités qui ont des griefs historiques provenant de décisions prises pendant la période stalinienne. Et la société soviétique s'efforçant de faire face à l'héritage stalinien, des injustices fondamentales se révèlent. La question nationale arménienne — qui a provoqué les vastes manifestations de protestation du début de ce mois — appartient à cette catégorie.

Sur un fond de tensions ethniques croissantes, la récente déclaration de Gorbatchev sur la nécessité de revoir la politique suivie au sujet d'une société multinationale et multireligieuse, est une façon de reconnaître que la traditionnelle affirmation selon laquelle les peuples soviétiques vivent dans l'harmonie et la fraternité n'a souvent trouvé aucun écho.

Plus de 100 groupes ethniques et 15 républiques fédérées, dont l'une est l'Arménie, constituent l'Etat soviétique. Dans la question des nationalités, devant les appels formulés par les minorités ethniques, les Soviets ont souvent fait alterner la fermeté et la réforme. Ces appels allaient de l'exigence d'une plus grande autonomie culturelle à l'opposition contre des mesures de russification et même à des revendications d'indépendance. La ligne générale de l'Union soviétique a consisté à permettre le maximum possible d'autonomie culturelle, en évitant que cette autonomie ne mène à l'expression du nationalisme. Pour chaque nationalité, l'objectif minimum a été de maintenir son identité ethnique et son intégrité historique. Le ton et le contenu de chaque démarche se fondaient sur la conception que le groupe avait de la politique nationale de telle ou telle administration soviétique.

D'où la dernière vague de protestation en Arménie, la plus méridionale des 15 républiques, le long de la frontière turque. Les manifestations ont commencé il y a quinze jours dans le Nagorny Karabagh, une région de 4 400 kilomètres carrés, dans

l'Azerbaïdjan soviétique, et se sont étendues à Erevan, la capitale de l'Arménie. Avec des foules de plusieurs centaines de milliers de personnes, ce sont là les manifestations de masse non autorisées les plus importantes que l'URSS ait connues. En général, les plaintes provenant de minorités ethniques qui ont été enregistrées en Union soviétique visaient le comportement du gouvernement central. Les manifestations arméniennes, elles, ont pour origine des griefs historiques d'une autre nature : il s'agit ici d'une question de territoire et de frontières. Les Arméniens demandent à Moscou de réunir le Nagorny (montagnard) Karabagh, qui se trouve actuellement en Azerbaïdjan, à l'Arménie soviétique.

Le Nagorny Karabagh a une population de 200 000 âmes dont environ 80 pour cent d'Arméniens et 20 pour cent d'Azeris. Les Arméniens du Karabagh se plaignent de ce que la discrimination exercée par la direction soviétique en Azerbaïdjan contre la population arménienne a entravé le développement économique de la région et que cette discrimination a pour objectif de pousser les Arméniens à émigrer.

Foyer historique de la vie et de la culture arméniennes, le Karabagh est resté semi-autonome au cours des siècles sous le gouvernement de princes arméniens, alors que le reste de l'Arménie avait été conquis par les Empires persan et turc. Les Arméniens ont toujours considéré que cette région était pour eux d'une importance historique, culturelle et stratégique considérable.

Après l'annexion du Karabagh à la Russie au début du XIX<sup>e</sup> siècle, les Arméniens y connurent une vie relativement calme jusqu'à la révolution russe de 1917, qui provoqua au Caucase une période de chaos. Lorsque les Arméniens et les Azeris se déclarèrent indépendants à la suite du retrait provisoire russe de la région, le Karabagh devint une pomme de discorde. L'Azerbaïdjan, dont la population, de langue turque, est musulmane chiïte, revendiqua et occupa le Karabagh, en dépit de la résistance acharnée de la population qui demandait le rattachement à l'Arménie.

L'entrée de l'Armée rouge au Caucase en 1920 mit un terme aux affrontements ; et lorsque l'Arménie fut soviétisée, l'Azerbaïdjan renonça à ses revendications sur le Karabagh et accepta l'annexion de la région à l'Arménie. La Turquie nationaliste de Mustafa Kemal était hostile à la création d'un Etat arménien important sur ses frontières. On arriva à un accord consigné dans les clauses du traité de Moscou signé en mars 1921 — premier traité conclu entre l'Union soviétique et la Turquie nationaliste — qui consacrait la réduction de l'Arménie et attribuait à l'Azerbaïdjan les territoires disputés. Staline approuva ces violations de l'intégrité territoriale. En 1923, on donna le statut de région autonome au Haut-Karabagh dans le cadre de la République d'Azerbaïdjan.

Le problème du Karabagh pose un dilemme au système soviétique. Ayant l'impression d'une ère authentique de réformes sous Gorbatchev, les Arméniens du Karabagh ne demandent ni une plus grande autonomie ni la séparation d'avec l'Union soviétique. Leur seul objectif est d'être réunis à leurs compatriotes qui se trouvent à moins de 15 km de là.

Si cette question relativement simple ne peut être résolue à la satisfaction de centaines de milliers de citoyens soviétiques qui manifestent dans les rues d'Erevan et de Stepanakert, la nouvelle politique des nationalités de M. Gorbatchev va peut-être se terminer avant d'avoir commencé.

[Richard G. Hovannisian, *Washington Post*, 28 février 1988]

### 3.- UN PARADOXE SOVIETIQUE

Ce qu'il y a d'absurde et de paradoxal dans la décision soviétique d'attribuer le Karabagh et le Nakhitchevan à l'Azerbaïdjan, c'est que c'est un acte qui va à l'encontre des principes ethniques, historiques et géographiques. L'argument le plus fort avancé par les Arméniens est d'ordre ethnique. Suivant la politique léniniste des nationalités, partout les peuples sont censés décider eux-mêmes à quelle république ils seront rattachés et sous quelle forme de gouvernement ils vivront. Du point de vue ethnique, par conséquent, le Karabagh, avec 80 pour cent d'Arméniens actuellement, devrait de toute évidence appartenir à la République d'Arménie. Selon le même argument d'ordre ethnique, le Nakhitchevan devrait appartenir à l'Azerbaïdjan. D'autre part, si l'on accepte l'argument historique, ces deux régions, ayant fait partie de l'Arménie historique, devraient appartenir à l'Arménie soviétique. Il est à remarquer qu'une telle solution se heurterait à la majorité azerie du Nakhitchevan et créerait d'énormes difficultés. Si l'on avance l'argument géographique, et le Nakhitchevan et le Karabagh, par la géographie et la topographie, font réellement partie du haut plateau qui constitue l'Arménie. En vertu de cet argument, le Nakhitchevan devrait donc faire partie de l'Arménie du fait qu'il est entouré par le territoire de la République d'Arménie et qu'il fait partie du plateau arménien. Le Karabagh, pour sa part, fait aussi partie du plateau arménien, et il est beaucoup plus accessible de l'ouest, c'est-à-dire de l'Arménie. L'argument géographique, en ce qui concerne le Karabagh, joue par conséquent doublement.

[Ronald G. Suny, professeur d'histoire moderne (Fondation Alex Manoogian), Université du Michigan, Ann Arbor, membre du comité de direction du Zoryan Institute, conférence, 1978]

### 4.- GLASNOST ET POLITIQUE DES NATIONALITES : Une interview de Ronald G. Suny

[...]

Ian Masters- *Un million de manifestants dans la rue en Arménie, que pensez-vous qu'il va se passer dans une telle situation ?*

Suny- J'ai été très heureux d'apprendre ce matin par les informations qu'après l'appel lancé hier par Gorbatchev, les Arméniens d'Erevan sont d'accord pour interrompre les manifestations pendant un mois, durant lequel la question fera l'objet de négociations. Le second point, c'est que, selon certains bruits, le Comité Central de Moscou aurait dit que cette région, le Karabagh, qui se trouve en Azerbaïdjan, et qui est revendiquée par les Arméniens, serait incorporée à la République d'Arménie. Mais il semble que la partie ne soit pas jouée. Cela reste néanmoins une possibilité.

Q- *Mais quand on regarde la carte, on s'aperçoit que la région n'est pas exactement contigue à l'Arménie. C'est plutôt au milieu de l'Azerbaïdjan. Comment l'annexion à l'Arménie pourrait-elle dans ces conditions ne pas paraître un peu bizarre et forcée ?*

Suny- Entre l'Arménie et le Karabagh, il n'y a que quelques kilomètres, avec des montagnes et des vallées. Mais si vous regardez bien, vous verrez qu'il y a une autre partie de l'Azerbaïdjan, qu'on appelle le Nakhitchevan, qui est complètement séparé de l'Azerbaïdjan et entouré sur au moins deux côtés par l'Arménie soviétique. Ce n'est donc pas un problème majeur. Cela est possible. Bien entendu, il faudrait améliorer les communications, etc. La plupart des routes vont dans l'autre direction, vers Bakou. Mais ce sont là des problèmes mineurs.

La vraie question est de savoir si le gouvernement Gorbatchev veut ou non suivre les principes qu'il a exprimés. On a beaucoup parlé ces temps-ci d'un retour à Lénine et aux principes léninistes et l'un des points les plus essentiels pour lequel Lénine s'est battu (et en fait ce fut sa dernière lutte politique contre Staline) était l'idée de l'auto-détermination et de l'autonomie culturelle pour les divers peuples non-russes. C'est précisément la question qui se pose au Karabagh. Voilà une région dont la population est arménienne à 80 pour cent, et qui veut depuis longtemps être réunie à l'Arménie. On a fait diverses promesses, mais chaque fois on a temporisé. Les Arméniens ont essayé des pétitions. Ils ont écrit à Khrouchtchev, à Brejnev, en septembre dernier encore à Gorbatchev, et finalement, comme l'indiquent ces manifestations, leur patience s'est épuisée et ils sont descendus dans la rue. Et maintenant, enfin, tout le monde, y compris le *New York Times*, s'intéresse à l'événement.

*Q- Vous êtes sûrement d'accord avec l'idée que Gorbatchev s'érige en héritier de Lénine.*

Suny- Je crois que c'est le cas. Il existe deux modèles que l'Union soviétique pourra suivre dans les années à venir. L'un est le modèle que Gorbatchev qualifie de stalinien ou de conservateur, celui de la centralisation et d'une économie étatique ; l'autre est le modèle ancien que Gorbatchev qualifie de léniniste (et on peut discuter de savoir s'il est léniniste ou pas) qui se réfère à une période plus ancienne, la période dite de la NEP, dans les années 20, qui était beaucoup plus orientée vers l'économie de marché, avec beaucoup plus d'indépendance et de liberté culturelle et littéraire, dans le cadre bien entendu des contrôles du Parti communiste, et avec une atmosphère politique beaucoup plus tolérante. Il y a donc, dans l'optique de Gorbatchev, un précédent aux réformes qu'il propose. Cela lui donne bien entendu une sorte de légitimité. Là, vous n'abandonnez ni le marxisme ni l'histoire soviétique, vous remontez simplement à une période plus ancienne. Et bien entendu aussi, cela signifie que chaque aspect de l'histoire soviétique et des injustices commises doit être réexaminé, et cela comprend la difficile et incroyablement dangereuse boîte de Pandore du nationalisme ethnique.

*Q- Mais j'ai tendance à croire que Gorbatchev commence à être un peu inquiet. Les durs commencent à dire que nous allons trop loin. Cela se manifeste partout, en Estonie... En Arménie, la boîte de Pandore est vraiment ouverte, n'est-ce pas ?*

Suny- J'ai été plus inquiet hier, parce que là, Gorbatchev s'est exprimé publiquement et il a dit : «Je vous demande une période de calme.» Et si, d'une façon ou d'une autre les Arméniens n'avaient pas accepté de rester calmes, alors le gouvernement aurait été devant un choix très difficile. Qu'aurait-il fait ? Gorbatchev aurait

envoyé des troupes ou bien il aurait paru faiblir. Mais très habilement, cet homme de communication (probablement le meilleur au monde aujourd'hui) a fait venir plusieurs écrivains arméniens, leur a parlé, et d'après le message que ceux-ci ont rapporté en Arménie, il y aura discussion, le problème reste ouvert, et on devra suspendre les manifestations pendant un mois. Et apparemment, la situation se calme. Ce que cela signifie, c'est que Gorbatchev a en fait accru son prestige du fait de cette question, et qu'il contrôle la situation.

*Q- Le fait qu'il ait fait venir des personnalités culturelles, des écrivains, et non pas des politiques, est très intéressant. Je trouve cela en soi très remarquable.*

Suny- Il y a à cela deux raisons. Les alliés les plus solides de Gorbatchev sont les intellectuels. Regardez comment il a lancé sa campagne pour la perestroïka : la première chose a été l'ouverture de la presse. En quelque sorte, les intellectuels et les écrivains sont les premiers qui sont montés en ligne pour lui.

La seconde raison est qu'il y a en Arménie certains problèmes politiques. Depuis environ six mois, Gorbatchev (ou, disons, le gouvernement central et l'appareil central du parti) s'est montré très critique envers la direction politique du premier secrétaire du parti arménien, Karen Demirdjian. Et on a beaucoup prédit ces temps-ci la chute de Demirdjian. Alors tout d'abord Demirdjian n'a pas eu l'air d'appuyer ces manifestations pour le Karabagh. Les Arméniens l'ont obligé à prendre parti. Et récemment, il les a soutenus. Il est en quelque sorte pris entre son peuple et ceux qui à Moscou le soutiennent. Je ne sais pas ce qui va lui arriver. Mais c'est peut-être la raison pour laquelle Gorbatchev ne s'est pas tourné d'abord vers les dirigeants politiques d'Arménie.

*Q- Le phénomène est vraiment extraordinaire. On observe une divergence évidente entre les spécialistes des questions soviétiques dans ce pays. Il y a ceux qui, comme Marshall Goldman, pensent que Gorbatchev ne va pas tarder à se retirer. Mais j'ai l'impression, moi, qu'il va nous surprendre et qu'il est encore là pour très longtemps.*

Suny- Je crois que vous avez raison. On ne sait jamais, parce qu'en histoire il y a toujours les impondérables et les accidents, mais je serais plutôt d'accord avec un autre universitaire qui a récemment publié un livre à l'University of California Press, Moishe Lewin. D'après ce très intéressant ouvrage, les changements qui se produisent ne sont pas une question de personnes et ils ont mûri au sein de la société soviétique, qui n'est plus celle sur laquelle Staline a régné. Elle est plus mûre, mieux éduquée, plus urbanisée, plus mobile, et elle a besoin des changements que Gorbatchev propose et elle les exige.

*Q- Je vous remercie d'être venu nous voir et de nous avoir éclairés sur une partie du monde sur laquelle on a peu de lumières, d'autant plus que c'est une partie du monde où un million de personnes sont descendues dans la rue. Cela ferait beaucoup de monde n'importe où, mais c'est surtout beaucoup dans un pays qui a trois millions d'habitants. N'êtes-vous pas de cet avis ?*

Suny- Si, bien sûr. Je vous remercie.

[Professeur Ronald Suny, interviewé par Ian Masters le 28 Février 1988 sur 90,7 KPFK FM, Los Angeles]

## 5.- REVENDICATIONS ET ESPOIRS

### Une interview de Gerard J. Libaridian

*Peter Meede- Nous essayons d'avoir une image générale sur le sujet et le point de vue des Soviétiques. Pourriez-vous nous donner l'équivalent, du point de vue arménien : la géographie, les conflits et comment tout cela cadre dans la réalité soviétique ?*

[...]

Libaridian- Le territoire en question se trouve à l'est de l'Arménie soviétique. C'est une partie de l'Arménie historique qui constitue encore, dans l'esprit des Arméniens, une partie de leurs terres ancestrales. D'ailleurs, sa population est encore à 80 % arménienne et cela fait environ 130 000 habitants vivant près de ce qui est maintenant l'Arménie soviétique. Mais ce qui est en cause, ce n'est pas uniquement une question de territoire, bien que j'aie entendu M. Jones l'expliquer dans ce sens. Le problème reste ouvert depuis l'époque où les autorités soviétiques décidèrent de rattacher le Haut-Karabagh à l'Azerbaïdjan.

Depuis lors, on a exercé sur les Arméniens des pressions, tant culturelles qu'économiques. En outre, il y a eu des violences contre les Arméniens qui ont été occasionnellement signalées dans la presse occidentale mais jamais considérées comme des problèmes de premier plan. Au cours des années 70, il y a eu des poussées d'opposition majeure à l'autorité azérie sur le Karabagh pour d'autres raisons. Et même sous Brejnev, les Arméniens ont fait appel aux autorités soviétiques en demandant leur assistance dans ce domaine.

Aujourd'hui, le fait de décrire la situation sous un jour strictement territorial ou nationaliste en fait un sujet très abstrait. Ce n'est pas tout simplement parce qu'ils sont Arméniens, Turcs ou Russes que les gens deviennent nationalistes. S'ils le deviennent, c'est qu'ils ont de graves griefs à formuler. Par conséquent, si on veut comprendre pourquoi des dizaines de milliers de gens du Karabagh en appellent à Moscou ou, selon les informations, un million de gens descendent dans la rue à Erevan, il faut bien se dire qu'il ne s'agit pas simplement d'une affaire d'aspirations nationalistes abstraites. C'est une question de vie ou de mort, en particulier pour les Arméniens qui ont connu une désintégration totale de leur communauté avec le génocide de 1915. Et aujourd'hui, ils refusent de voir une autre région de l'Arménie historique se désintégrer sous la pression culturelle, économique et politique, comme c'est le cas actuellement. Au cours des quinze dernières années, la région a perdu une part substantielle de sa population arménienne, alors qu'elle était jadis arménienne à 95 pour cent. Dans ce contexte, il est évident que ce n'est plus simplement une question de nationalisme abstrait.

*Q- Que peut-on raisonnablement attendre dans ce domaine de la part du Comité Central ou de Mikhaïl Gorbatchev ?*

Libaridian- Je dirai tout d'abord que des informations de la presse occidentale, des renseignements fournis par des voyageurs revenus récemment de là-bas, et aussi par des savants qui sont venus dans la diaspora au cours des mois récents, il ressort que les revendications que les Arméniens expriment en Union soviétique et en parti-

culier en Arménie, sont liées à l'ensemble de la politique de la glasnost. Il ne s'agit pas uniquement d'une question de relations inter-ethniques mais aussi de l'ensemble de la philosophie de l'Etat que Gorbatchev veut conduire. C'est pourquoi, il y a une dizaine de jours, il proposait une réunion spéciale du Comité Central du Parti consacrée à la question des nationalités, dans laquelle il voit toute une dimension de la nature répressive de l'Etat. D'où la nécessité de davantage de justice et peut-être d'autonomie dans les domaines ethniques. Les manifestants d'Erevan considèrent que la démocratisation apportera une solution à ces problèmes.

Pour ce qui est des espoirs précis, je ne suis pas certain — et les gens avec qui je me suis entretenu ne le sont pas non plus — que les Arméniens d'Arménie et du Karabagh croient que le Karabagh sera annexé à l'Arménie.

Je suis d'accord avec M. Jones : c'est une mesure très difficile à prendre. J'ai aussi du mal à imaginer que tout cela serait arrivé si les Arméniens n'avaient eu plus ou moins le sentiment que leur demande trouverait un accueil équitable. Et je dois souligner aussi que le problème n'évolue pas depuis une semaine seulement ; il est sous roche depuis un certain temps déjà. Au cours des derniers mois, il y a eu des déclarations importantes, et même des articles dans la presse soviétique sur ce sujet.

*Q- Quelle est la prévision la plus optimiste qu'on puisse faire ?*

Libaridian- A mon avis, cela dépend de la possibilité pour M. Gorbatchev d'ajouter le problème à son calendrier de réformes. Si c'est possible, alors certains réajustements territoriaux seraient possibles. Encore qu'il soit, comme je l'ai dit, difficile de prévoir cela pour l'instant. Si les réformes économiques et politiques avaient déjà été réalisées, le problème aurait été plus facile à résoudre. Telles que les choses se présentent, je pense que, comme M. Jones l'a dit, il y aura plus de liberté et d'autonomie culturelles et peut-être dans le domaine politique, plus de contacts avec l'Arménie soviétique. Je pense aussi qu'il y aura probablement une plus grande partie du budget de l'Azerbaïdjan consacrée directement au développement économique du Haut-Karabagh. Je ne suis pas certain que les Arméniens soviétiques et ceux de la diaspora, qui soutiennent ardemment les manifestations, seront satisfaits. Il est possible qu'ils ne trouvent plus acceptable que, pour des raisons extérieures, leurs terres historiques continuent à se désintégrer. Je n'en suis pas sûr, mais c'est quelque chose qui sera réglé en Union soviétique en même temps que la question des nationalités.

*Q- Avez-vous une idée de ce que les Arméniens du monde entier, et de leur côté les musulmans, peuvent faire pour avoir une influence à cet égard et pensez-vous que le Comité Central en tienne compte ?*

Libaridian- Bien entendu, cela affecte les Arméniens dans le monde entier. L'Arménie soviétique est l'une des rares républiques de l'URSS qui ait une très importante diaspora. Il y a des Arméniens partout dans le monde et, de ce fait, bien que peu nombreux, ils représentent plus que leur nombre.

*Q- Bien entendu, il n'y a pas autant d'Estoniens et d'Ukrainiens, je vois ce que vous voulez dire.*

Libaridian- Eh bien, il y a pas mal d'Ukrainiens dans le monde occidental, mais ce qui compte plus, c'est le sens de l'identité et la force des communautés arméniennes de la diaspora. En raison du danger d'assimilation, et après les pertes du génocide de 1915, les Arméniens ont tendance, plus que les autres nationalités, à se soucier de la protection de leur culture, de leur caractère ethnique et des terres qui sont encore peuplées d'Arméniens. Il s'ensuit que leur poids politique est bien plus important que l'on ne pourrait s'y attendre du fait de leur nombre. Et je pense que c'est la raison pour laquelle il y a eu d'importantes manifestations, à Paris, à Montréal, à Toronto, à New York, à San Francisco, à Los Angeles pour soutenir les manifestations des Arméniens d'URSS. Il y a eu 5 000 manifestants à Los Angeles le 27 février et 5 000 aussi à Montréal. Et je pense que certains signes indiquent qu'au moins les Arméniens de la diaspora estiment que le Comité Central peut tenir compte de ce qu'ils ont à dire.

Les Azeris, eux, sont musulmans, et ils sont d'origine turque, et cela donne à l'affaire une autre dimension. A l'époque où cette division territoriale s'est faite, les Azeris et les autorités soviétiques étaient alliés des gouvernants de la Turquie, ou au moins s'alignaient sur eux. En raison du mouvement nationaliste en Turquie, il y avait eu convergence des efforts des Turcs de Turquie et des Turcs d'Azerbaïdjan pour refuser à l'Arménie le droit d'exister ou de s'assurer une partie substantielle de ses terres historiques. Il y a donc là une dimension qui dépasse de loin le simple problème des relations arméno-azéries et un problème dont les ramifications dépasseront les frontières de l'Union soviétique. Et je suis convaincu qu'aujourd'hui le gouvernement turc, sur le flanc ouest de l'Arménie soviétique, observe attentivement la situation. Cela peut être bien plus important que l'aspect religieux.

Je voudrais aussi ajouter quelque chose au sujet de ce que M. Jones a dit des différences religieuses et ethniques. Il est certain que les différences ethniques et religieuses exacerbent la situation et la rendent plus difficile. Et il est sûr que chez les peuples traditionnels — et pas seulement chez les Arméniens — les souvenirs sont très vivaces. Mais la question est essentielle, pour les Arméniens du moins. Qu'il s'agisse de survie culturelle, politique ou communautaire, c'est toujours important pour toutes les nationalités. Toutes définissent leurs intérêts nationaux et font en leur nom des choses étranges. Et ce n'est pas parce que les Arméniens sont une petite nation, qu'ils ont subi un génocide, qu'ils ont perdu plus de la moitié de leur territoire et de leurs terres historiques qu'il faut tout voir du point de vue d'une *realpolitik*. Il est vraisemblable que les autorités soviétiques vont suivre la ligne prévue par M. Jones, qu'elles vont temporiser, dire que c'est trop dangereux, ou que ce n'est pas le moment, et qu'en conséquence le mieux qu'on puisse faire est un peu de réforme, de pression sur les Azeris pour qu'ils rendent la vie plus facile aux Arméniens du Haut-Karabagh. Il est regrettable aussi qu'il existe assez de facteurs et de forces — qu'il s'agisse des dirigeants soviétiques réactionnaires opposés à Gorbatchev, ou d'autres éléments à l'étranger — pour tenter de manipuler la situation afin d'en faire un conflit inter-ethnique ou du moins tout faire pour lui donner ce caractère. Et j'apprends — en fait je viens de l'entendre à la BBC il y a vingt minutes — qu'il y a eu des émeutes anti-arméniennes en Azerbaïdjan, et puis il y a la violence qui s'est produite pendant le week-end et qui se poursuit aujourd'hui.

Meede- Eh bien, nous allons continuer de suivre la question ici sur WBZ. Pour vous dire la vérité, je suis un peu surpris de voir le peu d'informations sur la question dans

*la presse de Boston. On en a plus parlé dans le New York Times et le Washington Post que dans tous les journaux de Boston.*

[Gerard Libaridian, directeur du Zoryan Institute et rédacteur en chef de l'*Armenian Review*, a été interviewé par Peter Meede, de la Radio WBZ AM de Boston le 29 février 1988. Auparavant avait été diffusée une interview de M. Tony Jones, du Russian Studies Center de l'Université Harvard]

## **6.- LA NECESSITE DE REFORMES RADICALES :**

### **Une interview de Gerard Libaridian**

Peter Gzowski- *Quel est au juste l'objet de ce conflit ? Qu'y a-t-il derrière tout cela ?*

[...]

Libaridian- Deuxièmement, ces plaintes concernent le sous-développement économique de la région ; le budget de la république ne lui attribue pas des crédits équitables et il s'ensuit le sous-développement économique. Et puis enfin, on signale constamment de violentes attaques contre les Arméniens, encouragées dans une certaine mesure par le gouvernement. C'est un des aspects du problème et les Arméniens y voient une politique systématique visant à dépeupler la région de ses habitants arméniens. En fait, depuis que la région a été annexée à l'Azerbaïdjan, la proportion d'Arméniens y est passée de 95 à 80 pour cent. Et les Arméniens craignent, après la dépopulation de l'Arménie occidentale par le génocide pendant la Première Guerre Mondiale, de voir une autre région historique arménienne perdre ses habitants arméniens, et cela ils ne peuvent pas l'admettre.

Q- *Cette division remonte bien à 1923 ?*

Libaridian- Oui, elle a été décidée et arrêtée en 1923. Lorsqu'en 1920 les deux républiques d'Azerbaïdjan et d'Arménie furent soviétisées, il était entendu que la région devait être attribuée à l'Arménie. Mais, comme *The Toronto Globe and Mail* le soulignait ce matin dans un éditorial, afin de se concilier les Turcs sur le flanc ouest de l'Arménie, les Soviétiques attribuèrent le Haut-Karabagh à l'Azerbaïdjan...

Q- *Je reviendrai sur certaines des questions sous-jacentes tout à l'heure. Mais peut-on dire que la glasnost joue un rôle dans tout cela ? Est-ce que la dispute surgit en ce moment parce que précisément elle a plus de possibilités de surgir ?*

Libaridian- Certainement, c'est tout à fait vrai. En réalité, il semble bien que par glasnost et perestroïka, Gorbatchev n'entende pas seulement des réformes politiques et économiques mais aussi le traitement de la très difficile question des nationalités, c'est-à-dire le problème des relations entre les groupes ethniques ainsi que celui des relations entre Moscou et les diverses nationalités. Il semble que les Arméniens aient l'impression que cela leur donne le droit de placer la question à l'ordre du jour et que le processus de démocratisation les autorise à exprimer ouvertement leurs inquiétudes au sujet de l'avenir de la région.

Q- *Cela a-t-il quelque efficacité ? Y a-t-il quelques signes indiquant que Moscou écoute ?*

Libaridian- Eh bien, apparemment, à Moscou on a entendu. Il semble que l'on se rende compte que la cause est légitime. Mais j'ai aussi l'impression que les manifestations peuvent être utilisées contre Gorbatchev par les éléments réactionnaires du Comité Central.

Q- *Il y a des gens au Comité Central qui diront : «Je vous l'avais bien dit. Plus vous essayez de réduire les pressions sur les choses, plus vous aurez des ennuis avec les Etats dissidents.»*

Libaridian- Je crois que les conservateurs, qui se préparent pour la grande bataille qui doit avoir lieu en juin au Comité Central, essayent de prouver que la glasnost prônée par Gorbatchev risque de s'avérer excessive pour le peuple, bien que Gorbatchev ait affirmé que ce ne serait pas le cas et qu'il se soit montré jusqu'ici très modéré. Dans la mesure où les manifestations arméniennes ont été calmes et pacifiques, il n'y a pas eu jusqu'ici de démonstration de force de la part des autorités. Ce n'est pas le cas en Azerbaïdjan, où il y a eu des émeutes, où les Azeris ont attaqué les Arméniens et où l'armée est intervenue. Il semble que jusqu'ici, Gorbatchev ait pris les manifestations pour l'expression d'une inquiétude et il a voulu les prendre comme telles. Pour lui, le danger peut venir non pas de manifestations pacifiques mais de réactions violentes.

[...]

Q- *Si la solution consiste à réviser les frontières maintenant, n'est-ce pas la porte ouverte à une cascade d'ennuis ?*

Libaridian- Probablement. J'ai l'impression que le problème aurait pu être soulevé après que Gorbatchev ait engagé ses réformes économiques et amorcé des réformes politiques, du moins celle qu'il veut appliquer. Mais il semble qu'il y ait eu une certaine impatience au Karabagh et en Arménie, cela parce que le problème est resté sans solution pendant des dizaines d'années et que le mécontentement est difficile à contenir. Même les organisateurs des manifestations d'Erevan n'avaient probablement pas prévu un tel débordement. Maintenant, votre question soulève deux points. Le premier est de savoir si les problèmes en question sont légitimes et si le rattachement à l'Arménie serait la meilleure solution pour la population du Haut-Karabagh. Les Arméniens y croient. Ils disent qu'il faut peut-être oublier les considérations extérieures pour que le peuple arménien récupère une partie de son territoire historique et que ceux qui l'habitent retrouvent une vie décente. Il est vrai aussi que, d'un point de vue plus large, c'est là un problème majeur pour l'Union soviétique. Il n'est pas possible de soulever un problème sans en faire naître d'autres. Certains ont suggéré que l'Azerbaïdjan accorde une plus grande part de son budget au Karabagh et permette des liens sociaux et scolaires plus étroits avec l'Arménie. Le temps nous donnera la réponse.

Q- *Merci beaucoup.*

Libaridian- Je vous en prie.

[Interview de Gerard Libaridian par Peter Gzowski pour la Canadian Broadcasting Corporation, émission «Morningside Program» à Toronto, 2 mars 1988]

## **7. RIEN NE SERA PLUS COMME AVANT : les premiers acquis des événements d'Arménie et du Karabagh.**

Les manifestations massives qui viennent de se dérouler à Erevan pour exiger le rattachement du Haut-Karabagh à la RSS d'Arménie marqueront incontestablement et pour longtemps l'histoire du peuple arménien.

L'événement est en effet considérable. Il est non seulement sans précédent dans l'histoire récente du peuple arménien, mais aussi dans celle de l'URSS et du monde contemporain tout court. Un million de manifestants dans une république qui ne compte qu'un peu plus de trois millions d'habitants, c'est du jamais vu ! Imaginerait-on 18 millions de français dans les rues de Paris ?

Quelle que soit la suite des événements, une chose est désormais irréversiblement acquise : rien ne sera plus comme avant ni pour les Arméniens eux-mêmes, ni pour ceux qui sont directement concernés par leur cause, c'est-à-dire principalement Moscou, mais aussi Ankara. Et il est d'ores et déjà permis d'en tirer les premiers enseignements, surtout sur le plan interne arménien.

Notre peuple, que l'on avait eu trop tendance pendant des décennies à vouloir reléguer définitivement dans les archives de l'histoire, vient de démontrer à la face de l'humanité entière non seulement son extraordinaire vitalité, mais aussi une conscience politique, une aptitude démocratique et un sens civique dont peu de peuple peuvent donner l'exemple. C'est sans aucun doute cela le premier acquis de ces événements que tous les médias internationaux ont découvert avec surprise et aussi une certaine admiration.

Certes, les efforts de la Diaspora — notamment grâce aux actions combattantes — avaient déjà attiré, depuis une quinzaine d'années, l'attention des étrangers sur la cause arménienne. Mais celle-ci était souvent considérée comme une revendication «utopique» de la seule Diaspora à l'avenir incertain. La preuve est désormais faite — s'il en était besoin et d'une façon on ne peut plus éclatante — que cette cause est celle de tout un peuple : de l'Arménie soviétique jusqu'aux coins les plus reculés de la Diaspora.

Car, en exigeant haut et fort le retour à la mère-patrie du Haut-Karabagh (et du Nakhitchevan, sans mentionner les autres territoires arméniens du Caucase) les manifestants d'Erevan ne pouvaient pas ne pas penser aussi à nos territoires de Turquie dont le symbole, le Mont Ararat, domine Erevan de ses hauteurs enneigées. N'avaient-ils pas été plus de cent mille à manifester — déjà ! — lors de la commémoration du cinquantenaire du génocide, en 1965, aux cris de : «nos terres, nos terres» ?

Ainsi donc, plus personne ne pourra désormais mettre en doute ni la permanence, ni la représentativité de la cause arménienne, même si les moyens et les tactiques

employés pour sa solution sont variés en fonction des circonstances. Il s'agit là d'une donnée fondamentale qui pèsera de tout son poids dans notre combat pour le recouvrement total de tous nos droits inaliénables et imprescriptibles.

Le troisième acquis des événements d'Arménie réside dans la confirmation du réalisme et la maturité politique de notre peuple. Conscient que tout ne peut s'obtenir tout de suite, il se contente de revendiquer, dans un premier temps, ce qui est possible dans la conjoncture actuelle — en l'occurrence le Haut-Karabagh dont le sort ne dépend, en dernier ressort, que du Kremlin. Mais en ce faisant, il ne renie rien de ses autres revendications. Il sait parfaitement que tout changement au statut du Haut-Karabagh, aussi minime soit-il, constituera la preuve de l'injustice commise à son encontre et ouvrira la porte à la réparation d'autres injustices historiques dont l'enclave du Nakhitchevan constitue un des exemples les plus aberrants.

Il s'agit d'une logique revendicatrice — et désormais plus que jamais incontournable — que la Turquie a très bien compris depuis longtemps. Autrement, elle ne montrerait pas un tel acharnement à nier l'existence du génocide arménien. Car, contrairement au génocide juif dont la reconnaissance par l'Allemagne n'impliquait aucune réparation territoriale, la reconnaissance du génocide arménien par la Turquie impliquera fatalement — comme cela a été constamment rappelé par les Arméniens — une réparation territoriale.

Les Turcs s'étaient sans doute habitués aux revendications de la Diaspora qu'ils pouvaient à la limite considérer comme étant symboliques. Ils ne pourront plus désormais ne pas tenir compte de ces centaines de milliers d'Arméniens qui se sont levés pour leur cause non pas seulement à Athènes, à Paris ou à Los Angeles, mais au pied même de l'Ararat. Comme nous ils savent bien que dans le processus de recouvrement de nos terres spoliées, ce sont avant tout les Arméniens de la mère-patrie qui joueront le rôle primordial et décisif.

Le dernier acquis, mais pas le moindre, des événements d'Arménie est la relance de la dynamique entre les deux pôles de notre peuple : la mère-patrie et la Diaspora. Il est inutile de dire que ces événements vont conforter les communautés diasporiques dans leur difficile lutte non seulement pour la poursuite de la cause arménienne, mais aussi pour la survie de la moitié de notre peuple dispersé aux quatre coins du monde.

Bien que les deux événements ne soient pas comparables par leur ampleur, il faut rappeler, une nouvelle fois, qu'il y a moins d'un an, c'était les Arméniens de la Diaspora qui avaient démontré leur force et leur détermination en obtenant du Parlement Européen la reconnaissance du génocide. Une sorte de partage des rôles dans une complémentarité totale et la confiance retrouvée pour un même objectif : rétablir la justice.

Après le million de manifestants d'Arménie, ce sont maintenant des dizaines de milliers d'Arméniens de la Diaspora qui, un peu partout dans le monde, descendent dans la rue pour exprimer leur solidarité et leur appui total à leurs compatriotes de la mère-patrie. Il n'est guère que quelques attardés du stalinisme et bigots de l'«internationalisme prolétarien» pour vouloir encore se singulariser... Mais que pèsent-ils face à un peuple qui vient de donner une nouvelle fois la preuve de son unité inébranlable.

De la bataille d'Avaraïr, un mois de février 451, aux journées de février 1988 en passant par les combats héroïques de Sardarabad, c'est toujours le même peuple qui

est en marche. Il a parcouru les siècles et les millénaires et possède mieux que quiconque la notion du temps.

Le chemin qui lui reste à parcourir avant de voir se réaliser toutes ses aspirations nationales, sera encore long. Mais s'il y avait encore le moindre doute sur sa volonté et sa détermination d'y parvenir tôt ou tard, les manifestations d'Arménie, suivies de celles de la Diaspora, l'auront définitivement dissipé.

[Dicran Shirvanian, *Gamk*, 5 mars 1988]

## 8. L'INTERNATIONALISME A L'ÉPREUVE DU FANATISME PANTOURANIEN.

«Aucune mère n'acceptera que des querelles entre nationalités menacent ses enfants et se substituent aux liens d'amitié, d'égalité et d'assistance mutuelles», mettait en garde M. Gorbatchev, le vendredi 26 février, dans son appel aux «travailleurs et peuples d'Azerbaïdjan et d'Arménie», invités, au lendemain des incidents inter-ethniques du Haut-Karabagh, à redécouvrir les vertus d'une amitié et d'une fraternité ancestrales. L'engagement personnel et en première ligne du numéro un indiquait bien la gravité d'événements que corroborera l'annonce par l'agence Tass, le 4 mars dernier, du bilan officiel des violences qui ont éclaté, le dimanche 28 février, à Soumgait, en Azerbaïdjan, dans la foulée des événements d'Arménie : 31 personnes auraient été tuées dans cette ville au nord de Bakou, au cours d'affrontements entre Arméniens et Azeris, un bilan qui, même s'il est sans commune mesure avec un chiffre réel s'élevant à 2 000 personnes, inflige un cruel camouflet à cette «pax soviética» vécu sur le mode de l'internationalisme et de «l'amitié entre les peuples».

Tous les témoignages concordent pour souligner le caractère raciste de ces agressions perpétrées par des bandes armées d'Azeris à l'encontre de la population arménienne. Les affrontements, présentés avec parcimonie et dans un art consommé de l'allusion par la presse centrale, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'a pas appliqué les consignes de transparence aux événements de Transcaucasie, apportent en tout cas une illustration pour le moins étrange de l'amitié séculaire entre les peuples azeri et arménien derrière une version officielle des faits où l'agresseur, anonyme, est présenté comme une bande organisée de «hooligans» et de «voyous». C'est bien d'une chasse à l'Arménien que la ville de Soumgait a été le théâtre, avec son cortège de viols, de pillages, d'humiliations et de meurtres. Le couvre-feu imposé à la ville, et les informations communiqués par l'Agence TASS selon lesquelles «l'aide nécessaire est fournie à ceux qui ont souffert des troubles», formule elliptique pour désigner les Arméniens, dans un souci évident de déguiser la profondeur de l'antagonisme qui s'est développé entre Arméniens et Azeris, ne laisse d'ailleurs aucune ambiguïté sur la nature des événements.

Soixante-dix années de pouvoir soviétique n'ont pas réussi à réduire les vieux antagonismes qui se réveillent violemment à la lueur de la politique d'ouverture de Gorbatchev. Bien au contraire, on assiste aujourd'hui, après des décennies d'éducation internationaliste, à un «remake» tragique des massacres d'Arméniens de Bakou du

début du siècle, autour d'un scénario quasiment identique : la radio locale annonce l'assassinat de deux Azeris par des Arméniens dans une région voisine ; immédiatement, des bandes armées s'organisent et donnent le signal de la curée.

Les Arméniens auront été les révélateurs, sans doute malgré eux, de la plus profonde crise sociale et idéologique qu'a jamais connue l'Union soviétique. Si le pouvoir central s'est rétracté vendredi 26 février en lavant le mouvement arménien de toute accusation d'anti-internationalisme, le comportement meurtrier des Azerbaïdjanais, travaillé manifestement par des ambitions panturquistes dont Gueïdar Aliev est un théoricien, n'échappe pas à cette condamnation et menace un consensus nécessaire au bon fonctionnement de la perestroïka.

Dans son appel au calme du 26 février, Gorbatchev affirmait que l'«internationalisme saurait résister à cette nouvelle épreuve». Aujourd'hui, c'est un défi sans précédent qui est lancé au Kremlin, par l'importance numérique des victimes, sans commune mesure avec les deux morts des événements d'Alma-Ata de décembre 86, et par la gravité des enjeux. Au-delà des commentaires globalisants sur l'éveil des nationalités, dans leurs revendications par rapport au centre, c'est bien les relations à la périphérie, entre nationalités elles-mêmes, et l'aptitude du centre à les gérer, et à faire l'arbitrage, qui sont remises en question. La perestroïka saura-t-elle se montrer capable d'imposer un dialogue d'un genre nouveau, alors que les fondements même de l'Union, en l'espèce de la cohésion des différentes nationalités, sont ébranlés ? L'Union pourra-t-elle concilier l'inconciliable, réduire les différences souvent antagonistes, par le seul effet de grâce d'une «nouvelle mentalité» érigée en dogme que les forces centrifuges perçoivent comme une nouvelle tentative pour les aplanir, quand c'est le projet socialiste lui-même, en tant que produit d'une pensée occidentale, qui semble être refusé par les Azeris ?

Les ondes de choc de cette radicalisation dans les rapports entre cultures sont déjà parvenues à Moscou, où un bilan officieux faisait état de dix morts, le 20 février, lors d'affrontements entre habitants russes et travailleurs immigrés d'Asie Centrale. Avatar soviétique des ratonnades, ces incidents, qui auraient impliqué des centaines de personnes, illustrent l'ampleur d'un phénomène que la presse officielle persiste à interpréter comme des actes irrationnels de banditisme, alors qu'il met en relief les difficultés toujours croissantes à faire respecter l'internationalisme.

Si la bordure méridionale de l'URSS, en Transcaucasie notamment, est parcourue par la ligne de partage des deux blocs, elle est aussi le centre névralgique d'un difficile dialogue Nord-Sud, que l'immensité du territoire soviétique a contraint le Kremlin à engager. Cette inadaptabilité des sociétés soviétiques musulmanes au modèle proposé par Moscou est le corollaire de l'argument stratégique mis en avant par les Arméniens pour demander le rattachement à leur république de la région du Karabagh. Le Kremlin et les milieux militaires connaissent sans doute la portée de cet argument ; conscients de l'émergence d'un Islam d'autant plus agressif qu'il prend les contours d'un nationalisme pantouranien, ils en redoutent les conséquences. Cette conscience d'une menace interne, que la poussée démographique des républiques musulmanes contribue à diaboliser dans l'opinion ; et dont l'intervention des troupes soviétiques en Afghanistan puis l'annonce récente de leur retrait est le reflet, doit composer avec l'émergence de courants russophiles ultra-chauvins comme le groupe Pamiat.

C'est dans cette marge étroite que se décidera la position du Kremlin pour ce qui concerne la restitution du Karabagh à l'Arménie soviétique : entre une nation arménienne, plus perméable à la perestroïka et dont les intérêts sont finalement solidaires

de la Russie, et des Musulmans ancrés dans une tradition plus religieuse que nationale, rétifs à l'alternative occidentale que propose la perestroïka. L'accession à la modernité en URSS se heurte à un particularisme musulman prompt à voir dans le modèle iranien une modalité plus authentique et plus viable de cette modernité.

Les massacres de Soumgaït sont l'expression de ce choc de cultures dont le caractère irrationnel reste à prouver. Le lobby pantouranien en URSS, décapité par la disgrâce d'Aliev, a sorti ses griffes en Azerbaïdjan, mettant le fanatisme au service de la survie d'une caste florissante sous Staline et Brejnev. C'est un défi sanglant qui est lancé au Kremlin et dont les Arméniens sont les victimes. Le pouvoir central doit sortir grandi de l'épreuve en rendant justice aux martyrs; d'ores et déjà, le problème arménien dépasse le simple découpage de frontières. Le nombre des morts Arméniens interpelle la communauté internationale et engage l'URSS dans sa capacité à résoudre les problèmes d'ordre humanitaire.

[G. Ulubeyan, *Gamk*, 9 mars 1988]

## 9. POUR LE PRINTEMPS DU KARABAGH

Après la leçon magistrale de maturité et de civisme, que le peuple d'Arménie vient de donner au monde entier, après l'admiration et le réveil soudain d'une diaspora jusqu'alors plongée dans la douce torpeur que lui procure le confort occidental, l'heure est à la réflexion. Celle-ci doit être à la mesure des heures exceptionnelles que nous avons vécues ces dernières semaines.

Le peuple d'Arménie vient de prouver à la face du monde, qu'il est debout, qu'il n'est pas seulement l'héritier quémendeur d'un génocide encore marchandé, que ni les Talaat, ni les Staline n'ont réussi à lui faire courber l'échine et que le moment opportun, fier comme Artaban, il sait revendiquer ce qui lui est dû.

Ce réveil national et non nationaliste comme les médias occidentales ont une tendance orchestrée à la qualifier, doit donner naissance à des lendemains qui chantent. Rien ne sera plus jamais comme avant, rien ne peut plus être comme avant. Le peuple du Karabagh, dans la plus pure ligne léniniste, ne demande qu'à rejoindre celui de sa vraie, de sa seule patrie, celui d'Arménie soviétique. Dans son désir si légitime, il vient même de payer un lourd tribut, victime d'une barbarie sans nom. Mais laissons les jérémiades aux faibles, les prières aux églises, les larmes aux cimetières et, conscients que nos morts, de Deir-el-Zor à Soumgaït, attendent de nous autre chose que des lamentations, regardons devant nous. Car l'important, c'est demain.

Qu'advient-il, en ce début de printemps de nos espérances ? On nous parle de compromis, de demi-mesures réformatrices dans un premier temps. Le réalisme, qui n'est souvent que la forme déguisée de la sagesse ne peut nous laisser entrevoir de solution miracle, de panacée soudaine pour les jours qui viennent. Alors, faut-il accepter les quelques lots de consolation — culturels, médiatiques, pédagogiques, architecturaux — que l'on nous fait miroiter et laisser faire le temps ? Le temps de Gorbatchev. Faut-il ne rien brusquer pour que celui-ci, qui est le nom de l'espoir arménien, puisse tenir le cap et réaliser notre rêve, un peu plus tard ? Oui, diront les

sages qui ont pour nom Kapoutikian, Balayan et tant d'autres, Non, rétorqueront ceux qui n'ont plus une foi inébranlable. Et celle du peuple arménien vacille avec juste raison. Tant de fois berné, tout au long de son histoire, tant de fois contraint à la patience par des promesses fallacieuses, l'expérience l'a échaudé. Il est méfiant et il n'a pas tort. Et pourtant, si en s'insurgeant et refusant toute nouvelle attente, il perdait tout ? Le voici devant un grand dilemme. Quelle Cassandre oserait une prédiction ? Il reste qu'il faut encore prendre garde à tant de choses : les provocations, les manipulations, les tentatives de récupération. Au dangereux carrefour de toutes ses attentes, le peuple d'Arménie et ses responsables se doivent de choisir la bonne route. Celle qui mènera au vrai printemps du Karabagh, pour que celui-ci ne devienne pas celui de Prague.

[Editorial du *Haratch*, 19-20 mars 1988]

## 10.- DANS L'ATTENTE DE LA DECISION DE GORBATCHEV.

### a.

#### **Le Karabagh sera le test de l'esprit de justice de Gorbatchev.**

Dans les premières années de la constitution de l'Union Soviétique, en présence d'injustices flagrantes dictées par Staline sous un régime de dictature instauré par le même Staline, dans une période où Boukharine et les autres étaient victimes d'accusations mensongères, il est clair que la voix des Arméniens d'Arménie a été étouffée. Les intellectuels et l'élite d'Arménie qui ont été incarcérés et maltraités en 1936-1938, Aghassi, Khandjian dont la mort tragique reste mystérieuse, en sont les témoignages...

[...]

Le Haut-Karabagh et le Nakhitchévan ont toujours figuré au premier chef de nos revendications territoriales dans les débats sur la cause arménienne, à chacune des Assemblées Générales de la F.R.A. depuis 1923. Aujourd'hui grâce à la glasnost et la perestroïka, les Arméniens du Karabagh clament haut et fort leurs revendications ; leur légitime indignation a atteint Erevan après avoir traversé les montagnes du Karabagh. Des milliers d'Arméniens, dans la capitale, exigent le rétablissement de leurs droits par des manifestations d'une ampleur sans précédent ; la diaspora informée de ces manifestations, se dresse aux côtés des Arméniens d'Arménie par solidarité, et leur apporte son soutien. En réalité, ils veulent soumettre au juste verdict des responsables actuels de l'Union soviétique une cause qui appartient à tous les Arméniens.

La F.R.A. est spontanément et tout naturellement en accord parfait avec ces revendications, pour la solution d'une cause nationale, qui avait été frappée par les injustices dont a été coupable Staline.

L'accord est total, car son exigence fondamentale demeure inchangée, à savoir, une Arménie intégrale avec tous les Arméniens.

Nous prenons en considération certaines questions d'ordre stratégique ou tactique, d'importance capitale quant à l'obtention du droit imprescriptible du rattachement à l'Arménie du Karabagh, du Nakhitchévan et d'autres territoires appartenant aux Arméniens... C'est un fait, que la restructuration économique, sociale et politique proposée par Gorbatchev peut être le point de départ d'une correction des erreurs du passé et du retour à certaines valeurs.

Par conséquent, dans la phase actuelle, il faut éviter tout extrémisme qui pourrait débiliter les forces ou les milieux enclins à l'application de la justice, et porter atteinte aux moyens dont ils useraient pour la rétablir.

N'oublions pas, d'autre part, que l'«idée» du pantouranisme fait son chemin et soulève toutes les forces, à l'intérieur comme à l'extérieur, qui, hier encore, à l'époque Stalinienne, ont eu un rôle à jouer quand la main du «bandit osman» s'est abattue sur le Karabaghtsi, et a vidé le Nakhitchévan des Arméniens, c'est-à-dire de ses nationaux.

Dans les circonstances présentes, soyons vigilants et observons l'évolution des faits. Retenons le message qui nous vient des montagnes du Karabagh. Attendons la justice que nous apporteront les promesses ou les réalisations de Gorbatchev. Les Arméniens attendent, avec patience, le juste verdict, des nouveaux dirigeants du Kremlin. Ce verdict qui sera le baromètre de la sincérité de la perestroïka et donnera la mesure de sa détermination à respecter une constitution fondée sur des principes véritablement socialistes.

Nous attendrons.

[Gamk, 3 mars 1988]

## b.

### **Nous devons attendre la justice de Gorbatchev.**

Le problème du Karabagh se développe à travers les méandres complexes de la politique. C'est une réalité qui ne doit cependant pas entraîner de relâchement dans la poursuite de nos revendications, et on ne doit en aucun cas, enregistrer le moindre découragement parmi ceux qui luttent pour la cause arménienne.

Les Arméniens d'Arménie et la population arménienne du Karabagh à l'image de ses braves, ne doivent pas fléchir dans leur détermination à la lutte, face à cette même réalité. Les Arméniens du monde entier sont avec eux.

Lorsque la conjoncture ou les circonstances nous sembleront favorables aux décisions immédiates, alors, et seulement dans ce cas, des initiatives concrètes s'imposeront d'urgence. Le moment ne semble pas bien choisi pour les manifestations revendicatives du peuple arménien, étant donné la situation présente de l'URSS : par conséquent, nous ne pouvons pas trop espérer. La nouvelle orientation donnée par Gorbatchev et la situation qui en est résultée mettent certains responsables du pouvoir devant la question fondamentale : être ou ne pas être ; une sorte de lutte pour le pouvoir est en place entre, d'une part, les responsables du parti fidèles aux anciennes structures, et d'autre part, les partisans de la perestroïka et de la démo-

cratisation. Et puis enfin, des personnalités qui hier encore avaient des positions importantes et qui sont aujourd'hui en disgrâce, réagissent avec la hargne des mécontents contre les réalisations de Gorbatchev, et ne manquent pas l'occasion de porter des coups aux bases jetées, à petits pas, par les nouveaux dirigeants. Il est absolument certain qu'il y a une tendance évidente à corriger les erreurs du passé, c'est une détermination ferme chez les gorbatcheviens, et c'est même pour cela qu'une solution juste pour le Karabagh n'est pas improbable. Il ne peut cependant pas négliger le fait que l'évolution rapide des événements et leurs dimensions populaires ont placé l'URSS devant un dilemme.

D'une part, leur disposition favorables à l'égard des exigences des Arméniens, et d'autre part, les mauvaises intentions des adversaires de l'orientation gorbatchevienne qui voudraient mettre cette occasion à profit ; ces deux camps vont s'affronter inévitablement au Congrès du Parti Communiste d'URSS qui doit se tenir l'été prochain, autour de questions d'ordre stratégique ou tactique.

C'est cette situation qui favorise en particulier les partisans de la politique non déclarée de pantouranisme d'Aliev et qui ont fait de la question du Karabagh un massacre de 1 500 Arméniens à Soumgaïf, suivant en cela l'exemple du «bandit Osman» et selon la conception diabolique de l'injustice, dictée par Staline. Il est clair, qu'à travers la politique d'Aliev, ce sont les aspirations au pantouranisme inspirées de l'extérieur et la tactique turque de priver les Arméniens de leur droit légitime, qui prétendent agir.

C'est pourquoi nous ne devons pas nous laisser guider strictement par nos sentiments, mais plutôt examiner et prendre en compte les circonstances.

La justice de Gorbatchev est mise devant une épreuve. Une stratégie qui résultera de l'étude politique de la situation des Arméniens et des conditions présentes de l'URSS, pourra jouer un rôle décisif dans la recherche d'une solution juste à la question du Karabagh.

Quoi qu'il en soit, il faut attendre la justice de Gorbatchev.

Et nous attendrons.

[Gamk, 10 mars 1988]

### C.

## **Nous attendons toujours, une blessure au cœur.**

Oui, en effet, nous attendons. Nous attendons car nous espérons que les actes vont suivre les paroles après que l'orientation gorbatchevienne aura triomphée.

Nous attendons et nous espérons que les déclarations verbales ou écrites de correction des erreurs du passé, les promesses formelles de redressement des injustices commises sous le règne de Staline, et la révision et le règlement des questions nationales et sociales sous l'angle démocratique, seront concrétisés conformément à l'esprit de la fameuse perestroïka et de ses dispositions.

Nous attendons et nous voulons croire que si l'attitude et les propositions de Gorbatchev ne sont pas purement foremelles, le rétablissement des droits du peuple arménien, et dans ce cas précis, la décision positive qu'il devra prendre quant au rattachement du Karabagh, serait une des suites naturelles et logiques aux principes qu'il avance.

Pendant ce temps, cependant, est arrivé ce qu'on n'attendait pas et qui a provoqué la surprise : à Soumgaït, à Kirovabad et en d'autres lieux, incités par les Aliev, adversaires de Gorbatchev, les Turcs Azeris ont tué des Arméniens, une tuerie qui par sa sauvagerie rappelle les massacres de 1915.

Nous ne discutons pas du nombre des morts au Karabagh, nous ne nous arrêtons pas sur les détails effrayants de ce massacre et nous ne jugerons pas des voleurs qui régissent l'humanité civilisée, nous ne nous attarderons pas plus sur les dispositions des lois internationales en pareille circonstance, mais à cette phase des événements nous nous adressons aux dirigeants de l'Union Soviétique et nous leur posons cette question : fallait-il attendre la fin du mois de mars pour prendre des mesures immédiates et claires à l'encontre du comportement barbare d'une telle férocité des Turcs-Azeris ? Depuis quand le rôle des forces chargées de la surveillance de la sécurité des citoyens, des responsables du maintien de l'ordre, et de la police s'est-il amoindri au point qu'on assiste, en plein jour, à des actes de barbarie sur la population arménienne ; le nombre des victimes s'élève à quelques centaines et ce n'est que le 9 mars que le camarade Kéramissov juge bon de déclarer que selon les dernières vérifications à Soumgaït on dénombre 31 victimes... que le gouvernement a déjà pris les mesures nécessaires, que la circulation est interdite et que le calme sera rétabli dans la ville.

Quoi qu'il en soit, nous attendons impatiemment le juste verdict que prendront les nouveaux dirigeants du Kremlin en ce qui concerne l'Arménie et les Arméniens du Karabagh ; ce verdict sera connu à la fin du mois de mars.

Que le sang versé pour le Karabagh, par des Arméniens, cimentera la perestroïka de notre patrie qui aura partiellement, recouvré son intégralité ; étape importante dans la concrétisation de notre idéal national, cette concrétisation, ne pouvant se faire que par phases successives.

Alors, et alors seulement, les Arméniens de la diaspora pourront croire aux bienfaits qu'apporteront les réformes gorbatcheviennes. Alors, et alors seulement, l'entourage de Gorbatchev aura fait la preuve qu'il y a concordance entre les propos et les actes. C'est alors aussi que le peuple arménien tout entier, d'Arménie et de la diaspora, confiant, sans réticence, s'accrochera à la réalité restructurée de l'Arménie. Nous insistons : avant d'adopter une tout autre position, et bien que nos cœurs aient été blessés par la sauvagerie des Turcs Azeris, nous attendons patiemment le juste verdict du Kremlin.

Nous rendons hommage à la mémoire des Arméniens qui sont tombés, victimes de la Juste Cause du Karabagh.

[Gamk, 11 mars 1988]

## ANNEXE F

### BIBLIOGRAPHIE

Cette bibliographie selective comprend les principales sources citées dans l'ouvrage.

#### MATERIAUX D'ARCHIVES

##### *République Arménienne*

Archives de la République Arménienne (comprend les textes de la Délégation à la Conférence de la Paix) Boston, Massachussets.

##### *Grande Bretagne*

Cabinet Office Archives. Public Record Office (London).

Foreign Office Archives. Public Record Office.

War Office Archives. Public Record Office.

##### *Etats-Unis d'Amérique*

Library of Congress. Manuscript Division (Washington, D.C.).

The National Archives (Washington, D.C.).

#### DOCUMENTS

Délégation Azerbaïdjanaise à la Conférence de la Paix. L'Azerbaïdjan en chiffres. [Paris, 1919].

Délégation à la Conférence de la Paix. *L'Arménie transcaucasienne : Territoires, frontières, ethnographie, statistique*. Paris, 1919.

Délégation à la Conférence de la Paix. *The Armenian Question before the Peace Conference*. [London, 1919].

Kotcharian G.A., Nagorny-Karabagh (en russe) Bakou, 1925 p.168

Institut Istorii AN Armianskoi SSR, Armianskii Filial Instituta Marksizma-Leninizma pri Tsk KPSS, Arkhivnoe Upravlenie pri Sovete Ministrov Armianskoi SSR, *Velikaia Oktiabriskaia Sotsialcheskaia revoliustia i pobeda sovetskai vlasti b Armenii*, sbornik dokumentov i materialov [la grande révolution socialiste d'octobre et la victoire du pouvoir soviétique en Arménie : recueil de documents et matériaux]

Ed. par A.N. Mnatsakanian, A.M. Hakopian,

S.K. Boudoumian, Gh.M. Dallakian,

V.C. Kzartmian, Erevan, 1957 en russe,

1960, en arménien (ed. révisée)

Institut Istorii AN Azerbaidzhanskoi SSR, Arkhivnoe Upravlenie pri Sovete Ministrov Azerbaidzhanskoi SSR, *Bor'ba Za pobedu Sovetskoi vlasti v Azerbaidzhane, 1918-1920 : Dokumentay i materialy* [Lutte pour la victoire du régime soviétique en Azerbaïdjan, 1918-1920 : Documents]. Bakou, 1967.

Institut Istorii Partii pri Tsk KP Armenii-Armianskii Filial Instituta Marksizma-Leninizma pri Tsk KPSS. *Bol'sheviki v bor'bo za pobedu sotsiaslicheskoj revoliutsii v Azerbaidzhane* : Dokumenty i materialy, 1917-1918 gg. [Bolchevics dans la lutte pour la victoire de la révolution socialiste en Azerbaïdjan : Documents, 1917-1918]. Ed. by Z.I. Ibragimov and M.S. Iskenderov. Bakou, 1957.

\_\_\_\_\_. *Istoriia Kommunisticheskoi partii Azerbaidzhana* [History of the Communist Party of Azerbaijan]. Ed. by M.S. Iskenderov *et al.* Bakou, 1963.

\_\_\_\_\_. *V.I. Lenin ob Azerbaidzhane* [V.I. Lenin about Azerbaijan]. Comp. by Dzh. B. Kultsev, E.A. Nalbandian, and S.M. Samebova. Bakou, 1959.

Institut Marksizma-Leninizma pri Tsk KPSS [ex-Institut Marksa-Engel'sa-Lenina-Stalina pri Tsk VKP (b)]. *V.I. Lenin : Polnoe sobranie sochinenii* [V.I. Lenine : œuvres complètes]. 5<sup>e</sup> ed. Moscow, 1958-1965. 55 volumes.

Kavkazskaia Arkheograficheskaia Kommissia. *Akty sobrannye Kavkazskoiu Arkheograficheskoiu Kommissieiu* [Les actes de la commission archéographique du Caucase]. Tiflis, 1866-1904. 12 vols. Archives of the Viceroy for the Caucasus.

U.S. Dept. of State. *Papers Relating to the Foreign Relations of the United States* 1917. Supplement 2. *The World War*. Washington, D.C., 1932. 2 vols.

Ministère des Affaires Etrangères. *Documents diplomatiques : Affaires arméniennes : projets de références dans l'empire Ottoman, 1893-1897*. Paris, 1897.

## SOURCES SECONDAIRES

Abeghian, Art. «Menk ev mer harevannere-Azgayin kaghakakanutian Khndirner» [Nous et nos voisins : problème de politique national], *Hairenik Amsagir*. VI (Déc. 1927-Oct. 1928), et VII (Nov., 1928-Jan., 1929).

Abrahamian, H.B., *Sovetakan chinararoutiouna Lernayin Gharabaghoun 1920-1925* [La construction soviétique au Haut-Karabagh, 1920-1925].

Adamovich, A. «Soviet Colonialism and the National Republics», *Studies on the Soviet Union* (nouvelles séries), I n<sup>o</sup>.1-2 (1961) : 56-77.

Aghayan, Ds. P. *Hai ev adrbejanakan zhoghovrdenri daravor barekamutiune*. [L'amitié séculaire des peuples arménien et azerbaïdjanais]. Erevan, 1961.

Afanasyan, Serge, «L'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, de l'indépendance à la soviétisation», Paris, l'Harmattan, 1981.

Annuaire politique et économique pour l'année 1925-1926. Moscow, 1926.

Arslanian, A. «Britain and the Armeno-Azerbaijani Struggle for Mountainous Karabagh, 1918-1919», *Middle Eastern Studies* 1 (1980) : 92-104.

Avetisian, Hrand. *Andrkovkasi Komeritmiutiune proletarakan indernatsionalizmi droshi nerko* [La jeunesse communiste de la Transcaucasie sous le drapeau de l'internationalisme prolétarien]. Erevan, 1968.

- Bayart, J.F. «La politique extérieure de la Turquie : les espérances déçues,» *Revue française de sciences politiques* 31, n° 5-6 (1981) : 861-889.
- Bennigsen, Alexandre, Wimbush, S. Enders. *Muslim National Communism in the Soviet Union : A Revolutionary Strategy for the Colonial World*. Chicago, 1979.
- Bourdeaux, M., Matchett, K., Gerstenmaier, C. *Religious Minorities in the Soviet Union*. London, 1970.
- Brinkeley, George A. *The Volunteer Army and Allied Intervention in South Russia. 1917-1921*. Notre Dame, 1966.
- Busch, Briton Cooper. *Mudros to Lausanne : Britain's Frontier in West Asia, 1918-1923*. Berkeley, Los Angeles and London, 1971.
- Dadrian, Vahagn. «The Development of Soviet Posture on Nationalities,» *Armenian Review* (1966) : 33-37.
- Djemeal Pasha. *Memories of a Turkish Statesman, 1913-1919*. New York, 1922.
- Fedenko, P. «The National Question,» *Studies on the Soviet Union* (nouvelles séries) II, n° 3 (1963) : 98-111.
- French, F.J. *From Whitehall to the Caspian*. London, n.d.
- Goldhagen, E., ed. *Ethnic Minorities in the Soviet Union*. New York, 1968.
- Hippeau, E. *Les républiques de Caucase : Géorgie, Azerbaïdjan*. Paris, 1920.
- Hovhannisian, R. *Armenia on the Road to Independence, 1918*. Berkeley, Los Angeles and London, 1967.
- \_\_\_\_\_. *The Republic of Armenia. Vol. 1. The First Year 1918-1919*. Berkeley, Los Angeles and London, 1982.
- \_\_\_\_\_. *The Republic of Armenia. Vol. 2. 1919-1920*. Berkeley, Los Angeles and London, 1982.
- \_\_\_\_\_. «Armenia and the Caucasus in the Genesis of the Soviet-Turkish Entente,» *Armenian Review*, 1 (1974) : 33-52.
- \_\_\_\_\_. «Armeno-Azerbaijani Conflict Over Mountainous Karabagh, 1918-1919,» *Armenian Review*, 3 (1971) : 3-38.
- Hovhannisian, G.A. *Sovetakan ishkhanutian hastatum Gharabaghum*. [L'établissement du régime soviétique dans le Haut-Karabagh]. Erevan, 1971.
- India General Staff. *Personalities in Transcaucasia*. Simla, 1920.
- Katz, Z., Rogers, R., Harned, F. *Handbook of Major Soviet Nationalities*. New York, 1975.
- Kazemzadeh, F. *The Struggle for Transcaucasia (1917-1921)*. New York and Oxford, 1951.

- Khatisian, A. *Hayastani Hanrapetutian dsagumn u zargatsume* [La Création et Développement de la République d'Arménie]. Athènes, 1930.
- Kocharian, K.A. *Nagorny-Karabagh*. Bakou, 1925.
- La Chesnais, P.G. *Les peuples de la Transcaucasie pendant la guerre et devant la paix*. Paris, 1921.
- Lepsius, Johannes. *Armenia and Europe : An Indictment*. London, 1987.
- Lewis, R.A., Rowland, R.G., Clem, R.S., *Nationality and Population Change in Russia and the USSR : An Evaluation of Census Data, 1897-1917*. New York, 1976.
- Libaridian, G.J. «Armenia and Armenians : a Divided Homeland and a Dispersed Nation,» *Soviet Asian Ethnic Frontiers*. Ed. by W.O. McCagg Jr. and B.D. Silver. New York, 1977.
- Lisitsian, Stepan. *Lernayin Gharabaghi hayere* [Les Arméniens du Haut-Karabagh]. Erevan, 1981.
- Lraber (Bulletin), Erevan, N°5, 1971 pp 76-83.
- Mandalian, James G. «The Transcaucasian Armenian Irredenta,» *The Armenian Review*, 2 (1961).
- Mitra, Sarada, Haba, Adel. «We saw the Brotherhood of Nations,» *Problems of Peace and Socialism* 6 (June, 1977).
- Mkrtichian, L. *Khorhrdayin miutian hayere esd 1970 tvi martahamari* [Les Arméniens de l'Union soviétique selon le recensement de 1970]. Beyrouth, 1977.
- Mkrtichian, Shahan. *Lernayin Gharabaghi patmajartarapetakan hushartsannere* [Les monuments historiques et architecturaux du Haut-Karabagh]. Erevan, 1985.
- Mouradian, Claire, le problème du Haut-Karabagh ou les difficultés de «l'amitié entre les peuples» en Transcaucasie, Slovo, Inalco, Paris, Vol. 7. 1985, pp. 53-82.
- . *Conflits nationaux en Transcaucasie, l'Autre Europe*, Paris, l'Age d'homme, n°.10, 1986, pp. 98-109.
- Nissman, David B. *The Soviet Union and Iranian Azerbaijan. The Use of Nationalism for Political Penetration*. Boulder, Westview Press, 1987.
- Pipes, Richard. *The Formation of the Soviet Union*. (Rev. Ed.) Cambridge, Mass., 1964.
- Rassoul-Zade, M.E. *L'Azerbaïdjan en lutte pour l'indépendance*. Paris, 1930.
- Schlesinger, R. ed., *The Nationality Problem and Soviet Administration : Selected Readings on the Development of Soviet Nationalities Policy*. Translated by W.W. Gottlieb, London, 1956.
- Schroeder-Greenslade, G. «Transcaucasia since Stalin : the Economic Dimension,» *Conference of Nationalism and Social Change in Transcaucasia*. Washington, 1980.

- Shtromas, A. «The Legal Position of Soviet Nationalities and their Territorial Units According to the 1977 Constitution of the USSR.,» *Soviet Review* (1978) : 265-273.
- Simmonds, G. ed. *Nationalism in the USSR and Eastern Europe in the Era of Brezhnev and Kosygin*. Detroit, 1977.
- Souvarine, B. «The USSR : A Colonial Power,» *Armenian Review*, 1 (1970) : 61-77.
- Suny, R.G. *The Baku Commune 1917-1918*. Princeton, 1972.
- \_\_\_\_\_. «A Delicate Balance : the Nationality Question,» *Nation*, n<sup>o</sup>.23 (1987) : 808-81.
- \_\_\_\_\_. *Transcaucasia. Nationalism and Social Change*. University of Michigan, Ann Arbor, 1983.
- Swietochowski, Tadeusz. *Russian Azerbaijan, 1905-1920 : The Shaping of National Identity in a Muslim Community*. New York and Cambridge : Cambridge University Press, 1985.
- Tashjian, J.H. «The Problem of Karapagh,» *Armenian Review* 1 (1968) : 3-49.
- Ter-Minassian, A. «La Dissidence Arménienne,» *Critique Socialiste*. 2 (1983) : 79-104.
- Ter Sarkissiantz, A. *Soviemye etniceskie processy u Armian Nagorno-Karabagha*. [Processus ethniques chez les Arméniens du Haut-Karabagh], in *Etniceskie u Kul'turno-bytovye processy nakavkaze* [Processus ethnico-culturels au Caucase]. Moscou, 1978, pp. 62-117.
- Ullman, Richard. *Anglo-Soviet Relations, 1917-1921*. Vol. 2. *Britain and the Russian Civil War, Nov. 1918-Feb. 1920*.
- Vratzian, Simon. *Hayastani Hanrapetutian* [République Arménienne]. Paris, 1928.
- Wimbush, S. Enders. «Divided Azerbaijan : Nation Building, Assimilation and Mobilization Between Three States,» *Soviet Asian Ethnic Frontiers*. Ed. by W.O. McCagg Jr. and B.D. Silver. New York, 1977.
- Ziatkhan, Adilkhan. *Aperçu sur l'histoire, la littérature et la politique de l'Azerbaïdjan*. Bakou, 1919.

---

LE DOSSIER KARABAGH. Faits et documents, 1918-1988.

Rédacteur-en-chef : Gérard Libaridian

ISBN 0-916431-27-4

---

A la fin février 1988, le monde fut étonné par une série de manifestations qui se déroulèrent durant une semaine à Erevan, capitale de la RSS d'Arménie, l'une des quinze républiques de l'Union soviétique. Les noms de Karabagh, Nagorny-Karabagh et Haut-Karabagh surgirent alors brusquement devant la scène internationale.

La majorité arménienne de cette région, placée sous juridiction de la RSS d'Azerbaïdjan depuis 1923, avait adressé une pétition au Soviet suprême de l'URSS en vue d'obtenir sa médiation pour le rattachement de ce territoire à la république voisine d'Arménie.

Pour soutenir la revendication des Arméniens du Haut-Karabagh, les Arméniens de la RSS d'Arménie organisèrent des manifestations de rue qui mobilisèrent jusqu'à un million de personnes, soit environ le tiers de la population de la république !

A ces manifestations pacifiques et parfaitement disciplinées les Turcs azerbaïdjanais répondirent par des violences et des massacres. Des centaines d'Arméniens — peut-être des milliers — furent tués sauvagement à Soumgaït et dans d'autres régions d'Azerbaïdjan.

Ces manifestations sans précédent dans les annales soviétiques et ces violences rappelant de près le Génocide de 1915 perpétré par les Turcs ottomans, ont soulevé un certain nombre de questions et aussi suscité des inquiétudes.

Le présent ouvrage, préparé par l'Institut Zoryan (Cambridge, MA, USA), se propose de présenter la question du Haut-Karabagh dans ses dimensions multiples. Nous espérons qu'il aidera tous ceux qui se sont intéressés — et s'intéressent — à cette question à comprendre pourquoi elle a surgi aujourd'hui et pourquoi il est peu probable qu'elle retombe dans l'oubli, même si les médias et les spécialistes devaient décider qu'il en soit ainsi.

---

Gérard J. Libaridian est le directeur de l'Institut Zoryan et le rédacteur-en-chef de l'*Armenian Review*. Il est spécialisé en histoire et politique arméniennes modernes.

---

The Zoryan Institute  
19 Day Street  
Cambridge, MA 02140  
USA



The Zoryan Institute of Canada  
101 Duncan Mill Road  
Don Mills, ONT M3B 1Z2  
CANADA

Prix : 150 Frs

Photocomposition et impression par Imprimar  
17, rue Bleue 75009 Paris (France)  
Téléphone : (1) 42 46 66 29